

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16174 - 7 F

SAMEDI 25 JANVIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Conversation à Gaza avec Yasser Arafat, l'irréductible «optimiste»

LE CORRESPONDANT du Monde à Jérusalem, Patrice Claude, a été reçu par Yasser Arafat, jeudi 23 janvier, à Gaza. Le chef de l'Autorité palestinienne se dit résolument «optimiste» sur l'aboutissement du processus de paix israélo-palestinien. «Je vois la lumière au bout du tunnel, l'aperçois même Jérusalem», dit-il. Mais le chef de l'OLP s'attend à des négociations difficiles à propos des trois nouveaux retrats partis que les Israéliens doivent effectuer en Cisjordanie avant la mi-1998. «Ce sera dur, mais nous bataillons», assure-t-il en comptant sur la pression américaine, qui «ne se démentira pas». M. Arafat conteste les affirmations israéliennes selon lesquelles le gouvernement israélien décidera seul de l'ampleur de ses retrats.

Lire page 4

RER, ligne C

Reportage dans ce train de banlieue où une femme gardien de la paix a été violée le 25 octobre 1996. p. 13

La Corée désavouée

L'OCDE critique la loi sur le travail, qui suscite un tollé syndical depuis un mois. p. 5 et notre éditorial p. 14

Textile : le moral remonte

Le plan Borotra de 1996 et la hausse de la lire ont permis de freiner les suppressions d'emplois. p. 16

Nouvel handicap pour la presse

De gros investissements dans l'imprimerie parisienne s'ajoutent aux difficultés des quotidiens. p. 28

Échecs : retraite d'un prodige

A vingt-deux ans, Gata Kamsky, septième joueur mondial, abandonne la compétition pour les études. p. 22

Giovanna Marini chante en France

La chanteuse italienne donne trente concerts à Paris et en province. p. 24

La maladie de Jonah Lomu

Forces de la nature, le joueur vedette des All Blacks est contraint d'interrompre sa carrière en raison d'une maladie rénale. p. 21

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 ATS; Espagne, 165 P; France, 5 F; Grèce, 200 Dr; Italie, 2.000 L; Japon, 1.000 ¥; Pays-Bas, 10 Gld; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 Kr; Suisse, 1 Fr; Thaïlande, 10 Baht; USA, 1 \$; USA (Hawaï), 2,00 \$.

M 0147-125-7.00 F



Défense : l'accord confidentiel Kohl-Chirac

- «Le Monde» révèle le contenu du document signé à Nuremberg le 9 décembre 1996
- Le texte prévoit une imbrication des armées sous l'égide de l'OTAN et de l'Europe
- La France et l'Allemagne sont prêtes à discuter du rôle de la dissuasion nucléaire

JACQUES CHIRAC et Helmut Kohl ont adopté, le 9 décembre 1996, lors du sommet franco-allemand de Nuremberg, un «concept stratégique commun» visant à doter les deux pays d'une «défense concertée».

Le Monde publie des extraits de ce document resté jusqu'alors confidentiel. Le président de la République et le chancelier avaient voulu en réserver la primeur aux parlementaires des deux pays, une attention à laquelle les députés et les sénateurs français, moins habitués à ce genre d'écarts que leurs collègues allemands, ont dû être particulièrement sensibles.

Il est moins sûr que la vieille garde gaulliste apprécie la tonalité européenne et atlantiste du texte. Tirant les conclusions de la nouvelle doctrine stratégique française et de l'évolution de la politique allemande, M. Chirac et M. Kohl reconnaissent la parité entre la France et l'Allemagne. Ils proposent une imbrication



étroite des armées française et allemande au service de la défense d'intérêts de sécurité qualifiés d'«indissociables», dans le cadre des institutions européennes et de l'OTAN. Ils affirment une volonté de concertation sur toute action que l'un ou l'autre pays pourrait entreprendre pour prévenir ou gérer les crises.

Ils se déclarent prêts à engager «un dialogue sur le rôle de la dissuasion nucléaire dans le contexte d'une politique européenne de défense» et invitent les responsables à approfondir la coopération dans l'industrie de l'armement. Ils se prononcent enfin pour que l'Union européenne assume la responsabilité de la politique de défense commune.

Ces derniers temps, Paris et Bonn ont ostensiblement multiplié les gestes destinés à montrer que leur coopération reste le moteur de l'intégration européenne.

Lire page 2

Détecter la drogue en famille grâce au kit du «docteur Brown»

LA TOUTE-PUISSANTE Food and Drug Administration (FDA) vient d'autoriser à la vente un test urinaire de détection des stupéfiants utilisable par les particuliers. Le «test de dépistage des drogues à domicile du docteur Brown» pourra, après un mois, être acheté sans ordonnance par tout citoyen américain pour la modique somme de 30 dollars (environ 160 francs).

L'instrument a été mis au point par J. Theodore Brown, un psychologue clinicien, qui a monté pour l'occasion sa société, Personal Health and Hygiene Inc., précise le *Herald Tribune* dans ses éditions du 23 janvier. Comme les autres tests du même genre en circulation outre-Atlantique, celui du «docteur Brown» est destiné en priorité aux parents suspicieux. Le label FDA lui confère une crédibilité particulière.

Un système de détection similaire avait été menacé d'interdiction il y a quatre mois par la FDA, qui demandait des garanties supplémentaires sur la fiabilité du test et

souhaitait «qu'il ne provoque pas de discordes familiales».

Le test du «docteur Brown» serait donc fiable et pacifique. Il est conçu pour détecter la présence de cannabis, d'amphétamines, de cocaïne, d'héroïne, de codéine et de morphine. Le kit contient une coupelle destinée à recueillir les échantillons d'urine et deux tubes en plastique prêts à être postés pour analyses en laboratoire.

Ledit laboratoire transmettra ensuite ses résultats à Personal Health and Hygiene Inc., qui installe actuellement un central de réponse téléphonique. Au bout de la ligne, les «répondants» livreront le verdict, indique M. Brown, et fourniront toute information utile sur l'interprétation des résultats et sur les «défaillances potentielles» du système.

La plupart des toxicologues s'accordent à penser que le seul dépistage urinaire ne suffit pas à prouver la présence de stupéfiants dans l'organisme s'il n'est pas confirmé par

des analyses sanguines, compliquées et coûteuses, mais indiscutables. Dans les urines, les traces d'héroïne, par exemple, peuvent être confondues avec celles de produits codéinés (sirop antitussif notamment). Les plus habiles des fumeurs de joints peuvent aussi dissimuler leur consommation grâce à des substances masquantes.

Après avoir engagé une impitoyable «guerre à la drogue», les Américains se montrent aujourd'hui sensibles aux sirènes du dépistage systématique, même s'il est pratiqué à l'insu de l'intéressé. La détection des stupéfiants sur les lieux de travail est déjà passée dans les mœurs. En autorisant ce dépistage en famille, la FDA entérine une curieuse manière de lutter contre l'usage de drogues : le test clandestin. La notice explicative du kit du «docteur Brown» ne dit pas comment prélever les échantillons sans briser la paix des familles.

Laurence Folléa

La «nouvelle promesse» de l'Elysée

L'ÉLYSÉE communique, la gauche polémique. Les signes sont là : à l'aube de l'année 1997, la France est entrée en campagne législative. Et le départ en a été donné par Jacques Chirac. De cérémonies de vœux en intervention télévisée, le chef de l'État a occupé quasi quotidiennement les pages politiques des trois premières semaines de janvier. Et ce n'est qu'un début, prévient-on à l'Elysée.

Dans quatorze mois, le pays a rendez-vous avec les urnes. Quatorze mois, pour l'opinion, c'est très loin. Pour les dirigeants politiques, c'est tout de suite. De cette échéance électorale, la majorité a tout à redouter : les résultats économiques se font attendre, le climat social est tendu et les sondages restent inquiétants. C'est à l'aune de cette préoccupation là, bien réelle, en dépit de tous les affichages d'op-

timisme, qu'il convient de décrypter la nouvelle stratégie présidentielle.

Elle s'est donnée un thème : la réforme. Sur tous les tons, à chaque occasion, en France comme lors de ses déplacements à l'étranger, M. Chirac le déclare. Il est, dit-il, le président qui va réformer la France, la préparer, l'adapter au troisième millénaire. Structure sémantique de sa campagne de 1995, ce mot a connu diverses fortunes. Dans les

premières mesures prises par le nouveau pouvoir, on l'a attendu, cherché, en vain. Quelques mois après son élection, M. Chirac est venu lui-même lui signifier sa mise à pied : la réforme attendra, a-t-il avoué à la télévision un soir d'octobre 1995, il convient d'abord de remettre les finances du pays en état.

Impensablement, le mot a ensuite glissé de l'Elysée à Matignon. La réforme, si prometteuse, si volontaire, si séduisante pour les électeurs lorsqu'elle s'exprimait dans le discours du candidat Jacques Chirac, est alors devenue, dans la traduction proposée et assumée par son premier ministre, Alain Juppé, symbole d'additions sévères et de restructurations douloureuses, menaçantes pour les acquis sociaux - la SNCF, la Sécurité sociale - et, à ce titre, violemment rejetée par l'opinion, comme en ont témoigné les longues semaines de conflits de décembre 1995. Meurtrie, dépourvue de sa vertu, la réforme a passé une convalescence difficile à Matignon en 1996. Et la voilà, maintenant, de retour à l'Elysée. Réparée, ravivée, marquée, elle s'apprête à refaire carrière dans le verbe présidentiel.

Ce glissement est stratégique. Synonyme de douleur à Matignon, la réforme doit redevenir valeur à l'Elysée. En ce sens, M. Juppé a parfaitement préparé le terrain de la campagne pour M. Chirac.

Pascale Robert-Diard

Lire la suite page 14

Maurice Papon, les crimes de Vichy en cour d'assises

ACCUSÉ d'avoir apporté son concours actif à l'arrestation de 1 560 juifs entre juin 1942 et août 1944, Maurice Papon sera jugé pour complicité de crimes contre l'humanité. La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, jeudi 23 janvier, le pourvoi formé par l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde contre l'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux. M. Papon, dès sa prise de fonctions, avait «acquis la conviction que l'arrestation, la séquestration et la déportation de juifs vers l'Est les conduiraient inéluctablement à la mort».

«En connaissance de cause», il aurait «apporté son concours actif à l'exécution de faits criminels» pour le compte de l'Allemagne nazie.

Lire page 8

et les chroniques d'Alain Rollat et de Pierre Georges, p. 29 et 31

Transports en grève

DANS les villes de province, les transports en commun étaient fortement perturbés, vendredi 24 janvier au matin, par une grève de vingt-quatre heures. Les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC et autonomes voulaient ainsi soutenir leurs revendications d'une retraite à cinquante-cinq ans et d'une réduction du temps de travail. A Marseille, à Nîmes et à Montpellier, la grève des tramways a complètement paralysé le trafic, qui était très ralenti à Bordeaux, Toulouse, Lille, Strasbourg, Saint-Etienne, Dijon, Mulhouse, Limoges et Brest, notamment.

Lire page 6

et les «Débats» page 15

L'homme de l'année sida



DOCTEUR DAVID HO

LORS de la cérémonie d'ouverture de la conférence de Washington sur les rétrovirus et les infections opportunistes, le docteur David Ho s'est demandé s'il était «désormais possible d'éradiquer le VIH au sein de l'organisme des personnes infectées». Désigné «homme de l'année» par l'hebdomadaire américain *Time*, le docteur Ho est l'un des chercheurs les plus novateurs sur les trithérapies, ces traitements du sida qui confirment leur efficacité.

Lire page 20

International	2	Aujourd'hui	20
France	6	Jeune	22
Société	8	Météorologie	23
Région	10	Culture	24
Annuaire classés	11	Cadeaux	25
Cinéma	12	Communication	26
Horizons	13	Alimentation	27
Entreprises	14	Radio-Télévision	28
France/monde	15	Économie	29

سكن في الامم

DÉFENSE Les parlementaires français et allemands (tous partis politiques confondus), qui se réunissent vendredi 24 et samedi 25 janvier à Aix-la-Chapelle, traite-

ront de la coopération en matière d'armement. Ils pourront commenter le « concept stratégique commun » que le conseil franco-allemand de sécurité et de défense, prési-

sidé par Jacques Chirac et Helmut Kohl, a adopté lors du dernier sommet de Nuremberg, le 9 décembre 1996. ● LE MONDE publie des extraits et une analyse de ce texte res-

té inédit. Paris et Bonn avaient décidé de le soumettre aux parlementaires avant de le rendre public. Les responsables français paraissent soucieux de ménager la

susceptibilité des gaullistes. ● JACQUES CHIRAC et Helmut Kohl ont récemment multiplié les gestes tendant à souligner une relance de la coopération franco-allemande.

La France et l'Allemagne préparent une « défense concertée »

« Le Monde » présente le « concept stratégique commun » adopté au sommet de Nuremberg par Jacques Chirac et Helmut Kohl. Ce texte, qui n'a pas encore été publié, prévoit une imbrication des forces armées sous l'égide de l'OTAN et de l'Europe

LORS DU SOMMET de Nuremberg, le 9 décembre 1996, Jacques Chirac et Helmut Kohl avaient donné l'imprimatur à un « concept stratégique commun », pour définir les fondements d'une coopération des politiques de défense, préciser les moyens nécessaires à un rapprochement entre les deux pays et finalement dessiner « une politique de défense concertée ». C'était l'aboutissement d'une entreprise vieille de quarante ans, si l'on prend pour point de départ la proposition faite en 1956 par Guy Mollet à Konrad Adenauer. Le chancelier n'avait pas cru bon de pouvoir accepter cette offre, la situation internationale de son pays et celle de la France étant alors si différentes.

Ni de Gaulle, malgré le volet militaire - vite tombé dans l'oubli - du traité de l'Élysée, ni plus tard François Mitterrand, qui ressuscitera pourtant le conseil franco-allemand de sécurité et de défense, ne réussirent à doter la France et l'Allemagne d'une conception stratégique commune. Des obstacles se dressaient toujours sur la route : appréciation opposée du nucléaire, position par rapport à l'OTAN, intervention sur des champs de bataille lointains, etc.

Ces obstacles ont-ils été surmontés ? On peut le penser en lisant la dizaine de feuillets du document adopté à Nuremberg, complétés par des directives plus précises pour

« une intensification de la coopération militaire ». Bonn et Paris tirent les conclusions des changements intervenus dans le rapport des forces en Europe, des progrès de l'intégration européenne dans tous les domaines, qui rend les intérêts des deux pays « indissociables », et de l'évolution convergente des politiques de défense des deux pays.

RUPTURES AVEC LES DOGMES

On comprend aussi que le président de la République ait souhaité informer les parlementaires - notamment ceux de la majorité - avant de rendre le texte public. Celui-ci ne contient pas de nouveautés bouleversantes ; il présente plutôt une synthèse des orientations perceptibles depuis quelques mois mais, par sa conclusion même, il souligne quelques ruptures avec les dogmes gaullistes qui, tant bien que mal, avaient été maintenus à travers les précédents septennats.

Il est clair tout d'abord que la France et l'Allemagne sont placées sur un pied d'égalité : la première ne bénéficie plus de son statut de puissance victorieuse pour compenser son handicap économique par une prééminence stratégique. Seule l'arme nucléaire perturbe cette parité officiellement reconnue. Sur ce point, toutefois, l'Allemagne se déclare prête à ouvrir « un dialogue sur le rôle de la dissuasion nucléaire dans le contexte d'une politique euro-



peenne de défense ». C'est une réponse à la proposition française de « dissuasion concertée », même si l'expression n'est pas employée. D'autre part, la France et l'Allemagne n'envisagent leur coopération que dans le cadre européen et atlantique, dans une alliance certes « renforcée », mais le rapprochement avec l'OTAN amorcé par Jacques Chirac dès décembre 1995 se trouve ici consacré. Rien n'empêche bien sûr la France (ou, moins probab-

lement, l'Allemagne) d'agir seule, mais les deux pays s'engagent à « se concerter à propos d'une intervention visant à prévenir ou régler une crise ». Si les mots ont un sens, cette phrase signifie que Paris, avant d'intervenir quelque part en Afrique, devrait en référer à Bonn. Paris a d'ailleurs discrètement sondé Bonn, il y a quelques semaines, pour savoir si une opération européenne de maintien de la paix dans la région des Grands Lacs pourrait

être envisagée. La réaction allemande fut, comme on pouvait s'y attendre, un refus poli mais ferme.

A PARTI ÉGALE

Au moment de la réforme de la politique française de défense qui a abouti à la professionnalisation des armées, les Allemands se sont inquiétés des intentions françaises quant à un « possible partage du travail » : aux Français les missions « nobles » de rétablissement de la paix ; aux Allemands, la défense territoriale classique avec des gros bataillons face à un ennemi de l'Est de plus en plus improbable.

Le texte commun fait litte de cette crainte. Il affirme que la France et l'Allemagne sont engagées à part égale dans la défense de l'alliance contre un ennemi extérieur comme dans la préservation de la stabilité internationale. Les forces armées des deux pays doivent être complémentaires sur la base d'une appréciation du rapport coût-efficacité, combler les lacunes apparues chez le partenaire, sans aboutir à une duplication des moyens.

Le texte parle d'« interopérabilité » et de « rapprochement des structures » - auquel plusieurs annexes sont consacrées, sans qu'un mot soit dit cependant de la professionnalisation des armées françaises, qui a troublé les dirigeants de Bonn. Les Français considèrent toutefois

qu'une armée de métier est inévitable à terme en Allemagne aussi, bien que le sujet soit encore tabou.

Le même souci de complémentarité s'exprime dans le chapitre consacré à la coopération en matière d'armement, les industries devant coopérer pour produire du matériel répondant indifféremment aux besoins des deux armées, par renonciation « dans toute la mesure du possible » aux spécifications strictement nationales. A propos de la coopération industrielle, le document franco-allemand souligne la nécessité pour les deux pays (et pour l'Europe) de disposer « de capacités stratégiques de renseignement pour une appréciation indépendante des situations de crise », allusion au satellite Horus II que le chancelier Kohl s'est engagé à construire en commun avec la France (lire ci-dessous).

Le « concept stratégique commun » réaffirme enfin la position défendue par les deux pays dans les négociations sur la révision du traité de Maastricht : la politique européenne de défense doit être placée sous la responsabilité politique du Conseil européen ; dans cette perspective, l'Union de l'Europe occidentale (UEO) doit à terme être intégrée dans l'Union européenne.

Lucas Delattre et Daniel Vernet

« Des intérêts de sécurité devenus indissociables »

Nous publions ci-dessous des extraits du « concept stratégique » adopté par le conseil franco-allemand de sécurité et de défense lors de sa réunion de Nuremberg le 9 décembre 1996.

« Le conseil franco-allemand de sécurité et de défense a décidé de donner une nouvelle impulsion à la coopération franco-allemande dans le domaine de la sécurité et de la défense dans une perspective tant européenne qu'atlantique. C'est pourquoi nos deux pays sont décidés à promouvoir de concert une identité européenne de défense et de sécurité dans le cadre d'une alliance renforcée et à fonder le partenariat atlantique avec les États d'Amérique du Nord sur des bases nouvelles et solides (...).

« Les intérêts de sécurité de nos deux pays sont devenus indissociables (...). Sur la base de leur situation géographique, de leurs poids démographiques et économiques et de leur engagement dans la construction européenne, la France et l'Allemagne sont, en tant que membres de l'Union européenne, de l'Alliance atlantique et de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), au centre d'un réseau de solidarité (...). Nos deux pays se voient exposés aux mêmes risques (...). La nécessité demeure d'une défense territoriale et d'une défense de l'alliance, car un changement fondamental des conditions de la sécurité en Europe ne peut

être exclu (...). La défense collective repose sur une combinaison adaptée aux nouvelles données stratégiques de forces classiques et nucléaires. La garantie de sécurité ultime des alliés est fournie par les forces nucléaires de l'Alliance, en particulier celles des États-Unis ; les forces nucléaires indépendantes de la France et de la Grande-Bretagne, qui remplissent une fonction de dissuasion propre, contribuent à la dissuasion et à la sécurité globale. Nos deux pays sont prêts à ouvrir un dialogue sur le rôle de la dissuasion nucléaire dans le contexte de la politique européenne de défense (...).

« La totalité de nos forces classiques, y compris les forces de réaction rapide, est en priorité à la disposition de la défense des alliés dans le cadre des obligations qui découlent des traités de Bruxelles (UEO, NDLR) et de Washington (OTAN). L'Eurocorps (...) est l'expression de cet engagement commun en faveur de la défense collective.

« La possession de forces armées disponibles rapidement et projetables à l'extérieur comme à l'intérieur des frontières de l'Europe, qui soient faciles à intégrer dans des structures multinationales, est importante. De tels moyens seraient nécessaires tant pour la défense collective que pour la gestion des crises. »

Traduction du « Monde » à partir de la version allemande du document

Coopération accrue sur le renseignement stratégique

LA FRANCE et l'Allemagne, dont les services de renseignement coopèrent de plus en plus ouvertement, ont mis au point un accord-cadre et deux accords particuliers sur l'édification, de part et d'autre du Rhin, d'un système spatial de reconnaissance stratégique. Il est prévu que l'Italie et l'Espagne rejoindront ultérieurement cette coopération selon des modalités qui font encore débat. Les accords ont trait à la mise en orbite de deux satellites Helios-II (observation optique et infrarouge), pour un coût supérieur à 11 milliards de francs, et de deux satellites Horus (renseignement électromagnétique) pour 15 milliards.

En décembre 1996, l'Allemagne a demandé à la France - qui a accepté et qui a décidé de se lancer, seule pour commencer, dans l'opération - de reprendre à juillet 1997 la signature par elle-même des accords. Bonn a fait valoir que ses engagements financiers, qui sont lourds, sur l'avion de combat européen EF-2000 avec la Grande-Bretagne,

l'Espagne et l'Italie ne lui permettaient pas de prévoir tout de suite des crédits sur son budget 1997 pour Helios-II, le premier des deux types de satellites à devoir être mis en orbite. L'Allemagne devrait pouvoir le faire en 1998.

AUTONOMIE

Bonn, en revanche, a annoncé son acceptation du lancement en 1999-2001 de l'industrialisation du système de reconnaissance KZO-Brevel, qui est un drone (avion sans pilote) du champ de bataille. Le développement par Matra et Bremer Vulkan de cet engin-espion est en cours, et il s'achèvera en 1999. La France a promis, de son côté, de mettre en place les crédits nécessaires pour acquérir des drones de reconnaissance à partir de 2002.

La coopération de part et d'autre du Rhin, qui s'instaure en matière d'autonomie du renseignement stratégique et tactique, tiendra à la découverte, par les deux États-majors et leurs services, d'une avancée technologique assez consi-

dérable des Américains dans le domaine des procédés dits de cryptographie, c'est-à-dire la capacité, pour un émetteur, de chiffrer ses données et ses messages au point de les rendre incompréhensibles et, donc, inutilisables par quelque destinataire que ce soit qui ne serait pas habilité.

C'est ainsi que les satellites-espions américains fonctionnent et contrôlent directement la circulation du renseignement. Soit le satellite intercepte de lui-même, quand Washington lui en donne l'ordre, la possibilité offerte à un allié d'avoir accès - sans censure préalable - aux informations recueillies. Soit le matériel d'exploitation et de cryptage au sol des communications du satellite, dont ont été éventuellement dotés les partenaires des États-Unis avec leur accord d'autonomie de façon à les empêcher de bénéficier d'une transmission à laquelle Washington veut garder sa confidentialité.

Jacques Isnard

L'affirmation ostentatoire d'une alliance renforcée

LES HÉSITATIONS, les ratés, les suspicions réciproques des premiers mois de la présidence Chirac semblaient appartenir au passé. Le « tandem franco-allemand » s'affirmait.

ANALYSE

Toutes les divergences n'ont pas disparu pour autant

Une fiche de nouveau comme « le moteur de la construction européenne », pour employer les expressions consacrées. Des preuves manifestes viennent d'en être apportées, comme si les dirigeants des deux pays étaient soucieux de réduire définitivement au silence les mauvaises langues. Sans parler de la coopération policière contre les intégristes islamistes - qui d'ailleurs pas de soi récemment encore - ou du soutien apporté par la France à l'attitude très ferme du chancelier Kohl vis-à-vis de l'Église de scientologie, Bonn et Paris ont multiplié les gestes qui démontrent une certaine harmonie de leur politique européenne.

Les ministres des affaires étran-

gères, Hervé de Charette et Klaus Kinkel, ont tenu à Bruxelles une conférence de presse commune sur la CIG (conférence intergouvernementale sur la réforme des institutions de l'Union européenne). Leurs relations personnelles s'affirment pas le degré de complicité tant naguère Roland Dumas et Hans-Dietrich Genscher. Ils ont pourtant voulu que leurs partenaires soient impressionnés par leurs propositions visant à sortir du dilemme qui subordonne toute avancée dans l'intégration européenne à la bonne volonté des plus réticents (en clair des Britanniques).

De même l'annonce - le même jour - d'une réforme fiscale en Allemagne et d'un plan d'économies budgétaires en France, qui visent à qualifier les deux pays pour la monnaie unique dès 1999, est le signe que Paris et Bonn ne laisseront pas détourner de leur objectif. Une solidarité identique - et peut-être plus inattendue - est perceptible sur les questions de défense. Jacques Chirac et Helmut Kohl partagent la même analyse sur l'élargissement de l'OTAN, qu'ils jugent inévitable voire nécessaire, et sur la redéfinition des relations avec la Russie, qu'ils ré-

putent à « isoler ». Le chancelier soutient la position française sur la réforme de l'OTAN, y compris sur l'attribution du commandement Sud à un officier européen, contre la résistance des Américains.

RISQUE D'ISOLEMENT

La signature d'un « concept stratégique commun » a peut-être des effets plus symboliques que réels, mais si les principes sont mis rapidement en pratique, une sorte de communisme de défense franco-allemand devrait voir le jour, comme de Gaulle l'avait voulu en 1963, mais - différence notable - sous le double parrainage de l'Europe et de l'OTAN.

Cette relance n'allait pas de soi. Il a fallu quelques temps à Helmut Kohl pour prendre la mesure « du grand », comme il appelle Jacques Chirac. Celui-ci n'était pas le candidat de son choix - il n'en avait guère fait mystère - et il craignait autant des foudres de son nouveau partenaire que de l'euro-scepticisme légendaire de ses amis politiques. Du côté français, l'enthousiasme n'était guère plus grand. La méfiance à l'égard d'une Allemagne trop puissante est la chose la mieux partagée

chez les gaullistes et comme à chaque changement de gouvernement, l'illusion d'un rééquilibrage des relations franco-allemandes par un rapprochement avec la Grande-Bretagne avait refleuré en 1995.

Certes, en octobre de la même année, Jacques Chirac s'était rendu à l'évidence : la France se retrouverait isolée en Europe si elle ne maintenait pas une étroite coopération avec l'Allemagne, et le maintien de cette alliance passait par une adhésion sans réserve au projet d'Union économique et monétaire. Cela ne l'empêchait pas quelques mois plus tard d'annoncer une réforme de la politique française de défense, avec professionnalisation des armées, qui plaçait les Allemands en porte à faux, sans s'être le moins du monde concerté avec eux.

Il a fallu plusieurs sommets officiels ou rencontres informelles entre le président et le chancelier pour dissiper les malentendus. Si c'est entre eux chose faite, il leur reste encore à convaincre qu'ils ont des amis politiques, qui ont opinion. La foi européenne de Jacques Chirac n'a pas le soutien de tous les gaullistes, qui trouvent, monnaie unique, rapprochement avec l'OTAN, coopération policière

européenne aidant, la pilule un peu dure à avaler, tandis qu'en Allemagne, la prévention des milieux économiques et financiers à l'égard du « laxisme » français trouve un écho favorable dans un public peu favorable à la monnaie unique.

VERS LA MONNAIE UNIQUE

Les dirigeants ont beau afficher leur entente, toutes les divergences n'ont pas disparu pour autant. Il est bon que Français et Allemands parlent d'une même voix dans la conférence intergouvernementale, envisagent une stratégie commune, veuillent coordonner leurs présidences de l'UEO pour accélérer la création d'un « pilier européen de défense ». Les esprits chagrins remarqueront que ce n'est pas la première fois ; qu'il y a quelques années déjà, Paris et Bonn avaient voulu fonder leurs présidences du conseil européen en une présidence commune, qu'ensuite ils avaient parié d'une simple concertation pour assurer la continuité, avant de rentrer dans le rang.

Le même scepticisme pourrait s'appliquer à la marche vers la monnaie unique. Les dissensions apparues au sommet de Dublin à propos

du pacte de stabilité et du « gouvernement économique européen » ont été écartées plus que surmontées. Elles dénotent deux conceptions foncièrement incompatibles des rapports de la monnaie et de la politique ; elles n'ont pas fini de troubler les relations franco-allemandes.

Dans le domaine de la défense, les projets industriels ne suivent pas l'entente sur les principes. Pour des raisons financières, la participation allemande au programme de satellite Horus a été ajournée ; la France y tient pourtant beaucoup et il n'est pas sûr que les engagements du chancelier en faveur de la coopération soient plus forts que le lobbyisme américain auprès des parlementaires allemands, ni que sa fermeté dans l'affaire du commandement Sud de l'OTAN résiste aux pressions de Washington.

En mettant en évidence les actions communes, Jacques Chirac et Helmut Kohl vérifient une constante de la politique franco-allemande de ces dernières décennies : au-delà des différences d'appréciation, il n'y a pas, ni à Paris ni à Bonn, de solution de rechange à la coopération.

D. V.

حکومت من الامم

« Vache folle » : le sanctuaire germanique risque de s'effondrer

BONN
de notre correspondant
« Manges de la viande allemande » : ce mot d'ordre simple a longtemps rassuré le consommateur allemand. Persuadés que le cheptel bovin allemand était épargné par l'épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), les dirigeants de Bonn se sont contents d'interdire l'importation et la vente au consommateur de viande anglaise. Ils n'ont pas soumis leurs propres troupeaux aux mesures de contrôle les plus strictes, arguant du fait que les éleveurs allemands n'emploient pas de farines animales pour nourrir leurs bovins. Quatre cas seulement d'ESB avaient été déclarés en Allemagne depuis 1992. Dans tous les cas, il s'agissait de bovins directement importés de Grande-Bretagne. Aucun animal né en Allemagne ne faisait partie du lot, ce qui permettait aux dirigeants de Bonn de déclarer leur pays « indemne ».

D'ORIGINE ANGLAISE
Beaucoup de choses ont changé le 18 janvier après que l'épizootie eut été décelée dans une ferme biologique de Rhénanie-du-Nord, sur une vache de race Galloway, née en Allemagne mais de mère anglaise. Les responsables politiques s'interrogent désormais sur l'ampleur du phénomène, dès lors que la possibilité d'une transmission de la maladie au veau par le lait de la mère semble se confirmer – une hypothèse qui suscite l'inquiétude au plus haut niveau dans toutes les capitales européennes. Pour la première fois en Allemagne, des troupeaux entiers vont être détruits. Cette mesure concerne 6000 animaux d'élevage dans le nord-ouest du pays. Pour la première fois également, des indemnités vont être accordées aux éleveurs pour les dédommager de l'abattage de leurs animaux. Jusqu'ici, l'Allemagne ne s'est estimée pas directement concernée, aucun cadre réglementaire n'ayant été défini en la matière, au risque que des éleveurs, par manque d'information financière de la part de l'Etat, ne déclarent pas d'éventuels cas de « vache folle ».

Les dirigeants de Bonn se veulent rassurants et continuent d'affirmer que « le cheptel allemand est indemne » puisque la vache malade était d'origine anglaise. Ils ont toujours affirmé que leurs élevages n'avaient pas recours aux farines animales pour nourrir leurs bovins. Mais cette affirmation suscite les doutes de beaucoup d'experts européens. Les farines animales produites en Allemagne, certes, respectent les normes européennes en vigueur (chauffage à 133 degrés pendant vingt minutes, sous pression de trois bars). Mais l'argument selon lequel elles ne seraient destinées qu'aux élevages de porcs ou de volailles ne convainc pas l'ensemble des observateurs britanniques. L'Allemagne va sans doute tout faire pour renforcer les mesures qu'elle a prises pour se protéger contre l'épidémie, et rejoindre, espère-t-on à Paris, l'approche française du dossier : retrait du marché européen des tissus dits « à risque » (yeux, encéphales, moelle épinière), ce qui entraînera naturellement un surcoût de coûts au niveau de l'abattage en obligeant à pratiquer des découpages particuliers. En théorie, il est toujours possible, aujourd'hui, d'acheter de la cervelle dans une boucherie allemande, et certains produits liés au système nerveux central des bovins continuent à être utilisés dans la préparation de plats ou de gelatines. Autre dossier en cours d'étude à Bonn : la mise en place d'un système d'étiquetage et d'identification des animaux dont on reconnaît, à Bonn, qu'il n'est pas « entièrement satisfaisant ». Le fédéralisme allemand, ici, pourrait faire l'objet d'une étude critique. En multipliant les niveaux d'application de normes qui, elles, sont fixées à Bonn, le système des Länder n'est peut-être pas le plus approprié pour faire face à une situation d'urgence.

Lucas Delattre

Le gouvernement italien lance une réforme complète du service militaire

Les jeunes et les femmes pourront choisir une formule « civile »

Conformément aux promesses faites avant les élections, le gouvernement de centre-gauche italien de Romano Prodi a décidé de réformer le

service militaire, notamment en ouvrant aux femmes et en introduisant l'option d'un service civil. Selon le ministre de la défense et auteur du

projet, Beniamino Andreatta, le nombre de jeunes qui choisiront le service civil d'une durée de treize mois est évalué à 120 000.

ROME

Le service militaire reste obligatoire en Italie, mais une véritable « révolution », selon le mot de Walter Veltroni, vice-président du conseil, va se produire. Si le projet adopté, mercredi 22 janvier à Rome, par le conseil des ministres est approuvé par le Parlement, la conscription aura un visage tout à fait nouveau dans la péninsule dès le début de l'année prochaine. Trois modifications importantes seront en effet instaurées. Tout d'abord, tous les appelés auront désormais la possibilité de choisir entre l'armée et le service civil. Ensuite, les femmes pourront à l'avenir s'engager aussi bien dans les forces armées que chez les carabinieri ou dans la police financière (guardia di finanza), ou choisir elles aussi le service civil. Enfin, les étrangers, qu'ils soient ou non ressortissants de l'Union européenne, pourront demander à effectuer un service civil après trois années de séjour dans le pays. Le gouvernement de centre-

gauche de Romano Prodi a donc tenu la promesse faite lors de la campagne électorale et qui figure dans le programme de la « coalition de l'olivier ». « Nous avons choisi une voie intermédiaire entre les pays qui ont aboli la conscription et ceux qui l'ont maintenue », a déclaré le président du conseil. Désormais, le choix sera possible et pourra se faire soixante jours après l'incorporation.

TREIZE MOIS AU LIEU DE DIX

La seule différence qui persistera – et elle soulève déjà beaucoup de critiques – est que ceux qui opteront pour le service civil effectueront treize mois au lieu des dix habituels. Ces trois mois supplémentaires serviront à la formation. Une Agence nationale pour le service civil sera mise en place pour gérer ce contingent, qui devra répondre à « des critères rigoureux de discipline et de sérieux professionnel parce qu'il n'est pas dans nos intentions de créer un simple expédient pour éviter le service militaire », a fait remarquer le mi-

nistre de la défense, Beniamino Andreatta. Les effectifs militaires ne pourront de toute façon être inférieurs à 100 000 hommes pour les trois armées. Si cela se produit, les autorités procéderont à un rééquilibrage.

Servir le pays ne se fera donc plus uniquement dans les casernes, mais dans la santé, les musées, la protection civile, l'environnement, l'aide au développement à l'étranger – ce que le ministre de la défense appelle l'« engagement de solidarité ». « Nous offrons aux jeunes la possibilité d'exercer, sans privilèges, une activité en faveur du pays. Il reste encore 24 hectares à fouiller à Pompei », a déclaré M. Andreatta au journal *La Repubblica*.

La création de cette « armée de la solidarité » n'est pas sans poser de nombreux problèmes d'organisation. Pendant trois ans, la défense prêtera son concours pour assurer la gestion de ce nouveau service. 220 milliards de lires (700 millions de francs) sont d'ores et déjà prévus dans le bud-

get de 1997 pour faire face aux besoins. A l'avenir les effectifs de conscription, dont le nombre est passé de 22 000 en 1992 à 44 000 en 1995, pourront directement opter pour le service civil. Ceux qui tenteront d'échapper à l'une ou l'autre forme de service pourront être punis d'une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans.

Le caractère obligatoire a également été envisagé pour les femmes, mais finalement abandonné. L'entrée dans la force armée masculine se fera donc sur la base du volontariat, comme pour les étrangers, à la différence qu'il sera possible pour la gent féminine de devenir général ou pilote de chasse. Le gouvernement compte beaucoup sur ces 120 000 appelés du service civil pour redonner un « sens de la nation et du devoir » à la jeunesse. Ce sera également, pense-t-on, un moyen de susciter des vocations alors que par ailleurs l'armée s'orientera inévitablement vers le professionnalisme.

Michel Bôle-Richard

Des centaines de cas de pédophilie au pays de Galles

LONDRES

Le plus gros scandale de pédophilie en Grande-Bretagne se déroule quotidiennement dans la presse et à la télévision depuis l'ouverture des travaux de la commission d'enquête chargée de faire la lumière sur les abus sexuels perpétrés dans des institutions pour enfants des comtés de Clwyd et de Gwynedd au pays de Galles.

Il ne s'agit pas de meurtre ou de trafic d'enfants, comme en Belgique avec l'affaire Dutroux, mais les cas de violence recensés sur des centaines de victimes sur une vingtaine d'années. Trente-neuf institutions ont été mises en cause. Une dizaine de victimes se sont suicidées, dont six anciens pensionnaires du bome de Bryn Estyn, le pire de tous : Mark Humphrey et Simoo Burke se sont pendus, Lee Homberg et trois autres sont morts dans un incendie suspect.

L'enquête a été confiée à Sir Ronald Waterhouse, un juge à la retraite, chargé de découvrir une vérité, longtemps dissimulée : quatorze enquêtes ont déjà été diligentées, sans effet, et la dernière a été enterrée ; une travailleuse sociale qui avait alerté les autorités a été licenciée.

Sir Ronald a examiné 650 plaintes et entendra 180 victimes présumées. L'avocat de la commission, Gerard Elias, a parlé de « d'abus sexuels et physiques à une échelle qui frise l'exploitation de masse ». Il a accusé « ceux qui ont une position de responsabilité dans les services sociaux d'avoir été ou moins impliqués du sort de ces enfants dont ils avaient la charge (...) et au pire de négligence bordant l'impéritie : professionnelle ou l'ouïvement conscient ». Il s'en est aussi pris aux assureurs, et en particulier à la Zurich Municipal, dans le comté de Clwyd, soupçonnée d'avoir couvert les faits. « Un équilibre doit être trouvé entre le devoir du conseil de découvrir la vérité et le désir de protéger ses intérêts », et ceux de la compagnie. Écrivait, en 1995, John Mead, son responsable pour les sinistres. L'important était d'éviter de nouvelles plaintes et des articles « racleurs et oléomistes » dans la presse.

INDIFFÉRENCE GÉNÉRALE

Avant même que les victimes ne déposent à la barre, les témoignages abondent sur Bryn Estyn et d'autres institutions. A Bryn Estyn, raconte un pensionnaire, « je me souviens qu'une ou deux fois par semaine, avant de se coucher dans les dortoirs, un membre du personnel appelait un des garçons. Ils étaient généralement obsédés pendant une demi-heure d'une heure. Quand ils revenaient, ils se couchaient ; je les ai souvent entendus sangloter ». D'autres devaient nettoyer les toilettes avec leur brosse à dents. Alors, on humiliait les enfants en les forçant à porter des couches-culottes.

Aucun contrôle sur le personnel, aucun moyen pour les enfants de porter plainte, la seule personne auprès de laquelle ils auraient pu le faire était souvent leur tuteur ou, de toute manière, on n'y aurait pas prêté attention. Aucun suivi psychologique. Les institutions solidaires sociales de ces deux comtés gallois ruraux semblent avoir été, dans l'indifférence générale – ou pour le plaisir de certaines personnalités, susurre-t-on – un vivier pour pervers.

Pires que les institutions à la Dickens, ces homes ont profité d'un laxisme généralisé qui apparaît de plus en plus inacceptable aujourd'hui, où les affaires de pédophilie à répétition ont choqué l'opinion. Le dernier scandale en date est la pénétration des clubs de football pour jeunes par des maniaques attirés par la sueur et les douches collectives. Le gouvernement envisage de créer un registre officiel national des pédophiles, qui seraient obligés de prévenir la police de leurs changements d'adresse et d'obtenir l'autorisation de l'organisme de H.M. ou à leurs employeurs potentiels.

Patrice de Beer

Le salut patriotique de Jean-Marie Le Pen à la Grande Serbie

PALE

de notre envoyé spécial

Jean-Marie Le Pen devait achever, vendredi 24 janvier, une visite de quatre jours en ex-Yugoslavie, où il avait été invité par le Parti radical serbe (SRS) de Vojislav Seselj, l'ancien commandant de la milice des « Aigles blancs » qui sema la terreur en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. M. Le Pen et M. Seselj ont rencontré, jeudi, les dirigeants politiques de la République serbe, dans leur fief montagnard de Pale surplombant Sarajevo. Le président du Front national a adressé « des saluts patriotiques » au peuple serbe, indiquant que « sous les patriotes du monde nous sommes tous frères, attachement à leur terre et à leur patrie, et forment une communauté d'hommes et de femmes civilisés ». A Belgrade, M. Le Pen avait déjà salué « le grand peuple serbe, souvent martyrisé, souvent opprimé, occidé, mais jamais vaincu ».

A Pale, Jean-Marie Le Pen n'a pas ménagé ses efforts pour satisfaire ses hôtes, reprenant les arguments des nationalistes serbes. « L'alliance traditionnelle entre les peuples français et serbe », « les opinions manipulées et les réalités si différentes de ce que les médias ont montré », « le volontarisme des États-Unis d'être le bras armé d'un Nouvel ordre mondial qui s'imposait contre les nations », furent au menu des discussions. Interrogé sur le refus des Serbes

de livrer justice « criminels de guerre » présumés à la justice internationale, M. Le Pen s'est emporté contre « les criminels d'Hiroshima, du golfe, ceux qui tuent les enfants d'Irak par le blocus ». « Il serait stupéfiant de voir les criminels s'ériger en juges ! », a-t-il conclu à l'adresse des pays occidentaux.

UN ACCORD DE PARTENARIAT

Un charmant soleil d'hiver rayonnait à Pale, le village dont les séparatistes serbes ont fait leur capitale et d'où ils ont assiégé Sarajevo de 1992 à 1995. M. Le Pen et M. Seselj étaient conviés par Momcilo Krajisnik, l'élus serbe à la présidence collégiale bosniaque, à un déjeuner dans l'enceinte de l'usine de construction de pièces automobiles Famos. Radovan Karadzic, inculpé de « génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre » par le Tribunal pénal international de La Haye, y a installé ses bureaux depuis qu'il a démissionné de ses fonctions l'été 1996. Officiellement, M. Le Pen ne devait toutefois pas le rencontrer.

Les présidents du FN et du SRS devaient signer, vendredi, un accord de partenariat. M. Seselj sera cordialement invité au congrès du Front national à Strasbourg fin avril », a commenté M. Le Pen, satisfait de cette alliance entre « des partis politiques qui portent une même sensibilité ». Le leader du FN a estimé que les témoignages accusant Vojis-

lav Seselj d'avoir commis des crimes atroces dans les régions de Vukovar, de Bijeljina ou de Brcko « ne le concernent pas ».

Le pouvoir de Pale a savouré l'aboutissement d'un président de parti politique français. Tandis que M. Krajisnik exprimait sa satisfaction d'entendre « des mots qui sont un véritable remède pour l'âme » et accusait une nouvelle fois la communauté internationale d'avoir « diabolisé les Serbes », M. Seselj rappelait que le Front national avait toujours critiqué « les bombardements que le peuple serbe a subis » de la part de l'OTAN « la fin de la guerre ».

Jean-Marie Le Pen n'a pas souhaité commenter, autrement que par l'évocation d'un « parti démocratique », les remous créés au sein du Front national par son soutien apporté aux plus fidèles partisans de la « Grande Serbie ». Le quotidien d'extrême droite *Présent* évoque régulièrement « la République serbe fantôme » et a récemment fustigé « les sorts qui se sont affichés avec Seselj ». Tout au long du conflit en ex-Yugoslavie, des cadres du FN ont cessé de défendre, en Croatie, la cause croate ultranationaliste et catholique, s'affichant parfois avec des chefs « oustachis » (Croates pro-nazis de la seconde guerre mondiale).

Rémy Ourdan

Londres juge sa participation à l'euro « fort improbable mais pas impossible »

LONDRES

de notre correspondant

Le cabinet britannique s'est réuni, jeudi 23 janvier, avec à l'ordre du jour l'Union économique et monétaire (UEM). Alors que le chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke, a présenté une étude sur les moyens dilatoires – selon lui – utilisés par les autres pays européens pour respecter les critères de convergence du traité de Maastricht, le premier ministre, John Major, en a profité pour rappeler la position de son gouvernement sur l'UEM : Londres entend garder jusqu'au bout sa liberté de choix. M. Major maintient cette ligne en dépit des pressions qu'exercent ses euro-sceptiques pour qu'il annonce le rejet de l'euro par le Royaume-Uni.

Pour autant, M. Major n'a pas caché son scepticisme sur la monnaie unique, estimant qu'il était « fort improbable mais pas impossible » que la Grande-Bretagne participe à l'UEM à la date prévue de janvier 1999. Jeudi soir, le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, a annoncé devant la chambre de commerce française de Londres son intention de porter la bonne parole aux peuples du continent. Il entend leur exposer directement ces prochaines semaines la position britannique sur l'Europe dont il s'est dit convaincu qu'elle était largement partagée.

Il a défendu le concept britannique de « partenariat de nations », qu'il a comparé à l'« Eu-

rope des patries » de de Gaulle, une Europe « ouverte à tous et avec l'accord de tous ». Ce partenariat moderne « est une Europe de coopération, pas de conflits, où le dialogue a remplacé la confrontation et où les négociations entre nations sont une manière de vivre constante, permanente ». L'avenir du continent se trouve dans cette « troisième voie » : entre les deux pôles du fédéralisme et du libre-échange.

CRAINTE D'HARMONISATION

M. Rifkind a justifié la position de son pays par ses traditions historiques, politiques, juridiques, économiques et culturelles : primauté du Parlement, confiance dans un État-nation considéré comme protecteur des libertés, absence de tradition démocratique, crainte devant toute harmonisation ou codification juridique. Cette vision d'une supranationalité réduite au plus strict minimum est, selon lui, « aussi pertinente au français, à l'allemand et à l'italien moyen qu'au peuple britannique ».

Le gouvernement veut porter le débat sur la place publique. Un débat que l'on entend guère de ce côté de la Manche, où l'opinion est soumise à un feu roulant anti-européen et les torques sont défilés par les attaques des euro-sceptiques.

P. de B.

L'Internationale socialiste dénonce la « tyrannie » de la pensée unique

ROME

de notre correspondant

Le conseil général de l'Internationale socialiste (IS), qui s'est réuni à Rome, mardi 21 et mercredi 22 janvier, s'est penché sur « les défis de l'an 2000 » et les grands dossiers actuels, notamment la situation en Israël. Le leader de l'OLP, Yasser Arafat, et Shimon Peres, l'ancien premier ministre travailliste ont été les vedettes de cette conférence rassemblant cent huit délégués dont presque tous les dirigeants de la mouvance socialiste et social-démocrate mondiale. Il fut aussi question de la Bosnie et des accords de Dayton, de la situation en Serbie, de la tragédie des Grands Lacs, de l'Algérie, de Timor, sans oublier la Biélorussie et la condamnation du régime de Rangoon.

Pierre Mauroy, président de l'IS, a salué la bonne santé du mouvement comptant aujourd'hui cent quarante membres. « Avant la fin du siècle, nous serons deux cents », a souligné l'ancien premier secrétaire du PS, et nous sommes décidés à jouer un rôle important dans le XXI^e siècle. Le billet d'entrée n'est pas facile à obtenir et on ne le reçoit pas à vie ». Le Parti social-démocrate slovène l'a appris à ses dépens. Il a été exclu pour être en fait « un parti nationaliste de droite qui lors des dernières élections s'est allié avec le front populiste de droite ».

Une bonne partie des travaux de la commission « réforme », notamment sous l'impulsion de Felipe Gonzalez, ancien président du gou-

vernement espagnol, a été consacrée à l'étude des effets de la mondialisation de l'économie, de la « tyrannie » de la pensée unique et du libéralisme sauvage.

« TOTALITARISME MODERNE »

« La modernisation et la révolution technologique nécessitent une réponse à la hauteur des gouvernements », a dit M. Gonzalez, pas de vieilles formules magiques que l'on ressort à chaque situation. Pour lutter contre « le fondamentalisme néo-libéral qui ambitionne l'hégémonie du monde comme un totalitarisme moderne », Pierre Mauroy a estimé que « l'histoire ne s'est pas terminée, comme certains l'ont prétendu, en 1989. La chute du mur de Berlin a ouvert de nouvelles perspectives pour l'action des forces sociales et démocratiques ».

La deuxième journée de débats a été perturbée par Bettino Craxi, l'ancien dirigeant socialiste italien qui, depuis son exil tunisien, a demandé à ses anciens amis de créer une commission d'enquête pour établir la vérité sur « la justice politique » qui a détruit son parti et transformé son ex-secrétaire général en « dangereux criminel ». Cette question embarrassante venue d'un proche, aujourd'hui condamné à une peine de cinq années d'emprisonnement, n'a pas reçu de vraie réponse. Et ce, en vertu du principe de la non-ingérence dans les affaires judiciaires d'un pays.

M. B.-R.

M. Arafat s'attend à de nouvelles discussions difficiles avec les Israéliens

Le président de l'Autorité palestinienne a reçu notre correspondant pour l'« iftar », la rupture du jeûne du Ramadan, et s'est expliqué sur les échéances de la paix. « Je vois la lumière au bout du tunnel. J'aperçois même Jérusalem », a-t-il affirmé en souriant

Yasser Arafat, le chef de l'Autorité palestinienne, a envisagé les prochaines étapes du processus de paix israélo-palestinien à l'occasion d'une rencontre avec le correspondant du Monde, jeudi 23 janvier, à Gaza.

GAZA

Ceux qui suivent l'itinéraire tourmenté de Yasser Arafat le savent : le petit homme colérique et théâtral, qui incarne depuis si longtemps le rêve d'émancipation de six millions de Palestiniens dispersés à travers le monde, a l'optimisme chevillé au corps. Trente ans qu'il annonce à son peuple que « le dernier quart d'heure » de la lutte pour le retour en « Palestine libérée » est arrivé. Trente ans que ledit peuple attend. Et si quelques parcelles du territoire convoité sont aujourd'hui libres de soldats israéliens à Gaza et en Cisjordanie, la voie vers l'indépendance et la souveraineté si ardemment désirées apparaît encore bien encombrée.

« Dans les pires situations, j'ai toujours été optimiste. Donc, aujourd'hui, le suis », a estimé M. Arafat quelques jours après la difficile conclusion d'un accord sur l'évacuation partielle de la ville palestinienne d'Hébron par l'armée israélienne. « Ce sera dur, et c'est bien pourquoi nous l'appellerons la paix des braves. Mais nous bataillerons », a ajouté M. Arafat à propos des prochains retraits militaires israéliens prévus en Cisjordanie et qui doivent intervenir avant la mi-1998. Un différend oppose déjà les Israéliens aux Palestiniens à propos de l'ampleur de ces évacuations. Alors que les Israéliens assurent qu'ils se-

ront seuls à décider, M. Arafat affirme que, d'après les accords, cela doit être négocié entre nous (...). C'est dit dans les lettres d'assurance que nous avons obtenues des Américains et de l'Europe ».

« Dans les pires situations, j'ai toujours été optimiste. Donc, aujourd'hui, le suis », a estimé M. Arafat quelques jours après la difficile conclusion d'un accord sur l'évacuation partielle de la ville palestinienne d'Hébron par l'armée israélienne. « Ce sera dur, et c'est bien pourquoi nous l'appellerons la paix des braves. Mais nous bataillerons », a ajouté M. Arafat à propos des prochains retraits militaires israéliens prévus en Cisjordanie et qui doivent intervenir avant la mi-1998. Un différend oppose déjà les Israéliens aux Palestiniens à propos de l'ampleur de ces évacuations. Alors que les Israéliens assurent qu'ils se-

ront seuls à décider, M. Arafat affirme que, d'après les accords, cela doit être négocié entre nous (...). C'est dit dans les lettres d'assurance que nous avons obtenues des Américains et de l'Europe ».

« Dans les pires situations, j'ai toujours été optimiste. Donc, aujourd'hui, le suis », a estimé M. Arafat quelques jours après la difficile conclusion d'un accord sur l'évacuation partielle de la ville palestinienne d'Hébron par l'armée israélienne. « Ce sera dur, et c'est bien pourquoi nous l'appellerons la paix des braves. Mais nous bataillerons », a ajouté M. Arafat à propos des prochains retraits militaires israéliens prévus en Cisjordanie et qui doivent intervenir avant la mi-1998. Un différend oppose déjà les Israéliens aux Palestiniens à propos de l'ampleur de ces évacuations. Alors que les Israéliens assurent qu'ils se-

ront seuls à décider, M. Arafat affirme que, d'après les accords, cela doit être négocié entre nous (...). C'est dit dans les lettres d'assurance que nous avons obtenues des Américains et de l'Europe ».

« Dans les pires situations, j'ai toujours été optimiste. Donc, aujourd'hui, le suis », a estimé M. Arafat quelques jours après la difficile conclusion d'un accord sur l'évacuation partielle de la ville palestinienne d'Hébron par l'armée israélienne. « Ce sera dur, et c'est bien pourquoi nous l'appellerons la paix des braves. Mais nous bataillerons », a ajouté M. Arafat à propos des prochains retraits militaires israéliens prévus en Cisjordanie et qui doivent intervenir avant la mi-1998. Un différend oppose déjà les Israéliens aux Palestiniens à propos de l'ampleur de ces évacuations. Alors que les Israéliens assurent qu'ils se-

ront seuls à décider, M. Arafat affirme que, d'après les accords, cela doit être négocié entre nous (...). C'est dit dans les lettres d'assurance que nous avons obtenues des Américains et de l'Europe ».

« Dans les pires situations, j'ai toujours été optimiste. Donc, aujourd'hui, le suis », a estimé M. Arafat quelques jours après la difficile conclusion d'un accord sur l'évacuation partielle de la ville palestinienne d'Hébron par l'armée israélienne. « Ce sera dur, et c'est bien pourquoi nous l'appellerons la paix des braves. Mais nous bataillerons », a ajouté M. Arafat à propos des prochains retraits militaires israéliens prévus en Cisjordanie et qui doivent intervenir avant la mi-1998. Un différend oppose déjà les Israéliens aux Palestiniens à propos de l'ampleur de ces évacuations. Alors que les Israéliens assurent qu'ils se-

ront seuls à décider, M. Arafat affirme que, d'après les accords, cela doit être négocié entre nous (...). C'est dit dans les lettres d'assurance que nous avons obtenues des Américains et de l'Europe ».

« Dans les pires situations, j'ai toujours été optimiste. Donc, aujourd'hui, le suis », a estimé M. Arafat quelques jours après la difficile conclusion d'un accord sur l'évacuation partielle de la ville palestinienne d'Hébron par l'armée israélienne. « Ce sera dur, et c'est bien pourquoi nous l'appellerons la paix des braves. Mais nous bataillerons », a ajouté M. Arafat à propos des prochains retraits militaires israéliens prévus en Cisjordanie et qui doivent intervenir avant la mi-1998. Un différend oppose déjà les Israéliens aux Palestiniens à propos de l'ampleur de ces évacuations. Alors que les Israéliens assurent qu'ils se-

ront seuls à décider, M. Arafat affirme que, d'après les accords, cela doit être négocié entre nous (...). C'est dit dans les lettres d'assurance que nous avons obtenues des Américains et de l'Europe ».

« Dans les pires situations, j'ai toujours été optimiste. Donc, aujourd'hui, le suis », a estimé M. Arafat quelques jours après la difficile conclusion d'un accord sur l'évacuation partielle de la ville palestinienne d'Hébron par l'armée israélienne. « Ce sera dur, et c'est bien pourquoi nous l'appellerons la paix des braves. Mais nous bataillerons », a ajouté M. Arafat à propos des prochains retraits militaires israéliens prévus en Cisjordanie et qui doivent intervenir avant la mi-1998. Un différend oppose déjà les Israéliens aux Palestiniens à propos de l'ampleur de ces évacuations. Alors que les Israéliens assurent qu'ils se-

ront seuls à décider, M. Arafat affirme que, d'après les accords, cela doit être négocié entre nous (...). C'est dit dans les lettres d'assurance que nous avons obtenues des Américains et de l'Europe ».

« Dans les pires situations, j'ai toujours été optimiste. Donc, aujourd'hui, le suis », a estimé M. Arafat quelques jours après la difficile conclusion d'un accord sur l'évacuation partielle de la ville palestinienne d'Hébron par l'armée israélienne. « Ce sera dur, et c'est bien pourquoi nous l'appellerons la paix des braves. Mais nous bataillerons », a ajouté M. Arafat à propos des prochains retraits militaires israéliens prévus en Cisjordanie et qui doivent intervenir avant la mi-1998. Un différend oppose déjà les Israéliens aux Palestiniens à propos de l'ampleur de ces évacuations. Alors que les Israéliens assurent qu'ils se-

ront seuls à décider, M. Arafat affirme que, d'après les accords, cela doit être négocié entre nous (...). C'est dit dans les lettres d'assurance que nous avons obtenues des Américains et de l'Europe ».

« Dans les pires situations, j'ai toujours été optimiste. Donc, aujourd'hui, le suis », a estimé M. Arafat quelques jours après la difficile conclusion d'un accord sur l'évacuation partielle de la ville palestinienne d'Hébron par l'armée israélienne. « Ce sera dur, et c'est bien pourquoi nous l'appellerons la paix des braves. Mais nous bataillerons », a ajouté M. Arafat à propos des prochains retraits militaires israéliens prévus en Cisjordanie et qui doivent intervenir avant la mi-1998. Un différend oppose déjà les Israéliens aux Palestiniens à propos de l'ampleur de ces évacuations. Alors que les Israéliens assurent qu'ils se-

Mme Giscard d'Estaing à Gaza

Yasser Arafat, le chef de l'Olp, a reçu, jeudi 23 janvier, à Gaza, Anne-Aymone Giscard d'Estaing, l'épouse de l'ancien président de la République française s'est entretenue avec M. Arafat à l'occasion de l'iftar - la rupture quotidienne du jeûne du Ramadan - au siège de la présidence de l'Autorité palestinienne. Mme Giscard d'Estaing, qui était accompagnée par Lella Shahid, déléguée générale de la Palestine en France, s'est rendue dans les territoires palestiniens à l'invitation de Souha Arafat, l'épouse du chef de l'Olp. Mme Giscard d'Estaing préside une association d'aide aux enfants déshérités qui vient de s'engager en Palestine avec le soutien de M. Arafat.

par 504 voix alors que nous n'avions besoin que de 451 voix. » Les Israéliens veulent que nous nous dotions d'une nouvelle Charte, alors qu'ils n'ont pas eux-mêmes de Constitution. Nous en aurons une lorsque nous en aurons une.

Et de souligner que « trente-quatre articles des accords d'Oslo » initiaux, « parmi lesquels la libération des prisonniers et le droit de libre circulation entre Gaza et la Cisjordanie » ont toujours été respectés par Israël. L'accord d'Hébron a été signé, mais le baromètre entre les deux parties n'est pas précisément au beau fixe. S'il a lancé la semaine dernière aux

ceux-ci, j'ai dit nous voulons vivre en paix avec vous. »

Mais le message ne doit pas être interprété comme un feu vert pour la poursuite de la colonisation des territoires occupés, car « la colonisation est illégale, au regard du droit international comme de celui des accords passés », M. Netanyahu n'a-t-il pas justement réaffirmé la semaine dernière que « rien » dans les accords signés « n'interdit à Israël de poursuivre le renforcement des lieux de peuplement juifs » en Cisjordanie occupée ? C'est faux, s'insurge-t-il. S'ils construisent de nouvelles colonies ou de nouveaux logements dans

les colonies, nous ne resterons pas passifs. Le monde entier ne restera pas les bras croisés devant une telle violation des accords.

LES PROCHAINS RETRAITS

M. Arafat conteste également l'affirmation des Israéliens selon laquelle eux seuls détermineraient l'ampleur des trois retraits territoriaux supplémentaires qui doivent avoir lieu en Cisjordanie « d'ici au 30 juin 1998 ». « D'après les accords, cela doit être négocié entre nous. C'est expressément mentionné dans Oslo 2 [signé en septembre 1995]. C'est également dit dans les lettres d'assurance que nous avons obtenues des Américains et de l'Europe. »

Quoi qu'en disent les Israéliens, il leur sera difficile d'imposer sans discuter l'ampleur des prochains retraits. Mais il est non moins vrai que les accords signés, aussi bien que la lettre américaine d'assurances qui vient d'être envoyée à M. Netanyahu, leur donnent clairement ce droit. L'Europe, « dont j'ai imposé la présence lors des dernières négociations », souligne M. Arafat, n'a pas rendu publique sa propre lettre au chef de l'Olp, mais on sait, de très bonne source, qu'elle ne contient « rien de contradictoire avec le texte américain ». M. Arafat n'a sans doute pas tort d'imaginer que « ce sera dur ».

Patrice Claude

L'attentat contre le fils aîné de Saddam Hussein pourrait relever d'un règlement de comptes familial

AMMAN

de notre correspondant au Proche-Orient

Allongé sur son lit d'hôpital, une couverture remontée sur les épaules, les images d'Oudai Saddam Hussein régulièrement diffusées par la télévision irakienne ne varient pas. L'héritier du président irakien n'a pas bougé de son lit depuis l'attentat dont il a été la cible le 12 décembre 1996. Atteint d'au moins quatorze balles, dont quatre n'ont pu être retirées, Oudai a subi une ablation de la vessie et requiert une greffe osseuse pour reconstruire des os du bassin pulvérisés. Deux des balles n'ont pu être retirées se trouvent à proximité de la colonne vertébrale, ce qui aurait conduit les médecins français qui l'ont examiné à ne pas entreprendre d'intervention chirurgicale, de crainte des conséquences qui peuvent aller de la paralysie à la mort.

Depuis cet attentat immédiatement annoncé par la télévision irakienne, contrairement aux coutumes du secret qui prévalent à Bagdad, de nombreuses rumeurs courent sur les éventuels auteurs. A trente-trois ans, Oudai s'est fait tellement d'ennemis qu'il est quasi impossible de privilégier une quelconque hypothèse. La thèse d'un règlement de comptes familial pourrait être renforcée par deux faits récents, qui tendent à prouver que le clan veut désormais resserrer les rangs et monter son unité.

RECONCILIATION

En signe d'allégeance renouvelée et de sacrifice, compte tenu de l'état de santé d'Oudai, Ali Hassan El Ajid, cousin germain de Saddam Hussein et exécuter de ses basses œuvres, notamment au Kurdistan et au Koweït, a donné sa fille de seize ans en mariage à Oudai. Celui-ci est déjà officiellement marié à la fille de son oncle et ambassadeur à Genève, Barzan El Takriti.

Le deuxième fait plus surprenant est la réhabilitation des gendres de Saddam Hussein, Hussein Kamel Hassan et Saddam Kamel Hassan, tués, selon la version officielle, par des membres de leur tribu, qui voulaient venger leur « trahison ». Homme fort du régime, Hussein Kamel avait fait défection en Jordanie en août 1995, et appelé à « renversement du régime criminel de Bagdad ». Député du peu d'intérêt qu'il suscitait quelques mois après

sa spectaculaire défection, Hussein Kamel était rentré en Irak avec une incroyable promesse d'amnistie en février 1996. Il avait été assassiné trois jours après, avec son père et deux de ses frères, lors d'une bataille de rue, présentée par le régime comme un règlement de comptes tribal. La télévision irakienne avait, quelques heures avant les meurtres, annoncé le divorce des deux filles du président, mariées à Hussein Kamel et son frère Saddam et affirmé qu'elles n'étaient pas au courant de la « trahison » de leurs époux.

Aujourd'hui, les deux hommes sont qualifiés de « martyrs » et leurs « épouses » portent le deuil. En compagnie de leur mère, elles reçoivent en noir les visiteurs qui se pressent à l'hôpital pour voir Oudai. Avec son frère Kousai, responsable des services de sécurité présidentiels, Oudai était le principal instigateur du meurtre de Hussein Kamel et de sa famille. Pour sceller, à la manière tribale, la réconciliation avec cette branche de la famille, d'importantes sommes d'argent ont été offertes à tous les proches d'Hussein Kamel, l'acceptation de l'argent signifiant la fin de la querelle. Le dernier frère en vie d'Hussein Kamel, Jamal aurait ainsi touché 400 millions de dinars.

L'hypothèse d'un attentat politique ne peut toutefois pas être écartée, Oudai étant sans doute

l'homme de la famille le moins difficile à atteindre. Dépravé, obsédé sexuel, il avait pris l'habitude de faire des randonnées solitaires en voiture de sport, au cours desquelles il cherchait une femme. On ne compte plus celles qu'il « vivait » pour le plaisir d'un soir, et nombre de jeunes femmes à Bagdad avouaient ne pas sortir le soir dans certains quartiers, restaurants ou boîtes de nuit fréquentées par Oudai.

EXCENTRICITÉS

Contrairement à son père ou à son frère, quasi invisibles, Oudai se montrait en public, seul ou en compagnie d'amis. Une de ses dernières excentricités fut de s'offrir depuis quelques mois un jeune tigre, qu'il promenait avec lui. Quelques semaines avant l'attentat, raconte un témoin, Oudai s'était arrêté dans un restaurant de brochettes connu du quartier buppé de Mansour, la même où il a été blessé, pour acheter cinq kilos de viande qu'il avait donnée à dévorer à son félin, en pleine rue. Dans un pays où la viande est devenue un luxe inabordable pour l'immense majorité de la population, le fait n'est pas passé inaperçu.

Sur l'attentat lui-même, les seules certitudes sont qu'il a été commis par deux hommes, qui n'ont pu être arrêtés par des services de sécurité pris au dépourvu.

Peut-on relier cet attentat à celui dont a été victime, le 11 janvier, l'ancien ministre des affaires religieuses et conseiller présidentiel, Abdallah Fadel Abbas El Samaraï ? Selon de très bonnes sources, Samaraï a été tué de soixante balles par des soldats, qui se seraient vengés du rôle joué par ce dernier dans la répression des émeutes chiites, qui avaient éclaté le 2 mars 1991, la veille du jour de la signature du cessez-le-feu de la guerre du Golfe. A cette époque, et pour engager chacun des hauts responsables du régime dans la répression, le président irakien avait envoyé un certain nombre d'entre eux dans les régions concernées, pour superviser la mise au pas sauvage des insurgés. Le palais présidentiel a annoncé, sans autres détails, la mort de Samaraï, dans « un accident fâcheux ». La victime a toutefois eu droit à des obsèques grandioses. Selon une rumeur, un autre haut responsable, ancien premier ministre, membre du Conseil du commandement de la révolution, Mohammad Hamza El Zoubaidi, aurait récemment échappé à une tentative de meurtre. Si cette tentative était confirmée, il pourrait s'agir du début d'une vague d'attentats contre les hauts dignitaires d'un régime hnni, que l'attentat contre Oudai aurait inauguré.

Françoise Chipaux

De violents combats opposent l'armée zairoise aux rebelles du Kivu

LES COMBATS entre l'armée zairoise et les rebelles du Kivu se sont soudain intensifiés, notamment autour de la localité de Walikale, où des raids aériens ont été menés, a-t-on indiqué, jeudi 23 janvier, de diverses sources à Kinshasa et dans la région des affrontements.

Le ministère zairois de la défense a annoncé que cent rebelles ont été tués dans de violents combats, autour de Walikale, mais sans en préciser la date.

Les forces aériennes zairoises ont effectué des raids dans la région de Walikale, a-t-on précisé de source généralement bien informée à Kinshasa, capitale du Haut-Zaïre. Des hélicoptères auraient détruit plusieurs camions transportant des munitions.

Le gouvernement zairois avait annoncé, lundi, avoir ordonné à l'armée de lancer une contre-offensive pour repousser les rebelles qui ont conquis dans l'est du pays, une bande de 600 kilomètres de long, en bordure des frontières de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi.

Selon des témoignages recueillis par l'AFP, jeudi, à Kisangani, l'armée tient en échec depuis plusieurs semaines les rebelles qui tentent d'avancer vers la ville. Des soldats hospitalisés à Kisangani ont affirmé que les

combats semblent stabilisés de part et d'autre de la rivière Oso, sur la route de Walikale, qui se trouve à plus de 300 kilomètres au sud-est de Kisangani. Un communiqué du ministère de la défense affirme que « l'ennemi est puissamment renforcé par des troupes régulières des pays qui l'appuient », allusion au Burundi, au Rwanda et à l'Ouganda, qui aient toute implication.

La situation de quelque 400 000 réfugiés et personnes déplacées dans cette région risque d'empirer, a déclaré, jeudi, Martin Griffiths, coordinateur humanitaire de l'ONU. Il a déploré que Kinshasa ait interdit aux organisations humanitaires d'opérer à l'extérieur de Kisangani.

WASHINGTON INQUIET

A Washington, le département d'Etat s'est déclaré, jeudi, « très inquiet des signes d'escalade possible du conflit au Zaïre ». Son porte-parole, Nicholas Burns, a souligné les risques d'une « confrontation directe entre armées nationales dans la région », soulignant que les Etats-Unis avaient « dès le début demandé aux gouvernements voisins de ne pas se joindre au conflit ». Il a aussi appelé au « retrait de toutes les forces étrangères, dans les mercenaires, qui se trouvent actuellement au Zaïre ».

Dans son édition du 24 janvier, Libération révèle qu'un belge, Christian Tavernier, dirige, dans l'est du Zaïre, 280 mercenaires de diverses nationalités, au service de l'armée zairoise. L'envoyé spécial du quodien, Stephen Smith, fait état d'un « nombre considérable de mercenaires français », mais reconnaît ne pas avoir de preuve d'une implication des autorités françaises.

La France a démenti à plusieurs reprises toute implication officielle dans le recrutement de mercenaires. « Jacques Chirac aurait même convoqué Jacques Dewatre, le chef des services secrets, pour lui intimer des ordres d'extrême retenue », écrit Libération. La plupart des mercenaires auraient été rassemblés à Francfort avant de débarquer sur l'aéroport de Gbadolite, le village natal du maréchal Mobutu. Beaucoup seraient originaires de l'ex-Yugoslavie. (AFP)

Le processus de paix en Angola prend un nouveau et grave retard

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le processus de paix en Angola vient de subir un grave contretemps avec le report sine die, jeudi 23 janvier, de la mise en place du gouvernement d'unité nationale, initialement fixée au 25 janvier. Ce devait être une étape symbolique et décisive dans la normalisation du pays, engagée en novembre 1994, sous l'égide de l'ONU, après les accords de Lusaka qui mirent fin à vingt ans de guerre civile.

Ce nouveau retard marque le climat de méfiance persistant entre le président Eduardo Dos Santos et Jonas Savimbi, le chef des anciens rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita). Les discussions butent toujours sur le « statut » de M. Savimbi au sein du futur gouvernement. Le

chef de l'Unita a refusé le poste de vice-président en août 1996. Il serait prêt aujourd'hui à accepter le titre de « conseiller principal » du chef de l'Etat, à condition qu'il dispose de véritables pouvoirs et que sa place de leader de l'opposition soit officiellement reconnue.

M. Savimbi craint d'être marginalisé et refuse d'accepter pour sa formation le rôle de simple parti minoritaire auquel le condamne pourtant sa défaite militaire et électorale face au parti de M. Dos Santos. Les députés de l'Unita ne sont pas venus siéger à l'Assemblée comme ils étaient censés le faire avant le 10 janvier. De manière générale, M. Savimbi rechigne à appliquer jusqu'au bout des accords signés en position de faiblesse. Accusée depuis des mois par la communauté internationale de re-

tarder le processus, affaiblie par les troubles au Zaïre, qui lui sert de base arrière, l'Unita ne peut guère se dérober ouvertement. Mais elle cherche à obtenir des garanties pour préserver une partie des avantages dont elle dispose actuellement. La question de la réunification du territoire n'est toujours pas réglée. L'Unita contrôle encore une bonne partie du pays et en tire des revenus substantiels grâce aux mines de diamants qui s'y trouvent.

LE DANGER D'UN ENLÈVEMENT

Le volet militaire du processus de paix est, lui, officiellement entré dans sa dernière phase. Après avoir été désarmés sous le contrôle des « casques bleus », les anciens guérilleros de l'Unita sont maintenant démobilisés ou intégrés dans la nouvelle armée nationale. Mais, là

aussi, la méfiance réciproque fait douter du respect des obligations de chacun. L'Unita est accusée d'avoir conservé son armement le plus important et ses meilleures troupes. Le gouvernement de M. Dos Santos, de son côté, se voit reproché de ne pas avoir désarmé ses partisans et de freiner l'intégration des ex-rebelles dans l'armée. En décembre, plusieurs généraux de l'Unita ont prêté serment d'allégeance au gouvernement mais se plaignent de n'avoir pas d'affectation précise.

Le danger d'un enlèvement et d'un retour à l'affrontement armé n'est toujours pas écarté, d'autant que les « casques bleus » doivent se retirer à partir de la fin du mois de février.

Frédéric Chambon

سودان

Cibles avec les Israéliens

Soudan : les Etats-Unis bienveillants pour des raisons commerciales

WASHINGTON. Quatre mois après que le président Bill Clinton eut signé, en avril 1996, une loi interdisant des transactions financières entre des sociétés américaines et des Etats soutenant le terrorisme, l'administration a discrètement exclu un tel Etat - le Soudan - où une compagnie pétrolière américaine, la Occidental Petroleum Corp., négociait un contrat de 930 millions de dollars, a affirmé, jeudi 23 janvier, le Washington Post. Occidental Petroleum Corp. devait, en collaboration avec un partenaire potentiel canadien, Arakis Energy Corp., exploiter un champ abandonné mais prometteur dans le sud du Soudan, dont la capacité s'élevait à 3,5 millions de barils, a indiqué le journal. Mais le gouvernement soudanais l'a brusquement exclue en novembre en raison d'une aide militaire apportée par les Etats-Unis aux pays voisins soutenant la rébellion soudanaise, l'Erythrée, l'Ethiopie et l'Ouganda. Le porte-parole du département d'Etat a affirmé, jeudi, que la conclusion d'un accord n'avait rien d'illégal puisque le Soudan n'est pas sous le coup d'un embargo économique global.

La Libye enfonce l'embargo aérien de l'ONU

TRIPOLI. La Libye a fait un nouveau pied de nez à l'ONU et aux Etats-Unis en annonçant, jeudi 23 janvier, qu'un de ses avions s'est rendu au Ghana cette semaine, en violation de l'embargo aérien imposé par le Conseil de sécurité en 1992. L'avion, selon l'agence officielle Jana, a transporté à Accra, au Ghana, une délégation du ministre libyen des affaires étrangères, Mohamed Chamabs, a affirmé que l'appareil avait été autorisé à atterrir pour une raison « urgente », le pilote ayant annoncé à la tour de contrôle qu'il manquait de carburant. Le chef de la diplomatie libyenne, Omar El Moutasser, a lui-même annoncé il y a quelques jours, dans une lettre au Conseil de sécurité de l'ONU, l'intention de Tripoli de violer l'embargo international après l'autorisation de survol de la Libye accordée à l'astronaute américain Steve Fossett. - (AFP, Reuters).

La police serbe charge des manifestants à Kragujevac

KRAGUJEVAC. La police anti-émeute serbe a chargé, jeudi 23 janvier, des manifestants qui bloquaient une voie d'accès à la ville de Kragujevac, située à une centaine de kilomètres au sud de Belgrade, ont rapporté des témoins. Quelques heures auparavant, les partisans de la coalition d'opposition Zajedno (Ensemble) avaient bloqué les routes qui mènent à la ville pour tenter de contraindre les autorités socialistes, battues aux municipales, à céder le contrôle du siège de la radio et de la télévision régionales. Une centaine de policiers, dépêchés de Belgrade, sont violemment intervenus contre les manifestants qui étaient assis sur la chaussée à double voie dans les faubourgs de Kragujevac. Plusieurs personnes ont été blessées. La police serbe a rarement utilisé la violence depuis le début des manifestations pro-démocratiques. Cet incident risque donc d'aggraver le conflit qui oppose Zajedno aux socialistes du président Slobodan Milosevic à propos de l'annulation des élections municipales remportées par la coalition d'opposition. - (Reuters).

Le président Zeroual s'adresse aux Algériens

ALGER. Au lendemain de violences qui ont fait près de deux cents morts, depuis le début du Ramadan, le président Zeroual devait s'adresser aux Algériens, vendredi soir 24 janvier, lors d'une allocution télévisée. Aucune indication n'a été fournie sur le contenu du message qu'il entend délivrer le chef de l'Etat. De leur côté, les Etats-Unis ont rejeté l'appel de Hocine Aït-Ahmed, le président du Front des forces socialistes (FFS), l'une des principales forces de l'opposition, qui au cours d'une conférence de presse avait demandé quelques heures auparavant au président Clinton de nommer un médiateur pour sortir l'Algérie de la crise. - (AFP).

EUROPE

■ ALLEMAGNE : les dirigeants de la coalition ont avalisé, jeudi 23 janvier, leur projet de réforme fiscale qui doit être soumis au Parlement pour être mise en œuvre en 1999 (Le Monde du 23 janvier). Celui-ci prévoit de réduire les impôts directs de 81,9 milliards de deutschemarks. En contrepartie, la suppression d'avantages fiscaux rapporterait 38,1 milliards et la TVA serait augmentée. A la demande du parti démocrate-chrétien, il faudra cependant attendre février pour savoir de combien. Le ministre des finances, Theo Waigel, a proposé de faire passer le taux courant de 15 à 16 %. La CDU est divisée : sa direction est favorable à un relèvement de 2 points. Mais le thème est impopulaire et, au niveau des régions, on souhaite ne toucher à rien. - (AFP, Reuters).

AMERIQUES

■ ETATS-UNIS : confirmée à l'unanimité par le Sénat, Madeleine Albright a prêté serment, jeudi 23 janvier, à la Maison Blanche, devant la première femme secrétaire d'Etat de l'histoire des Etats-Unis. Elle a procédé à deux nominations importantes pour constituer son équipe. Thomas Pickering, ancien ambassadeur en Russie, âgé de soixante-cinq ans, devient le numéro trois du département d'Etat, chargé des affaires politiques. Il remplace à ce poste, Peter Tarnoff. Aux affaires économiques, Stuart Eizenstat remplace Joan Spero. M. Eizenstat, âgé de cinquante-quatre ans, était depuis avril 1996 sous-secrétaire au commerce chargé du Commerce international.

AFRIQUE

■ CENTRAFRIQUE : « la mutinerie est terminée », ont annoncé conjointement, jeudi 23 janvier, le médiateur africain, le général Amadou Toumani Touré, et le chef des soldats centrafricains mutins depuis le 15 novembre, le capitaine Anicet Savet. A l'issue d'une ultime séance de négociation au siège de l'évêché de Bangui, le général Toumani Touré a précisé qu'un accord devait être signé vendredi. - (AFP).

■ NIGER : les trois chefs de l'opposition ont été libérés, jeudi 23 janvier, sur décision du président, le général Ibrahim Bâre Maïnassara. Les trois hommes, dont l'ancien chef de l'Etat, Mahamane Ousmane, avaient été arrêtés dix jours auparavant à la suite d'une manifestation interdite. Ils étaient menacés de poursuites devant la Cour de sûreté de l'Etat pour « tentative de renversement du régime ». - (AFP).

ASIE

■ HONGKONG : le futur chef de l'exécutif de la Région administrative spéciale (RAS) de Hongkong - statut du territoire après la rétrocession à la Chine, le 1^{er} juillet - Tung Chee-hwa, a apporté jeudi 23 janvier son soutien aux recommandations venues de Pékin à propos de l'avenir des libertés locales. Celles-ci visent à supprimer tout ou partie de la législation de Hongkong protégeant les droits de l'homme et les libertés civiles. - (AFP).

L'OCDE exprime son désaccord avec la Corée du Sud à propos de la nouvelle loi sur le travail

L'organisation internationale invite Séoul à reprendre le dialogue avec les syndicats

L'Organisation de la coopération et de développement économiques (OCDE), dont le comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales s'est réuni à

Paris, mercredi 22 et jeudi 23 janvier, a critiqué la loi sur le travail qui provoque, depuis près d'un mois, un important mouvement de protestations

en Corée du Sud. L'OCDE a recommandé à Séoul de reprendre le dialogue avec la KCTU - syndicat non reconnu. (Lire aussi notre édition page 14.)

LES DIRIGEANTS de l'OCDE expliquent à l'envi que leur principale force réside dans le caractère feutré des débats internes et des pressions qu'ils exercent sur certains adhérents. Beaucoup s'attendaient donc à devenir lire entre les lignes le communiqué de l'OCDE pour comprendre la position de cette organisation sur la nouvelle loi coréenne du travail. C'était une erreur : le texte publié, jeudi, par le secrétaire général de l'OCDE, Donald Johnston, à l'issue de la réunion du Conseil des ambassadeurs, est tout à fait explicite.

Après avoir entendu les différentes parties, le comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE « reconnaît les efforts déployés par les autorités coréennes pour réformer la législation du travail mais estime que la nouvelle loi ne répond pas pleinement aux engagements du gouvernement coréen en ce qui concerne la liberté d'association et la négociation collective ».

Par ailleurs, le comité, dont l'avis a été suivi par le Conseil des ambassadeurs, « encourage le gouver-

nement coréen à reprendre le dialogue avec toutes les parties intéressées, ce qui témoignera de l'importance que le gouvernement attache à une accélération du processus pour garantir pleinement la liberté d'association et de négociation collective ».

L'OCDE semble particulièrement irritée que Séoul n'ait pas tenu ses engagements. Dans une lettre confidentielle adressée à l'OCDE, mais révélée cette semaine dans le Financial Times, le ministre des affaires étrangères

sud-coréen s'était « engagé » à réformer la loi sur les relations du travail en liaison avec « les normes internationalement acceptées, y compris celles concernant les droits fondamentaux tels que la liberté d'association et de négociation d'accords collectifs ».

En rappelant à Séoul ses engagements, en lui recommandant de refaire appel à cette commission et en lui proposant d'associer « toutes » les parties concernées, - sous-entendu la KCTU, le syndicat non reconnu -, l'OCDE ne cache pas son désaccord avec la politique suivie jusqu'à présent. Si cette déclaration connue, le TUAC, la commission syndicale consultative auprès de l'OCDE, a exprimé sa satisfaction : « L'organisation doit vivre selon ses propres normes et veiller que la mondialisation soit également favorable aux travailleurs. Elle ne peut accepter qu'un gouvernement comme la Corée nie les droits fondamentaux des travailleurs. »

Frédéric Lemaître

Fin de la protestation à la cathédrale de Myongdong

Les chefs syndicaux réfugiés depuis un mois dans l'enceinte de la cathédrale de Myongdong, au centre de Séoul, ont quitté les lieux vendredi, après la suspension par les autorités des mandats d'arrêt qui les visaient. « Nous avons mis fin à notre sit-in de protestation à la cathédrale de Myongdong », a déclaré le chef charismatique de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), M. Kwon Young-kil.

Le dirigeant syndical a une nouvelle fois invité le gouvernement à abroger la loi controversée sur le travail avant le 18 février, la KCTU ayant, dans le cas contraire, l'intention de lancer une nouvelle grève générale illimitée. Le président sud-coréen Kim Young-sam avait annoncé, mardi, à l'opposition qu'il était d'accord pour que la loi soit réexaminée au Parlement, mais non pour son abrogation. - (AFP)

WEEK-END PORTES OUVERTES

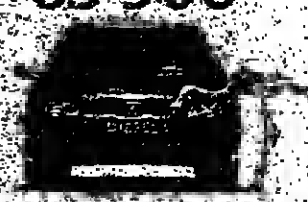
SELON AUTORISATION PREFECTORALE

LE PRIX DES DIESELS PEUGEOT VA EN ETONNER PLUS D'UN.



306 DIESEL A PARTIR DE 85 000 F TTC*

105 DIESEL A PARTIR DE 63 900 F TTC*



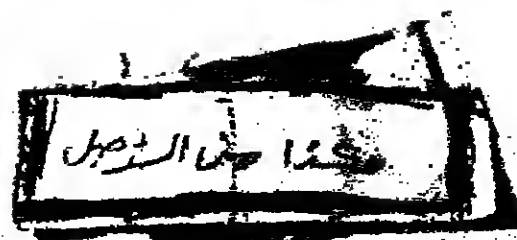
FINANCEMENT SPECIAL DIESEL : 7,9% SUR 36 MOIS*

Peugeot 306 Diesel 1.900 cm³, 8 CV, 160 km/h, 100 000 F TTC hors options.
Peugeot 306 Diesel 2.000 cm³, 8 CV, 160 km/h, 100 000 F TTC hors options.
Peugeot 306 Diesel 2.000 cm³, 8 CV, 160 km/h, 100 000 F TTC hors options.
Peugeot 306 Diesel 2.000 cm³, 8 CV, 160 km/h, 100 000 F TTC hors options.
Peugeot 306 Diesel 2.000 cm³, 8 CV, 160 km/h, 100 000 F TTC hors options.
Peugeot 306 Diesel 2.000 cm³, 8 CV, 160 km/h, 100 000 F TTC hors options.
Peugeot 306 Diesel 2.000 cm³, 8 CV, 160 km/h, 100 000 F TTC hors options.
Peugeot 306 Diesel 2.000 cm³, 8 CV, 160 km/h, 100 000 F TTC hors options.
Peugeot 306 Diesel 2.000 cm³, 8 CV, 160 km/h, 100 000 F TTC hors options.
Peugeot 306 Diesel 2.000 cm³, 8 CV, 160 km/h, 100 000 F TTC hors options.

Peugeot Diesel
16.01 - 27.01

RÉSEAU PEUGEOT
PARIS ILE-DE-FRANCE

PEUGEOT



SOCIAL Le mot d'ordre de grève lancé par l'ensemble des syndicats de salariés des transports publics, hors Paris et la plus grande partie de l'Île-de-France, était massivement

suivi, vendredi 24 janvier, dans les grandes villes - Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, Strasbourg... -, mais aussi dans les villes moyennes. Les employés des transports urbains ré-

clament le droit à la retraite à cinquante-cinq ans. ● LA RÉDUCTION du temps de travail, qui avait fait l'objet d'accords dans ce secteur après de premières grèves en dé-

cembre, est remise en question par le ministre du travail, qui conteste l'application de la « loi Robien » aux entreprises de service public. ● L'APPLI-CATION de l'accord qui avait mis fin à

la grève des chauffeurs routiers, en novembre, et qui prévoyait notamment une prime exceptionnelle de 3 000 francs, se heurte aux difficultés financières des entreprises.

Les chauffeurs de bus en grève pour la retraite à cinquante-cinq ans

L'ensemble des syndicats des salariés des compagnies de transport urbain ont appelé à cesser le travail dans les réseaux de province, vendredi 24 janvier, pour obtenir l'équivalent de ce qui a été accordé aux camionneurs à la fin 1996

A L'APPEL de cinq organisations syndicales (la CGT, qui est majoritaire, la CFDT, FO, la CFTC et les auto-oomes), les personnels des transports urbains - chauffeurs de bus, de tramway, personnels de maintenance - ont observé un arrêt de travail de vingt-quatre heures, vendredi 24 janvier, avec comme revendications principales la retraite à cinquante-cinq ans et la réduction du temps de travail. Les problèmes liés à l'insécurité sont aussi dans l'esprit des grévistes.

Signe de la mobilisation syndicale, l'Union des transports publics (UTP), fédération patronale du secteur, observait une recrudescence des préavis déposés dans les réseaux de transports des villes moyennes ou des petites villes, comme Vichy, Vierzon, Montargis, Saint-Brieuc, Niort, Maubeuge. Paris et la région parisienne ne sont pas concernés par ce mouvement de grève, les agents de la RATP bénéficiant déjà de la retraite à cinquante-cinq ans. Seule Versailles, où le syndicat des transports urbains appelle à la grève, connaît une perturbation de son trafic, réduit de moitié.

Quatre journées de grève interviennent quatre jours avant l'ouverture de négociations sur l'emploi et la réduction du temps de travail entre l'ensemble des organisations syndicales et l'UTP. Jeudi soir, celle-ci a fait aux différentes organisations un projet d'accord global, qui propose une réduction forte du temps de travail et la création de trois

mille emplois en contrepartie. Une séance de négociation est prévue le 28 janvier. Le refus du gouvernement d'appliquer la « loi Robien » à ce secteur d'activité constitue la principale pierre d'achoppement.

JEUNE SANS EMPLOI

D'après un sondage CSA publié dans *Le Parisien* vendredi et réalisé les 20 et 21 janvier auprès de 1 004 personnes, 54 % des Français sont contre la retraite à cinquante-cinq ans pour tous, mais 51 % d'entre eux estiment que les transports publics font partie des professions dans lesquelles elle se justifie. Ce sondage ne contredit pas l'aspiration des Français pour la retraite à cinquante-cinq ans (*Le Monde* du 11 janvier), mais en précise les contours. Dans la volonté de partir tôt à la retraite, les salariés expriment leur volonté de céder leur place à un jeune sans emploi, mais ils regrettent que les entreprises soient surtout soucieuses de réduire leur effectif.

En fin de matinée vendredi, la grève était massive dans la plupart des réseaux et créait des embouteillages dans les centres-villes. L'appel national était largement suivi dans les transports en commun de l'agglomération de Rouen (TCAR), avec plus de 80 % de chauffeurs de bus et de tramways en grève. Direction et syndicats s'accordaient pour dire que le mouvement était suivi dans le calme, sans piquets de grève. « Nous avons eu des discussions tout à fait normales avec les



chefs de service ce matin », indiquait Yves Herment, délégué syndical CGT des TCAR.

A Bordeaux, la grève est aussi fortement suivie à la CGTE, autre filiale de la Générale des eaux. Quinze bus sur 450 ont pu sortir du dépôt mais un piquet de grève, à 5 h 30, a stoppé toute nouvelle sortie de véhicules. Au total, 80 % des conducteurs et agents de maîtrise (sur 1 250) étaient en grève. Celle-ci devrait prendre fin à 3 heures samedi. A Toulouse, seuls deux bus ont pu sortir des dépôts de la Semvot. L'intersyndicale CGT, CFDT, FO, a

décidé de bloquer les deux dépôts de l'agglomération. Le métro, automatique, fonctionne normalement. L'intersyndicale, créée à l'occasion de la grève de décembre 1996, revendiquant déjà la retraite à cinquante-cinq ans et la semaine de trente-cinq heures, a déposé un préavis de grève pour le 27 janvier. Les négociations avec la direction sur les modalités d'application de l'accord sur les trente-cinq heures, signé après huit jours de conflit en décembre, doivent reprendre le 28 janvier.

Pas un bus ni un tram ne devait

circuler vendredi sur le réseau des transports de la métropole lyonnaise. L'appel à la grève pour la retraite à cinquante-cinq ans et la réduction du temps de travail devait être suivi par un personnel fortement syndiqué à la CGT. Les conducteurs de tramway s'étaient d'ailleurs mis en grève dès jeudi après une agression perpétrée contre deux conducteurs. Quant au métro, il n'allait fonctionner que sur une seule des deux lignes et seulement en matinée. Ailleurs dans la région, le mouvement s'annonçait très suivi à Douai, où la plupart des conducteurs sont en grève depuis une semaine, ainsi qu'à Boulogne-sur-Mer. Dans le Valenciennois, des débrayages étaient annoncés aux heures creuses, de même qu'à Dunkerque, où un long conflit avait paralysé le trafic en décembre.

MOUVEMENT TRÈS SUIVI

Les mille trois cents chauffeurs de la Régie des transports marseillais (RTM) ont massivement répondu au mot d'ordre de grève lancé par les cinq fédérations des transports urbains. Seulement quatre bus sont sortis des dépôts marseillais, alors qu'environ six cents véhicules circulent habituellement aux heures de pointe dans la ville. Les deux lignes de métro ont connu de fortes perturbations avec cinq rames en circulation sur treize sur la ligne 1, et deux rames sur treize sur la ligne 2. La ligne de tramway était fermée. A Limoges, on comptait quelque 70 % de grévistes, et aucun bus n'a

pu quitter le dépôt de la compagnie. Un piquet de grève en a bloqué tôt le matin la sortie. Un véhicule qui a tenté une sortie en a été empêché. A la revendication dominante de la retraite à cinquante-cinq ans se sont mêlés quelques échos en faveur de la diminution du temps de travail. La longue grève d'une dizaine de jours en décembre 1996 a abouti à un accord sur une réduction, mais, explique en substance un gréviste, la « loi Robien » a bloqué la mise en application de cet accord, et les « rutilants » ont l'impression d'avoir été abusés ; d'où la fermeté du mouvement.

Dans la zone industrielle de Blois, le dépôt du TUB (Transports urbains du Blaisois) a démarré au ralenti : 75 % à 80 % de grévistes pour 25 % du trafic assuré. Si les conducteurs ont débrayé, à l'appel de la CFDT - le seul syndicat de l'entreprise -, c'est pour obtenir un accord sur la réduction du temps de travail liée à l'embauche de jeunes : la seule bandelette du piquet de grève demande l'application de la « loi Robien ». A Lyon, Saint-Etienne, Dijon, Grenoble, la grève était aussi très large. Aucun bus ne circulait à Nice, et le trafic était quasiment nul à Cannes. Dans l'est, à Strasbourg, Colmar et Mulhouse, les responsables des transports n'osaient pas de retour à la normale dans la circulation avant samedi matin.

Alain Desvère-Méry
avec nos correspondants

Le gouvernement cherche à limiter l'usage de la « loi Robien »

CERTAINES LOIS sont victimes de leur succès. Il en est ainsi de la « loi Robien », qui prévoit d'importantes baisses de charges sociales patronales (compensées par l'Etat) pour les entreprises réduisant la durée du travail et embauchant des salariés supplémentaires. Adoptée en juin 1996 sur la proposition du groupe UDF de l'Assemblée nationale, que préside Gilles de Robien, elle a connu un tel succès auprès des chefs d'entreprise, y compris dans les secteurs qui ne sont pas exposés à la concurrence, que le ministre du travail, Jacques Barrot, UDF lui aussi, souhaite aujourd'hui que le Parlement « recadre » sérieusement ce texte.

Qui peut bénéficier de la loi ? En dépit d'une circulaire du 9 octobre 1996, qui se voulait précise, la question reste entière pour de nombreux secteurs d'activité à priori exclus de son champ d'application, comme les transports en commun de province. Dans ce texte, le ministre du tra-

vail précisait que « sont exclus les organismes qui n'appartiennent pas ou champ concurrentiel », à commencer par ceux qui assurent la « gestion d'un service public en situation de monopole ». C'est le cas des transports en commun des villes de province, même si ces derniers ont concédé cette mission à des filiales de groupes privés qui, elles, sont bien en concurrence lors des appels d'offres : CGEA (Générale des eaux), VIA GTI (Paris) et Transnet (Caisse des dépôts et consignations).

Le ministre du travail, qui « planche » sur le sujet depuis plus d'une semaine, est très embarrassé. Il veut absolument freiner l'engouement pour la « loi Robien », car si tout le secteur privé non concurrentiel pouvait avoir recours aux aides de l'Etat pour réduire le temps de travail, le coût en deviendrait insupportable pour la collectivité. Ainsi, les cliniques à but non lucratif et les établissements sociaux et médico-sociaux (350 000 salariés) ont offi-

ciellement demandé au gouvernement que la loi s'applique à leur secteur. Les caisses de Sécurité sociale (180 000 agents dans le seul régime général) souhaitent également en bénéficier.

POSSIBLE DÉRIVE BUDGÉTAIRE

Alain Lamassoure, ministre du budget, dont l'enthousiasme pour la « loi Robien » est plus que modéré, s'inquiète de la dérive budgétaire possible, alors que 800 millions de francs ont été inscrits dans la loi de finances 1997 afin de financer la réduction de charges sociales liée au dispositif. La commission des finances de l'Assemblée nationale a lancé une enquête pour évaluer les premiers effets de la loi. Enfin, M. Barrot est intervenu auprès des députés de la majorité, notamment de M. de Robien, pour qu'ils prennent l'initiative de mieux cadrer la loi. Leur réponse se fait toujours attendre. Il devra se montrer très persuasif, le premier réflexe des

parlementaires UDF étant de laisser vivre la loi.

A l'inverse, les maires exercent une forte pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils acceptent d'en étendre l'application aux sociétés de transports en commun. Très officiellement, Jacques Audette, maire (divers gauche) de La Roche-sur-Yon (Vendée) et président du GART, qui représente les élus responsables des transports publics, a adressé, le 17 janvier, une lettre en ce sens à Alain Juppé.

Sans l'aide de l'Etat par le biais de la « loi Robien », indique M. Audette, « les collectivités locales ne sont pas en mesure de supporter de nouvelles charges liées à des mesures d'embauche gérées sur une réduction du temps de travail ». Il prévient que « tous les ingrédients sont réunis pour entrer dans un conflit social », rappelant que des accords fondés sur cette loi et signés dans quelques villes se sont heurtés au veto du ministère du travail. « Je n'ose imaginer

une confirmation de sa non-applicabilité », conclut M. Audette. Au ministère du travail, on indique que si l'on revient sur les accords déjà signés, il faudra trouver « des dispositifs spécifiques pour ces cas-là ».

C'est notamment le cas à Rouen (lire ci-dessous). Pour mettre fin à la grève de grève dans les transports en commun, fin décembre, les syndicats, la direction de la TCAR et un médiateur étaient parvenus, sous l'égide du préfet de région, à un accord type « Robien ». Le gouvernement pouvait-il ignorer que les négociateurs s'engageaient dans une impasse, alors que son représentant participait aux négociations ? Et cet accord devra-t-il être révisé, au risque de déclencher un nouveau conflit ? La remise en question de ce protocole difficilement négocié pourrait être le prétexte à une reprise des conflits dans les villes où la tension sociale reste forte.

Jean-Michel Bezat

S'arrêter avant d'être devenu « rincé, aigri, méchant »

ROUEN

de notre envoyée spéciale
Didier Préfète, la « grande route » à « ça », c'est sûr. La Turquie, la Syrie, l'Afghanistan au volant de son poids lourd, malgré les embûches, le racket, les palabres

REPORTAGE

Le stress blanchit
les cheveux
des chauffeurs
de bus de Rouen

et les mauvaises rencontres. Et, même, convoquer gratuitement des médicaments pour une organisation humanitaire au plus fort de la guerre de Bosnie. Le danger était devant lui, il lui faisait face. Ici, il vient toujours de derrière, imprévisible menace qui vous met un noeud dans le ventre avant même de grimper dans le bus.

Et pourtant il croyait bien avoir posé son sac de baroudeur des routes lorsqu'il avait été embauché il y a trois ans, après une période de chômage, chez TCAR, l'entreprise de transports publics, filiale de la Générale des eaux, qui véhicule les quatre cent mille habitants de l'agglomération rouennaise. C'était du sûr, du solide, un

salairé correct (8 700 francs bruts à l'embauche et jusqu'à 11 500 francs en fin de carrière, sans compter les primes), une certaine fierté de conduire son « artilleur », son bus-mastodonte de 18 mètres, tout en délicatesse, au long de la ligne 12.

Et puis il avait l'impression qu'il servirait les autres en les abandonnant des cités vers le centre, le lycée, le boulot. Un sourire à la vieille dame, un bout de chemin avec le trisomique qui lui raconte ses frasques amoureuses, un coup de main à la jeune maman qui a du mal à piler sa poussette : dans son bus, c'était toute la vie de la ville qui monterait à lui. De son portefeuille, Didier sort une photo du temps d'avant. « Regardez, c'était ça, ma tête, avant : pas un cheveu blanc. Et regardez maintenant ». A quarante et un ans, il se sent usé, vieilli avant l'âge. Il pense qu'il ne tiendra pas le coup bien longtemps si « ça » continue comme ça.

Ce « ça », ils en ont tous plein la bouche, Didier et ses amis, Yves, Joël, Patrice et les autres... Les banquettes lacérées, les vitres écaillées par les jets de pierres, les injures constantes, la fraude impudente, les agressions répétées, venues de ces cités qui ne savent

plus tenir leurs gamins et, disent-ils, le sentiment d'abandon dans lequel les laissent leur entreprise, et la police en cas de coup dur. « Nos anciens ne connaissent pas ça, affirment-ils. Nous, il faut qu'on se dépatouille avec ». En augmentation constante depuis le début des années 90, le vandalisme a coûté plus de 5 millions de francs à l'entreprise en 1996.

ANGOISSE CONSTANTE

Le nombre d'agressions rapportées n'a cessé d'augmenter, mais c'est sans compter le chiffre noir de celles qui ne sont même pas déclarées, par lassitude ou crainte de représailles. Un jour, c'est un cutter mis sous la gorge pour voler la caisse ; un autre, un voyageur qui lui fait protéger contre un autre qui lui tire dessus avec un pistolet à grenaille. Plus tard, ce sont des gamins qui, pour faire avancer le bus plus vite, déboulonnent la trappe de visite du moteur et accélèrent à la main... On frise parfois le dérapage, la bavure.

Yves Herment, délégué syndical CGT, reconnaît que certains chauffeurs « ne portent pas qu'un crayon sur eux » et, même s'il fait tout ce qu'il peut pour les en dissuader, se croient parfois plus forts quand ils cachent dans une

poche une bombe lacrymogène ou un coup de poing américain. Selon le médecin du travail de l'entreprise, la moitié des causes d'inaptitude professionnelle sont liées à des troubles psychologiques, qui conduisent à des « déclassés » temporaires vers d'autres postes que la conduite. Le taux de divorce (plus de 50 %) est « catastrophique » et s'expliquerait par cette angoisse constante et les conséquences des horaires décalés.

Alors quand, en décembre, un mouvement de grève a été lancé pour réclamer des réductions d'horaires et des embauches, dans le droit fil de la « loi Robien », 80 % des cinq cent quarante chauffeurs ont suivi. Aujourd'hui, c'est pour la retraite à cinquante-cinq ans qu'ils se mobilisent. Les chauffeurs routiers l'ont obtenue. Les grandes entreprises (Renault, Peugeot) poussent dehors leurs salariés de plus de cinquante ans. Les chauffeurs de bus, sans être sûrs d'y croire tout à fait, disent : « Arrêtez de travailler avant d'être rincés, aigris, méchants », c'est devenu leur rêve, pour vivre un peu, tout simplement, avant qu'il ne soit trop tard.

Agathe Logeart

La tension demeure vive entre camionneurs et patrons

MOINS DE DEUX MOIS après la fin de la grève des chauffeurs-routiers, le climat demeure tendu au sein de la profession.

« La problématique d'avant la crise n'a pas changé, elle s'est même aggravée », ont affirmé, jeudi 23 janvier, les représentants des quatre principales fédérations patronales, la FNTR, l'Unotra, la CFTI et la FFOCT.

LA PRIME DE 3 000 FRANCS

Selon ces derniers, le coût de l'accord de novembre (détail de la prime, cessation anticipée d'activité à cinquante-cinq ans, rémunération des temps d'attente, prime exceptionnelle de 3 000 francs), qui avait permis de mettre fin au conflit, ajouté à la hausse du prix du gazole et de la taxe intérieure sur les produits pétroliers décidée au début de 1997, aurait accru de l'ordre de 7 % à 8 % les prix de revient du transport. Or, les transporteurs s'estiment plus que jamais dans l'incapacité de répercuter ces augmentations dans leurs prix de vente « compte tenu de la concurrence qui continue à sévir dans le secteur ».

Les organisations syndicales de

chauffeurs dénoncent le non-paiement par la plupart des entreprises de la prime de 3 000 francs qui devait être versée en une ou deux fois à la fin du conflit (fin décembre et fin mars). Un quart des entreprises auraient payé cette prime, en totalité ou en partie, selon les représentants patronaux. « Si les entreprises arrivent à répercuter les augmentations de prix, nous pensons qu'elles paieront la prime, mais la négociation se fait dans chaque entreprise », a prudemment répondu René Petit, président de la FNTR, qui rappelle que le versement de cette prime n'est qu'une « recommandation patronale » et en aucun cas une obligation.

Les organisations patronales affirment que les autres aspects de l'accord « sont respectés » par leurs adhérents : arrêt des poursuites contre les grévistes et application du décret sur les temps d'attente et l'amplification des journées de travail. Les délégués patronaux estiment pourtant que ce décret est « flou » et « risque d'entraîner le paiement d'heures qui n'auront pas été effectuées ».

Pascal Gallnier

Le projet sur le service national est jugé « confus » par les députés de la commission de la défense

Tous les jeunes Français pourraient être appelés « sous les drapeaux » en cas de besoin

L'Assemblée nationale doit débattre, du mardi 28 au jeudi 30 janvier, du projet de loi instituant le nouveau service national. Les travaux

préparatoires de la commission de la défense ont montré que nombre de députés de la majorité continuent à être fort réticents devant la fa-

çon dont Charles Millon propose de tirer les conséquences du remplacement d'une armée d'appelés par une armée de volontaires.

LA COMMISSION de la défense de l'Assemblée nationale a sensiblement modifié le projet de loi sur le nouveau service national. Au cours de ses travaux, qui se sont achevés mercredi 22 janvier, elle a adopté pas moins de cent trente-neuf amendements. Avant les débats en séance plénière, qui doivent avoir lieu du mardi 28 au jeudi 30 janvier, les députés spécialistes dans les questions militaires souhaitent donc remanier et l'architecture et certaines des dispositions du nouveau code, que nombre d'entre eux ont trouvé « souvent obscur et confus », a souligné Jacques Boyon (RPR, Ain), le président de la commission, même s'ils en approuvent les principes.

Beaucoup de députés, y compris au sein de la majorité, soupçonnant le gouvernement de ne pas oser affirmer qu'il n'était plus partisan d'un maintien de la conscription, la commission a tenu expressément à rajouter en tête du projet que « tous les citoyens doivent concourir à la défense du pays ». Les élus ont expliqué qu'ils avaient, de la sorte, voulu « donner un souffle de défense » à un projet de loi qui, de leur point de vue, en manque. Ils ont tiré deux conclusions de cette volonté : d'abord, « cette obligation [d'avoir à défendre le pays] s'exerce dans le cadre du service national » ; ensuite, « l'appel sous les drapeaux [une expression qui figurait dans tous les textes de loi précédents et que le projet actuel ne reprenait pas] peut être rétabli à tout moment si la défense de la nation le justifie ». Ce qui permettrait une « re-

montée en puissance » des effectifs militaires en cas de besoin. M. Boyon a expliqué que la commission a voulu, aussi, que la défense soit la finalité première du rendez-vous citoyen de cinq jours.

HAUT CONSEIL

Ses membres ont donc souhaité ce « rendez-vous », dont la durée n'a pas fait l'objet de controverses passionnées au sein de la commission, soit préparé en amont « dans les établissements d'enseignement », à l'occasion de cours d'histoire et d'éducation civique, et suivi, en aval, par « une option particulière pour les jeunes en difficulté » qui serait le fait de « médiateurs citoyens » tels que la loi sur l'exclusion les a institués. Les députés, estimant que le projet est muet sur les participants à ce rendez-vous citoyen, ont prescrit que « les jeunes Français rencontrent les représentants d'institutions et d'administrations de la République ». Les députés ont également ren-

forcé le rôle du Haut Conseil du service national, prévu par le projet de loi, de façon à en faire à la fois un organisme de surveillance des moyens attribués aux dix centres du service national - chargés de tester tous les jeunes hommes à partir de 1997, puis toutes les jeunes femmes à partir l'an 2000 - et un organisme de contrôle des agréments délivrés aux associations qui accueillent des volontaires. Dans la pratique, la commission suggère que l'organisation du système et son « pilotage » incombent à la direction centrale du service national, une structure civilo-militaire qui dépend du ministère de la défense.

Enfin, la commission a demandé, contrairement au projet de loi, qu'il ne soit pas possible de fractionner la durée du volontariat (entre neuf et vingt-quatre mois). Elle a même considéré que, en matière de sécurité et de défense (armées, gendarmerie, police, douanes, sapeurs-pompiers et en-

vironnement), le volontariat ne doit pas être inférieur à une année.

Les députés de l'opposition ont fait adopter - à l'unanimité - par leurs collègues de la commission un amendement portant sur la situation des volontaires dans les associations de cohésion sociale, de coopération internationale et d'aide humanitaire hors du territoire métropolitain. Selon cet ajout au projet, l'Etat devrait prendre à sa charge les cotisations sociales dont ces associations sont redevables. Le principe d'un montant uniforme (2 000 francs par mois) de leur indemnité est maintenu. Mais une rémunération pourra leur être versée pour couvrir les prestations en nature (logement, nourriture, transport), dans la mesure où « les jeunes Français qui exercent leur volontariat à l'étranger doivent en avoir les moyens ».

Jacques Isnard

Le RPR nourrit son argumentation contre le FN

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL du RPR, Jean-François Mancel, a, en outre, jeudi 23 janvier à Provins (Seine-et-Marne), de convaincre les militants du mouvement néogaulliste de camper dans « une opposition structurée » face aux thèses du Front national. Cette initiative fait suite à la réunion, deux jours plus tôt, du bureau politique du parti chiraquien devant lequel Jean-

Pierre Delalande, député du Val-d'Oise, a présenté un rapport d'étape. Inquiets du niveau du vote lepéniste qui, selon certaines études, se reporte de moins en moins au second tour de scrutin sur le candidat de la majorité, les responsables du RPR ont décidé de passer à l'offensive. Plusieurs d'entre eux considèrent, en effet, que de protestataire le vote en faveur de l'extrême droite est en train de devenir un vote d'adhésion.

Ils sont toutefois convenus de « ne pas communiquer » sur le sujet jusqu'au prochain congrès des amis de Jean-Marie Le Pen, prévu à la fin du mois de mars à Strasbourg : à la fois pour ne pas exposer l'auteur du rapport, M. Delalande, à la vindicte du FN et pour éviter de monter en épingle le danger lepéniste. Passé ce délai, le RPR est résolu à attaquer les thèses du FN. Il a notamment été décidé de chiffrer le programme économique de l'extrême droite. Des argumentaires seront remis aux militants, et les cadres du mouvement devront être formés pour mieux répondre dans les médias aux attaques des futurs candidats du FN aux élections législatives.

ÉLECTORAT COMPOSITE

Le rapport Delalande, qui s'appuie notamment sur l'analyse des tracts, des messages vocaux et de la presse d'extrême droite, constate aussi la diversité des familles de pensée qui se retrouvent derrière M. Le Pen et le caractère composite de l'électorat lepéniste.

En l'absence d'Edouard Balladur, de Charles Pasqua et de Philippe Séguin, le bureau politique du RPR

s'est montré unanime pour n'entretenir aucune ambiguïté vis-à-vis du FN. En septembre 1996, après les déclarations de M. Le Pen sur l'inégalité des races, Alain Juppé avait déjà affirmé qu'il fallait combattre « politiquement » l'extrême droite, en écartant « toute forme non seulement d'accord politique, mais d'indulgence ou de complaisance ». Cette ligne n'est pas contestée. A la différence de M. Séguin, le président du RPR demeure toutefois hostile à la stratégie du « front républicain ». M. Juppé a d'ailleurs rappelé, mardi, que le véritable et principal adversaire de la majorité aux prochaines élections serait le Parti socialiste, contre lequel un groupe de travail du Rassemblement, animé par Daniel Guarinie, député de Dordogne, a commencé à préparer une autre série d'argumentaires.

Des divergences subsistent aussi sur la manière de répliquer au Front national : faut-il faire mine de l'ignorer ou, au contraire, le considérer comme un adversaire, au même titre que l'opposition de gauche ? A titre personnel, M. Delalande est hostile à l'intégration dans les rangs du parti néogaulliste d'anciens responsables du FN, comme cela a été le cas du maire de Nice, Jacques Peyrat. Cette proposition n'est pas partagée par la majorité de la direction du RPR. Elle estime que, si les néogaullistes s'accroissent pas les anciens amis de M. Le Pen, l'UDF ne manquera pas de les « recycler ».

Jean-Louis Saux

Une ancienne adjointe du maire d'Orange l'accuse de népotisme

JACQUES BOMPARD, maire d'extrême droite d'Orange (Vaucluse), est attaqué par son ancienne deuxième adjointe déléguée à l'éducation, à la jeunesse et aux loisirs, Nicole Francoeur, une des élues non membres du FN de sa liste.

Après avoir démissionné de son mandat municipal le 21 novembre dernier, elle a mis en cause, jeudi 23 janvier sur France 2, la gestion du maire et l'accusé de népotisme. Jacques Bompard, explique-t-elle en substance, gère sa ville comme une entreprise privée au mépris de services publics les plus élémentaires ; elle cite « les repas servis dans les crèches » dont le maire estimerait qu'« on n'en a pas besoin ».

L'ancienne adjointe déclare s'être étonnée auprès du maire des marques « d'intérêt personnel » manifestées dans le recrutement ou les nominations par la mairie au mépris de « l'intérêt collectif ». Critiques repoussées par M. Bompard qui préfère parler d'« intérêt affectif ». « Il ne regarde

pas si les gens sont compétents (...) Il regarde s'ils sont très près de lui ». M^{me} Francoeur faisait aussi allusion au neveu de la femme du maire, Xavier Magnin, président de l'office du tourisme. Mais aussi à Annie Schmitt, l'épouse de François-Nicolas Schmitt, le secrétaire général de la mairie, qui préside l'office municipal des arts et de la culture et dirige l'Association de loisirs et sports orangeois.

Lors de sa démission, M^{me} Francoeur avait justifié sa décision par « des problèmes professionnels ». Dirigée une société d'import-export, elle précisait même dans son communiqué qu'elle « réaffirmait son total soutien » à Jacques Bompard. Contactée, jeudi 23 janvier, elle nous a expliqué que « les ennuis » qu'elle a rencontrés depuis sa démission et « les pressions » dont elle faisait l'objet depuis quelques temps, l'ont décidée à parler à la presse et à démissionner son entreprise vers une autre commune.

Christiane Chombeau

Le livre qui dérange

Georges-Marc Benamou

Le dernier Mitterrand

Plon

« Les pages sur le dernier réveillon de Mitterrand, à l'atmosphère, mis en scène par le vieux roi agonisant de son agonie, atteignent sous la plume sèche, sobre et romanesque de Benamou, au pathétique. »

HENRI AMOUREUX DE L'INSTITUT, LYON FIGARO

« Un mémorialiste qui ne cherche pas à faire taire son émotion. »

PIERRE BENOÎT, LE NOUVEL OBSERVATEUR

« Cette chronique intimiste des derniers mois de l'ancien président de la République et des dernières semaines de son existence est saisissante. »

GÉRARD COURTOIS, LE MONDE

« Un remake extraordinaire de Volpone. »

MICHEL HUYET, LE BIEN PUBLIC

« Le saisissant récit que livre Georges-Marc Benamou, d'une fin de septennat agonique verse le révélateur des vérités terminales. Tout ce qu'on pressentait s'y trouve creusé à l'acide. »

CLAUDE IMBERT, LE POINT

« Au milieu de tout de révélations la principale est pour moi celle du talent de son auteur. »

JACQUES JULLIARD, LE NOUVEL OBSERVATEUR

« Ce qui frappe dans son livre, c'est qu'il a, en effet, les qualités des grands mémorialistes : cruel avec tendresse ; jugeant tout en peignant ; proche, très proche du modèle et soudain s'en éloignant. »

BERNARD DENRIÉ, LE POINT

« Ouvrage passionnant... »

MAURICE NADÉAU, LA QUINZAINÉ LITTÉRAIRE

« La rude mission est remplie avec le tact sans complaisance et le style sans esbroufe que le lecteur Mitterrand pouvait en attendre, sans parler de la vénérable réussite littéraire. »

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française, LE MONDE

« ...Des révélations supérieures. »

PATRICK POIVRE D'ARVOR, TIT

« Le dernier Mitterrand est un livre d'une pudeur rare. Et un exercice littéraire d'une élégance étonnante. »

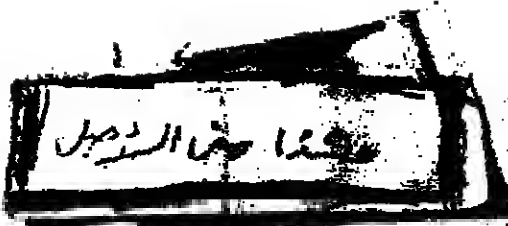
SERGE RAFFY, ELLE

« Et nous donc ? crois-tu que nous mangions des ortolans ?... »

HONORÉ DE BALZAC,

LES RESSOURCES DE QU'ENQUÊTE, acte III, scène II

PLON



JUSTICE La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par Christian Le Guehrec, a rejeté, jeudi 23 janvier, le pourvoi formé par Maurice Papon contre l'arrêt de la

cour d'appel de Bordeaux le renvoyant devant la cour d'assises pour « complicité de crimes contre l'humanité ». ● L'ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la préfecture de Bor-

deaux sera le troisième responsable à comparaître devant une cour d'assises, après Klaus Barbie, officier de l'armée allemande, et Paul Touvier, chef de la Milice. L'ancien secrétaire

général de la police de Vichy, René Bousquet, a été assassiné. ● IL EST ACCUSÉ d'avoir apporté son concours à l'arrestation, entre juin 1942 et août 1944, de 1 560 per-

sonnes d'origine juive, dont de nombreux enfants, qui ont été acheminés de Bordeaux à Drancy avant d'être déportés à Auschwitz, où la plupart d'entre elles ont péri.

Maurice Papon sera le second Français jugé pour crimes contre l'humanité

L'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde est accusé d'avoir apporté son concours actif à l'arrestation de plus de 1 500 juifs entre juin 1942 et août 1944. Acheminés à Drancy, puis à Auschwitz, la plupart d'entre eux ont péri

APRÈS Klaus Barbie, officier de l'armée allemande, et Paul Touvier, un des chefs de la milice, Maurice Papon, haut fonctionnaire de l'État de Vichy, sera le troisième homme à comparaître devant une juridiction française sous l'accusation de « crimes contre l'humanité ». La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par Christian Le Guehrec, a en effet rejeté, jeudi 23 janvier, le pourvoi qu'il avait formé contre l'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux le renvoyant devant la cour d'assises de la Gironde pour « complicité d'assassinats, complicité d'arrestations et de séquestrations illégales », ces crimes « ayant revêtu le caractère de crimes contre l'humanité ». L'arrêt de la chambre d'accusation possédait désormais une valeur définitive, Maurice Papon devra comparaître dès que possible devant les jurés de la Gironde.

Maurice Papon est accusé d'avoir participé à l'arrestation de 1 560 personnes d'origine juive, internées au camp de Mérignac et acheminées à Drancy avant d'être déportées à Auschwitz. Selon l'accusation, le Bureau des questions juives, dirigé par Maurice Papon, a fourni à plusieurs reprises, sur la demande des autorités allemandes, la liste des juifs qui devaient être arrêtés. Les arrestations étaient opérées par la police française ou par la gendarmerie, plusieurs rapports faisant état de la satisfaction des autorités allemandes.

DÉFINIR LES FAITS

Une foule de documents administratifs montre que le Bureau des questions juives de la préfecture de la Gironde procédait à la mise à jour du fichier des juifs et à sa communication aux autorités allemandes. Dans de nombreux cas, ce service a, selon l'arrêt de Bordeaux, « coordonné l'organisation matérielle et la surveillance des transports à destination de Drancy, ordonnée par les autorités allemandes ».

Dans son arrêt, la Cour de cassation précise qu'elle « n'a que le pouvoir de vérifier, à la supposition établie, si la qualification (des faits) justifie la saisine de la juridiction de jugement ». Ce contrôle est parti-

culièrement important dans le cas du crime contre l'humanité, dont la définition repose sur un texte international - l'article 6 du statut du tribunal de Nuremberg - et son interprétation par la Cour de cassation. La Haute Juridiction rappelle d'ailleurs que, selon l'arrêt, « 1 560 personnes d'origine juive ont été arrêtées puis acheminées à Drancy avant d'être déportées au camp d'Auschwitz ». En quelques lignes, se trouve ainsi caractérisé le crime contre l'humanité, défini par l'article 6 comme « l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre toute

population civile (...) au bien les persécution pour des motifs politiques, raciaux ou religieux (...) ».

Ensuite, la Cour de cassation souligne que les arrestations ont été opérées « à la demande des autorités allemandes (...) », avec le concours actif de Maurice Papon, qui est accusé d'avoir participé à l'organisation de onze convois ferroviaires vers Drancy. Cette démonstration est destinée à justifier la qualification de complicité, réaffirmée ensuite par le fait que le Bureau des questions juives dirigé par Maurice Papon aurait « pleinement apporté son concours à l'auto-

rité allemande ». Selon l'arrêt de Bordeaux, Maurice Papon aurait en effet eu « une connaissance précise de la politique antijuive menée par le gouvernement de Vichy », et acquis la conviction que les déportés allaient « inéluctablement à la mort ». « Le concours actif qu'il aurait en connaissance de cause apporté Maurice Papon, par ses agissements personnels, à l'exécution de faits criminels (...) s'inscrit dans le cadre d'un plan concerté pour le compte de l'Allemagne nazie, pays de l'Axe pratiquant une politique d'hégémonie idéologique ».

LES EXIGENCES DE L'ARTICLE 6

Cette phrase reprend pratiquement mot pour mot les exigences formulées par l'article 6 pour définir la participation à un crime contre l'humanité. En outre, la Cour de cassation observe que, contrairement à ce que soutenaient les avocats de Maurice Papon, l'article 6 n'exige pas que le complice de crimes contre l'humanité ait adhéré à une politique d'hégémonie idéologique. Il n'est pas non plus nécessaire qu'il ait fait partie d'une organisation dé-

clarée criminelle par le tribunal de Nuremberg, en l'espèce le SIPO-SD, auquel Maurice Papon aurait apporté son « concours actif ».

« Je regrette que la Cour de cassation n'ait pas tenu compte du devoir de vérité », a protesté M. Jean-Marc Varaut, défenseur de Maurice Papon, en faisant allusion à une procédure ou vigueur dans certains pays qui permet aux cours suprêmes de se prononcer sur certains faits. « Tout le monde est mort ! ajoutait l'avocat. Les résistants sont morts, Bousquet est mort, le préfet est mort, c'est le premier procès de l'histoire du monde où l'on jugerait quelqu'un cinquante ans après, sans aucun survivant, sans aucun témoin. On fera un procès abstrait. » De leur côté, les parties civiles n'ont pas caché leur satisfaction. Pour elles aussi, ces quinze ans de procédures représentent un long parcours. Désormais, elles vont se préparer à un procès longtemps attendu qui aura lieu, comme le veut la loi, devant une cour d'assises ordinaire composée de jurés tirés au sort.

Maurice Peyrot

Arno Klarsfeld demande une assignation à résidence

M. Arno Klarsfeld, l'un des avocats de l'association des fils et filles des déportés juifs de France, partie civile, redoute une fuite « hors du territoire français de M. Papon » après l'arrêt de la chambre d'accusation de Bordeaux et celui de la Cour de cassation. Relevant que l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde « n'a cessé d'exprimer avec vivacité le sentiment d'être victime d'une profonde injustice », il demande, dans une lettre adressée aux autorités judiciaires, le retrait du passeport de l'accusé et son assignation « à une résidence de son choix où il serait placé sous surveillance policière permanente extérieure ».

« Il aurait pleinement apporté son concours à l'autorité allemande »

Voici les principaux attendus de l'arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation :

Attendu que, selon l'arrêt attaqué, entre le mois de juin 1942 et le mois d'août 1944, mille cinq cent soixante personnes, dont de nombreux enfants, d'origine juive, réparties en onze convois, ont, le plus souvent après un regroupement au camp de Mérignac-Beau-désert, été acheminées de Bordeaux à Drancy avant d'être déportées au camp d'Auschwitz où la plupart d'entre elles ont péri, soit qu'elles y aient subi des traitements inhumains, soit qu'elles y aient été exterminées ; que certains de ces convois n'ont été précédés d'arrestations massives, effectuées dans la population juive ;

Attendu que les juges relèvent que ces arrestations, séquestrations et internements illégaux, opérés à la demande des autorités alle-

mandées, spécialement du Kommando der Sicherheitspolizei und der Sicherheitsdienst (SIPO-SD), substitué à l'entame bordelaise du Reichssicherheitshauptamt (RSHA), auraient été réalisés avec le concours actif de Maurice Papon, alors secrétaire général de la préfecture de la Gironde, qui, co-vertu des larges délégations de pouvoirs consenties par le préfet régional, avait autorité tant sur les services préfectoraux que sur les services de police et de gendarmerie, ainsi que sur la direction du camp de Mérignac et les services issus de la guerre, tel celui des Questions juives ;

Que ce dernier service aurait pleinement apporté son concours à l'autorité allemande à tous les stades des opérations, notamment dans la préparation des arrestations et dans l'organisation matérielle des convois ; que Maurice Papon aurait lui-même, de juillet 1942 à mai 1944, délivré des ordres d'arrestation, d'internement et de transfert de personnes à Drancy ;

que le service qu'il dirigeait aurait toujours cherché à assurer le maintien d'efficacité aux mesures antijuives de sa compétence - telles la mise à jour du fichier des juifs, indispensable aux opérations d'arrestation et de déportation, ou la communication régulière au SIPO-SD de renseignements concernant les juifs - et, parfois même, sans attendre les instructions des autorités centrales du gouvernement de Vichy, lorsqu'elles avaient été sollicitées, ou celles de l'occupant ;

Attendu que la chambre d'accusation relève encore que Maurice Papon aurait eu une connaissance précise de la politique antijuive menée par le gouvernement de Vichy depuis la signature de l'armistice, en raison de ses fonctions exercées au ministère de l'Intérieur à partir du mois d'octobre 1940, et qu'il aurait accepté son affectation à la préfecture de Bordeaux en sachant que le service des Questions juives serait placé sous son autorité et aurait à pratiquer une politique antijuive ; que, dès sa prise de fonctions, il aurait « acquis

la conviction que l'arrestation, la séquestration et la déportation de juifs vers l'Est les conduisant inéluctablement à la mort » (...).

Attendu que la chambre d'accusation énonce, par ailleurs, que les arrestations et séquestrations, ainsi que les transferts massifs de personnes en vue de leur déportation à Auschwitz, ont eu pour victimes des personnes choisies en raison de leur appartenance à la « race juive » ou à la religion israélienne et que ces mesures ont été décidées par les services du SIPO-SD, organisation de l'État national-socialiste déclarée criminelle par jugement du tribunal militaire international de Nuremberg du 1^{er} octobre 1946 ; qu'elle conclut que le concours actif qu'il aurait, en connaissance de cause, apporté Maurice Papon, par ses agissements personnels, à l'exécution de faits criminels commis par les services précités, s'inscrit dans le cadre d'un plan concerté pour le compte de l'Allemagne nazie, pays de l'Axe pratiquant une politique d'hégémonie idéologique.

« Comme tout procès politique, les jeux sont faits d'avance »

● Maurice Papon : « L'étrange arrêt me concernant, basé sur des faits falsifiés par la chambre d'accusation de Bordeaux et rendu, contre la jurisprudence de la Cour de cassation, ajoute au caractère politique de ce scandaleux procès. Il permet à chacun de régler ses comptes : aux communistes, avec l'ancien préfet de police du général de Gaulle pour s'être opposé avec vigueur à leurs entreprises ; au lobby gauchiste, avec l'ancien fonctionnaire subalterne sous l'occupation allemande, ayant risqué sa liberté et sa vie, selon les termes mêmes du jury d'honneur constitué de résistants, pour son appartenance aux réseaux « Juide-Amical » et « Marco Kléber » et alors qu'il a procédé notamment à la radiation de nombreux juifs sur les listes du commissariat général aux questions juives ; à de hautes institutions étrangères, de tenter d'impliquer la France dans le génocide ; au sommet de l'État enfin, on se plaît à éliminer l'ancien trésorier

national de l'UDR désigné par Georges Pompidou, afin d'assurer un silence rédempteur.

« Comme tout procès politique, les jeux sont faits d'avance avec le pouvoir. Je ne me prêterai pas passivement à de telles entreprises déshonorantes, qui rappellent la triste aventure du capitaine Dreyfus. Je ne trahirai pas, à l'exemple de Clémenceau, pour attendre d'être égaré par les sires de Marc-Antoine. »

● Michel Siffert : l'ancien résistant à l'origine de l'affaire Papou estime que « c'est l'aboutissement d'une longue quête, d'une traque ». « Il aura fallu toute une trentaine d'années pour chasser l'occupant allemand, et quinze ans pour venir à bout d'un tel personnage, par justice interposée. On ne peut plus donner foi aux déclarations d'un Papon masqué qui a toujours voulu revendiquer une attitude avec la Résistance ».

● Lucie Aubrac : la grande figure de la Résistance affirme ressentir « la même réaction qu'au moment de l'arrestation de Klaus Barbie », car « Maurice Papon était pire qu'un Allemand. Des crimes contre l'humanité commis par un Français contre d'autres Français, c'est une lâcheté inhumaine ».

● Jacques Toubon : le ministre de la justice estime que le procès de Maurice Papon « portera sur l'histoire » et espère « que la justice sera en quelque sorte à la hauteur de l'événement et de son enjeu ».

● Lica : la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme estime qu'un « tel procès va permettre de montrer comment l'arrestation et la déportation des juifs de France ont été facilitées par une administration française dans le cadre de la collaboration avec l'État nazi ».

● MRAP : le Mouvement contre le racisme et pour l'antisémitisme estime que « ce procès va être un formidable outil pédagogique, indispensable pour que les plus jeunes de nos citoyens puissent être informés des dangers d'un racisme idéologique poussé à son paroxysme ».

● CRIF : le Conseil représentatif des institutions juives espère « que ce procès, comme ceux d'Adolf Eichmann à Jérusalem et Klaus Barbie à Lyon, aura une fonction pédagogique pour la jeunesse française ».

● UJF : l'Union des étudiants juifs de France, qui s'est portée partie civile, « espère la tenue d'un procès ouvert » mais « déplore la lenteur de la justice guidée par l'absence d'une réelle volonté de regarder le passé en face ».

Laurent Gressamer

Un col blanc de la collaboration, exécutant scrupuleux d'un projet criminel

IL Y A encore peu, Maurice Papon paraissait intouchable. Les crimes révélés, en 1981, par Le Canard enchaîné semblaient ne devoir jamais être jugés. Une inter-

ANALYSE

Faute des principaux responsables, c'est un cadre moyen de Vichy qui sera jugé

minable instruction, commencée en 1983, donnait en apparence raison aux sceptiques. L'ancien président François Mitterrand n'avait-il pas lui-même exprimé sa réticence à l'idée de juger aujourd'hui les serviteurs de Vichy : « De mon propre mouvement, je n'y incline pas ».

L'arrêt de la Cour de cassation change la donne. Les protections dénoncées et les connivences de classe suspectées se sont dérobées. Plus rien ne s'oppose juridiquement au procès de Maurice Papon, secrétaire général de la préfecture de la Gironde de 1942 à 1944, préfet de police de Paris durant dix ans sous le règne du général de Gaulle, ministre de la République durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing.

Evoker cette carrière revient à souligner ce que fut l'accusé à l'origine : un fonctionnaire d'autorité.

Non pas un homme de sac et de corde, mais un col blanc de la collaboration. Non pas un tortionnaire, mais un technocrate froid mettant une partie de son intelligence et de sa culture administrative au service de la persécution des juifs. Un bourgeois « civilisé », en quelque sorte. Légitime par le régime de Vichy, couvert par la vieille gloire du maréchal Pétain.

C'est bien cette face-là de la collaboration que l'on s'apprête à juger. Moins connue que celle de films, elle a néanmoins prouvé sa terrible efficacité. M. Papon, pour ne s'en tenir qu'à lui, a organisé le transfert de près de deux mille juifs entre Bordeaux et le camp de transit de Drancy, antichambre des camps d'extermination.

TITRES DE RÉSISTANT CONTESTÉS

L'accusé a déjà eu l'occasion d'expliquer devant plusieurs juges d'instruction que son action se déploya sous la contrainte et la menace de représailles des nazis. Et toujours sur ordre de sa hiérarchie. Il affiche au surplus des titres de résistance. Sa défense expose pour sa part que son rôle se borna à prendre « des mesures d'accompagnement » pour rendre plus humains les convois ferroviaires où la gendarmerie entassait enfants, femmes et vieillards.

La réalité est plus cruelle. Mau-

rice Papon, en acceptant de diriger le bureau des questions juives de la préfecture de la Gironde, devenait nécessairement l'ordonnateur de la traque des juifs. Il réquisitionna la police, les services de tramways et les chemins de fer. Dans le calme de son bureau, il signait des ordres, honorait les factures de transport (versées au dossier d'instruction), traitait les « juifs intéressants » et les autres, pauvre gibier destiné à la déportation. Et les juges de la chambre d'accusation de Bordeaux ont sévèrement contesté l'authenticité de ses titres de résistant.

Est-il pour autant un « grand » de la collaboration ? A l'évidence non. Il était, à l'échelle d'une pré-

fecture régionale, un rouage supérieur indispensable à l'application scrupuleuse d'un projet criminel dont il eut assez vite conscience, durant l'été 1942. D'autres, au-dessus de lui, comme René Bousquet et Jean Leguay, le ministre de la police et son bras droit, assumèrent de plus larges responsabilités. Ceux-là mettaient directement en œuvre, en liaison avec le chef du gouvernement Pierre Laval, la politique d'arrestation et de déportation des juifs français et étrangers à l'échelle du territoire national. Ils symbolisent, sinon une autre face de la collaboration, tout au moins une implication diffé-

rente. Ils négocièrent au plus haut

Trois autres Français accusés, un seul jugé

● Paul Touvier. Ancien responsable de la milice, Paul Touvier est mort le 17 juillet 1996 à l'hôpital des prisons de Fresnes. Premier Français à être jugé pour des crimes contre l'humanité commis pendant l'Occupation, Paul Touvier avait été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, le 20 avril 1994, par la cour d'assises des Yvelines.

● René Bousquet. Inculpé en mars 1991 de « crimes contre l'humanité », l'ancien secrétaire général de la police de Vichy, qui

était accusé d'avoir favorisé la déportation de 194 enfants juifs provenant de six départements du sud de la France, a été assassiné le 8 juin 1993.

● Jean Leguay. Délégué permanent de René Bousquet dans la zone occupée et impliqué dans la rafle du Vel' d'Hiv', à Paris, il avait été le premier Français inculpé pour « crimes contre l'humanité », le 12 mars 1979. Son décès, le 2 juillet 1989, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, a mis fin à l'action publique.

27 Mars 1997

Les syndicats d'étudiants réécrivent le projet de stages diplômants du CNPF

François Bayrou devrait présenter un projet intégré dans la réforme de l'université

Lors d'une rencontre avec le ministre de l'éducation nationale, jeudi 23 janvier, l'UNEF-ID et la FAGE ont proposé de nouvelles formules de stages

en entreprise, différant largement du projet de stages diplômants avancé par le CNPF. M. Bayrou devrait proposer son propre projet la semaine pro-

chaine, en présentant un rapport d'étape sur la réforme d'université. Le projet qui sera examiné lors du sommet sur l'emploi des jeunes, à la mi-février.

APRÈS AVOIR BATAILLÉ contre le projet initial de stages diplômants proposés par Jean Gandois et Didier Pigneau-Valencienne, président et vice-président du CNPF, les syndicats d'étudiants poussent leur avantage pour négocier une nouvelle formule de stages en entreprise.

Tout à l'heure, l'UNEF-ID et la Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE) ont fait part de leurs propositions à François Bayrou, ministre de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, qui les a reçus jeudi 23 janvier dans l'après-midi. A l'issue de cette rencontre, les deux principales organisations d'étudiants ont laissé entendre que le ministre était prêt à se rallier à leur position. Ce dernier devrait le confirmer en présentant un projet qui sera intégré dans le rapport d'étape sur la réforme de l'université, annoncé pour la fin du mois de janvier.

Les syndicats d'étudiants rappellent qu'ils ne sont pas opposés au principe des stages en entreprise destinés à compléter l'acquisition de connaissances théoriques. Alors que l'université a commencé à multiplier les formations en alternance ou par apprentissage, ils font valoir que ces stages sont déjà inté-

grés dans un grand nombre de filières « professionnalisantes », dans les IUT, les IUR, les maîtrises de sciences et techniques, les diplômes d'études spécialisés à bac + 5. Selon les estimations du ministère, près d'un étudiant sur trois, essentiellement en second cycle, suit un stage obligatoire, d'une durée variant de 10 à 12 semaines.

En revanche, les syndicats ont manifesté une hostilité farouche à des stages de longue durée en fin de parcours universitaire, sanctionnés par un diplôme, assimilable à une « insertion » déguisée. De surcroît, la gratification proposée, une indemnité mensuelle de l'ordre de 1 000 à 1 700 par mois, est vite apparue comme un « CIP ou robot ». Dans la motion adoptée à la quasi-unanimité (Le Monde du 22 janvier), le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), organisme consultatif composé de toutes les organisations syndicales et professionnelles, l'a clairement rappelé : « les offres de stages ne sauraient en aucun cas s'adresser aux étudiants diplômés de l'enseignement supérieur qui ont vocation, après avoir

terminé leurs études, à accéder directement au marché du travail. » A l'issue des rencontres entre les syndicats d'étudiants et d'enseignants avec le CNPF d'une part, et le ministre de l'éducation d'autre part, il semble que le projet de stage diplômant d'insertion soit bel et bien abandonné. L'UNEF-ID reste fermement attachée à une formule qui ressemble étrangement à la formule actuelle : des stages de trois mois maximum correspondant au contenu de la formation suivie par les étudiants, assortis d'une rémunération fixée par un barème national.

Cette position, proche de l'avis émis par le CNESER, n'est pas partagée par la FAGE. Ses dirigeants sont partisans d'une formule plus souple, tant sur la durée que sur le contenu. « Ne privons pas les étudiants, les enseignants et les entreprises d'une souplesse nécessaire dans la définition des expériences professionnelles ou sein du semestre universitaire », affirment ses responsables. Selon eux, cette expérience professionnelle, bâtie sur le projet personnel de l'étudiant, pourrait même être prolongée.

François Bayrou s'est bien gardé de trancher. Son souci est de désamorcer les risques d'une crise au

moment où il s'efforce de réunir un « consensus » sur la réforme de l'université. Après un dernier tour de table avec les cinq groupes de travail sur la réforme, le ministre devrait présenter son rapport d'étape la semaine prochaine.

NOUVELLES PROPOSITIONS

Il devrait inclure une proposition acceptable par l'ensemble des parties. M. Bayrou pourrait en effet proposer un projet d'une grande souplesse, entre trois et six mois, à titre expérimental. Il devrait aussi intégrer les éléments d'une charte nationale des stages élaborée par l'Association pour la formation et l'insertion des jeunes diplômés (AFIJ), une structure regroupant la quasi-totalité des syndicats d'étudiants.

Ces propositions ne satisfont guère le CNPF. Didier Pigneau-Valencienne a affirmé, jeudi : « Nous ne sommes pas dans une négociation (...). Nous proposons une démarche capitale (...) si personne n'en veut, nous retirons notre projet ». Il reste trois semaines avant le sommet pour l'emploi des jeunes avec différents partenaires pour tenter de définir un accord.

Michel Delberghe

Quand M. le brigadier-chef et M^{me} la directrice menaient grand train...

LYON

de notre correspondant régional

Louis Besson, cinquante-cinq ans, a simplement dit qu'il regrette. André Méjean, de deux ans son aîné, a beaucoup sangloté. Jeudi 23 janvier, le tribunal correctionnel de Lyon a consacré une longue après-midi aux nombreux détournements que ces deux prévenus ont exercé, de 1984 à 1992, dans les caisses de la Mutuelle de la police nationale (région Rhône-Alpes/Auvergne) : au total plus de 1 million de francs.

Alors brigadier-chef, Louis Besson en était le président élu et André Méjean la directrice. Hôtels de luxe, où ils retenaient des chambres séparées, restaurants gastronomiques aux prix astronomiques, les deux amants ont mené la vie belle aux frais de la mutuelle. La mutuelle a aussi financé des travaux dans un de ses appartements, occupé gratuitement par Louis Besson. Elle lui a en-

core acheté une Citroën XM qu'il a revendue en conservant l'argent de la transaction.

Comme cela ne suffisait pas, le président a accordé d'importantes augmentations de salaire à sa directrice, ainsi que des primes aussi exceptionnelles que régulières. Enfin, des manipulations dans le système informatique ont permis des prescriptions fictives qui se traduisaient en chèques authentiques. Une dizaine de personnes ont profité de cette couverture sociale très particulière.

« SALESSEUSE POUR LA POLICE NATIONALE »

D'autres ont bénéficié de remboursements à 100 %, bien au-delà des taux habituels de la mutuelle : ainsi, Jacques Serra, directeur départemental des polices urbaines du Rhône de 1986 à 1990, pour un montant de 11 000 francs. Mais le règlement des sommes indues et des ordonnances de non-lieu leur ont évité de comparaître.

Montrant du doigt Louis Besson et André Méjean, le procureur adjoint, Thierry Cretin, a parlé de « pillage », de « mise en compte régie d'une mutuelle », d'une « saisie pour la police nationale ». Outre les remboursements des détournements, il a requis trente mois d'emprisonnement, dont douze mois avec sursis pour Louis Besson, aujourd'hui révoqué de la police, et deux ans d'emprisonnement, dont un avec sursis, pour André Méjean. Ces deux prévenus ont déjà effectué, respectivement, cinq et trois mois de prison préventive en 1993. Le jugement sera rendu le 6 février.

L'audience a été perturbée par l'interpellation d'un CRS, Serge Ortega, secrétaire général adjoint de la mutuelle, qui enregistrerait les débats. Il a été condamné aussitôt à 30 000 francs d'amende.

Bruno Caussé

Quarante ans plus tard, un livre affirme l'innocence de Gaston Dominici

VOICI un livre qui va combler les vœux et les moins vœux, passionnés des prétoires et friands des énigmes judiciaires. Est-ce à dire que son auteur, William Reymond, puisse prétendre avoir éclairé cette si sombre affaire Dominici qui n'a cessé de faire couler de l'encre depuis ses origines ? Il lui a toujours manqué, en effet, une conclusion qui puisse donner satisfaction. Entre le jour où elle éclate, le 5 août 1952, et celui où lui est donnée, par les assises des Basses-Alpes, devenues depuis Alpes-de-Haute-Provence, une conclusion judiciaire, le 28 novembre 1954, avec la condamnation à mort de Gaston Dominici, vieillard de soixante-dix-sept ans, déclaré coupable du meurtre de Jack Drummond, de son épouse, Ann, et de leur fille Elizabeth, c'est, à la puissance 10, ce que fut, récemment, l'affaire Grégory.

Elle partagea l'opinion. Il y eut ceux qui tenaient le vieux Gaston pour l'unique coupable, ceux qui voyaient en lui l'innocence même et ceux, enfin, qui pensaient qu'il pouvait ne pas être l'unique coupable. Car les Dominici, ce n'était pas seulement ce « patriarcat » robuste et solitaire. C'étaient aussi ses fils, Gustave et Clovis, sa bru, Yvette, son neveu, Roger Perrin. Leur nef s'appelait la Grand-Terre, sur la commune de Lurs, une ferme entre la route nationale 96, qui va de Marseille à Digne, et la Durance. C'est en bordure de cette terre que les Drummond, en cette soirée du 4 août 1952, étaient venus arrêter leur voiture. Dans la nuit, quatre ou cinq coups de feu

claquèrent. Au matin, on découvrait le massacre.

Les gendarmes, d'abord, la police judiciaire de Marseille, ensuite, sous la houlette du commissaire Edmond Sébille, entreprirent une enquête qui n'allait pas sans mal. Aujourd'hui encore, elle reste l'objet de bien des critiques tant furent négligées les précautions qui sont à prendre à la découverte d'un crime, tant aussi fut privilégiée la piste Dominici et trop vite, peut-être, furent abandonnées d'autres recherches, que l'on décréta souvent vaines.

Il faut dire que, du côté des Dominici, on avait, dès le début, beaucoup menti, beaucoup varié, beaucoup dissimulé aussi. Jusqu'au jour où le fils cadet de Gaston, Gustave, confia, au terme d'un épuisant interrogatoire, que c'était bien son père qui avait tiré sur les trois Anglais. Un aveu exprime-t-il la vérité ? Bien sûr que non, et on l'enseigne maintenant dans les écoles de police. Celui-ci, comme d'autres, fut d'ailleurs bien vite rétracté.

UNE AFFAIRE DRUMMOND

Ce climat est bien restitué par le livre de William Reymond. Au reste, son titre est sans équivoque : Dominici non coupable. Les assassins retrouvés. Voilà qui aura fait sursauter plus d'un. Mais il ne faut pas demander à M. Reymond les vertus de l'historien ni la distance de l'observateur. Il y a, dans son propos, tant il y a de passion, des frémissements poléniques. Il faut voir, par exemple, comment il étiquette le commissaire Sébille, aujourd'hui décédé ; comment il s'en prend, avec non moins de verve, aux commissaires Charles Chenevier et Gillard qui, après le verdict de Digne, furent chargés, à la de-

mande du garde des sceaux, d'une contre-enquête qui ne devait pas aboutir.

Et nous voici à l'essentiel, qui tient en ces simples mots : il n'y a pas d'affaire Dominici. Il y a seulement une affaire Drummond. Dès lors, il ne s'agit plus de savoir ce qui se passa à la Grand-Terre dans la nuit du 4 au 5 août 1952. Il s'agit, en revanche, de chercher qui fut, qui était, ce Jack Drummond, sujet britannique anobli par le roi, détectif de renom international. Aux yeux de William Reymond, l'important est d'aller au-delà des apparences.

DES JEUX À HAUTS RISQUES

Notre auteur a beaucoup cherché, fouillé, lu tout ce qui s'imprimait en Grande-Bretagne au lendemain du triple crime sur ce brillant sujet. Et il a découvert, de bulletin en journal, comment Jack Drummond fut membre de l'Intelligence Service, qu'il appartenait aussi, durant la fin de la seconde guerre mondiale, à des équipes spécialisées constituées par les Alliés pour retrouver, au fur et à mesure de l'avancée dans l'Allemagne nazie, non seulement les documents mais aussi les hommes qui avaient œuvré sous le régime hitlérien à la mise au point de tout ce qui pouvait, de près ou de loin, constituer un arsenal pour une guerre biologique.

Ces jeux-là ne vont jamais sans risques. Si l'on suit M. Reymond, Jack Drummond se trouvait, en cet été 1952, en quête - peut-être - de renseignements sur l'usine chimique de Saint-Auban, non loin de Lurs. Dans le même temps, le livre utilise longuement un procès-verbal d'interrogatoire mené en Allemagne et dans lequel un ressortissant de la République fédé-

rale, Wilhelm Barkowski, s'accuse d'avoir, en ce mois d'août 1952, en compagnie de trois hommes, Carlo Solet, un Grec, Moradis, un Suisse, et Roman Moesto, un Français, gagné le Midi pour se retrouver face à Drummond, qu'il aurait eu mission d'assassiner.

A bien y regarder, ce Wilhelm Barkowski ne fut pas ignoré des enquêteurs français. Le commissaire Gillard, déjà nommé, l'entendit ; mais il devait toujours soutenir que ce singulier prisonnier ne cherchait qu'à se rendre intéressant. Quant à ses compagnons, M. Reymond nous laisse dans l'ignorance de leur situation présente. De même, il confesse ne pas avoir pu établir la demande de qui ce « contrat » fut exécuté et quelle en était la raison. Et puis, cela ne permet pas davantage de répondre à la question toujours lancinante : mais pourquoi donc les deux fils Dominici ont-ils accusé leur père et l'ont-ils déclaré propriétaire de l'arme du crime ?

C'est dire qu'avec cette affaire, dit-elle s'appeler « affaire Drummond », nous ne sommes pas au bout de nos peines judiciaires. Ainsi en va-t-il, d'ailleurs, avec l'affaire Mis et Thénod, ces deux condamnés pour meurtre d'un garde-chasse et toujours en quête d'une révision. Sans parler de l'affaire du courrier de Lyon... C'est que la chambre criminelle de la Cour de cassation semble avoir une sorte de prédilection à se faire tirer l'oreille.

Jean-Marc Théolleyre

* Dominici non coupable. Les assassins retrouvés, de William Reymond, éditions Flammarion, 280 p., 195 F.

L'attentat contre « Tribune juive » ne serait pas l'œuvre du GUD

LE PLACEMENT EN GARDE À VUE de treize personnes considérées comme proches des milieux d'extrême droite n'a pas permis de faire avancer l'enquête sur l'envoi, le 3 décembre 1996, d'une cassette vidéo piégée à l'hebdomadaire Tribune juive (Le Monde du 24 janvier). Une de ces personnes devait être détentée, vendredi 24 janvier, devant le parquet de Nanterre, mais pour une autre affaire (détention d'armes). Toutes les autres ont été relâchées, mercredi 22 et jeudi 23, après avoir été entendues par les policiers de la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris. Les enquêteurs estiment avoir recueilli des informations intéressantes sur ces militants, mais semblent convaincus qu'ils ne sont pas responsables de l'envoi de la cassette. Il apparaît aujourd'hui que le ministère de l'Intérieur avait tiré des conclusions un peu trop hâtives sur ce « coup de filet » en diffusant un communiqué où était cité le nom du Groupement union défense (GUD), un groupuscule réputé violent.

DÉPÊCHES

■ VIGILANCE : le ministre de la défense, Charles Millon, a dénoncé, jeudi 23 janvier sur RMC, « les mauvais procès de certains » qui ont mis en cause des comportements brutaux de la Légion étrangère auxquels lui, « personnellement », ne croit pas. Témoins de plusieurs incidents mettant en cause des légionnaires patrouillant à Paris dans le cadre de l'opération Vigipirate, les dirigeants de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) avaient fait part de leur préoccupation au cabinet du premier ministre (Le Monde du 24 janvier).

■ AFFAIRES : Alain Jossé, ancien vice-président RPR du conseil général de l'Essonne, accuse l'actuel président de corruption « saisi à (RPR), de lui avoir remis en 1993 le « manuel de corruption » saisi à son domicile par la police en mai 1996. Dans un entretien accordé au Parisien du 24 janvier, M. Jossé, qui a effectué dix-sept mois de détention dans une affaire de détournement de fonds, précise que M. Dugoin, alors secrétaire fédéral du RPR, « faisait la tournée des mairies reprises à la gauche pour leur proposer ce qui constitue en fait un pacte de corruption ». M. Dugoin nie être l'auteur de ce document dont la découverte a donné lieu à l'ouverture d'une information judiciaire en novembre 1996.

■ RACISME : Brigitte Bardot a été relaxée, jeudi 23 janvier, par la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, devant laquelle elle avait comparu, le 19 décembre 1996, pour « provocation à la haine et à la discrimination raciale », à la suite de sa critique des conditions de sacrifice des moutons lors de « l'atrocité d'Aid-el-Kébir ». Le tribunal a jugé « outranciers » ses propos relatifs à « l'envolement de la France », mais estime que ceux-ci ne sauraient « être interdits dans une société pluraliste ». Le MRAI, qui s'était constitué partie civile, entend faire appel.

■ FAUX-PAPIERS : trente-sept ressortissants marocains ont été mis en examen pour usage de documents administratifs falsifiés, par le juge d'instruction Nathalie Gouy-Pailler, de Bourg-en-Bresse (Ain). Implantés depuis les années 70 dans la région d'Oyonnax, les personnes mises en cause, âgées d'une cinquantaine d'années, s'étaient fait délivrer, à partir de faux papiers marocains, des pièces d'identité qui les vieillissaient afin de faire valoir plus rapidement leurs droits à la retraite. (Corresp.)

■ NUCLÉAIRE : les deux principales organisations de travail temporaire, Promatt et Unet, ont demandé, jeudi 23 janvier, « plutôt que d'interdire » l'accès des travailleurs précaires dans les zones les plus dangereuses des industries nucléaires, comme l'envisage le gouvernement (Le Monde du 23 janvier), qu'on renforce leur suivi médical en utilisant « à plein » le système de mesure des doses de radiations dit « opérationnel ». Selon une étude réalisée par ces deux entreprises, « les doses reçues par les intervenants sont très largement inférieures aux limites réglementaires en vigueur ».

■ SANG : les dons du sang en France ont baissé de 5,89 % sur un an, entre juillet 1995 et juillet 1996, selon le rapport annuel de l'Agence française du sang. Le nombre de prélèvements s'est élevé à un peu plus de 2,9 millions contre 3,1 millions sur la période de référence. Ce recul se conjugue toutefois à une baisse parallèle des prescriptions, qui s'orientent vers des produits plus qualifiés nécessitant un nombre moindre de donneurs.

■ INCENDIE : le feu a détruit en partie, vendredi matin 24 janvier, le château de Sully, à Rosny-sur-Seine (Yvelines), propriété de la société japonaise Nippon Sangyoo, au cœur d'une affaire de pillages de châteaux. La demeure avait été achetée en 1985 pour 7 millions de francs par Kiko Nakahara, fille d'un magnat de l'immobilier de Tokyo. (Corresp.)

“GRAND JURY”
RTL-Le Monde

ROBERT
BADINTER

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN
AVEC
EDWY PLENEL (LE MONDE)
ET
JEAN-CLAUDE LARRIVOIRE (RTL)

DIMANCHE
18 H 30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 25 JANVIER 1997

BANQUE Dans le département de la Gironde, la caisse de Crédit agricole de Libourne - ville dont le maire est Gilbert Mitterrand (PS) - refuse obstinément, depuis plu-

sieurs années, de se regrouper avec celle de Bordeaux. Fin décembre 1996, son conseil d'administration a été dissous et une commission de gestion provisoire a

été mise en place. ● LA RÉORGANISATION géographique de la « Banque verte » est une priorité pour la Caisse nationale, la Gironde faisant exception avec deux

caisses sur son territoire. ● UN VÉRITABLE enjeu de pouvoir est sous-jacent : il oppose les représentants du monde socio-économique des deux villes, fortement dominé par

les viticulteurs et le négoce du vin. ● LE PERSONNEL de la caisse de Libourne ne s'oppose pas au principe de la fusion mais demande des garanties.

La « guerre » des caisses de Crédit agricole en Gironde

Libourne a toujours défendu son particularisme face au puissant voisin bordelais, quitte à maintenir ses propres institutions socioprofessionnelles. La rationalisation du réseau national de la « Banque verte » se heurte à l'exception libournaise

BORDEAUX
correspondance

En Gironde, Libourne est un « cas ». Cette sous-préfecture a une propension marquée à faire cavalier seul : elle veut garder ses institutions, juge suspecte toute tentative de rapprochement avec Bordeaux, le grand voisin. Cette guerre pécholeuse connaît un nouvel épisode, autour de la restructuration du Crédit agricole. La caisse dite « régionale » de Libourne (bien qu'elle ne couvre qu'une partie de la Gironde) a été placée sous la tutelle de la caisse nationale, dont le siège est à Paris, le 20 décembre 1996, après la dissolution de son conseil d'administration. L'établissement libournaise venait de refuser obstinément, pour la troisième fois depuis sa création en 1907, la fusion - en préparation

depuis juin 1995 - avec la caisse régionale de Gironde, plus importante. Six présidents de petites caisses locales sur quatorze ont dit « non » ou se sont abstenus, alors que ceux de Gironde (représentant vingt-huit caisses locales) disaient « oui » à l'unanimité. Depuis, une commission de gestion provisoire a pour mission de faire aboutir, malgré tout, le rapprochement des deux « caisses ennemies ».

Cette fusion, en effet, est l'une des priorités de la caisse nationale, présidée par Yves Barsalou, qui cofonde un assemblage dont les ramifications vont jusque dans les plus petites villes. En l'an 2000, dans un souci de simplification et de rationalisation, la « Banque verte » voudrait « mailler » le territoire avec 35 caisses régionales seulement contre 59 aujourd'hui. La Gironde

est au centre de ces regroupements souhaités. Elle est même un cas unique, puisqu'elle abrite deux caisses régionales sur le même département, séparées par 30 kilomètres de vignes. « Cette fusion est indispensable, en raison du bouleversement du système bancaire depuis les années 70 », estime Alain Bédère, l'actuel directeur général de la caisse de Libourne, également directeur de celle de la Gironde.

DES SYNDICATS FAVORABLES

Face à la concurrence, l'union devrait renforcer le poids de la banque mutualiste dans le département. La future caisse régionale devrait représenter plus de 20 milliards de francs à son bilan, 2,2 milliards de fonds propres, 700 000 comptes gérés, 983 agents et 135 points de vente.

Jusqu'en novembre 1996, l'opération paraissait acquise. Un nouveau président, Paul Glotin, favorable à la fusion, avait été élu au printemps 1994 à la tête de la caisse de Libourne. Industriel, PDG de Marie Brizard, viticulteur dans le Libournais, Paul Glotin était également à l'époque président de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Bordeaux. Et ce n'est sans doute pas un hasard si le champion de l'indépendance est Claude Moreau, autre grand fidèle du Libournais et président de la CCI de... Libourne. Des négociations avaient commencé en février 1995 avec les syndicats, en général favorables au principe de la fusion, qui n'ont pourtant pas signé les accords, dans l'attente de garanties pour le personnel.

Déjà, 16 millions de francs ont

été investis en 1996 par les deux caisses rivales, pour préparer le mariage. Mais c'était sans compter sur l'opposition de certains présidents de petites caisses locales du Libournais, prêts à défendre l'identité de leur ville qui a toujours voulu se démarquer de sa puissante voisine, Bordeaux. La « bastide » de Libourne, dont le maire est Gilbert Mitterrand (PS), possède sa propre chambre de commerce, son agence de la Banque de France, son conseil des prud'hommes, son tribunal de commerce et, bien sûr, son syndicat des négociants en vin.

Pour beaucoup, une fusion serait synonyme d'un nouvel effritement du pouvoir de Libourne. La caisse d'épargne a déjà fusionné en 1988 avec celle de Bordeaux. La Banque de France a failli fermer ses portes.

La CCI de Bordeaux ne manque aucune occasion de dire qu'elle ne voit pas en quoi celle de Libourne est utile. Claude Moreau réplique : « La confluence des deux vallées, celles de l'Isle et de la Dordogne et la spécificité du Libournais ont créé depuis plusieurs siècles un « pays libournais ». C'est par respect pour cette histoire et par souci de préserver les richesses patiemment accumulées que la CCI de Libourne (...) s'est opposée fermement à tous les projets risquant de gêner, voire d'affaiblir notre activité économique ».

INGÉRENCE

La direction de la caisse de Crédit agricole de Libourne considère cette position comme une ingérence, d'autant plus qu'elle n'est pas membre de la CCI. Elle avance également que, malgré la fusion, le personnel (quatre-vingt-dix personnes) restera dans les locaux actuels, les missions départementales seront partagées entre les deux établissements, les salaires seront augmentés d'environ 10 % grâce au système d'intéressement et de participation. Cinq administrateurs sur quinze siègeront au conseil d'administration de la nouvelle entité. Mais les opposants refusent cette répartition, trop défavorable selon eux.

« Peut-être n'avons-nous pas suffisamment expliqué aux caisses locales l'intérêt de la fusion, reconnaît Paul Glotin. Mais tout le monde doit bien comprendre que nous sommes obligés de nous associer à des caisses plus riches pour grignoter des parts de marché, possibles grâce à une certaine masse de fonds propres. C'est un mal nécessaire. » Les négociations ont repris en coulisse, début janvier.

Didier Kunz

Claudia Courtois

La circulation alternée à Athènes, un modèle pour Paris ?

ATHÈNES

de notre correspondant

Depuis 1982, une loi impose aux automobilistes athéniens, un système de circulation alternée pour combattre la pollution atmosphérique, l'une des plus fortes d'Europe. Au fil des ans, ce système est cependant devenu insuffisant. C'est sans doute pourquoi le maire (NPR) de Paris, Jean Tiberi, a cru pouvoir évoquer le cas d'Athènes, lors d'un récent débat au Conseil de Paris (Le Monde du 22 janvier) pour affirmer son opposition à l'éventuelle mise en œuvre, de façon permanente, d'une telle mesure dans sa ville. M. Tiberi a même précisé, le 21 janvier sur Europe 1 : « Je suis (...) opposé au système alterné tout au long de l'année comme cela a été pratiqué notamment à Athènes, parce qu'il y a eu (...) des cambises (...) que l'expérience (...) a été un grand échec et le nouveau maire d'Athènes a décidé de le supprimer ».

Pourtant, M. Tiberi semble mal informé.

Dans l'entourage du maire conservateur d'Athènes, Dimitris Avramopoulos, élu en 1994, on admet certes que « la mesure a échoué car elle a poussé les Athéniens à acheter une deuxième voiture, mais il n'est cependant pas question de demander la suppression du système, et de toute manière celui-ci dépend du gouvernement et non de la municipalité ». La politique de la mairie d'Athènes, ajoute le cabinet de M. Avramopoulos, est « de créer des garages souterrains et d'utiliser au mieux les transports en commun ».

LE MÉTRO, GRAND ESPOIR

Apparue à la fin des années 60, la pollution atmosphérique, communément appelée « néfos » (« nuage » en grec), s'est aggravée dans les années 70 avec le gigantisme de l'agglomération, qui accueille maintenant 4 millions d'habitants, 40 % de la population et près de 60 % des industries nationales. Selon le centre de mesures de la pollution d'Athènes (Perpa),

la circulation automobile est responsable, pour plus de 50 %, de cette pollution : le parc automobile a bondi de 200 000 véhicules en 1976 à quelque 1,5 million aujourd'hui.

Des efforts ont donc été faits pour améliorer les carburants et pour inciter les automobilistes à se débarrasser de leurs anciens véhicules. Du lundi au vendredi et de 7 heures à 20 heures, le système alterné limite la circulation des voitures particulières dans le centre de la capitale, selon le dernier chiffre, par ou inopérément, de la plaque minéralogique. Lorsque les taux de pollution (dioxyde d'azote NO₂, monoxyde de carbone CO et ozone) atteignent la cote d'urgence (500 mg/m³ pour le NO₂, 400 mg/m³ pour le CO et 500 mg/m³ pour l'ozone), les autorités interdisent le centre à la circulation et diminuent de 30 % la production des usines polluantes.

Le gouvernement a lancé un plan pour ramener d'ici à l'an 2000 la pollution atmosphérique à des niveaux supportables. Outre la ré-

duction de la circulation dans le centre, les mesures prévoient le renforcement du contrôle des gaz d'échappement, la construction de garages souterrains, de lignes de tramways, et d'une voie ferrée reliant l'ouest au sud de l'Attique. Le gouvernement s'est aussi engagé à créer des espaces verts. Enfin, depuis 1994, le centre historique - 40 hectares en contrebas de l'Acropole - a été fermé aux voitures et aux deux-roues. Devant les réactions favorables, les autorités ont multiplié les zones piétonnes.

Mais le grand espoir, pour enfin respirer, c'est le métro. Athènes ne dispose, depuis le début du siècle, que d'une ligne de 26 kilomètres, qui relie le port du Pirée, au sud, à Kifissia, la banlieue chic, au nord. Les pouvoirs publics ont lancé en 1992 la construction de deux nouvelles lignes de 18 kilomètres au total, qui devraient être ouvertes fin 1998.

Didier Kunz

Claudia Courtois

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOI CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux

AVIS DE CONCOURS

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Charente organise un concours interdépartemental de sur titres avec épreuve (entretien)

d'INFIRMIER TERRITORIAL pour 7 postes

Ouvert aux candidats de nationalité française ou ressortissants de la CEE et titulaires, soit du diplôme d'Etat d'infirmier, soit du diplôme d'infirmier de secteur psychiatrique, soit d'une autorisation d'exercer la profession d'infirmier, soit d'un titre de qualification admis en équivalence.

- Clôture des inscriptions : 26 mars 1997, le cachet de la poste faisant foi.
- Retrait des dossiers de candidature : du 21 février 1997 au 24 mars 1997

(Les demandes d'inscription par courrier devront être accompagnées d'une enveloppe timbrée à 6,70 francs, format 32 X 23) à effectuer auprès du :
Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Charente
26, rue Denis Papin - B.P. N° 370 - 16008 ANGOULEME CEDEX

LE SYNDICAT D'ETUDE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES DU SUD DE L'EURE

Syndicat intercommunal chargé de la construction des installations de traitement des déchets pour 195 communes et 200 000 habitants.

RECRUTE

un(e) chargé(e) de communication

statut contractuel pour début 1997

- Sous la responsabilité de l'ingénieur, Coordinateur Technique du projet, en liaison avec les bureaux d'études, vous serez chargé de faire connaître et comprendre l'état d'avancement du projet, aux élus des collectivités locales qui composent le syndicat intercommunal, aux différents partenaires du SETOM, au public, etc.
- De formation supérieure (CELSA, EFAP, etc.) vous posséderez une expérience de 2 à 5 ans en collectivité locale, et si possible sur les problèmes techniques liés à l'environnement.
- Formation DAO - CAO demandée. Le poste est basé à EVREUX.

Ecrire lettre de candidature + CV à : Monsieur le Président du SETOM - à l'attention de Monsieur Maheo
Mairie d'Evreux - 27000 EVREUX

Châteaurenard-de-Provence
Bouches-du-Rhône
Ville de 12000 habitants

recrute

Cadre A, Directeur du C.C.A.S. (H/F)

Missions :

- mettre en œuvre la politique sociale de la Ville
- coordonner les différents services constituant le C.C.A.S. (personnes âgées, petite enfance, aide sociale légale et facultative, ...)
- préparer et suivre le budget (7 MF)
- développer le partenariat avec les services municipaux et les différents acteurs sociaux de la ville et du département
- encadrer le personnel (53 agents).

Profil :

- aptitudes à l'encadrement
- sens de l'écoute et qualités relationnelles
- aptitudes à la gestion administrative et financière
- connaissance du domaine de l'action sociale et de l'administration d'une collectivité territoriale.

Recrutement effectué selon conditions statutaires par voie de mutation ou de détachement. Adresser lettre manuscrite de motivation et curriculum vitae détaillé à :

Monsieur le Maire, Hôtel de ville - B.P. 10
13638 Châteaurenard Cedex
avant le 31 janvier 1997

Renseignements auprès de
Mme Fouquet au 04.90.94.06.87

La Ville de la
Londe-les-Maures (Var)

Station touristique et balnéaire
8 000 habitants
(surclassée 10 à 20000 habitants)

recrute selon les modalités statutaires
par mutation ou sur liste d'aptitude

un CADRE A

(Cadre d'emploi des Attachés Territoriaux)

placé sous l'autorité du Secrétaire Général de la Mairie pour exercer les fonctions de Responsable des Services Administratifs Municipaux.

Missions : Coordination des Services Administratifs, suivi de dossiers spécifiques dans le secteur financier et dans ceux des affaires sanitaires et sociales, de l'enseignement et de l'enfance.

Profil : Formation en droit public - intérêt pour les finances publiques (M14, M49), le secteur social/scolaire, la petite enfance. Sens du travail en équipe. Capacité d'organisation et d'analyse. Connaissance pratiques en informatique.

Poste à pourvoir le plus rapidement possible.

Candidatures : Adresser C.V. et lettre de motivation à Monsieur le Maire - Hôtel de Ville
83250 LA LONDE-LES-MAURES

Renseignements

Monsieur le Secrétaire Général
Tél : 04.94.01.55.18 - Fax : 04.94.01.55.38

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux



La Ville d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)
83 000 habitants, 3 200 entreprises, 3^{ème} ville de Seine-Saint-Denis, 15 km de Paris (R.E.R. B). Ville classée "4 fleurs", 137 hectares d'espaces verts.
La ville d'Aulnay-sous-Bois recherche un :

CHARGE DE MISSION CONTRACTUEL COORDINATEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

La ville d'Aulnay-sous-Bois met en place le programme européen PICURBAN, destiné à valoriser les opportunités économiques et d'emploi dans les quartiers Nord. La coordination administrative et financière de ce projet, conduit en étroite liaison avec les actions du Grand Projet Urbain (G.P.U.) et du Contrat de Ville, nous amène à créer un poste de contractuel pour une durée de 3 ans, directement rattaché au Secrétaire Général de la Ville.

Nous recherchons un candidat de niveau Bac + 4 (École de Commerce, maîtrise de gestion...) ayant une bonne connaissance des circuits de financements publics. Il sera notamment chargé :

- de l'établissement et du suivi régulier des relations financières entre la ville, ses partenaires franco français (avec l'appui d'un groupement d'intérêt public) et les structures déléguées (associatives)
- du suivi comptable des conventions (suivi de factures, encaissement de recettes, affectation analytique...)
- ainsi que de l'établissement des prévisions budgétaires en liaison avec les Responsables opérationnels de ce projet, le service de Contrôle de gestion et la Direction Financière de la Ville.
- de l'élaboration d'outils de suivi de projets établis en cohérence avec les structures impliquées et les outils existants
- de la consolidation financière (rétrospective et prospective) des projets constitutifs des programmes urbanistiques (G.P.U.), économique (PICURBAN) et social (Contrat de Ville) visant la redynamisation des quartiers Nord.

Outre les compétences techniques, ce poste requiert une capacité d'écoute, de synthèse et d'adaptation au travail en équipe. La rémunération pour ce poste est fixée à 160 KF bruts par an. Poste à pourvoir au 1.9.97.

Si vous êtes intéressé(e), nous vous remercions d'adresser votre candidature et C.V. à Monsieur le Député-Maire - DRH - B.P. 56 - 93 602 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

Une ville, un style de ville

Développement Educatif - Formation

Responsable du Schéma Prévisionnel Régional

Mission : nous recherchons un responsable fonctionnel en charge, auprès du Directeur Général Adjoint, du pilotage général de ce dispositif stratégique. En liaison avec l'ensemble des partenaires internes et externes, il (elle) en coordonnera la mise en œuvre, en assurera le suivi et en proposera l'ajustement sur la base d'une évaluation en continu.

Profil : Le candidat recherché dispose d'une formation supérieure et d'une expérience significative du développement éducatif (formation initiale - continue) et des problèmes d'emploi dans des secteurs diversifiés.

Il est apte, par ses qualités relationnelles et ses facultés d'intégration, à animer et faciliter la mise en œuvre d'une politique publique importante impliquant de nombreux partenaires.

Le poste est à pourvoir prioritairement par un fonctionnaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation en précisant la référence RSP/RLM 0197, CV complet et statut) à Madame la Présidente du Conseil Régional, à l'attention de Monsieur le Directeur Général des Services, 59555 LILLE cedex.

RÉGION NORD - PAS DE CALAIS
CONSEIL RÉGIONAL



ORGANISE

Un examen professionnel de REDACTEUR CHEF

Période légale d'inscription : du 03 février au 31 mars 1997
Date des épreuves écrites : le 29 mai 1997

Un examen professionnel d'EDUCATEUR CHEF DE JEUNES ENFANTS

Période légale d'inscription : du 24 mars au 28 avril 1997
Dates des épreuves - Ecrit : le 10 juin 1997 - Oral : le 11 juin 1997

Les examens organisés en convention avec les Centres de Gestion de la Grande et Petite Couronne :

Un examen professionnel d'ASSISTANT QUALIFIÉ DE LABORATOIRE HORS CLASSE

Période légale d'inscription : du 24 février au 04 avril 1997
Date de l'épreuve écrite : le 13 juin 1997

Un examen professionnel de BIOLOGISTE, VÉTÉRINAIRE ET PHARMACIEN CLASSE EXCEPTIONNELLE, sur titres avec épreuve

Période légale d'inscription : du 24 février au 04 avril 1997
Date de l'entretien : le 13 juin 1997

Un examen professionnel de PUERICULTRICE HORS CLASSE

Période légale d'inscription : du 03 mars au 21 avril 1997
Date de l'épreuve écrite : le 5 juin 1997

Les demandes de dossiers d'inscription sont à adresser au
CENTRE DE GESTION - 335, rue du Bois Goyot - 77350 LE MEE SUR SEINE



Un chef de projet pour son service agriculture

La Région Limousin recrute dans le cadre d'un projet européen expérimental destiné à développer l'accueil et l'installation d'actifs en agriculture en Limousin :

MISSIONS

Mise en place, animation et promotion d'actions innovantes, à savoir :

- en Limousin, un travail en réseau associant les différents partenaires régionaux et départementaux (Chambres d'agriculture, SAFER, CNASEA, services de l'Etat...),
- établissement de relations avec d'autres régions de l'Union Européenne et la Commission de Bruxelles, occasionnant des déplacements.

• RECRUTEMENT : par voie contractuelle pour trois ans au sein du service agriculture du Conseil Régional.

• NIVEAU DE FORMATION : bac + 5 - Trilingue (français - anglais - allemand de préférence).

• EXPÉRIENCE ET QUALITÉS : 3 ans au minimum ayant permis d'acquies une bonne connaissance du milieu professionnel agricole; autonomie, dynamisme et sens du travail partenarial en particulier.

Adresser candidature et CV à :
Monsieur le Président du Conseil Régional du Limousin
Service des Ressources Humaines
27, boulevard de la Corderie - 87031 LIMOGES Cedex
Date limite de dépôt des candidatures 7 février 1997.

La Ville de Saint-Mandé

recrute

son Secrétaire Général cadre d'emplois des attachés territoriaux

Collaborateur direct du Maire, vous :

- dirigez et coordonnez les services,
- animez et mettez en œuvre la Politique Municipale,
- formalisez et accompagnez les projets municipaux.

De formation juridique et financière supérieure, vous possédez idéalement une expérience dans la fonction similaire. Doté de solides connaissances en matière de gestion financière et de procédures budgétaires, de gestion de ressources humaines et d'informatique, vous possédez de bonnes aptitudes rédactionnelles et relationnelles.

Vos qualités d'analyse, d'organisation et d'animation, votre sens du travail en équipe et de la négociation seront les qualités nécessaires à votre réussite dans ce poste.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre) à Mr Patrick BEAUDOUIN, Maire de SAINT-MANDÉ, conseiller Général du Val de Marne - 10, place Charles Dégout - 94160 SAINT-MANDÉ

251 000 Cadres de l'administration lisent le Monde tous les jours*.
Pour tous renseignements, contactez Sacha LAUZANNE au 01.44.43.77.34

* source IPSOS Cadres actifs 1996 LNM

DISPARITIONS

Pierre Laroque

Le « père fondateur » de la Sécurité sociale

PIERRE LAROQUE, conseiller d'Etat et « père fondateur » de la Sécurité sociale à la Libération, est mort, mardi 21 janvier. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

Né à Paris le 2 novembre 1907, issu d'une famille de juristes - son père a été premier président honoraire de la Cour de cassation -, Pierre Laroque a consacré toute sa carrière à la « Sécurité », au point d'identifier son nom à celui de cette institution. Avec lui disparaît l'un de ces hauts fonctionnaires qui, chacun dans son domaine, ont construit la France d'après guerre. Le conseiller d'Etat, il est déjà associé à la mise en œuvre des lois sur les assurances sociales de 1930 et 1932. C'est donc naturellement qu'Alexandre Parodi, ministre du travail du gouvernement provisoire de la République française, viendra le chercher dans les Forces françaises de l'intérieur (FFI), en septembre 1944, pour lui confier la mission de jeter les bases du premier plan français de sécurité sociale. Inspiré par les projets et les idées du Conseil national de la Résistance, Pierre Laroque va élaborer les grandes ordonnances de 1945 et de 1946, qui constituent les véritables fondations du système actuel de protection sociale.

« C'est la révolution que nous devons faire, et c'est la révolution que nous ferons », lançait-il alors. Vingt ans après, il confiera au monde que « les difficultés économiques, l'épuisement, trop rapide, de l'élan de solidarité de la Libération, la renaissance des égoïsmes de catégories, ont freiné les efforts, limité la portée

des transformations entreprises » (Le Monde du 6 octobre 1965). Mais Pierre Laroque est également bien placé pour mesurer le chemin parcouru et pour savoir que la Sécurité sociale, arrachée à ceux qui avaient la nostalgie du passé, est « bien plus qu'un mécanisme d'entraide » et qu'elle représente à la fois une « conquête majeure » et un pilier de la cohésion sociale.

REGARD CRITIQUE

Tout en poursuivant sa carrière au Conseil d'Etat, dont il présidera la section sociale entre 1964 et 1980, il est directement associé à la mise en œuvre des ordonnances de 1945 comme directeur général de la Sécurité sociale au ministère des affaires sociales, puis comme président de la Caisse nationale de Sécurité sociale entre 1953 et 1967, jusqu'à son éclatement en trois caisses nationales (maladie, retraite, famille) et une agence, chargée de la gestion de leur trésorerie (Acoss) en 1967. En 1962, il remet au gouvernement un rapport sur les retraites dans lequel il réclame, notamment, un effort accru pour les retraités les plus modestes. En 1970, dans le cadre du Commissariat du Plan, il publie un rapport dans lequel il souligne les perspectives d'évolution « très incertaines, voire inquiétantes », de la population française. Afin d'enrayer la chute de la natalité, qui s'est amorcée en 1964, il préconise des mesures sociales et fiscales en faveur des familles, tout en estimant qu'il faut tout faire pour que les femmes puissent concilier vie pro-

fessionnelle et vie familiale. Démographique, vieillesse, retraite, dépendance, famille, assurance-maladie, éthique médicale (il a été membre du Comité national consultatif d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé) : du petit bureau qu'il conservait au ministère des affaires sociales, Pierre Laroque continuait à suivre l'évolution de « son » institution d'un œil critique, ne s'interdisant pas de dénoncer, en termes il est vrai mesurés, certaines réformes. Ainsi, il n'avait pas approuvé l'instauration de la retraite à la soixante ans en 1982, ayant toujours jugé qu'une cessation progressive d'activité était préférable à une retraite-coopérative. Il ne cachait d'ailleurs pas que, tôt ou tard, il faudrait relever l'âge de la retraite.

En dépit de ces critiques, Pierre Laroque était le premier à se féliciter des progrès accomplis grâce à la Sécurité sociale, qui a précisément permis de limiter l'insécurité dans laquelle vivaient les travailleurs et d'améliorer l'état sanitaire de la population. Il avait aussi le regret de voir le peu d'implication des assurés dans la gestion des régimes sociaux, qui étaient devenus, à ses yeux, de simples « guichets », et l'éclatement d'un système de protection sociale. Cette multitude de régimes était, selon lui, un démenti quotidien aux idéaux d'unité et d'universalité forgés dans le creuset de la Résistance et battus en brèche par les égoïsmes et les corporatismes.

Jean-Michel Bezat

André Cellier

Un homme de théâtre passionné

LE COMÉDIEN et directeur de théâtre André Cellier est mort mardi 21 janvier. Il était âgé de soixante et onze ans.

André Cellier n'était pas connu du grand public. Il fut pourtant un homme de théâtre qui compta, peut-être moins pour sa carrière de comédien que pour son activité de directeur de salles. André Cellier était très jeune - vingt et un ans - quand il prit pour la première fois les rênes d'un théâtre, le Pinche, dans le quartier de Montparnasse. Avec la collaboration de Jean-Marie Serreau, Marcel Cuvelier et Jacques Noël, il privilégia la création contemporaine, dans des conditions financières difficiles.

INCOMPATIBILITÉ POLITIQUE

Le Poche ayant dû fermer en 1953 - pour des raisons de normes de sécurité -, André Cellier passa sur la rive droite, où il installa son théâtre de poche dans un ancien cinéma de la rue Rochecrouart. De 1971 à 1976, il prit la direction du Centre dra-

matique national de Tours. Il fut le premier à inviter dans cette ville les spectacles de Patrice Chéreau et d'Ariane Mnouchkine. Mais il dut démissionner, sous la pression du maire Jean Royer, pour incompatibilité politique (André Cellier était membre du Parti communiste français).

Par la suite, cet homme de conviction tenta deux nouvelles aventures : le Théâtre libre de Touraine, puis le Centre théâtral

de Mans, où, dans les années 80, il soutint les débuts de l'écrivain et metteur en scène Didier-Georges Gabilly. Au cours de sa carrière de comédien, André Cellier a joué plus d'une centaine de rôles, dont *Oncle Vania* dans la pièce de Tchekhov, *Créon* dans *Antigone* de Sophocle, *Turlure* dans *Le Pain dur* de Claudel, et *Gustave* dans *Créanciers* de Strindberg - son auteur favori.

Brigitte Salino

PETER VAN DYK, danseur et chorégraphe allemand, est mort le 18 janvier à Paris des suites d'un cancer. Il avait soixante-sept ans. Né à Brême en 1929, Peter Van Dyk, brillant danseur, réputé pour son art de la batterie, régnait à l'Opéra de Wiesbaden quand Serge Lifar et Georges Hirschi l'engagèrent à l'Opéra de Paris, directement avec le titre d'étoile. A partir de 1952, le danseur allemand intégra la compagnie de la chorégraphe Janine Charrat, excellent

dans le ballet *Les Algues*. Parallèlement, il développa une carrière de chorégraphe, notamment à Hambourg. Ses ballets les plus connus sont *Pelléas et Mélisande*, *Invocation d'Apolon* et *Esquisses*. Ensuite, il dirigea des grandes compagnies de ballet : celles de Hambourg, de Hanovre, du Ballet du Rhin, du Grand Théâtre de Genève. En 1990, il fonda sa propre compagnie à Bonn et enseignait, depuis 1992, au Conservatoire national supérieur de Paris.

NOMINATIONS

DIPLOMATIE

Michel Lévêque, ambassadeur en Algérie, va remplacer Paul Di-joud comme ministre d'Etat à Monaco. C'est Alfred Siefert-Gallard qui lui remplacera Michel Lévêque à Alger.

[Né le 31 juillet 1933 à Alger, Michel Lévêque est licencié en droit et breveté de

l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Il a été notamment en poste à Moscou (1965-1967), à Sofia (1967-1972), à Tunis (1974-1978) et à l'administration centrale, avant d'être ambassadeur en Libye (1985-1989), au Maroc (1991-1993), au Brésil (1993-1994), Michel Lévêque, qui était ambassadeur en Algérie depuis janvier 1995, a été élevé en décembre 1996 à la dignité d'ambassadeur de France.]

[Né le 31 janvier 1938 à Strasbourg (Bas-Rhin), Alfred Siefert-Gallard est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1964-1966). Il a été notamment en poste à Moscou (1968-1973), à Bruxelles auprès des Communautés européennes (1974-1976), à Rome (1982-1985), à Washington (1986-1988), avant d'être directeur d'Amérique au ministère des affaires étrangères de juillet 1988 à avril 1992. Depuis lors, Alfred Siefert-Gallard était ambassadeur au Canada.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Bruno François et Shannon BOCCARD

ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandre,

le 17 décembre 1996.

2807 Plumb Street, Houston, Texas 77005.

Décès

Catherine Chailion-Bras, son épouse, Mélanie Bras, Quentin Gall, ses enfants, Les familles Bras et Chailion, ont la douleur de faire part du décès de

Christian BRAS, architecte DPLG,

survenu le 21 janvier 1997.

Les obsèques ont eu lieu à Bordeaux, le vendredi 24 janvier.

21, avenue de la République, 33140 Villeneuve-d'Ornon.

— Hélène, sa femme, Nathalie, Catherine, Pascale, Jean-Luc et Jean-Marc, ses enfants, Hadrien, Coline et Laura, ses petits-enfants, Laurence, Fanny, Serge, Najib et Peter, ont la douleur de faire part du décès de

André CELLIER, comédien et metteur en scène,

survenu le 21 janvier 1997.

La levée du corps aura lieu au funérarium de l'hôpital Saint-Louis, le 27 janvier, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu le lundi 27 janvier, à 15 heures, au cimetière parisien de Pantin, 164, avenue Jean Jaurès, Pantin.

Sa famille et ses amis lui rendront un dernier hommage.

Cet avis tient lieu de faire-part. (Lire ci-dessus.)

— Le président, Et l'ensemble des collaborateurs de Thomson SA et de Thomson-CSF, ont la tristesse de faire part du décès de

Fernand COLIN, directeur de la sécurité du Groupe Thomson,

survenu le 20 janvier 1997, à l'âge de cinquante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 27 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 01-42-17-21-36

— M^{me} Jacqueline Dumurgier, son épouse,

M^{me} Françoise Dumurgier, M. Claude Dumurgier,

M. et M^{me} Patrick Dumurgier, M. et M^{me} Jean-Jacques

Couper-Edwards, Marie, Louis-Ferdinand, Laure,

Antoine, Alexandre, Julien, ses petits-enfants,

M. et M^{me} Georges Dumurgier, son frère,

Les familles Delabarde, Ioonkind, Hébel, Bouville, Biand, Hoet, Bouvier, Sadron, Schierano,

Parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès dans sa quatre-vingt-septième année, de

M. Louis DUMURGIER, ancien professeur au Lycée Henri-IV,

La cérémonie religieuse a été célébrée à la chapelle Saint-Louis des Invalides, le vendredi 24 janvier 1997, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Ancrey, le samedi 25 janvier, à 12 heures.

24 bis, rue Tournefort, 75005 Paris.

— Evelyne, son épouse,

Didier et Xavier, ses enfants, Sandrine et Valérie, leurs épouses,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Francisco ESCALLADA-OTERO,

survenu le mardi 21 janvier 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 27 janvier, à 15 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5^e.

La cérémonie d'incinération aura lieu le mardi 28 janvier, à 8 h 15, au crématorium des Ulis, route de Marcoussy (Evreux).

Ni fleurs ni couronnes.

— M^{me} Michel Marest, son épouse,

M. et M^{me} François Marest et leurs enfants,

M^{me} Claire Marest, ses enfants et petits-enfants, Toute la famille,

Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel MAREST, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur général de l'Armement (CET), officier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre national du Mérite,

commandeur de l'ordre de la République fédérale d'Allemagne, officier des Palmes académiques, chevalier du Mérite sportif,

survenu le 22 janvier 1997, dans sa soixante-quatrième année.

Chacun pourra venir se recueillir en son domicile à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines), 21, allée La Fontaine, le lundi 27 janvier, entre 10 h 15 et 11 h 15.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Etretat (Seine-Maritime), le lundi 27 janvier, à 10 heures.

— M^{me} François Fourcade, sa mère,

M. Gilles Fourcade, son fils,

M^{me} William Lemoine, sa tante,

Sa famille, Ses amis, font part du décès de

Jean-François FOURCADE, ancien attaché culturel

près l'ambassade de France en Egypte puis en Syrie,

survenu à Paris, le 18 janvier 1997.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à Aix-en-Provence.

Le Panoramio, Bâtiment E, Avenue Léo-Lagrange, 13090 Aix-en-Provence,

6, rue d'Albi, 13015 Paris.

— Les amis de

Jean-François FOURCADE

ont la douleur de faire part de sa disparition survenue le 18 janvier 1997.

Professeur agrégé d'arabe, conservateur des bibliothèques, traducteur, attaché culturel au Caire puis à Damas, il mit toute sa ferveur à développer les échanges culturels avec le Proche-Orient.

Sa générosité et son sens de l'unité resteront dans nos mémoires.

— M^{me} Marie-Cristine Reby a la douleur de faire part du décès de

M. Démètre VOUTSINAS, docteur en psychologie,

directeur du Bulletin de psychologie à la Sorbonne,

lauréat de l'Académie des sciences morales et politiques,

survenu brutalement le 19 janvier 1997.

Selon les vœux du défunt, son corps sera incinéré au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 16, rue du Repos, Paris-20^e, le mardi 28 janvier, à 12 h 15.

— Le comité de rédaction, Les collaborateurs et amis du Bulletin de psychologie,

ont la tristesse de faire part du décès de

Démètre VOUTSINAS, directeur-général,

Les obsèques auront lieu mardi 28 janvier 1997, à 12 h 15, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

— L'ensemble des élus et du personnel du conseil régional Nord - Pas-de-Calais ont la douleur de faire part de la disparition brutale de

M. Serge PEYRE, directeur général,

survenu le jeudi 23 janvier 1997, à l'âge de cinquante-trois ans.

Un hommage public lui sera rendu le vendredi 24 janvier, à 9 h 30, au Nouveau Siècle, place Mendès-France, Lille.

La cérémonie de funérailles aura lieu le mardi 28 janvier, à 9 h 30, au crématorium de Wazemmes, 223, rue de Loers, Rassemblement à 9 h 15.

— Son épouse, ses enfants, Et ses proches,

ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-deux ans, de

Claude FUZIER, membre du Parti socialiste

depuis 1946, ancien rédacteur en chef du *Populaire de Paris*

et de *Démocratie*, ancien secrétaire général

de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), ancien secrétaire national

du Parti socialiste, ancien sénateur maire de Bondy,

ancien conseiller général de la Seine-Saint-Denis, président de l'OURS,

chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques auront lieu le lundi 27 janvier, à 15 h 30, au cimetière intercommunal de Bondy, route d'Aulnay, à Bondy (Seine-Saint-Denis).

Nicole Fuzier, 155, avenue de la République, 93140 Bondy.

— L'Office universitaire de recherche sociale (OURS)

a la grande tristesse de faire part du décès de son président,

Claude FUZIER,

OURS, 86, rue de Lille, 75007 Paris.

— Le Centre Guy-Mollat a la grande tristesse de faire part du décès de

Claude FUZIER, ami et collaborateur de Guy Mollat.

Centre Guy-Mollat, 86, rue de Lille, 75007 Paris.

(Le Monde du 24 janvier.)

— Madeleine Richard, son épouse,

Alain et Elisabeth Richard, Jean-Claude et Marie-Madeleine Richard,

Nicole Richard, ses enfants,

Emmanuelle et Fabrice Brossard, Jean-Philippe, Alice, Sibylle et Guillaume Richard,

ses petits-enfants, Sa famille et tous ses amis,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Pierre RICHARD, enseignant, militant communiste et associé,

survenu à Paris, le 14 janvier 1997, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Chartres.

Sa générosité et sa culture nous restent.

THÈSES

Tarif Étudiants 65 F la ligne H.T.

Avis de messe

— In memoriam.

Il y a cent ans, le 27 janvier, naissait

Gaston BROSET, 1897-1964,

artiste peintre, président fondateur de l'École de Mont

de la Salle des 3 S, Saloir de la Nouvelle Belgique-France.

On y associera le souvenir de son épouse,

Marie BRUN, 1905-1984.

Une messe sera dite à leur intention, le 26 janvier, en l'église Notre-Dame-de-la-Fréd à Fligny (Seine-et-Marne).

A. Grandart Broset, 77940 Fligny.

Messes anniversaires

— Pour les cinquante et dixième anniversaires de la disparition de

Véronique et Michel BAROIN,

une messe sera célébrée en leur mémoire, le jeudi 3 février 1997, à 19 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 17, rue Ampère, Paris-17^e.

Anniversaires de décès

— Le 24 janvier 1990,

Daniel ANKRI nous quitte.

Profondément hélas et merci.

— Il y a un an, le 26 janvier 1996,

Claude LANDEAU nous quitte.

A tous ceux qui l'ont connu et aimé, une affectueuse pensée est demandée par son épouse.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75006 Paris Cedex 06

Renseignements : 01-42-17-29-94 ou 29-96 ou 28-42

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Tout nos rubriques : 105 F

Abonnés et actionnaires : 95 F

Thèmes spéciaux : 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur le base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Nathaniel Herzberg
Reportage : Jean-Pierre Cagnat

Faut-il tuer les vieux à la naissance ?

par Pierre-Yves Geoffard et Thierry Verdier

A en croire certains, il suffirait de remplacer chaque vieux travailleur par un jeune chômeur pour répondre à un double désir : ceux qui aimeraient « ranger leur caisse à clous » comme ceux qui ne rêvent que d'ouvrir une caisse à clous chaque matin seraient simultanément comblés. En des termes moins poétiques, l'abaissement de l'âge de départ à la retraite permettrait de lutter contre le chômage des jeunes. Argument séduisant, hélas fondé sur un grand nombre de confusions et de raisonnements faux.

Tout d'abord, le remplacement d'un vieux travailleur par un jeune chômeur ne peut se faire sans coût, notamment de formation, si l'entreprise souhaite conserver un niveau identique de qualification (sans même parler de l'expérience, par définition irremplaçable à court terme). Ensuite, en termes de transferts sociaux, elle ne peut être autofinancée : l'indemnité payée au vieux travailleur, devenu jeune retraité, sera bien plus élevée que celle qui était payée au jeune chômeur, soudainement devenu travailleur.

L'abaissement de l'âge de départ à la retraite permettrait de lutter contre le chômage des jeunes. Argument séduisant, hélas fondé sur un grand nombre de confusions et de raisonnements faux

Une telle mesure alourdirait donc l'ensemble des prélèvements sociaux. Ce choix est possible, à condition d'en préciser les modes de financement. Les prélèvements sociaux ne sont que des transferts des cotisants aux allocataires, et il importe de définir qui paie quoi, ou plus exactement qui paie pour qui. Une première possibilité est d'élargir l'assiette, par exemple en faisant contribuer le capital (la fameuse taxe sur les machines). On sait toutefois qu'une telle taxe peut décourager l'épargne, l'innovation, et donc la croissance : les effets de long terme sur l'emploi ne sont pas forcément ceux auxquels on pourrait penser naïvement.

AU COURRIER DU MONDE

LA JUSTICE RUSSSE

J'ai lu, non sans quelque étonnement, dans un éditorial publié en page 9 de votre édition datée 5-6 janvier, sous le titre « Une justice russe en pointillé », consacré au nouveau code pénal de Russie (adopté le 24 mai 1996 et entré en vigueur le 1^{er} janvier 1997), que vous considérez comme « un pas important sur la voie de la démocratisation » : « Prioritaires dans l'ancien code pénal soviétique de 1960, la sécurité d'Etat ou la préservation du système politique ont disparu au profit de notions totalement nouvelles pour la société russe aujourd'hui, comme le « principe humaniste » selon lequel le « châtiment pénal » n'a pas pour but « d'humilier la dignité humaine ou d'imposer des souffrances physiques », une précision qui a son importance dans un pays où des millions de personnes ont péri au goulag. Puis-je me permettre de vous signaler que ces notions présentées comme « totalement nouvelles » sont la reproduction mot pour mot de l'article 20, alinéa 2, du code pénal de 1960 ? D'autre part, vous écrivez que « dans un pays où, depuis les bars, l'arbitraire est la norme (...), la volonté de mettre en avant les droits et libertés de l'individu, comme le stipule le nouveau document, peut

La seconde possibilité, plus classique, est de répercuter ce coût supplémentaire sur une hausse des cotisations sociales. Comme celles-ci pèsent surtout sur le travail, on élargit ainsi le « coin social » entre ce que peut recevoir le travailleur (le salaire net) et ce que doit payer l'employeur (le coût du travail) : mauvais pour la consommation, désastreux pour l'emploi. Encore une fois, l'effet produit est exactement à l'opposé de l'effet recherché.

Le contexte démographique ne plaide pas non plus pour l'application d'une telle mesure. En effet, la viabilité du système de financement des retraites dépend fortement du nombre d'actifs par retraité. On sait que les départs à la retraite, à partir de 2005, des générations du baby-boom vont peser très lourd sur ce nombre. D'autre part, l'espérance de vie augmente chaque année de quatre mois, entraînant mécaniquement un allongement de la durée totale de la retraite et diminuant ainsi le ratio actifs/retraités. Abaisser uniformément l'âge du départ à la retraite, c'est continuer à charger la mule. C'est la meilleure façon de mettre en péril le contrat social qui définit la solidarité entre les générations à travers la notion de droit à la retraite.

Alors, que faire ? Si l'on rejette a priori la solution radicale (plus de problème de financement des retraites, ni de chômage des jeunes), proposée par Coluche, de « tuer les vieux à la naissance », il est urgent de mettre à plat les termes de ce contrat social. Non pour le remettre en cause, mais au contraire pour en assurer la pérennité.

S'agissait-il, dans l'esprit des fondateurs de votre système, d'un droit à la retraite à un certain âge ? Ou s'agissait-il d'un droit à un certain nombre d'années de repos et bonne santé ? Selon la deuxième formulation, le respect du contrat passé entre les jeunes et les vieux demande de retarder l'âge du départ à la retraite. Toujours selon ce point de vue, puisque, à soixante ans, un cadre supérieur a près de cinq ans d'espérance de vie de plus qu'un manoeuvre, il convient, au nom de la justice sociale, de différencier l'âge du départ à la retraite selon l'activité.

En deux mots, c'est en gardant au travail les vieux qualifiés que l'on permettra aux jeunes non qualifiés de trouver un emploi.

Pierre-Yves Geoffard (CNRS) et Thierry Verdier (Ceras) sont chercheurs au Deto (Département et laboratoire d'économie théorique et appliquée).

être solvée ». La Constitution de la Fédération de Russie, loi fondamentale, adoptée le 12 décembre 1993, comporte déjà un chapitre II intitulé « Les droits et libertés de l'homme et du citoyen ». On a pu depuis trois ans juger de l'application réelle de ces principes. Dans ce domaine, le nouveau code pénal n'innove donc pas et ne donne guère plus de garanties que ce chapitre de la Constitution.

Nadine Marie, chargée de recherche au CNRS, Ivry-sur-Seine

LA VERTÉBROPLASTIE

On peut lire dans *Le Monde* du 8 janvier qu'« une nouvelle technique de traitement de l'ostéoporose a été mise au point par des chercheurs du service de neurologie interventionnelle de l'université Johns-Hopkins de Baltimore (Etats-Unis) ». « baptisée vertébroplastie percutanée ». Permettez-moi de faire remarquer au rédacteur de ces lignes que la vertébroplastie percutanée appliquée au traitement symptomatique de l'ostéoporose est peut-être une nouveauté aux Etats-Unis mais pas en France, où elle est utilisée depuis plusieurs années dans quatre centres hospitalo-universitaires au moins, Amiens, Lille, Paris et Lyon.

Professeur V. A. Tran-Minh, Lyon

Justice : séparer radicalement le parquet du siège

par Joseph Rovon

E N 1959 et 1960, conseiller politique au cabinet du garde des sceaux Edmond Michelet, mon maître et camarade de Dachau, j'ai eu à examiner le projet de réforme du code de procédure pénale élaboré sous l'égide du précédent ministre, Michel Debré. C'était la première fois, semble-t-il, depuis Napoléon qu'un de nos codes était soumis à un renouvellement total. Edmond Michelet souhaitait évaluer les aspects humanitaires et politiques du projet. Il nous apparut sur de nombreux points - et notamment en ce qui concernait la durée et les conditions de la garde à vue, la durée de la détention provisoire - que la prise de décision concernant cette durée était trop éloignée des intentions libérales d'Edmond Michelet, que je partageais pleinement.

Nous modifiâmes le projet dans un sens qui limitait étroitement la garde à vue et les décisions concernant la détention provisoire que nous voulions à nouveau, conformément aux textes fondamentaux, rendre nettement exceptionnelles. Les modifications libérales décidées par Edmond Michelet furent par la suite annihilées par ses successeurs, qui firent changer les textes en question.

Chargé de l'ensemble des dossiers à conscience politique, je me rendis vite compte que ceux-ci appelaient une étude par la chancellerie et le cabinet du ministre qui ensuite donnaient ou non des directives aux procureurs généraux concernés. Par leur nature, les dossiers dans lesquels sont impliquées des personnalités politiques ne

peuvent être traités comme si cette circonstance n'existait pas. Agir autrement, c'est-à-dire laisser, dans de tels cas, l'initiative au parquet, ne serait pas seulement contraire à l'ordonnement général de notre système judiciaire ; ce serait en fait pure hypocrisie.

Quand j'eus à examiner le dossier de l'affaire dite du faux attestation de l'Observatoire, dans laquelle la principale personne impliquée s'appelait François Mitterrand, la décision de poursuivre pour « insulte à magistrat » (François Mitterrand avait fait une fausse déclaration au commissaire de police) ou de ne pas poursuivre le principal porte-parole de l'opposition au retour du général de Gaulle, ne pouvait être laissée à un magistrat jugeant selon la lettre des textes (qu'il lui faudrait d'ailleurs de toutes façons interpréter). La décision d'arrêter les poursuites contre François Mitterrand, conforme à l'avis que j'avais formulé, correspondait à une vision d'opportunité politique dont on ne doit pas charger un magistrat, si haut placé qu'il soit.

L'on aura vu en lisant ce qui précède que je ne suis pas favorable à la réforme actuellement envisagée qui supprimerait le droit du garde des sceaux de donner des instructions, ce qui, à mon sens, est un élément central de notre cadre politique et juridique.

Mais mon expérience au cabinet du garde des sceaux - et je reviens ici à la détention provisoire sans m'éloigner de la dépendance du parquet envers le ministre - m'a convaincu qu'il est essentiel de séparer, dès la formation des initia-

sés, les fonctions du parquet et celles du siège, en d'autres termes la formation, les nominations et les carrières de ceux qui peuvent recevoir des instructions du gouvernement, et de ceux qui ne doivent en recevoir jamais.

L'interpénétration des carrières a pour conséquence que la plupart des juges du siège ont été à un ou plusieurs moments de leur carrière membres d'un parquet, chargés de poursuivre, d'accuser et susceptibles de recevoir des instructions. Une telle situation rend difficile pour eux de remplir véritablement des fonctions de juges. Ceux des juges qui sont passés par là acquièrent des habitudes de pensée et d'appréciation qui appartiennent au monde de la poursuite et non pas à celui du jugement.

Deux autres réformes complèteraient le dispositif proposé ici : 1) La séparation de la fonction de l'instruction, de l'action du juge d'instruction, d'avec celle qui peut entraîner la décision d'une détention provisoire (laquelle devrait toujours être motivée et limitée dans le temps).

2) Le rattachement au ministère de la justice de la police judiciaire, qui relève actuellement du ministère de l'Intérieur. Un incident récent à propos d'une affaire portant à la fois sur un crime et sur la délinquance a permis de donner au juge d'instruction la possibilité de faire exécuter ses ordres par un service de police qui doit être à la disposition de la justice et d'elle seule.

Joseph Rovon est professeur émérite à la Sorbonne.

Pour les fonceurs à qui la Punto ne suffisait pas, voici la Punto.



PUNTO TEAM 56 900F

PRIX NET GRÂCE AU CONTRAT TRANSPARENCE

Pneus larges • Compte-tours • Sièges sport • Projecteurs antibrouillard
Vitres teintées électriques • Condamnation centralisée des portes
Airbag Fiat® conducteur • Antivol Fiat code

Tout prix net (hors option) au 11/10/96, 131 97 de la Punto Team
(Carif de référence au 24/6/96) diminué de la moyenne des conditions habituellement consenties par Fiat et son réseau.

TRANSPARENCE

LA PASSION NOUS ANIME. **FIAT**

PRIME QUALITÉ FIAT: REPRISE 5000F DE VOTRE VOITURE DE PLUS DE 8 ANS

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 25 JANVIER 1997

EMPLOI Les mesures d'allègement de charges sociales sur les bas salaires accordées aux industriels du textile et de l'habillement se montrent efficaces. Les suppressions d'emplois, qui

se chiffraient à 2 200 par mois avant l'été, sont retombées autour de 1 300. ● A BRUXELLES, la Commission européenne hésite à condamner sans appel le « plan Borotra », compte tenu

des efforts consentis, en contrepartie des aides, par les industriels français : ces derniers ont embauché 1 400 jeunes entre juin et septembre. ● LA REMONTÉE DE LA LIRE et, dans

une moindre mesure, celle de la livre et du dollar laissent entrevoir une meilleure compétitivité des produits français. Mais, si l'exportation redémarre, la consommation en France

reste atone. ● LES SALONS du prêt-à-porter, qui se tiennent ce week-end à Paris, permettront peut-être de vérifier s'il s'agit d'une crise de la demande ou de l'offre.

Le moral des industriels du textile remonte depuis le début de l'année

Les premiers effets du plan d'aide lancé en juin 1996 par le gouvernement se font sentir : les suppressions d'emplois ralentissent nettement. La revalorisation de la lire, de la livre et du dollar fournit un contexte favorable

LES PROJECTEURS de la haute couture à peine éteints, le monde du textile-habillement revient sur terre ce week-end, avec plusieurs salons de prêt-à-porter qui se tiennent ce week-end au parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris : femmes, hommes, enfants, lingerie... Après le faste des défilés, l'aridité des chiffres. La balance commerciale du prêt-à-porter féminin a connu un dérapage sans précédent en 1996, avec un déficit de 1,75 milliard de francs

duits fabriqués hors de France et réimportés par des marques françaises. Dans le prêt-à-porter masculin, sur les onze premiers mois de 1996, la consommation française a diminué de 1,7 % par rapport à 1995.

Limites des départs

Le plan « expérimental » du gouvernement pour le textile propose une baisse des charges sociales, de façon dégressive, sur les bas salaires (en deçà de une fois et demi le SMIC), et jusqu'à leur suppression au niveau du SMIC. Cette mesure s'applique dans le cadre d'accords de branche relayés par des conventions entre l'Etat et les entreprises de 50 salariés ou plus, ou par de simples déclarations d'adhésion pour celles employant moins de 50 personnes. En contrepartie, l'ensemble des entreprises concernées doivent prendre l'engagement de limiter à 25 000 le nombre de suppressions d'emplois, « au lieu des 60 000 prévisibles en l'absence de toute mesure », précise le ministère de l'Industrie.

Fin 1996, un millier de conventions avaient été signées par des entreprises de plus de 50 salariés, couvrant 80 % des entreprises de cette catégorie. « Celles qui ont déclaré prévoir un maintien des effectifs ou une baisse inférieure à 5 % représentent, suivant les professions, 80 à 90 % des effectifs totaux de ces entreprises », affirme le ministère.

de novembre 1995 à octobre 1996. La maigre augmentation des exportations par rapport à 1995 (+0,7 %, à 10,5 milliards de francs), n'a pas compensé l'explosion des importations : +12,8 %, à 12,3 milliards. La modeste croissance du marché intérieur (+1 % à 29,4 milliards de francs) a profité aux marques étrangères ou à des pro-

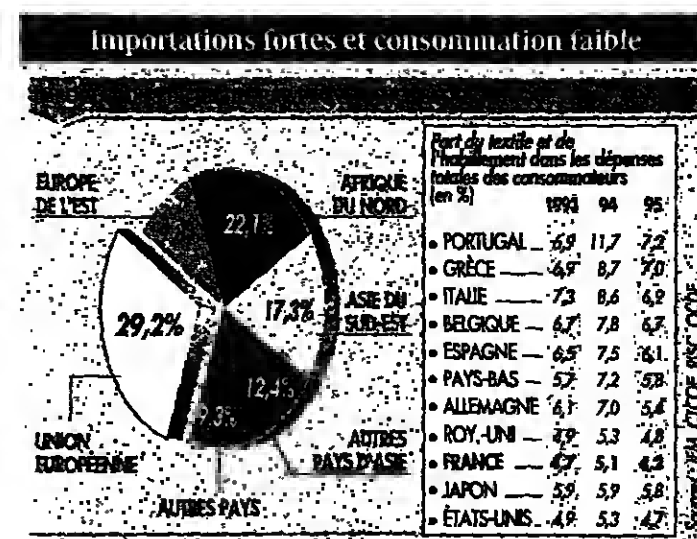
1996, des allègements de charges sur les bas salaires. Mercredi 22 janvier, Karel Van Miert a encore fait monter la pression d'un cran, en affirmant avoir « enregistré de nouvelles réactions négatives à ce plan au cours des dernières semaines ». Franck Borotra, le ministre français de l'Industrie, a aussitôt répliqué, jeudi matin, en

stigmatisant le « bavardage » du commissaire à la concurrence, qu'il a opposé à son « silence assourdissant » lors des dévaluations de la lire, de la peseta ou de la livre.

Le message du ministre est clair : pas question de relâcher l'effort gouvernemental au moment où il commence à porter ses fruits. L'observatoire qui assure le suivi du plan s'est réuni jeudi 23 janvier, pour établir un premier bilan chiffré des mesures. Quelque 70 % des entreprises du secteur textile-habillement-chaussure, représentant 220 000 des 330 000 emplois de la filière (élargie aux industries et commerces du cuir et de la chaussure) ont adhéré aux conditions de ce plan. Elles ont ainsi pu bénéficier d'allègements de charges sur les bas salaires équivalant à une baisse moyenne de 10 à 12 % de l'ensemble de la masse salariale. De son côté, l'Unedc a enregistré dans l'ensemble de la filière un ralentissement du rythme de destruction des emplois, tombé de 2 200 par mois au premier semestre de 1996 à 1 300 au second semestre.

UN ENJEU POLITIQUE

Mieux : le système de « doo-nant-donnant », par lequel, en échange des 2,1 milliards de francs annuels d'allègement de charges, les entreprises signataires se sont engagées à maintenir 35 000 emplois et à embaucher 7 000 jeunes, semble fonctionner. Entre le 1^{er} juin et le 30 septembre, 1 400 jeunes auraient été recrutés par les entreprises adhérentes, dont 650 en contrat en alternance. Un volet



du plan Borotra qui « embarrasse la Commission, car elle ne peut nier que les entreprises ne se contentent pas de recevoir des aides », se félicite-t-on au ministère de l'Industrie.

Les exigences de Bruxelles, qui menaçaient jusqu'ici d'annuler le plan, ne porteraient plus que sur sa non-prolongation au-delà du 31 décembre 1997. L'enjeu politique n'est pas mince pour la France. Si ce plan réussit à redresser durablement l'industrie textile, preuve aura été faite que « la réduction du coût du travail sur les salaires les plus bas » peut être érigée en « politique à caractère structurel destinée à favoriser l'emploi, l'embauche des jeunes et l'omnipotence et la réduction du temps de travail », comme se plaît à le répé-

ter M. Borotra. A un an des législatives, le gouvernement tiendrait enfin une arme antichômage... Le débat est suivi avec intérêt dans les autres pays d'Europe. En particulier en Allemagne, où les industriels du textile, qui ont perdu 64 000 emplois depuis 1990, réclament à leur tour des aides.

MOBILISATION GÉNÉRALE

Pour l'heure, la filière textile-habillement française doit démontrer que ce plan n'est pas un énième cautère sur une jambe de bois. En 1982, le « plan Dreyfus » - du nom du ministre de l'Industrie de Pierre Mauroy - avait, durant deux ans, ralenti les suppressions d'emplois. En vain. Une fois la perfusion débranchée, au cours des dix années suivantes, le secteur a perdu la

moitié de ses effectifs. Franck Borotra a de la chance. D'abord, la mobilisation générale a été décrétée dans l'ensemble de la filière : 1997 a été proclamée « année de l'innovation ». Ensuite, l'environnement international est plutôt favorable. La remontée simultanée du dollar, de la livre et de la lire redonne une marge de manœuvre aux industriels français. Des courants d'affaires substantiels se sont rétablis avec la Grande-Bretagne et avec l'Italie. « Les acheteurs britanniques avaient pour ordre de ne plus rien acheter en France tant que la livre ne serait pas repassée au-dessus de 8,30 francs. Dès que ce seuil a été franchi, on les a vus revenir », affirme-t-on à l'Union des industries textiles (UIT).

Avec les industriels italiens, le différentiel de compétitivité ne serait plus que de 5 à 10 %. « Depuis six mois, nous avons un taux de croissance de nos exportations supérieur au leur », se félicite Georges Jollès, président de l'UIT. Quant à l'exportation vers l'Asie, elle affiche une croissance de l'ordre de 25 %, tandis que la balance commerciale de la France avec les quatre « dragons » (Corée, Taiwan, Singapour, Hongkong) s'est équilibrée en 1996 pour la première fois.

Reste le plus difficile : redonner aux Français le goût de s'acheter des vêtements. Avec 4,2 % de son budget global consacré à l'habillement, le consommateur français était en 1995 l'un des moins dépensiers des pays développés.

Pascal Galignier

L'Etat apporte un soutien inédit au Rafale de Dassault

LE MINISTÈRE de la défense et les constructeurs du Rafale, conduits par Dassault-Aviation, mettent la dernière main à un document de quelques centaines de pages qui lancera la production en série de l'avion de combat. Après plusieurs séances de travail entre Jean-Yves Helmer, le délégué général pour l'armement, et Charles Edouette, vice-président de Dassault-Aviation, une réunion interministérielle devrait prochainement statuer sur la rédaction finale d'un contrat.

L'accord prévoit, pour la première fois en France, la commande pluriannuelle d'un même matériel militaire, soit l'acquisition d'un seul coup, dès 1997, des quarante-huit Rafale (quinze pour la marine, trente-trois pour l'armée de l'air) prévus par la programmation militaire 1997-2002. Soit un investissement global de 17 à 20 milliards de francs, selon le modèle qui sera retenu.

M. Helmer a indiqué que Dassault-Aviation avait fait des propositions « acceptables », qui permettent d'atteindre l'objectif fixé récemment par le gouvernement, et que, dans ces conditions, il transmettra le dossier aux décideurs de façon à ouvrir la voie à une « relance » du programme.

Le dossier du Rafale porte, en réalité, sur plusieurs aspects. A ce jour, l'avion existe à l'état de prototypes - quatre appareils volent - et il a déjà été commandé à treize exemplaires, surtout par la marine.

● Le développement de l'avion, d'abord. Faute de crédits, il avait été suspendu avant l'été 1996 et Dassault-Aviation avait menacé d'arrêter la chaîne de fabrication si cette interruption se prolongeait. Les dépenses d'études, de recherche et de développement sont évaluées à 40 milliards de francs, dont le quart à la

charge des constructeurs (Dassault-Aviation, Snecma, Thomson-CSF et Matra). Compte tenu des dépenses déjà effectuées, il reste un investissement de 5 milliards de francs pour reprendre et achever, avant fin 1997, le développement du Rafale, dans sa version « militarisée » de base. C'est cet engagement que l'Etat avait dû suspendre l'été dernier, après le « gel » des crédits, et sur lequel il vient de donner des garanties aux constructeurs.

ENTRAÎNER DES PILOTES

● Le début de l'industrialisation, ensuite. La discussion entre l'Etat et les industriels a longtemps buté sur la nécessité pour les partenaires de diminuer leurs coûts, compte tenu d'un budget de la défense limité désormais à 185 milliards de francs (valeur 1997) par an d'ici à 2002. Les constructeurs du Rafale viennent d'en approuver le principe sans qu'on sache avec précision - le ministère de la défense se contentant d'indiquer que le contrat est « confidentiel » - si la baisse des coûts de 10 % réclamée par M. Helmer a été formellement entérinée par eux.

Dassault-Aviation ne fait, de son côté, aucun commentaire sur cet aspect particulier du contrat. En échange, l'Etat assure qu'il procédera à une commande pluriannuelle de quarante-huit Rafale, contrairement à une pratique courante de l'administration qui s'en tient à des acquisitions annuelles telles qu'elles figurent dans chaque budget approuvé par le Parlement. C'est donc une « première » en France, en matière de défense, qui pourrait inspirer des achats pluriannuels de l'hélicoptère Tigre.

● L'exportation, enfin. Parmi les quarante-huit Rafale commandés, on recense dix avions destinés à l'exportation, soit l'équivalent d'un

semi-escadron voué, au sein de l'armée de l'air française, à entraîner des pilotes et à former des mécaniciens de pays clients étrangers. Ce demi-escadron d'avions, ayant toutes les capacités de combat air-air et air-sol du Rafale défini, sera opérationnel en 2001, quand l'armée de l'air française ne prévoit pas de déployer un escadron complet (soit vingt appareils) avant 2005 pour ses propres besoins opérationnels.

Cette opération particulière ne sera pas financée selon des procédures extra-budgétaires, c'est-à-dire grâce à des emprunts bancaires et à un autofinancement des industriels, comme on l'avait envisagé. L'armée de l'air française s'était opposée à la perspective de faire dépendre l'exportation du Rafale d'aides extérieures, refusant par avance tout mécanisme qui lui aurait fait supporter les frais financiers de l'opération (évalués à 600 millions de francs). L'Etat prendra à sa charge les dépenses des dix Rafale selon des modalités à déterminer.

Les constructeurs de l'avion considèrent qu'il s'agit là d'un « geste politique très fort » de l'Etat pour un soutien à l'exportation du Rafale. Des discussions ont lieu, depuis plusieurs mois, avec les Emirats arabes unis, la Norvège et l'Arabie saoudite. Les pays clients avaient mis en avant l'urgence qu'il y avait, de leur point de vue, à constater que le gouvernement français appuyait le programme.

Pour sa part, le ministère de la défense observe que Dassault-Aviation, après bien des tergiversations, s'est finalement rendu à ses arguments en faveur d'une fusion avec Aerospatiale et que, dans ces circonstances, il convenait de donner, sans tarder, au groupe de quoi alimenter ses chaînes de montage.

Jacques Isnard

Sega et Bandai se marient sous le signe du multimédia

TOKYO

Les sociétés japonaises Sega et Bandai ont annoncé, jeudi 23 janvier, leur intention de fusionner à partir du mois d'octobre. La nouvelle société, Sega-Bandai, affichera un chiffre d'affaires de l'ordre de 600 milliards de yens (27,6 milliards de francs). Sega est le numéro un nippon des jeux d'arcades et figure parmi les trois premiers marques de consoles de jeu vidéo. La spécialité de Bandai, premier fabricant japonais de jouets et numéro cinq mondial, est le merchandising, c'est-à-dire la fabrication sous licence d'objets ou de jouets représentant les plus célèbres héros de dessins animés ou de jeux nippons, comme Sailor Moon, Dragon Ball ou Power Ranger.

« Nous souhaitons créer une nouvelle société de divertissement, plus globale et plus complète, et poursuivre notre expansion à l'international », a résumé le président de Sega, Hayao Nakayama, lors d'une conférence de presse. Avec un socle commercial plus large, le nouveau groupe devra pouvoir développer ses activités de merchandising aux Etats-Unis, où le marché est estimé à plus de 75 milliards de dollars (410 milliards de francs), quatre fois plus qu'au Japon. Les gammes de produits sont complémentaires. « Bandai destine la plupart de ses jouets à un public très jeune, tandis que Sega se positionne sur la tranche des douze ans et plus. C'est donc un bon calcul », estime un analyste du Nomura Research Institute.

Les dirigeants de Sega et de Bandai veulent se renforcer dans les jeux vidéo, la réalité virtuelle, la musique et même le cinéma, les personnages de jeux vidéo pouvant faire l'objet d'adaptations à l'écran. Ils espèrent aussi accélérer le développement des jeux électroniques « en ligne », accessibles par Internet ou grâce à des liaisons par satellite. Face à sa console, le joueur peut entreprendre des parties avec des adversaires aux quatre coins de la terre.

Martine Orange

L'avènement du multimédia oblige les fabricants de jeux à investir très lourdement pour tirer parti des nouvelles technologies, par exemple en déclinant un même personnage sur toute une gamme de médias, comme l'a fait Walt Disney.

Pour rester dans la course, Bandai a créé en 1995, aux Etats-Unis, une filiale spécialisée dans le numérique, Bandai Digital Entertainment. Et les deux sociétés ont été parmi les premières à sortir en septembre, aux Etats-Unis, des consoles Internet capables, pour un prix d'acquisition d'environ 500 dollars (270 francs), d'accéder au réseau sans posséder de PC.

SURENCHÈRES

Mais elles sont sur la défensive depuis l'arrivée de Sony sur le marché du jeu. En 1995, le groupe fondé par Akio Morita a donné le pion à Sega sur le terrain des jeux vidéo. La PlayStation de Sony a conquis 21,8 % de parts de marché en 1995, contre 18,6 % pour Sega et 54 % pour Nintendo. Cet hiver, c'était au tour de Nintendo de surenchérir en lançant la machine la plus puissante du marché, qui a connu un énorme succès aux Etats-Unis.

Déstabilisée, Sega était contrainte, en décembre, de réduire de moitié, à 5,3 milliards de yens, ses prévisions de bénéfice net pour l'année fiscale 1996 qui, au Japon, s'achève en mars. Les perspectives sont encore plus grises pour Bandai, qui a annoncé, début janvier, une perte nette de 9 milliards de yens pour l'exercice en cours, alors qu'elle comptait sur 10 milliards de bénéfice.

Malgré la grande popularité de leurs produits, comme le Print Club de Sega, sorte de Photomaton ludique, et l'animal numérique de Bandai, une créature virtuelle de la taille d'un porte-clés, les deux sociétés ont donc vu leur position se fragiliser à la fin de l'année. Et de nombreux analystes signalent le caractère défensif de leur mariage.

Brice Pedroletti

La Lyonnaise des eaux acquiert, à Manille, une référence pour le marché asiatique

LA LYONNAISE des eaux avait gagné des contrats d'eau à Macao et en Chine, mais aucune référence en Asie, comparable à la concession remportée à Buenos Aires (Argentine) en 1992. Cette absence vient d'être comblée. En association avec le conglomérat philippin Benpress, le groupe français a remporté, jeudi 23 janvier, l'appel d'offres portant sur la concession de distribution et d'assainissement d'eau d'une partie de Manille (Philippines) pendant vingt-cinq ans. La commission de privatisation philippine doit encore approuver ce choix.

La bataille de l'eau de Manille

s'est déroulée autour des prix. Le groupe américain Bechtel, associé au britannique United Utilities et au philippin Ayala Land, a gagné la partie est de la ville (4 millions d'habitants) en proposant un prix équivalent à 0,30 franc le mètre cube, soit 72 % de moins que le coût actuel (1,15 franc). La Lyonnaise des eaux a gagné l'exploitation, plus délicate, de la partie ouest de la capitale (7 millions d'habitants) en offrant un prix de 0,60 franc le mètre cube, stable pendant au moins cinq ans. Les deux consortiums étaient en concurrence avec la Générale des eaux et le britan-

nique Anglian Water. Le défi, pour la Lyonnaise des eaux, est de remettre le réseau en état : 68 % des habitants de Manille ont l'eau courante, mais 11 % seulement disposent de l'assainissement. Le groupe prévoit d'investir entre 2,5 et 4 milliards de dollars (13,7 et 22 milliards de francs) « dont un tiers au cours des dix premières années », précise le vice-président de la Lyonnaise, Guy de Panafieu. A cette date, le groupe espère être rentable. Au terme du contrat, l'exploitation sera rétrocédée à des compagnies locales.

Malgré ces conditions financières

assez strictes, la Lyonnaise des eaux, qui s'est entourée de partenaires financiers internationaux comme Bankers Trust ou Morgan Stanley, se dit très satisfaite : le contrat de Manille, illustrant les nouvelles conditions du marché international de l'eau, lui ouvre de nouvelles portes. Selon les estimations de la Banque mondiale, 60 % de la consommation d'eau dans le monde se fera en Asie en l'an 2000. Le groupe a donc le sentiment de tenir, dans la région, une position forte.

Wall Street oblige des entreprises comme PepsiCo à abandonner leurs activités en faible croissance

Le numéro deux des colas confirme l'abandon de ses chaînes de restaurant

PepsiCo va se scinder en deux sociétés cotées (Le Monde du 24 janvier), se séparant ainsi de Pizza Hut, KFC et Taco Bell, peu rentables et en stagna-

tion. Les groupes diversifiés, comme les conglomérats ATT, ITT et Hanson ou le français Charbonnages, se sont démantelés pour être mieux

valorisés en Bourse. Des géants agroalimentaires, comme Philip Morris, Grand Metropolitan ou RJR Nabisco pourraient suivre l'exemple de Pepsi.

WALL STREET a gagné. L'action PepsiCo, qui se traînait depuis un an, a gagné 8 % en Bourse jeudi 23. Après la clôture des marchés, le groupe agroalimentaire a confirmé qu'il allait se séparer de ses chaînes de restauration rapide, Pizza Hut, Taco Bell et KFC (anciennement Kentucky Fried Chicken) pour se concentrer sur ses métiers les plus prometteurs : les boissons, où il s'est laissé distancer à l'international par son rival Coca-Cola, et les apéritifs, très rentables, avec la marque Rito Lay, dont PepsiCo est le leader mondial incontesté (Le Monde du 24 janvier).

Chaque actionnaire de PepsiCo recevra avant la fin de l'année une action de chacune des deux nouvelles entités cotées en Bourse. Les actionnaires de l'ancienne PepsiCo pourront désormais choisir d'investir dans les restaurants ou les bois-

sons et les apéritifs. Avantage de cette scission en deux sociétés cotées : les dirigeants de PepsiCo n'ont pas à trouver d'acheteur pour leurs restaurants. Inconvénient : l'entreprise n'engrangerait pas d'argent frais pour se développer dans les boissons et les apéritifs.

PepsiCo cède à la mode des scissions d'entreprises sous la pression de leurs actionnaires. Selon l'agence Bloomberg, les scissions ont atteint en 1996 un montant de 80 milliards de dollars (440 milliards de francs), soit le triple de 1994. PepsiCo rejoint les conglomérats qui se sont démantelés à l'image des américains AT&T ou ITT et du radeur britannique Lord Hanson. PepsiCo pourrait être imité par le groupe agroalimentaire britannique Grand Metropolitan, propriétaire de Burger King. Des actionnaires de RJR Nabisco ou Philip Morris de-

mandent - en vain - la séparation des activités agroalimentaires et des activités tabac, très rentables mais risquées en raison des procès intentés par les fumeurs.

MÉTIER SIMPLE

Pour justifier ces scissions, les investisseurs expliquent qu'ils veulent investir dans des entreprises dont le métier est simple, comparable avec leurs concurrents. Le management n'a pas à exercer plusieurs activités pour limiter les risques, l'actionnaire peut le faire lui-même en diversifiant son portefeuille. Cet argument n'est pas entièrement pertinent : avec ses treize métiers stratégiques, General Electric est la première capitalisation de Wall Street (173 milliards de dollars), coqueluche des investisseurs. L'action Gillette a gagné plus de 30 % en Bourse depuis qu'elle s'est diversi-

fiée en achetant les piles Duracell. Mais toutes ces activités sont très rentables et ont surtout des perspectives de croissance forte.

Fondamentalement, les investisseurs se ruent sur les entreprises en croissance. Fin 1996, Gillette se payait 26 fois les bénéfices, Coca-Cola 29 fois, Microsoft 40 fois. Une entreprise bien gérée, mais avec moins de potentiel, comme Philip Morris, ne valait que 12 fois ses bénéfices, le chimiste Du Pont 13 fois, le pétrolier Exxon 17 fois.

Les boursiers veulent éviter de mêler des activités dont les potentiels de croissance divergent. Dans les années 80, les actionnaires de PepsiCo ne critiquaient pas Pizza Hut, KFC ou Taco Bell, alors en plein boom.

La scission permet de valoriser plus cher la branche en croissance, tandis que la seconde, sans avenir, stagne. L'action du groupe pharmaceutique Zeneca, séparé du chimiste britannique ICI en 1993, a depuis triplé de valeur, tandis que ICI ne gagnait que 50 %. L'américain Lucent Technologies, séparé de AT&T en avril 1996, a progressé de 85 %, tandis que AT&T perdait 9 %. Depuis sa scission, mi-1996, le groupe français Chargeurs International (textile), en redressement, s'est apprécié de 55 %, tandis que Pathe (communication) n'a gagné que 14 %. Mais scission ne veut pas dire miracle. Les sociétés issues du groupe Hanson ne font pas des miracles. L'action Thorn, qui regroupe les activités de location d'appareils ménagers de l'ancien groupe Thorn EMI, a perdu 48 % depuis l'été 1996, tandis que EMI, spécialisée dans l'édition musicale, s'est dépréciée de 13 %.

Arnaud Leparmentier

Les salariés du CFF estiment être sur le chemin de la victoire

LES SYNDICATS du Crédit foncier de France (CFF) ne pouvaient guère savourer qu'une victoire en demi-teinte, vendredi 24 janvier. Ils ont décidé de poursuivre l'occupation du siège de l'établissement financier, qui dure depuis une semaine. Elle devrait se poursuivre jusqu'au mardi 28 janvier, au lendemain de la première réunion de discussion sur le fond entre l'intersyndicale et le conciliateur Philippe Rouvillois. Une journée d'action dans le secteur financier semblerait être programmée pour mardi.

Les syndicats n'ont toujours pas obtenu d'engagement précis sur l'avenir de leur établissement, le gouvernement n'ayant pas totalement renoncé au plan prévoyant la reprise partielle du Crédit foncier par le Crédit immobilier de France (CIF) - la seule proposition qui existe aujourd'hui - et d'ayant pas l'intention de renflouer le Foncier. Toutefois, ils s'accrochent aux concessions résumées dans une lettre que leur a adressée M. Rouvillois. « M. Arduin n'a confirmé (...) qu'aucune décision impliquant le choix d'une solution déterminée pour l'avenir du Crédit foncier, pas plus que le dépôt au Parlement du projet de loi portant création

de la Coisse nationale du Crédit foncier, n'interviendrait pendant la durée de la mission de conciliation », indique le conciliateur. Sa mission implique « une mise à plat complète du dossier, dans un esprit de totale transparence », sans « solution de référence ».

Pour les syndicalistes, « ce n'est pas tout pour moi ». « Le projet du plan Arduin » mais cela y ressemble ». Un autre signe va dans ce sens, selon eux : le gouverneur du CFF, Jérôme Meyssonnier - qui a démissionné jeudi que Bercy lui ait proposé une libération « musclée » pendant sa séquestration - a adressé une note aux membres du comité exécutif annulant toutes les réunions prévues avec le Crédit immobilier de France. Elles étaient destinées à préparer la reprise par le CIF de la gestion des prêts d'accès à la propriété et de 1 500 salariés du CFF. Les intersyndicaux du CFF et des Caisses d'épargne continuent par ailleurs à plaider pour l'étude d'un rapprochement entre leurs deux réseaux. Une perspective à laquelle s'oppose toujours la direction du groupe Caisses d'épargne.

Sophie Fay

Le dandy de la Deutsche Morgan Grenfell déstabilisé par le licenciement de Nicola Horlick

LONDRES de notre correspondant dans la City. L'affaire Nicola Horlick défraye la chronique dans la City. Cette femme de trente-cinq ans, gestionnaire vedette des fonds de retraite britanniques chez Deutsche Morgan

PORTAIT

Michael Dobson est le financier le plus célèbre de Londres

Grenfell (DMG), a été licenciée du jour au lendemain sans l'accusation d'avoir tenté de débaucher toute une équipe de gestionnaires et de les emmener avec elle chez le concurrent néerlandais ABN Amro. L'autre personnage controversé de cette histoire, c'est Michael Dobson, quarante-quatre ans, le directeur général de DMG, considéré comme le financier le plus célèbre de Londres.

Dans la City, les lois de la renommée ont de bien singulières exigences. Il ne suffit pas d'être seulement d'un naturel froid, dominateur, contrebalancé le cas échéant par quelques élans romantiques, encore faut-il avoir du discernement. Michael Dobson, le savait-il lorsqu'il a été licencié sur le champ, le 16 janvier, Nicola Horlick ? « Une prima donna arrogante qui se prend pour un génie » : le jugement lapidaire décoché par la « superwoman » colle désormais au jeune turc pressé, promoteur de l'un des plus beaux fleurons de la haute banque d'affaires européenne. En 1996, selon une enquête de Global Money Management, DMG était considéré comme l'organisme de placement le plus dynamique.

Diplômé en langues modernes de l'université de Cambridge, moulé au collège d'Eton, M. Dobson entre en 1973 chez Morgan Grenfell, la banque d'affaires du Gotha, avant sa reprise en 1989 par la Deutsche Bank. Passionné de chasse à courre, il cumule toutes les légimités qui

font de lui, dans la City comme en dehors, un classique représentant de l'establishment anglais.

Mais contrairement aux yuppies caviarisés, tape-à-l'œil, des salles de marché, ce gentleman tûné et réservé ne joue jamais des coudes pour s'imposer. Il est vrai que les épreuves ont été épargnées à ce fils de haut fonctionnaire anobli par la reine. Tout lui est toujours venu comme une grâce : succès professionnel, amitiés, fortune.

« Le goût du placement en Bourse, une tête bien faite, la confiance en soi et une ambition à toute épreuve », tels sont, selon un chasseur de têtes, les qualités requises du métier de fund manager que Dobson a peiné qu'il toute sa vie. Longtemps considéré comme le parent pauvre de la City par rapport au conseil aux entreprises, la gestion des avoirs confiés par les investisseurs institutionnels, assureurs et fonds de pension est devenue l'une des vaches à lait de la première place boursière européenne.

LOOK D'ACTEUR HOLLYWOODIEN

Paradoxalement, Michael Dobson, tellement imbu de son appartenance à la caste gouvernante, s'est imposé dans une des rares professions financières où la « méritocratie » était de règle. Quelque temps après le rachat par Deutsche Bank, ce germanophone est choisi comme directeur général d'une maison alors ébranlée par le scandale Guinness.

Dandy : c'est ainsi que ses adversaires brocardent ce banquier au look d'acteur hollywoodien. Mais on peut avoir à la fois les traits fins et la peau dure. Depuis sa désignation à la tête de la DMG, en 1994, Dobson est tenu pour le principal responsable de l'envolée des salaires accordés à certains spécialistes des banques d'affaires et des activités des marchés de la City. A ses yeux, tous les moyens sont bons pour mettre la main sur les meilleurs éléments.

Ni l'avalanche de protestations des entreprises victimes de ce débouchage actif ni les inquiétudes de

la Banque d'Angleterre d'ébranlant l'assurance de ce seigneur de l'argent qui ne se soucie guère de se faire des ennemis en offrant des conditions de rémunération exorbitantes. En raison de la vive controverse sur les embauches de certains banquiers britanniques, il est considéré, à son corps défendant, comme le financier le plus célèbre de la capitale britannique.

Ses méthodes louchoyantes intriguent. Si ses fund managers imposent le gouvernement d'entreprise aux dirigeants des sociétés dont ils possèdent des actions dans leur portefeuille, le sien, probablement minime, n'est pas rendu public.

A l'évidence, la Deutsche Bank ne lui a pas tenu rigueur de l'orgie de dépenses et des libertés qu'il prend puisqu'elle l'a admis, d'embellie, à son directoire. Mais les responsables de Frankfurt ont cessé de couvrir d'un œil approuvateur celui qui, jusque-là, avait fait un parcours sans faute. A l'exception d'un « léger » accroissement en septembre 1996, le fameux scandale lié à la gestion de trois de ses fonds de placement, qui a coûté à la première banque allemande la bagatelle de 180 millions de livres (1,6 milliard de francs).

Aujourd'hui, ses supérieurs considèrent, atterrés, les menaces et protestations d'innocence de Nicola Horlick et le cirque médiatique autour de sa mésaventure. Michael Dobson, célibataire, habitant dans une maison jouxtant celle de sa maman et qui, d'après ses collaborateurs, préfère les belles blondes, a visiblement sous-estimé la détermination de son ancienne collaboratrice à tout exposer sur la place publique.

« Michael est aujourd'hui à la fois le Diable et le Bon Dieu de la Deutsche Bank », souffle un rival anonyme, qui entend le rester. Mais le joueur du 23, Great Winchester Street dispose encore d'un atout maître : il est très difficile d'obtenir la démission d'un des membres du Vorstand.

Marc Roche

Texas Instruments poursuit son recentrage

LE GROUPE américain d'électronique Texas Instruments poursuit son recentrage sur les semi-conducteurs. Après avoir vendu, début janvier, son activité d'électronique militaire à son homologue Raytheon pour 16 milliards de francs, il a annoncé, jeudi 23 janvier, la cession de son activité d'ordinateurs portables au groupe taïwanais Acer. Le montant de la transaction n'a pas été communiqué. Acer produisait déjà les ordinateurs portables de Texas Instruments. Les deux groupes ont également une société commune dans les semi-conducteurs. Texas Instruments a accusé au cours de l'exercice 1996 une baisse de 94 % de son bénéfice net, à 63 millions de dollars (346 millions de francs), et un recul de 13 %, à 9,94 milliards de dollars de son chiffre d'affaires.

DÉPÊCHES

■ THOMSON : Noël Forgeard, patron de Matra-Defense-Espace (groupe Lagardère), a indiqué devant l'Assemblée nationale, le 23 janvier, qu'il n'était pas hostile à la privatisation de Thomson-CSF par le biais d'une offre publique de vente, si elle s'accompagne de la constitution d'un groupe stable d'actionnaires. Il a également indiqué que Matra-British Aerospace (missile) était en quête d'un partenaire en Allemagne.

■ BOEING : le premier avionneur mondial a enregistré en 1996 un bénéfice de 1,09 milliard de dollars (5,9 milliards de francs), contre 393 millions en 1995 sur un chiffre d'affaires en hausse de 16,24 %, à 22,68 milliards de dollars.

■ FRANCE TÉLÉCOM : Michel Bon, président de l'exploitant téléphonique, se déclare « persuadé que la mise en Bourse dépassera 25 milliards de francs » dans un entretien au Figaro, vendredi 24 janvier.

■ NTT : L'OPÉRATEUR JAPONAIS a déposé une demande d'agrément aux Etats-Unis afin de pouvoir offrir des services de télécommunications à partir de ce pays.

■ TÉLÉPHONE : la libéralisation du secteur en Europe se traduirait par la création nette de 93 000 emplois d'ici à 2005, selon une l'Institut français BIPE. Chez les opérateurs traditionnels, 186 000 emplois devraient être supprimés.

■ GRUNDIG : le fabricant allemand d'électronique de loisirs a perdu 350 millions de marks (1,18 milliard de francs) en 1996, contre 598 millions de marks en 1995.

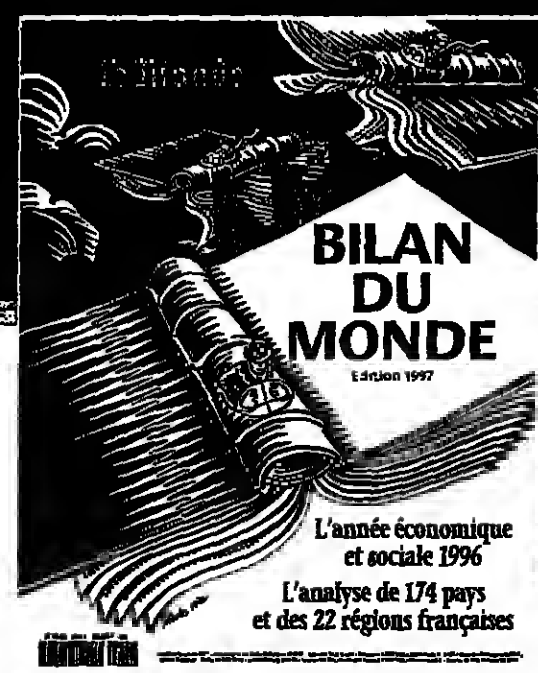
■ CITROËN : la direction de l'usine de Rennes La Jallais a programmé quatre journées de chômage économique partiel en février. Pour le mois de mars, trois journées de chômage partiel sont aussi prévues.

■ AIR LITTORAL : la compagnie aérienne privée devrait faire son entrée en Bourse, sur le second marché, d'ici au mois d'octobre ou de novembre, ont annoncé, jeudi 23 janvier, son PDG Marc Dufour et son actionnaire Michel Seydoux.

■ GENERAL MOTORS : le constructeur automobile américain et le tchèque Skoda vont assembler en commun des véhicules utilitaires au Paraguay.

■ DAIMLER-BENZ : le conseil de surveillance de l'industriel allemand a adopté, jeudi 23 janvier, la réforme des structures présentée par le président du directoire Jürgen Schrepp. A partir du 1^{er} avril, la filiale Mercedes-Benz fusionnera avec la maison-mère (Le Monde du 23 janvier). Les deux autres filiales, Dasa (aérospatial-aéronautique) et Debis (services informatiques et financiers), restent autonomes, mais leurs effectifs seront allégés. Daimler-Benz élargit son directoire à dix membres, contre sept auparavant : y siègent désormais cinq anciens de Mercedes.

POUR COMPRENDRE
LE FUTUR
MIEUX VAUT CONNAÎTRE
LE PRÉSENT



Un véritable atlas économique et social du monde d'aujourd'hui

Préfaces de Raymond Barre et de Michel Rocard

- 174 pays analysés par les correspondants du Monde
- Le panorama des 22 régions françaises
- Les mutations de l'économie française et mondiale
- La situation des grands secteurs industriels mondiaux
- L'évolution des marchés financiers

Une publication du **Monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 200 PAGES - 50 F

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé la semaine en nette baisse, victime des craintes que suscite le secteur bancaire. L'indice Nikkei a perdu 220,10 points (1,23 %) à 17 689,36 points.

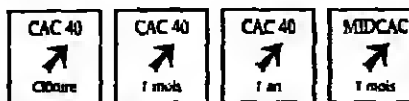
■ LE DOLLAR a dépassé le seuil des 120 yens, vendredi 24 janvier, en séance sur le marché des changes de Tokyo, atteignant 120,05 yens. La veille, à New York, il avait coté 119,10 points.

■ L'OR a ouvert en hausse vendredi sur le marché international de Hongkong. L'once de métal précieux s'échangeait à 352,60-352,70 dollars contre 349,40-349,70 dollars la veille en clôture.

■ L'INDICE DOW JONES de la Bourse de New York, qui avait franchi les 6 900 points pour la première fois de son histoire, a terminé jeudi en baisse de 94,28 points (-1,38 %) à 6 755,75 points.

■ LE PRIX DE L'ALUMINIUM a grimpé à son plus haut niveau depuis mai 1996, jeudi, sur le LME. Le prix de référence (livraison dans trois mois) a progressé de 14 dollars à 1 639 dollars la tonne.

LES PLACES BOURSIÈRES

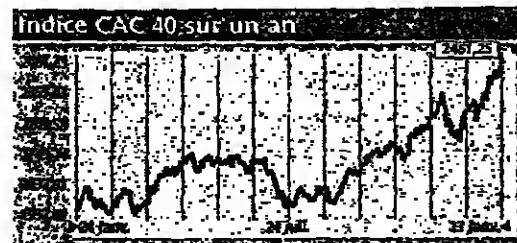


Prises de bénéfice à Paris

SOUS L'EFFET du oet recul de Wall Street jeudi soir, les valeurs françaises faisaient l'objet de ventes bénéficiaires vendredi à la Bourse de Paris pour la dernière séance du terme de janvier. En recul de 1,18 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 abandonnait trois quarts d'heure plus tard 1,29 %. Aux alentours de 12 heures, les valeurs françaises ne perdaient plus que 0,91 %, à 2 437,76 points.

Le marché était actif, avec un chiffre d'affaires sur le marché à règlement mensuel de 2,9 milliards de francs. Jeudi, la Bourse parisienne, comme bon nombre de places européennes, était à un sommet, et la hausse en un mois atteignait 7,60 %, ce progrès intervenant après 23,7 % de gains l'an dernier.

Le signal des ventes est une fois de plus venu des Etats-Unis. Lundi, la séance à Wall Street a été contrastée. L'indice Dow Jones a cédé 1,37 % après avoir en début d'après-midi touché un sommet au-delà des 6 900 points.



Paribas perd 2,35 %, à 369,10 francs, alors qu'AXA a annoncé avoir vendu 3 millions d'actions de la banque d'affaires, soit 2,42 % de son capital, pour un

montant de 1,1 milliard de francs. La compagnie d'assurances détiendait encore 9,76 % des actions et 15,77 % des droits de vote de Paribas.

Paribas, valeur du jour

L'ACTION Paribas a gagné 1,61 % hier à la Bourse de Paris, atteignant 378 francs. Et ce malgré la cession par AXA d'un important bloc de titres, représentant 2,42 % de son capital. C'est la Banque Paribas qui a réclassé ses titres auprès d'investisseurs internationaux. C'est donc en accord avec le groupe qu'AXA a ramené sa participation dans Paribas à 9,36 %. Le cours de Paribas était toutefois soutenu par l'annonce de la plus-value liée au rachat par Allianz de

la participation de 34 % de la Compagnie de navigation mixte (détenue à 98 % par Paribas) dans Allianz Via Holding France.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 24/01	Var. %	Var. %
Norfolk (NY)	375	+0,45	+2,17
Dev. R.N. P. Cal 13 e	44	+2,37	+1,14
Société Générale	608	+2,30	+1,37
SEITA	17,50	+2,20	+1,20
Metropole Inter.	17,20	+2,10	+1,20
Credit National	555	+2,09	+1,10
Geophysique	381,80	+1,94	+1,05
Credit Lyonnais (C)	158	+1,88	+1,05
Sophia	210	+1,86	+1,05
Financière Bel	426	+1,75	+1,05

BAISSES, 12h30	Cours au 24/01	Var. %	Var. %
Ermenegildo Zegna	286,10	-2,36	-1,09
Marine Wende	317	-2,29	-1,05
Lafayette	338	-2,29	-1,05
SLTA	1079	-2,28	-1,05
Union Assur. F&D	589	-2,28	-1,05
Revel	1657	-2,28	-1,05
Eurochemie	7,85	-2,28	-1,05
Chargem Int	310,60	-2,28	-1,05
Financière West	161,80	-2,28	-1,05
UFR Local	513	-2,28	-1,05

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	2401 Titres	Capitalisation en K€
Société Générale	78462	4476511
BNP	78978	281275120
BNP	78978	158478120
Banque Paribas	28710	1380150
BF Aquitaine	24768	13044625
Paribas	24419	1282279430
Azote	17046	11785119
Michelin	28853	20888225
Talbot	11897	152693300
Cemex	2740	788929

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

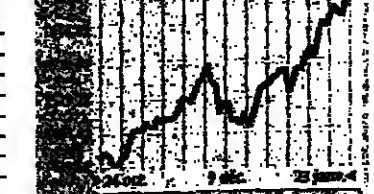
HAUSSES, 12h30	Cours au 24/01	Var. %	Var. %
Cratograph	88	+14,28	+17,25
Smoby (Lyon)	672	+13,96	+15,67
Cher. D. L. 1	2810	+13,96	+15,67
Indesec	131,20	+13,96	+15,67
Agis 1	194	+13,96	+15,67

BAISSES, 12h30	Cours au 24/01	Var. %	Var. %
Cratograph	1,25	-11,25	-10,58
Pier Imp. D. L. 1	22,58	-11,25	-10,58
Torres Electronique	92,58	-11,25	-10,58
AFI	497	-11,25	-10,58
Groset (Lyon)	25	-11,25	-10,58

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

IND. SBF 120	Cours au 24/01	Var. %	Var. %
Ind. SBF 120	1717,92	+0,74	+0,74
Ind. SBF 250	1653,41	+0,76	+0,76
Ind. Second Marché	1628,71	+0,44	+0,44
Ind. MidCAC	1490,23	+0,62	+0,62

Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 1 mois



Nouveau recul à Tokyo

AFFECTÉE par les incertitudes sur les perspectives de l'économie japonaise ainsi que d'importants dégagements sur les valeurs bancaires, la Bourse de Tokyo a de nouveau cédé du terrain vendredi 24 janvier. L'indice Nikkei a perdu 220,10 points, à 17 689,36 points, soit un recul de 1,23 %.

La veille, Wall Street avait connu une journée contrastée, perdant plus de 90 points alors qu'elle était encore en hausse de quelque 56 points en début d'après-midi. L'indice Dow Jones a finalement perdu 94,28 points, soit 1,37 %, à 6 755,75 points. Il avait dépassé pour la première fois en séance le seuil des 6 900 points deux heures avant la clôture, grimpant à 6 906,60 points. Un analyste a minimisé l'impact de cette journée sur la tendance de

fond de Wall Street, estimant qu'un recul de 1,4 % en une séance n'était pas grave mais qu'il faudra s'attendre à un mouvement s'accroissant.

En Europe, la tendance était aux records : la Bourse de Londres a terminé sur une hausse de 52,4 points (1,24 %), à 4 271,5 points, et Francfort a gagné 0,16 %, à 3 033,46 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 24/01	Cours au 23/01	Var. %
Paris CAC 40	2462,41	+0,81
New York DJ	6853,50	+0,49
Tokyo Nikkei	17689,36	-1,23
Londres FT100	4267,40	+1,24
Frankfurt Dax 30	3033,46	+0,16
Bruxelles C20	2449,43	+0,05
Bruxelles C25	2449,43	+0,05
Bruxelles C30	2449,43	+0,05
Amsterdam AEX	461,80	+0,45
Madrid IBEX 35	476,35	+0,11
Stockholm Aftersal	1978,37	+0,07
Londres FT30	2867,10	+0,66
Hong Kong Hang S	13610,30	-0,61
Singapore Straits	2248,34	+0,37

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

24/01	23/01	Var. %
Alcoa	69,62	+0,12
Allied Signal	72,37	+0,12
American Express	62,62	+0,12
AT&T	39	+0,12
Banque Paribas	8,50	+0,12
Boeing Co	111,75	+0,12
Caterpillar Inc.	76,75	+0,12
Chevron Corp.	66,87	+0,12
Coca-Cola Co	58,87	+0,12
Osney Corp.	71,50	+0,12
Du Pont Nemours & Co	108,67	+0,12
Eastman Kodak Co	87,62	+0,12
Exxon Corp.	105,62	+0,12
Gen. Motors Corp.	62,12	+0,12
Gen. Electric Co	107	+0,12
Goodyear T & Rubber	54,54	+0,12
IBM	112,25	+0,12
Ind. Paper	42,37	+0,12
J.P. Morgan Co	104,62	+0,12
Mc. Donalds Corp.	47,47	+0,12
Merck & Co. Inc.	89,87	+0,12
Minnesota Mining & Mfg	82,75	+0,12
Philip Morris	120,50	+0,12
Pfizer & Co.	112,62	+0,12
Sears Roebuck & Co	51,25	+0,12
Telexco	107,62	+0,12
Union Carb.	43,75	+0,12
Unit Technol.	69,50	+0,12
Westingh. Electric	20,25	+0,12
Woodward	21	+0,12

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

24/01	23/01	Var. %
Allied Lyons	4,23	+1,13
Bardays Bank	11,45	+1,13
B.A.T. Industries	6,01	+1,13
British Aerospace	12,85	+1,13
British Airways	5,92	+1,13
British Gas	2,26	+1,13
British Petroleum	7,37	+1,13
British Telecom	4,27	+1,13
B.T.C.	2,64	+1,13
Canary Wharf	4,92	+1,13
Deutsche Schweppes	0,82	+1,13
Eurochemie	0,82	+1,13
Fortis	0,82	+1,13
Glass Works	9,58	+1,13
Granada Group Plc	8,59	+1,13
Grand Metropolitan	4,61	+1,13
Guinness	0,43	+1,13
Harrods Plc	0,43	+1,13
Great C.	6,25	+1,13
H.S.B.C.	14,34	+1,13
Imperial Chemical	7,47	+1,13
Legal & Gen. Grp.	3,83	+1,13
Marine Wende	4,48	+1,13
National Westminster	7,40	+1,13
Peninsula Orienta	6,24	+1,13
Reunert	7,02	+1,13
Sauchoi and Saatchi	1,04	+1,13
Sheil Transport	10,43	+1,13
Tate and Lyle	4,90	+1,13
Unilever Ltd	13,69	+1,13
Zeneca	17,18	+1,13

FRANCFORT

Les valeurs du DAX 30

24/01	23/01	Var. %
Allianz Holding N	2879	+0,16
Bayer AG	39,85	+0,16
Bayer AG	61,98	+0,16
Bayer AG	51,70	+0,16
Bayer AG	63,95	+0,16
BMW	1075	+0,16
Commerzbank	45,63	+0,16
Daimler-Benz AG	116,05	+0,16
Deutsche Bank AG	70,50	+0,16
Deutsche Bank AG	83,73	+0,16
Deutsche Telekom	30,72	+0,16
Dresdner Bank AG	54,20	+0,16
Henkel AG	84	+0,16
Hoechst AG	69,85	+0,16
Karstadt AG	492	+0,16
Linde AG	1067	+0,16
Q.T. Lufthansa AG	25,25	+0,16
Man AG	411,50	+0,16
Manharmann AG	648	+0,16
Metro	129,30	+0,16
Muench. R. N.	3770	+0,16
Preussag AG	381,50	+0,16
Salzgitter AG	67,40	+0,16
Sap AG	236,70	+0,16
Schering AG	136,50	+0,16
Siemens AG	79,40	+0,16
Thyssen	297,50	+0,16
Veba AG	91,45	+0,16
Viel	658,50	+0,16
Volkswagen AG	596	+0,16

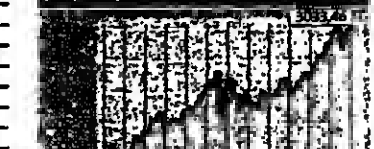
New York. Dow Jones sur 3 mois



Londres. FT100 sur 3 mois



Francfort. Dax 30 sur 3 mois



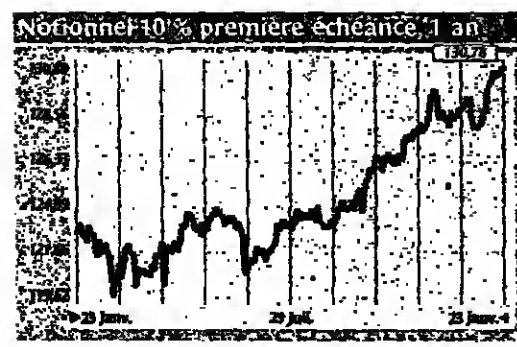
LES TAUX



Le Matif en baisse

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse sensible, vendredi 24 janvier. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars cédait 28 centimes, à 130,50 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,57 %, soit 0,19 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux au 24/01	Taux au 23/01	Indice des prix
France	5,55	6,55
Allemagne	5,54	6,54
Grande-Bretagne	5,54	6,54
Italie	5,54	6,54
Japon	5,54	6,54
Etats-Unis	5,54	6,54

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux au 24/01	Taux au 23/01	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,87	100,35
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	4,87	100,35
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,38	101,28
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,78	101,66
Fonds d'Etat 15 à 20 ans	6,42	102,42
Obligations françaises	5,72	101,17
Fonds d'Etat à TME	-2,42	99,76
Fonds d'Etat à TRE	-2,09	99,73
Obligat. franc. à TME	-2,12	99,86
Obligat. franc. à TRE	+0,08	100,05

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Acteur	Vente	Acheteur	Vente	Acheteur
24/01	23/01	24/01	23/01	24/01
Jour le jour	3,2500	3,2500	3,2500	3,2500
1 mois	3,25	3,25	3,25	3,25
3 mois	3,25	3,25	3,25	3,25
6 mois	3,25	3,25	3,25	3,25
1 an	3,25	3,25	3,25	3,25

PIBOR FRANCS

Acteur	Vente	Acheteur	Vente	Acheteur
24/01	23/01	24/01	23/01	24/01
Pibor Franc 1 mois	3,3498	3,3498	3,3498	3,3498
Pibor Franc 3 mois	3,3509	3,3509	3,3509	3,3509
Pibor Franc 6 mois	3,3525	3,3525	3,3525	3,3525
Pibor Franc 9 mois	3,3525	3,3525	3,3525	3,3525
Pibor Franc 12 mois	3,3525	3,3525	3,3525	3,3525

PIBOR EURO

Acteur	Vente	Acheteur	Vente	Acheteur
24/01	23/01	24/01	23/01	24/01
Pibor Euro 3 mois	4,0363	4,0363	4,0363	4,0363
Pibor Euro 6 mois	4,0363	4,0363	4,0363	4,0363
Pibor Euro 12 mois	4,0363	4,0363	4,0363	4,0363

MATIF

Échéances 23/01	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %					
Mars 97	154959	130,78	130,54	130,54	130,78
juin 97	1193	128,52	128,52	128,52	128,52
sept. 97	2	127,68	127,68	127,68	127,68
dec. 97					

PIBOR 3 MOIS

Acteur	Vente	Acheteur	Vente	Acheteur
24/01	23/01	24/01	23/01	

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 24 JANVIER

Liquidation : 24 janvier

Taux de report : 3,63

Cours relevés à 12h30

CAC 40

2463,33

Valeurs Françaises

Cours précéd.

Derniers cours

Variation

Nominal

%

B.N.P. (T.P.)

159

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

CAC 40

PARIS

-1,13 %

CAC 40

2463,33

Valeurs Françaises

Cours précéd.

Derniers cours

Variation

Nominal

%

B.N.P. (T.P.)

159

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

159

0

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

CIR

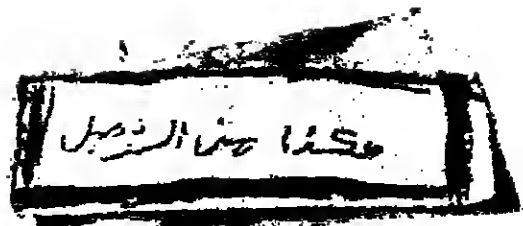
CIR

CIR

CIR

CIR

CIR



MÉDECINE Des résultats très encourageants dans le traitement du sida par trithérapies ont été annoncés par le docteur David D. Ho, l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de

cette technique, lors de la quatrième conférence sur les rétrovirus, qui se tient à Washington. ● L'ÉRADICATION éventuelle du virus à l'aide de ces associations médicamenteuses a

été évoquée, dans la mesure où la charge virale est devenue indétectable chez certains malades ainsi traités. ● L'EFFET EXACT du traitement sur la réplication du VIH dans l'orga-

nisme reste néanmoins inconnu. ● L'ARRÊT DU TRAITEMENT serait, dans ces conditions, le seul moyen de vérifier s'il a été effectivement éradiqué, mais une telle épreuve

soulèverait de sérieuses questions morales. ● PLUSIEURS ÉTUDES ont montré que le traitement était plus efficace quand il est appliqué très tôt après la contamination.

Les nouveaux traitements du sida confirment leur efficacité

Des interventions à la conférence de Washington sur les rétrovirus soulignent que l'espoir né des trithérapies ne doit pas masquer la somme des interrogations scientifiques et des dilemmes éthiques qu'elles soulèvent

WASHINGTON
de notre envoyé spécial
« Est-il désormais possible d'éradiquer le VIH au sein de l'organisme des personnes infectées ? », s'est officiellement demandé le docteur David D. Ho (Aaron Diamond Center, New York) lors de la cérémonie d'ouverture de la quatrième conférence sur les rétrovirus et les infections opportunistes qui, jusqu'au dimanche 26 janvier, réunit à Washington les représentants de la plupart des équipes spécialisées dans le traitement du sida. Elu « homme de l'année 1996 » par l'hebdomadaire américain *Time*, le docteur Ho est unanimement reconnu par ses pairs comme l'un des meilleurs chercheurs sur les nouvelles associations thérapeutiques médicamenteuses antirétrovirales. C'est aussi un homme mesuré, pleinement conscient de la portée de ses déclarations, un scientifique soucieux de dire la vérité sans que cette dernière ne suscite trop de fausses

espérances. Mais l'entreprise du docteur Ho tient aujourd'hui de la gageure.
C'est à Washington déjà, lors de la troisième conférence sur les rétrovirus et sur les maladies opportunistes, qu'avaient été communiquées les premières informations encourageantes sur les résultats des associations thérapeutiques contre le sida incluant des molécules antiprotéases (*Le Monde* du 31 janvier 1996). Un an plus tard, des dizaines de milliers de personnes ont recouru, à travers le monde, à ces traitements qui, affirmant cliniciens et patients, peuvent, lorsqu'ils sont supportés, améliorer considérablement l'état de santé, la qualité et l'espérance de vie de nombreux malades. Au plan fondamental, la principale question soulevée demeure celle de l'effet exact de ces médicaments sur la réplication du VIH au sein de l'organisme qu'il infecte. Il est établi que les associations antirétrovirales réduisent de manière

massive et spectaculaire la quantité de virus dans le sang circulant. Mais bien des interrogations demeurent.
Parce qu'il fut l'un des premiers à avoir eu recours aux trithérapies, le docteur Ho est aujourd'hui l'un de ceux qui disposent le plus de recul et donc des meilleurs renseignements. Les résultats qu'il a présentés permettent de conforter les premiers espoirs.

« VIRUS INDÉTECTABLE »
Le docteur Ho suit, entre autres patients, un groupe de vingt-quatre personnes qui ont débuté une trithérapie il y a plus de dix-huit mois. Quatre d'entre elles ont abandonné l'expérience à cause des effets secondaires (nausées, vomissements, diarrhées) ou des contraintes quotidiennes inhérentes à ce traitement. Chez les vingt autres (traitées par AZT et 3 TC auxquels était associé soit de l'indinavir, soit du zalcitabine), le virus est devenu « indétectable » dans la circulation sanguine. A partir

d'une série de biopsies et de prélèvements, le docteur Ho a effectué des recherches sophistiquées pour tenter de retrouver le VIH dans d'autres régions de l'organisme. Il a révélé que le virus était également « indétectable » dans le sperme, les ganglions lymphatiques et des tissus lymphoïdes des malades chez qui ces examens ont pu être faits.
Que peut-on raisonnablement conclure ? Sans doute, comme l'a souligné le docteur Ho, « indétectable » n'est pas synonyme « d'éradiqué ». Ce terme, pourtant, est publiquement prononcé et figure déjà dans le titre des symposiums organisés dans les prochains mois sur le sol américain. On ne pourra pourtant parler d'éradication qu'au terme d'une épreuve que tout le monde redoute, une épreuve scientifique-ment indispensable, mais qui n'a pas sans soulever des questions morales, sans susciter des réactions dans le milieu associatif. La seule manière de savoir si le VIH a, dans

ce cas, été éradiqué, sera d'arrêter le traitement. L'apparition ultérieure du virus signifierait que ce dernier était toujours présent au sein de l'organisme dans un ou plusieurs « sanctuaires » (le système nerveux central, par exemple) où cet agent infectieux peut résister aux molécules dirigées contre lui. Dans le cas contraire, si le VIH ne réapparaît pas, pourra-t-on, après plusieurs mois ou années d'observations, en conclure que le malade est guéri ?

Il faudrait, pour cela, démontrer que l'impact de l'infection virale sur son système immunitaire n'a pas été irréversible. Le docteur Ho estime

au fait que les personnes ont été traitées par trithérapie d'emblée et peu de temps après leur contamination. Or, aujourd'hui, la très grande majorité des personnes qui sont sous trithérapie ont, auparavant, été prises en charge en monothérapie ou en bithérapie.

Toutes les données disponibles démontrent que le bénéfice thérapeutique, dans ce cas de figure, est inférieur à celui fourni par la mise en œuvre d'emblée d'une trithérapie. En d'autres termes, la démonstration de l'efficacité de ces nouveaux schémas thérapeutiques constitue, du point de vue de la santé pu-

De nouvelles molécules prochainement sur le marché

Les associations thérapeutiques habituelles (AZT-3TC-indinavir ou zalcitabine) pourront être prochainement modifiées ou complétées avec l'arrivée de nouvelles molécules antiprotéases sur le marché international. Après le saquinavir, de la multinationale Roche, on annonce les mises sur le marché du virapex de la firme américaine Agouron et d'une antiprotéase de GlaxoWellcome (déjà productrice de AZT et du 3TC), connue sous le nom de code GW 414.

D'autres molécules sont encore attendues, fruits d'une recherche intensive des firmes pour lesquelles les avancées thérapeutiques, fortement médiatisées dans le champ du sida, laissent espérer de substantiels profits. D'ores et déjà, des essais thérapeutiques incluant quatre molécules antirétrovirales sont en cours. Ainsi, à la différence de la plupart des essais thérapeutiques, les protocoles expérimentaux anti-sida impliquent, pour la mise au point de cocktails thérapeutiques, des firmes concurrentes.

Soigner le plus tôt possible après la contamination

WASHINGTON
de notre envoyé spécial
Plusieurs résultats présentés à la conférence de Washington tendent à prouver clairement que le bénéfice de trithérapies est encore plus grand lorsque ces dernières sont mises en œuvre le plus tôt possible après la contamination de l'organisme par VIH. Une étude américano-européenne, dirigée par le professeur L. Perrin (université de Genève), travaillant en collaboration avec le Coeur Aaron Diamond de New York et la multinationale pharmaceutique Merck, permet de situer avec environ six mois de recul le bénéfice obtenu sur trente-six personnes (vingt-quatre Européens et douze Américains - cotoxinées moins de trois mois avant la mise en route d'un traitement associant AZT-3TC et indinavir).

Après un semestre de traitement on a ainsi observé chez certains malades une diminution de la charge en VIH : de taux compris entre 5 000 et 5 millions par millilitre de plasma on est passé à des taux inférieurs à 20 par millilitre (limite des taux de détection par les meilleurs appareils de mesure de la charge virale) ou compris entre 20 et 50. De plus, à la différence de ce que l'on observait en mono ou bithérapie, la diminution de la charge virale continue à être observée durant les mois qui suivent la mise en route du traitement. « Aucun effet secondaire important ou inat-

tendu n'a été observé », déclare au *Monde* le professeur Perrin. Ce type de trithérapie nous apparaît très prometteur face à une infection récente par le VIH. »

Les résultats, présentés jeudi 23 janvier à Washington, d'une étude française, menée sous l'égide de l'Agence nationale de recherche sur le sida et coordonnée par le professeur Bruno Hoen, vont dans le même sens. Ce travail, lancé en mars 1996, a aujourd'hui permis de réunir quarante volontaires. Il s'agit dans tous les cas de personnes qui ont été contaminées (par voie sexuelle la plus souvent ou à l'occasion d'une injection intraveineuse de drogue) dans les semaines précédant la mise en œuvre de la trithérapie. Le fait est établi grâce aux symptômes de primo-infection (ganglions, fièvre, ulcérations des muqueuses) et à des arguments virologiques (antigénémie élevée).

La trithérapie appliquée pendant les neuf derniers mois de 1996 associant AZT, 3TC et ritonavir. Sur les quarante malades inclus dans cette étude, vingt-huit (vingt-quatre hommes et quatre femmes d'un âge moyen de 31 ans) ont été traités au moins trois mois et seize pendant plus de six mois. Le délai moyen, entre le premier signe clinique de primo-infection et le début du traitement, était de vingt-six jours. La charge virale moyenne au moment du début du traitement était de 235 000 virus par millilitre,

soit une valeur très élevée. Après trois mois de traitement, dix-sept malades sur dix-neuf avaient une charge virale indétectable ou toujours en cours de décroissance. Après six mois, sept malades sur neuf avaient une charge virale indétectable.

Des analyses complémentaires portant sur la présence du virus dans les cellules et les ganglions vont être réalisées. On proposera aux malades inclus dans cet essai de poursuivre le traitement pendant dix-huit mois au moins. Les chercheurs français se demandent maintenant s'ils proposeront à leurs patients des biopsies plus larges et des examens de leur sperme. « En toute hypothèse, on ne peut que conseiller aux personnes ainsi traitées de continuer à prendre les précautions indispensables pour ne pas contaminer leurs partenaires lors de rapports sexuels », a précisé au *Monde* le professeur Hoen. La question de la contagiosité par voie sexuelle des malades répondant de manière spectaculaire aux trithérapies est loin d'être tranchée. Ainsi, alors que le docteur Ho ne retrouve pas de traces de VIH dans le liquide séminal de ses patients, une équipe de Boston a annoncé à Washington que, selon ses observations, les antiprotéases ne parvenaient pas toujours à faire disparaître le VIH dans cette sécrétion.

J.-Y. N.

qu'il ne pourra pas proposer à ses patients de cesser de prendre leurs médicaments avant deux ans et demi de traitement. Sur ce point, les opinions médicales et scientifiques divergent. Ainsi, le docteur Douglas Richman (université de Californie, San Diego) a annoncé une étude américaine incluant trois cents personnes séropositives mises sous trithérapie et à qui on proposera, au terme de six mois, en cas de bonne réponse thérapeutique, de ne plus prendre qu'un ou deux médicaments afin d'observer si, la réduction de la charge virale - le bénéfice thérapeutique - demeure.

Une autre question est celle du rapport entre l'efficacité de la trithérapie et l'ancienneté de la contamination et de la séropositivité. Certains observateurs confient que les spectaculaires résultats du docteur Ho tiennent, pour une bonne part,

blique, un argument pour inciter à l'intensification du dépistage dans les groupes de populations, les toxicomanes, connus pour être plus exposés que la normale dans les pays occidentaux aux risques infectieux.

On ne saurait, par ailleurs, ni ignorer ni sous-estimer le risque majeur que constitue la probable émergence des phénomènes de résistance du VIH aux nouvelles molécules incluses dans les trithérapies. Les cliniciens participant à la conférence de Washington ne cachent pas, sur ce thème, les plus vives inquiétudes. Rien, malheureusement, ne permet d'affirmer que la puissance et l'ingéniosité de la recherche scientifique et pharmaceutique permettront ici de rivaliser à temps avec le génie infectieux qui caractérise le virus du sida.

Jean-Yves Nau

Des chercheurs se penchent sur la haute tension

Des effets des champs électromagnétiques ont été relevés sur des cultures de cellules

LES CONDUCTEURS électriques génèrent un champ électromagnétique (CEM) dans lequel nous baignons en permanence. Ce champ à basse fréquence (50 hertz en France, 60 hertz aux États-Unis) représente-t-il un danger pour l'homme ? La question est posée depuis 1979, date à laquelle deux épidémiologistes américains, Nancy Wertheimer et Ed Leeper, ont constaté une augmentation du taux des leucémies d'un facteur 1,5 chez 344 enfants de la région de Denver (Colorado), habitant dans des maisons très proches des lignes à haute tension.

Depuis, plus de cinq cents études, expertises, contre-expertises, et travaux de laboratoires ont été menés dans le monde pour tenter d'évaluer les risques potentiels représentés par les CEM. Sans résultats probants. Un rapport du National Research Council (NRC), demandé par le Congrès américain, a même conclu en novembre dernier à l'innocuité des champs électromagnétiques dans les maisons (*Le Monde* du 20 novembre). Les experts du NRC n'avaient « pas trouvé de lien concluant entre la présence des champs électromagnétiques et le déclenchement de cancers, de troubles de l'apprentissage et du comportement, ou la présence de malformations congénitales ».

Un doute subsiste malgré tout. D'autant plus que, lorsque les chercheurs soumettent des cultures de cellules ou des petits animaux à des CEM d'intensité variable, ils peuvent constater des modifications biologiques. Pour tenter de faire le point sur la question, EDF et Electrabel ont organisé à Bruxelles, le 21 janvier dernier, un symposium sur « les perspectives scientifiques des champs électriques et magnétiques de très basse fréquence ».

LYMPHOCYTES HUMAINS

A défaut de constater l'irruption d'un cancer, on peut essayer de voir ce qui le favorise, la modification ou la baisse des défenses immunitaires, par exemple. Aussi, de nombreux travaux ont-ils trait à l'immunologie. Alexandra Antonopoulos, par exemple, de l'Institut de génétique de l'université d'Essen, en Allemagne, a soumis des lymphocytes de sang humain à des champs de 0,5, 1 et 5 microteslas. Elle a constaté que les cellules prolifèrent plus rapidement.

De son côté, Rosemonde Mandeville, spécialiste de l'immunologie à l'Institut Armand-Frappier de l'université du Québec, et son équipe ont exposé 96 rats à des intensités de CEM, allant de 0,02 à 2 000 microteslas. Ils ont noté des perturbations du système immunitaire - sans qu'il y ait cependant immunosuppres-

sion - dans une « fenêtre » très précise de l'âge de l'animal : entre cinq semaines et trois mois. Au-delà, après six ou neuf mois, ils disparaissent, comme si l'organisme s'adaptait.

Autre domaine lié à l'immunologie, la mélatonine, cette hormone qui règle notre rythme biologique. Selon une hypothèse émise en 1987, l'exposition aux CEM diminuerait, voire supprimerait la sécrétion de la mélatonine, perturbant ainsi le système immunitaire. Ce phénomène a été observé chez des rongeurs, mais jamais sur l'homme, bien que 700 volontaires aient été exposés aux CEM, aux États-Unis, en France, et en Allemagne. Mais il ne s'agit que d'études à court terme, souligne Charles Graham, du Midwest Research Institute aux États-Unis. « Il importe maintenant d'effectuer des expositions plus longues, en tenant compte du moment de la journée où elles sont appliquées. »

John Moulder, professeur d'oncologie au Medical College du Wisconsin, n'en estima pas moins que « l'hypothèse mélatonine est encore une spéculation ».

Un troisième domaine d'exploration concerne l'ion calcium, « ce message le plus répandu et le plus important dans les cellules, qui joue un rôle majeur dans la sécrétion des hormones, et l'activation des cellules immunitaires », précise Bernard Veyret,

de l'université de Bordeaux (Gironde). Or, dans des cellules soumises à des CEM, « des effets incontrôlables se produisent, qui conduisent à l'altération du taux de calcium dans la cellule, sans qu'on en connaisse la raison ».

Des résultats plus précis sur la naissance des processus cancéreux dus aux CEM seront peut-être obtenus à l'issue d'une grande étude menée par l'équipe de Rosemonde Mandeville sur 3 000 rats soumis à des CEM d'intensité croissante deux jours avant leur naissance, et ensuite en continu jusqu'à l'âge de deux ans. Le champ magnétique terrestre a été pris en compte dans l'expérience, qui a été menée en double aveugle.

Faudrait-il abandonner les recherches au cas où ces travaux - dont le compte rendu devrait être publié dans quelques mois - ne fourniraient pas, une fois de plus, de résultat tangibles ? Certains le proposent, notamment aux États-Unis, où, avec 20 millions de dollars par an (106 millions de francs), ce thème représente le deuxième investissement de la recherche biomédicale. Jean-Pierre Bourdier, directeur de l'environnement à EDF, n'est pas de cet avis. « Tant qu'il y a un doute, même minime, nous continuerons la recherche », estime-t-il.

Christiane Galus

L'OPRI critique l'étude corrélatant radioactivité et leucémies à la Hague

UNE NOUVELLE voix s'est ajoutée, jeudi 23 janvier, aux critiques sur l'étude épidémiologique du professeur Jean-François Viel sur les risques de leucémies à la Hague (Manche). Le conseil scientifique de l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI) a affirmé, dans un avis, qu'il n'existait « pas de corrélation plausible » entre la radioactivité autour du centre de retraitement de déchets nucléaires de la Hague et les cas de leucémie chez l'enfant.

L'étude controversée, publiée le 11 janvier dans le *British Medical Journal* (BMJ) sous la signature du professeur Viel et du docteur Dominique Pobel (unité de biostatistiques et d'épidémiologie de la faculté de Besançon), conclut que le risque de leucémie infantile est multiplié par 2,87 chez les enfants fréquentant régulièrement les plages du Nord-Cotentin, dans un rayon de 35 kilomètres autour de la Hague (*Le Monde* des 11 et 23 janvier).

Après la publication de cette étude, les meilleurs spécialistes français d'épidémiologie s'étaient montrés très critiques envers la méthodologie du professeur Viel et du docteur Pobel. Jacqueline Clavel, de l'unité 170 de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), avait notamment mis en cause le mode de recrutement des cas-témoins présents. A son tour, le conseil

scientifique de l'OPRI se montre particulièrement sévère : il considère « la thèse soutenue par le professeur Viel comme non plausible et non scientifiquement fondée à établir un lien entre leucémies de l'enfant et exposition à la radioactivité des effluents de la Hague ». Le conseil estime que la démonstration « suggère des voies de contamination inhabituelles » et qu'elle « néglige le fait essentiel que constituent les milliers de mesures (effectuées) au titre du contrôle de la radioactivité ambiante et de celle des poissons et des crustacés de la région ». Dans le cas d'une consommation d'un kilogramme de crustacés par jour par l'enfant, calcule l'OPRI, « l'évaluation des doses imputables à l'ensemble de la radioactivité artificielle mesurée dans la région ne dépasse pas 3 % de la radioactivité naturelle ».

NOUVELLE ÉTUDE

Après la publication de l'étude de Viel et Pobel, le ministre de l'environnement, Corinne Lepeu, et le secrétaire d'État à la santé, Hervé Gayraud, ont désigné, mardi 21 janvier, un comité scientifique chargé de mettre en place une « nouvelle étude épidémiologique complète » sur les leucémies de la Hague et de ses environs. Jean-François Viel fera partie de ce comité, qui comprendra sept membres et rendra publics ses premiers résultats en juin.

Calculez vos impôts
LE MONDE

Pete Sampras affronte Carlos Moya en finale à Melbourne

PETE SAMPRAS commence l'année comme il l'a terminée. En patron. Le numéro un mondial s'est offert, vendredi 24 janvier, les portes de sa onzième finale d'un tournoi du Grand Chelem, en battant l'Autrichien Thomas Muster (6-1, 7-6 (7-3), 6-3). Dimanche, à Melbourne Park, il affrontera l'inattendu Espagnol Carlos Moya, tombé des deux finalistes 1996, Boris Becker et Michael Chang.

En moins de deux heures, en un match générique de points spectaculaires, Sampras a su contenir l'énergie de Thomas Muster, tête de série n°5 du tournoi. L'Américain savait l'Autrichien gourmand. Muster venait d'avaler Jim Courier et Goran Ivanisevic en faisant forte impression. « Ce sera la guerre », avait prédit Sampras. Echaudé, aussi, par ses deux derniers tours dont il s'était extirpé en cinq sets, l'Américain prit le match à bras-le-corps. Service impeccable, volée d'académie, il se survolta pour passer un Muster trop fier pour jamais capituler. Il enleva la première manche en une demi-heure six jeux à un.

Muster, pourtant, ne céda pas. Le public exulta quand l'Autrichien se remit dans la partie. La deuxième manche fut superbe. De passing en passing, à force de sa résistance, Muster rendait coup pour coup à Sampras... jusqu'à lui prendre son service. A cinq jeux à quatre, l'Autrichien servit pour le set. D'une volée qui souffla au visage de son adversaire, efface l'unique balle de set qu'il aura contre lui.

INAUSAITABLE

Dans le jeu décisif, l'Américain sera insaisissable. Il mena six points à un. Muster aura beau galoper et se jeter par terre, l'ochette à la recherche d'une solution. Sampras a haussé le ton jeu après jeu. En force, en perfection, sa balle embrassant les lignes et fidèle au filet.

Melbourne, le numéro un mondial efface sa déconvenue de l'an passé. Il avait alors été battu au troisième tour par la coqueluche locale, Mark Philippoussis. Parvenu cette année en finale, l'Américain n'en a pas moins passé une quinzaine difficile sur les courts australiens, dans l'incapacité qu'il était de régler sa première balle de service. Sampras se s'est pas désemparé, retrouvant sa majesté en demi-finales.

En Australie, il entame aussi une saison qu'il veut plus légère que la précédente. Ses victoires en septembre 1996 aux Internationaux des États-Unis puis à la finale du circuit, à Hanovre, en novembre, lui ont permis de garder la tête du classement pour la quatrième année consécutive. Il a surtout avoir achevé son deuil, celui de son entraîneur Tim Gullikson, mort d'une tumeur au cerveau en mai 1996.

Des nouvelles maintenant de la jeune prodige suisse, Martina Hingis. Elles sont excellentes. Vendredi matin, elle a emporté la finale du double aux côtés de Natasha Zvereva, en battant les Américaines Lindsay Davenport et Lisa Raymond (6-2, 6-2). « J'adore le double, dit Martina. C'est beaucoup plus amusant que l'entraînement et mon jeu y est devenu plus agressif. » Déjà vainqueur en double à Wimbledon, avec Helena Sukova, elle jouait de façon provisoire avec Zvereva à Melbourne: « Je lui ait dit que je serai libre tout le temps pour jouer avec elle », a lancé la Suisse. Pour la compagnie, la demoiselle n'a aucun souci à se faire. Son agenda comporte déjà des rendez-vous avec Gigi Fernandez, Jana Novotna et Mary Joe Fernandez.

Bénédicte Mathieu

Calculez vos impôts
3615 LEMONDE

Leicester, musée du rugby anglais, a su accepter la modernité

Le club, emmené par l'éternel Dean Richards et entraîné par le novateur Bob Dwyer, affronte Brive à l'Arms Park de Cardiff en finale de la deuxième Coupe d'Europe

Les Brivistes vont devoir bousculer une montagne, samedi 25 janvier, à Cardiff. En finale de la Coupe d'Europe, les Corréziens affrontent Leicester, l'équipe la plus solide d'Angleterre. Ce club, qui remplace sur les

maillots les numéros des joueurs par des lettres de l'alphabet, s'incarne dans deux hommes. Dean Richards, géant de trente-trois ans, vétéran du club adulé du public, représente la tradition du jeu d'avants. Bob

Dwyer, l'entraîneur fraîchement arrivé, a su donner à cette équipe un supplément d'inspiration. Par ailleurs, Jonah Lomu, le plus célèbre joueur néo-zélandais, a annoncé, vendredi 24 janvier, qu'il était atteint d'une

grave maladie qui la tiendrait écarté des stades pendant au moins six mois et pourrait compromettre sa carrière. Enfin, Franck Tournaire, le pilier du XV de France, a écopé d'une « non-sélection » de suspension...

LEICESTER
de notre envoyé spécial

Le geste est impératif, le photographe exigeant. Prenez la pose, souriez, ordonne-t-il de la main. Bob Dwyer et Dean Richards s'exécutent de bon cœur. Samedi 25 janvier, le directeur du rugby de Leicester et son capitaine feront la « une ». Tous deux, chacun à sa manière, ils seront les vedettes de l'Arms Park de Cardiff pour la deuxième finale de la Coupe d'Europe. Si Leicester bat Brive, ils deviendront des héros. Cela vaut bien un cliché et quelques secondes de distraction. Et puis, l'équipe a besoin de symboles. Quelle meilleure promesse de réussite que cette alliance de l'eau et du feu, de l'ancien et du moderne, de Dean Richards et Bob Dwyer?

A Leicester, il y a longtemps que Dean Richards n'est plus que « Deano », un surnom affectueux, celui d'une sorte de fils chéri. L'histoire récente du club s'incarne dans ce géant presque difforme, qui semble traîner sur le terrain son étrange carcasse à moitié démantelée. Il n'est pas beau, « Dea-

no ». Les blessures et les coups ont usé son corps. Il a gagné au rugby une multitude de rhumatismes. Son ventre s'élève l'embonpoint, et, quand il marche on il trotte de son pas claudicant. Il a tout du vilain petit canard. Pourtant, Leicester l'aime. Les supporters l'idolâtrant, hurlent à chaque match son nom, jusqu'à s'en rendre aphones.

Il faut dire que, sans lui, Leicester ne serait pas Leicester, ce pack indestructible, ce monstre à seize pattes qui a établi sa loi sur tous les terrains d'Angleterre. Dean Richards l'a vu naître. De son poste de troisième ligne centre, il tire toutes les ficelles. Il suffit de lui donner la balle et de le regarder organiser un mail. Comme dans le conte de fées, le vilain petit canard se mue alors en cygne majestueux. Dans le jeu de Dean Richards, il y a un maître, une référence. Il a porté quarante-huit fois le maillot de l'équipe d'Angleterre, s'est vu citer en exemple des deux côtés de la Manche. Personne ne maîtrise mieux que lui les finesses techniques d'un bon pack,

sa froide efficacité. Il en a fait le signe caractéristique du club. A Leicester, Dean Richards est la tradition.

BRIN D'INSPIRATION

Bob Dwyer n'a jamais été en retard d'une idée. L'entraîneur de l'équipe d'Australie, championne du monde en 1991, se veut résolument moderne. Beaucoup de techniciens se sont inspirés de ses méthodes, de sa vision du jeu. Les dirigeants de Leicester l'ont appelé pour donner à leur équipe un tour plus complet. Bob Dwyer est arrivé

dans les Midlands, l'été dernier, en provenance de Paris et d'une escapade sans lendemain au Racing-Club de France. Le constat était simple. Leicester a su s'engager, sans peine, dans le professionnalisme. Les lettres à la place des chiffres sur les maillots sont l'unique vestige du passé. Gros budget (environ 40 millions de francs), gros sponsor (une compagnie d'assurances), stade rénové et contrat de travail pour les vingt meilleurs joueurs de l'effectif, il ne manquait plus qu'un brin d'inspiration dans le jeu.

L'arrivée de Bob Dwyer pour deux saisons a pourtant fait frémir les tribunes ferventes de « Deano ». Comment leur idole allait-elle s'entendre avec un tel homme? Sous la menace d'une révolution culturelle, saurait-elle sauver sa tête? Les supporters ont vite été rassurés. Les deux hommes s'apprécient parce que Dwyer a toujours su faire une place aux meilleurs. Parce que Richards a prouvé qu'à trente-trois ans il savait encore s'adapter. « Il est extraordinairement adroit, dit de lui l'entraîneur australien, il est très coordonné dans ses gestes, a de très bons réflexes. Il me fait penser à un chat. »

Le capitaine de Leicester n'est pas en dette de compliments. « Tous les joueurs respectent Bob, insiste-t-il. Nous écoutons ce qu'il dit avec attention. C'est un plaisir de jouer dans une équipe plus équilibrée qu'avant. » En demi-finales de la Coupe d'Europe, Toulouse a ressenti les cruels effets de cette belle entente. Au tour de Brive de s'y frotter.

Pascal Ceaux

Jonah Lomu craint pour son avenir sportif

ment ne sera pas facile à supporter, mais la dure réalité est que j'en ai besoin. La nature des médicaments prescrits est telle qu'il sera forcément positif au contrôle antidopage. Plus dur encore pour le géant d'Auckland: le traitement présente un tel risque pour ses articulations et sa structure osseuse que, pendant six mois, il devra pratiquement arrêter tout entraînement.

Jonah Lomu (1,96 m et 118 kg), la sensation de la Coupe du monde en 1995, avait accusé une baisse de forme considérable pendant la tournée des All Blacks en Afrique du Sud, en août dernier, à tel point qu'il a perdu sa place de titulaire. L'annonce d'un arrêt de six mois a été déçue et il a deux ans, mais ces trois derniers mois ont vu une dégradation importante dans sa condition. « J'étais toujours fatigué, je n'arrivais jamais à récupérer des entraînements,

Je ne voulais en parler à personne. Mais, une fois que j'ai vu un spécialiste, j'ai compris beaucoup de choses sur ma santé générale. » Cette déficience rénale dont il semble avoir souffert toute sa vie - déjà, tout jeune, il mettait toujours plus de temps que les autres à récupérer de la moindre infection - influe sur les niveaux de protéines dans le sang, diminue sa résistance aux infections et risque de provoquer des caillots.

Aussi, suivant les conseils du docteur John Mayhew, médecin des All Blacks, et de l'encadrement du quinze national, Jonah Lomu s'est décidé à faire quelque chose. « J'en ai assez de prendre sans arrêt des antibiotiques. A chaque fois que j'attrape quelque chose - la grippe, des rhumes, n'importe quoi - on dirait que je reçois une double dose. Je ne veux qu'une chose: re-

venir à 100 % de mes moyens. Alors j'ai décidé de suivre ce traitement à fond. Il faut que je pense au long terme. Six mois sans le rugby, ce n'est rien, car j'ai encore toute une vie devant moi. »

La nouvelle a fait la « une » des journaux télévisés du soir, vendredi, mais peut-on vraiment croire que Lomu soit fini, que la carrière sportive de la première vedette mondiale du rugby n'aura été qu'un feu de paille? Lomu - qui passe ses heures libres à visiter les grosses maladies dans les hôpitaux de la banlieue d'Auckland - répond lui-même: « Dans mes trébuchements, je ne renoncerais pas. Je pourrais être un joueur de rugby, mais je ne dirai qu'une chose: qu'ils potentiels. Parce que, quand je reviendrai, ils ne seront pas déçus! »

Ian Borthwick

Napoléon a profité des comptes d'apothicaire des juges

Philippe Candeloro devient vice-champion d'Europe à Paris à l'issue d'une soirée pleine de controverses

QUAND Anne-Sophie de Kristoff et Roger Zabel, les experts du patinage de TF1, considèrent leurs épreuves de contrôle avec perplexité, lorsque leur consultant, Annick Gallaghet, entraîneur au centre national de Champigny (Val-de-Marne), s'empêtre dans son explication, les amateurs patinent eux aussi forcément.

Tout comme Philippe Candeloro, qui, classé quatrième avant le passage du dernier concurrent, jeudi 23 janvier, a quitté la salle la rage au cœur et découvre quelques minutes plus tard qu'il est vice-champion d'Europe.

Tout comme Alexei Durmanov, le Russe sacré champion d'Europe malgré sa modeste sixième place au programme technique la veille, ou encore le champion d'Europe sortant, l'Ukrainien Viatcheslav Zagorodniuk, troisième. Aux premières

heures de vendredi, maints calculs savants tendaient à imputer l'ordre de ce podium inattendu aux classements attribués lors du programme libre au dernier compétiteur, l'Allemand Andrej Vlaschenko, par les juges finlandais et allemands.

MISSION IMPOSSIBLE

« C'est inexplicable aux juges », a admis le directeur des équipes de France, Didier Gallaghet. C'est un des seuls sports où un athlète peut monter et descendre au classement final en étant assis dans les tribunes. « La situation était trop compliquée, nous nous sommes résignés à attendre le verdict », ont renchéri d'une seule voix le premier et le troisième.

Philippe Candeloro a mis tout le monde d'accord grâce à son habituel sens commun: « Ce soir, je crois que même l'ordinateur

était un peu perdu. » A quoi bon, en effet, se torturer les méninges quand notre Candeloro-Napoléon national renoue avec un podium international?

Puisque tout le monde semble content, pourquoi ne pas se réjouir que, dans son habit d'empereur et sur une musique originale composée par son beau-frère, Philippe ait exécuté le programme libre « Le plus propre ». Il a accompli là une « mission impossible ». La musique de cette série culte était justement le thème qu'il avait choisi, mercredi, lors de son programme technique. Et tant pis pour la dévotion de ses rivaux pour tant plus audacieux dans le registre des sauts.

Que seul Alexei Durmanov ait supplanté le Français ajoute encore à la saveur de la performance: le Russe empanaché de Saint-Petersbourg est champion olympique en titre. Philippe n'hésite plus à viser ce titre suprême. « Cette médaille d'argent devant le public parisien est un rédemmarage un an ont les Jeux olympiques de Nagano, estime-t-il. J'espère qu'elle aura remis les pendules à l'heure pour ceux qui m'avaient un peu enterré. »

Philippe Candeloro va devoir continuer sur cette lancée jusqu'aux championnats du monde de Lausanne (Suisse), à la mi-mars. Il lui faudra ensuite confirmer dans un an aux championnats d'Europe, juste avant le rendez-vous olympique japonais. Ensuite, c'est sûr, il passera professionnel. La route est donc encore semée d'embûches pour le patineur de Colombes (Hauts-de-Seine), qui a retrouvé une verve un temps tarie par les revers de la saison passée et le

douloureux handicap d'une opération au pied. Déjà, il imagine des réformes pour enrayer les « quelques magouilles » qui peuvent avoir cours entre juges et qu'il a craintes un instant jeudi soir. Napoléon devient Don Quichotte.

Afin de prévenir les coalitions des représentants des Républiques ex-soviétiques, il préconise « un tirage au sort télévisé effectué cinq minutes avant la compétition » pour désigner le panel des neuf juges pourtant déjà désignés par le hasard.

Rassuré sur son propre sort, Candeloro-la-justice s'emballe et guerrole pour faire respecter ses pairs. Il n'a pas apprécié l'éviction du podium, mercredi, de ses amis patineurs en couple, Sarah Abitbol et Stéphane Bernadis. La parlotte stultissime des classements des neuf premiers couples chez quatre juges du « bloc de l'Est » incidemment installés côte à côte durant la compétition l'a troublé. Il n'est pas le seul.

Patricia Jolly

Le palmarès du Français

● Championnats d'Europe: deuxième (1997), cinquième (1996), quatrième (1995), cinquième (1994), deuxième (1993), cinquième (1991).
● Championnats du monde: neuvième (1996), troisième (1995), deuxième (1994), cinquième (1993), neuvième (1992), quatorzième (1990).
● Jeux olympiques: troisième (1994) à Lillehammer (Norvège)

■ FOOTBALL: Le choc entre l'AJ Auxerre et le RC Lens sera le match phare des 16^{es} de finale de la Coupe de France, dont les rencontres auront lieu samedi 8 février. Le vainqueur du match Marseille-Lille, qui aura lieu le 4 février à Valence, recevra Lyon tandis que Bastia accueillera Nice ou Valence (D2). Les autres matches: Rennes-Troyes (D2); Metz ou Montpellier-Sochaux (D2); Wasquehal (N1)-Guingamp; FC Metz (N1)-PSG; Paris FC (N1)-Cannes; Raon l'Étape (N2)-Strasbourg; Clermont-Ferrand (N2)-Marignac (D2); Saint-Lô (N2)-Caen; Aurillac (N2)-Laval (D2); Toulouse Fontaines (N2)-Bordeaux; Red Star (D2)-Nîmes (D2); Vitrolles (N1)-Créteil (N1).

■ ATHLÉTISME: Carl Lewis a confirmé qu'il prendrait sa retraite à la fin de la saison. « C'est ma dernière année sur les pistes, et je veux en profiter pour visiter certains endroits où je ne suis jamais allé auparavant », a déclaré le champion olympique (neuf fois) âgé de trente-cinq ans qui disputait, vendredi, un cent mètres à Auckland (Nouvelle-Zélande). Il a indiqué qu'il envisageait une carrière dans le cinéma, soulignant: « Je suis dans une situation financière qui me permet de faire ce que je veux du reste de ma vie. » (AFP)

■ BASKET-BALL: vainqueur du Cibona de Zagreb (85-61), le CSP Limoges, s'est relancé, jeudi 23 janvier, dans la course pour les huitièmes de finale de l'Euro-ligue. Les Limougeauds sont quatrièmes de leur groupe à quatre points du leader, Bologne. Battu, mercredi, par le Panathinaïkos Athènes, qui a consolidé son avance en tête du groupe G, Pau-Orthez est cinquième. Après défaite à Séville, Villeurbanne est deuxième de ce même groupe. En Euro-ligue féminine, Valenciennes a battu les Italiennes de Cesena (105-63) et se classe deuxième du groupe A.

La fugue de l'équipe de football éthiopienne

Profitant d'une escale à Rome, seize hommes ont joué les filles de l'air à 3 heures du matin. Direction : le Haut-Commissariat pour les réfugiés

ROME

de notre correspondant

On a retrouvé l'équipe de football d'Éthiopie, et pourtant ses seize membres s'étaient volatilés dans la nuit romaine. Arrivés lundi 20 janvier au soir d'Addis-Abeba, ils ont passé la nuit dans un hôtel d'Ostie, proche de l'aéroport de Fiumicino. Le lendemain, au moment de monter dans le car pour reprendre l'avion en direction de Casablanca - où un match de la Coupe d'Afrique doit avoir lieu dimanche contre le Maroc - plus personne.

Toutes les recherches entreprises dans l'hôtel de deux cent quarante chambres sont restées vaines. De fait, il est constaté que les joueurs n'ont pas pris leur petit déjeuner. L'enquête permet également d'établir que la disparition s'est effectuée dans le courant de la nuit et que les fuyards sont partis après avoir demandé leur passeport à la réception.

Plus rien jusqu'à ce que leurs traces soient finalement retrouvées dans la capitale. A 3 heures du matin, les seize hommes ont décidé de prendre la route à pied en direction de Rome, soit une bonne vingtaine de kilomètres. Ils ont dormi dans les jardins publics avant de se retrouver à l'association de la communauté éthiopienne, qui les a orientés vers le Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU.

verront. Bien sûr, comme l'explique Tsagaye Bati, ils sont préoccupés par le sort de leurs parents et de leurs amis, mais ils ont décidé de choisir la liberté.

S'agit-il plutôt d'un exil économique ? Tous ont-ils tenté de profiter de cette occasion pour trouver une vie meilleure ? Cette hypothèse suscite des réponses furieuses. En attendant que la commission mixte des ministères de l'Intérieur et des affaires étrangères se prononce sur la demande d'asile politique - ce qui peut prendre quarante-cinq jours - il leur faut obtenir un permis de séjour et de quoi subsister.

Leur avocat en répond et les ressortissants de l'ancienne colonie italienne sont nombreux à Rome. Les seize affichent un large sourire. Évidemment, ils craignent les représailles contre leurs proches, mais, comme le dit Ysmen Mohammed : « Avant nous souffrions ensemble. Maintenant, nous, au moins, nous sommes heureux ». En attendant que l'Éthiopie retrouve une autre équipe de football, le Maroc risque bien de gagner par forfait. Mais, apparemment, c'est loin d'être leur problème.

Michel Bôle-Richard

Gata Kamsky, retraité des échecs à l'âge de vingt-deux ans

Le joueur américain d'origine russe entend reprendre ses études

Gata Kamsky, septième joueur mondial, a annoncé, mardi 21 janvier, qu'il abandonne la compétition. Pourtant jeune prodige, il a été

champion juniors de l'Union soviétique à l'âge de douze ans, et champion des États-Unis à seize ans. Sa carrière tumultueuse s'est dérou-

lée sous l'égide d'un père omniprésent et ombrageux. Un come-back n'est cependant pas exclu par les spécialistes.

appris à jouer aux cartes à trois ans, le piano à quatre et les échecs à huit.

A l'âge de dix ans, Roustam Kamsky retire son rejeton de l'école pour qu'il se consacre uniquement aux échecs. Sa progression a été rapide. Le jeune Gata a participé à des tournois dans lesquels

siques sont monnaie courante.

En 1987, les Kamsky demandent et obtiennent l'asile politique aux États-Unis, convaincus que les autorités soviétiques veulent nuire à la carrière de Gata. Depuis, ils lancent les mêmes accusations contre leur pays d'accueil. Mais leur plus grand ennemi reste Gary

sait une question, généralement en anglais, Gata la traduisait à son père qui ne parle pas la langue de Shakespeare. Celui-ci répondait en russe... et Gata traduisait.

En annonçant à l'agence Itar-Tass qu'il se retirait des échecs, le septième joueur mondial a une nouvelle fois déversé sa bile sur ceux qui, selon lui, ont usurpé le pouvoir dans le monde des soixante-quatre cases, notamment Kasparov, Karpov et le président de la FIDE. Lui qui n'a plus fréquenté l'école depuis une douzaine d'années a déclaré qu'il allait retourner au collège et envisageait des études de médecine ou de chimie. La bourse de 3 millions de francs qu'il a touchée après son championnat du monde devrait lui permettre, pour quelque temps, à ses besoins et un come-back n'est pas exclu par les spécialistes.

LE PARALLÈLE AVEC FISCHER

En prenant sa retraite si tôt, Gata Kamsky agit comme s'il voulait accentuer plus encore le parallèle que ses rares admirateurs font entre sa carrière et celle du météorique et autrement plus célèbre Robert James Fischer, dit Bobby. Les parents de Fischer divorcèrent alors qu'il avait deux ans ; il étudia le monde par sa précocité, devenant champion des États-Unis à quatorze ans. Le jeune Bobby claqua la porte de son collège à seize ans ; il ne s'intéressait qu'aux échecs et pas aux filles. En 1962, à dix-neuf ans, Bobby Fischer abandonna une première fois la compétition, écoeuré par les pratiques des joueurs soviétiques qui, au cours d'éliminatoires pour un championnat du monde, avaient signé une sorte de pacte de non-agression, se contentant de « jouer de salon » lorsqu'ils se rencontraient, afin de garder des forces pour affronter les Occidentaux. D'autres départs jalonnèrent la suite de sa carrière, jusqu'au dernier en 1975 : champion du monde depuis sa finale historique contre Boris Spassky en 1972 à Reykjavik (Islande), Bobby Fischer abandonna son titre sans jouer et entra dans la légende.

Les cas Fischer et Kamsky, joueurs maudits dont les démons sont en eux-mêmes, feraient sans nul doute les délices des psychanalystes, mais la comparaison entre ces deux « monstres » des échecs s'arrête là. A dix-sept ans, Fischer abandonna le foyer maternel et s'en fut vivre à l'Hotel Gata Kamsky, lui, n'a toujours pas quitté le giron paternel.

Guy de la Brosse

Pierre Barthélémy

Le Prix d'Amérique privilégiera la tactique

CRÉÉ EN 1920, le Prix d'Amérique se dispute à Vincennes, traditionnellement le dernier dimanche de janvier. C'est l'une des courses de trot les mieux dotées du monde, avec 2 millions de francs au premier. Il donne lieu à une confrontation véritablement internationale, entre deux types d'élevage : d'une part, les chevaux d'origine française, durs à l'effort, robustes, à l'aise sur les 2 600 mètres d'une piste très sélective ; et, d'autre part, les américains, souvent implantés dans les pays scandinaves ou en Italie. D'une morphologie plus affinée, ils sont capables, eux, de faire la différence sur leur pointe de vitesse.

Contrairement à la plupart des années précédentes, les visiteurs - les chevaux étrangers - sur le papier, auront un avantage très net. Ils sont nombreux au départ, près de la moitié des dix-huit partants. Ils viennent de gagner successivement toutes les épreuves préparatoires à cette finale. Dans le Prix de Belgique, il y a quinze jours, sur la même distance, ils ont réussi un tir groupé étonnant, prenant les quatre premières places, avec Huxtable Hornline, His Majesty, Pride Farming et Activity.

Côté français, on comptera sur le vainqueur de l'an dernier, Cocktail Jet, d'origine franco-américaine. Selon certains observateurs, très sollicité comme beaucoup de ses compagnons de casaque de la célèbre écurie de Daniel Wildenstein, il est passé de forme. Si cette hypothèse se vérifie, les très chauvins défenseurs de l'honneur national auront toutefois un autre fer au feu, avec Abo Volo, né dans le berceau

du trot, en Normandie. Ce cheval appartient à Albert Viel, descendant d'une famille qui règne sur cette spécialité hippique depuis des décennies, presque chaque année tête de liste des propriétaires. Ardent protectionniste, il plaide pour l'autonomie de la race française, mais ses élèves n'ont jamais encore gagné le Prix d'Amérique.

AU PIED LEVÉ

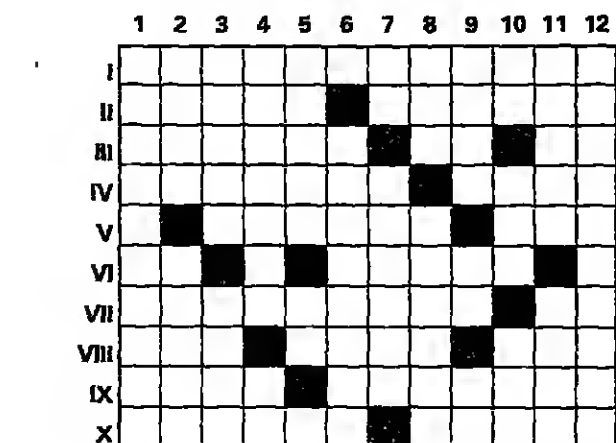
Pour tenter de vaincre le signe indien et dérogeant aux principes selon lesquels on doit mener soi-même les chevaux qu'on entraîne, Albert Viel a fait appel non pas à son fils Paul, mais à un jockey belge, Jos Verbeeck. Surnommé par les touristes « le cascadeur », en raison de sa habileté à piloter des chevaux différents au pied levé, ce dernier saute d'un sulky à l'autre à travers l'Europe. Les parieurs le touchent les yeux fermés ou presque. Ils apprécient sa tactique, toute de panache, voire de témérité. Sachant parfaitement doser les efforts de ses chevaux, il aime la course en tête, use ses adversaires puis se présente avec de l'avance dans la ligne droite.

La plupart du temps, ce jockey n'est pas rejoint avant le poteau d'arrivée. Il pratiquera très certainement de la sorte avec Abo Volo, afin de se mettre hors d'atteinte, en temps voulu, de ses redoutables adversaires suédois, qui, eux, essaieront de venir de loin terminer en trombe.

Guy de la Brosse

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97005



HORIZONTALEMENT

I. Vient d'entrer sous une coupole qui le rend immortel. - II. Protège le chef basque. Département bourguignon. - III. Laisse de la place à l'interprétation. Possessif. Négation retournée. - IV. Peut attraper le soleil et le maîtriser. Revêtement de sol. - V. Grande blouse de notre enfance. A la voile ou en ramant, il n'est jamais facile de le passer. - VI. Lancé en piste. Résultat d'une fuite d'huile. - VII. Trouble-fête ou baguette magique. Directement avec tout. - VIII. Particule électrisée. Comme un poisson fumé. Vérifie des opérations. - IX. On lui doit une

Marseillaise en relief. Passée à la loupe. - X. Mode de cuisson. Chefs religieux.

VERTICALEMENT

1. Pour faire ses premiers pas en lecture. - 2. Passe à Saint-Petersbourg. Son réseau va de bouche en bouche. - 3. On n'a pas envie d'être dedans quand ils sont beaux. Ce n'est pas convenable. - 4. Quand il n'y a plus le choix. Dans les rêves. - 5. Alimente le marais. La carte qui ramasse. - 6. Laisser traîner son nez comme un rongeur. - 7. Le temps d'une révolution. Nous mène en bateau. - 8. Y être cloué, c'est aller

très mal. Sorti tout droit de chez Alfred. - 9. Valait le quart d'une peseta, mais vaut beaucoup plus à Madrid. Patrie d'Abraham. Le samaritain. - 10. La moitié d'un aveu. Laisse de glace à Londres. Le gardien des chaînes. - 11. Evacua. Les autres pour Israël. - 12. Ont beaucoup de mal à supporter les autres.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97004

HORIZONTALEMENT

I. Législatives. - II. Ilote. Ténéré. - III. Mabilon. Non. - IV. Ogino. Ma. Ide. - V. Na. Enseignes. - VI. Agir. Oslo. St. - VII. Dédain. Lue. - VIII. Et. Niellée. - IX. Ebarbé. Eues. - X. Ralentissent.

VERTICALEMENT

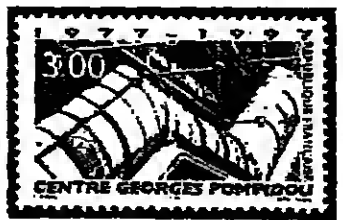
1. Limonadier. - 2. Elagage. BA. - 3. Gobi. Idéal. - 4. Itinéraire. - 5. Selon. BN. - 6. Sonnet. - 7. Atomes. - 8. Ténariffes. - 9. In. Goulus. - 10. Venin. Elée. - 11. Erodés. ESN. - 12. Senestre.



PHILATÉLIE

Le Centre Georges-Pompidou

VINGT ANS après un premier timbre, émis pour son inauguration, La Poste mettra en vente générale, lundi 3 février, un timbre à 3 F consacré au Centre Georges-Pompidou. Pour la quatrième fois, le nom de Georges Pompidou (1911-1974) apparaît sur un timbre



français (mentions précédentes : 1974, 1977, 1994).

Le Centre Georges-Pompidou est composé de deux départements : le Musée national d'art contemporain et le département du développement culturel - auxquels sont

associés la Bibliothèque publique d'information (BPI) et l'Institut de recherche et de coordination acoustique-musique (Ircam) fondé en 1978 par Pierre Boulez. Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné et mis en page par Jean-Paul Cousin, gravé par Jacky Larivière, est imprimé en taille douce en feuilles de cinquante.

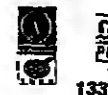
P. J.

★ Vente anticipée les vendredis 31 janvier, samedi 1^{er} et dimanche 2 février au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Centre Georges-Pompidou, hall du rez-de-chaussée, espace « accueil des groupes » (accès par le Forum, rue Saint-Martin). Le dessinateur du timbre, Jean-Paul Cousin, sera sur place le samedi de 10 heures à 12 heures pour une séance de dédicaces.

Le timbre est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans accord de l'administration. ISSN 0096-0037. Communication parfax des journaux et publications n° 97 437.



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gursbourg
94852 Ivry cedex



Président-directeur général : Dominique Lévy
Directeur général : Gérard Mourou

PRINTED IN FRANCE

133, avenue des Champs-Élysées
75409 Paris cedex 08
Tél : 01 44 49 75 00 Fax : 01 44 43 77 30

retraité des échecs vingt-deux ans

Le russe entend reprendre ses études

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

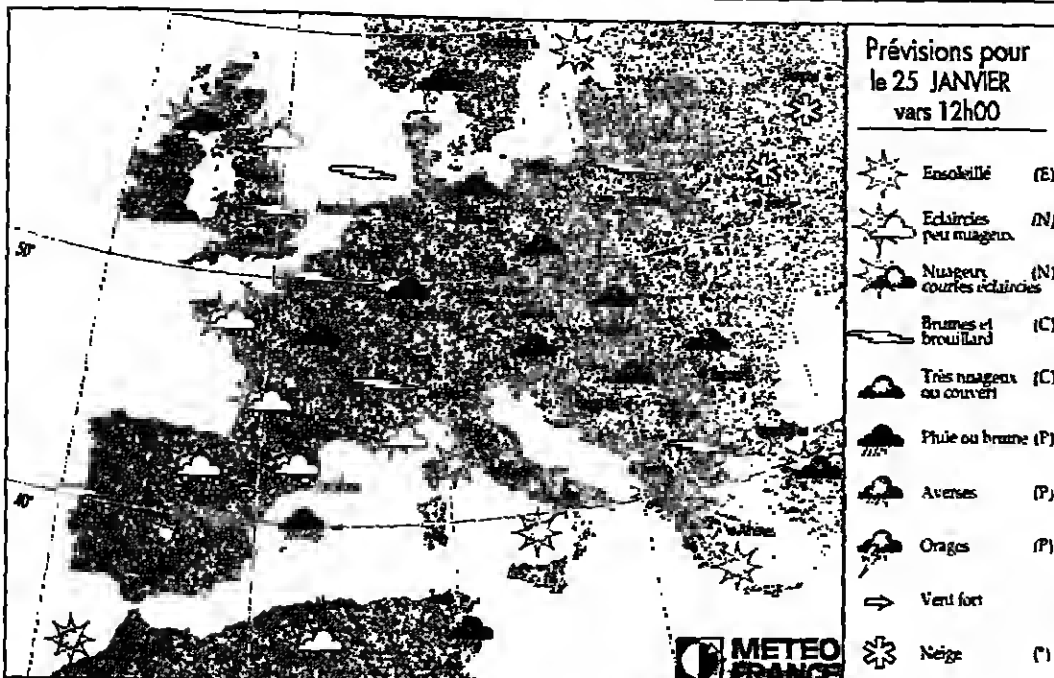
Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

Le champion du monde d'échecs, le russe Garry Kasparov, a annoncé qu'il reprendrait ses études à l'université de Moscou.

AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 25 JANVIER 1997 / 23



Prévisions pour
le 25 JANVIER
vars 12h00

- Ensoleillé (E)
- Éclaircies (N)
- Nuageux (N)
- Brumes et brouillard (C)
- Très nuageux ou couvert (C)
- Pluie ou bruine (P)
- Averses (P)
- Orages (P)
- Vent fort (P)
- Neige (C)

LE 25 JANVIER	TEMPÉRATURES	MINIMA/MAXIMA
FRANCE métropolitaine		
AJACCIO	N/6/17	
BIARRITZ	N/9/15	
BORDEAUX	N/7/15	
BOURGES	C/4/11	
BREST	N/4/8	
CAEN	N/5/9	
CHERBOURG	N/3/8	
CLERMONT-F	N/4/11	
DIJON	N/2/7	
GRENOBLE	N/1/8	
LILLE	N/0/8	
LIMOGES	N/5/13	
LYON	N/2/9	
MARSEILLE	N/7/16	
NANCY	C/1/8	
NANTES	N/4/11	
NICE	N/7/14	
PARIS	C/5/10	
PAU	N/4/13	
PERPIGNAN	N/8/14	
RENNES	N/3/9	
ST-ETIENNE	N/3/10	
STRASBOURG	C/1/8	
TOULOUSE	N/7/13	
TOURS	C/4/11	
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	P/24/26	
FORT-DE-FR.	E/26/27	
NOUMEA	P/25/26	
PAPEETE	E/27/28	
POINTE-A-PIT.	P/25/26	
ST-DENIS-REU.	P/25/26	
EUROPE		
AMSTERDAM	C/1/4	
ATHENES	E/10/13	
BARCELONE	P/10/12	
BELFAST	N/5/9	
BELGRADE	C/4/2	
BERLIN	C/5/0	
BERNE	C/1/3	
BRUXELLES	C/1/1	
BUCAREST	C/4/0	
COLOGNE	C/6/0	
COPENHAGUE	N/3/1	
OSLO	C/6/9	
FRANCFORT	C/2/2	
GENEVE	C/2/4	
HELSINKI	N/6/3	
ISTANBUL	N/3/7	
KIEV	*-7/-1	
LISBONNE	C/4/12	
LIVERPOOL	N/0/4	
LONDRES	C/2/1	
LUXEMBOURG	N/0/2	
MADRID	N/2/8	
MILAN	N/1/8	
MOSCOU	*-10/-2	
MUNICH	C/3/4	
NAPLES	E/5/10	
PARIS	N/1/1-9	
PALMA DE M.	C/13/14	
PRAGUE	C/4/2	
ROME	E/7/12	
SEVILLE	E/2/14	
SOFIA	C/3/2	
ST-PETERS.	N/7/1-6	
STOCKHOLM	E/5/1-4	
TENERIFE	C/17/18	
VARSOVIE	C/7/1-2	
VENISE	E/2/7	
VIENNE	C/5/3	
AMERIQUE		
BRASILIA	P/20/26	
BUENOS AIRES	E/21/29	
CARACAS	E/21/26	
CHICAGO	*-10/-2	
LIMA	P/15/19	
LOS ANGELES	C/9/13	
MEXICO	E/8/18	
MONTREAL	*-6/1	
SAN FRANC.	P/10/14	
SANTIAGO	E/13/21	
AFRIQUE		
ALGER	N/10/12	
DAKAR	E/20/26	
KINSHASA	N/20/27	
LE CAIRE	C/7/18	
MARRAKECH	E/8/13	
NAIROBI	P/17/25	
PRETORIA	P/17/25	
RABAT	E/8/13	
TUNIS	P/12/14	
ASIE-OCEANIE		
BANGKOK	E/14/28	
BOMBAY	E/17/26	
OSAKA	P/26/28	
OSAKA	P/14/18	
HANOI	N/8/15	
HONGKONG	E/7/15	
JERUSALEM	E/11/15	
NEW DELHI	E/3/16	
PEKIN	E/20/-6	
SEOUL	E/11/-3	
SINGAPOUR	P/25/28	
SYDNEY	P/19/21	
TOKYO	E/0/4	

C: ciel couvert
E: ensoleillé
N: nuageux
P: pluie
*: neige

Plus de soleil

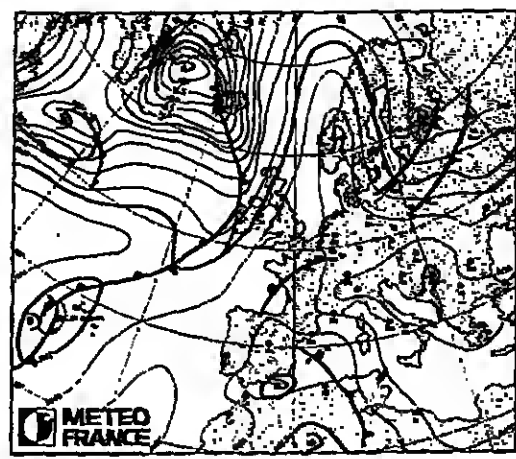
UN ANTICYCLONE puissant vient d'installer durablement sur le nord de l'Europe. Il protégera la France de toute perturbation nuageuse importante et asséchera progressivement la masse d'air. Samedi, l'amélioration sera sensible dans le sud du pays, elle aura plus de mal à s'installer au nord. Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. La journée débutera le plus souvent sous la grisaille. Le soleil réussira parfois à percer la couche nuageuse l'après-midi, mais une certaine grisaille dominera. Les températures restent douces, partant de 2 à 6 degrés le matin, elles atteindront 8 à 11 au meilleur de la journée. Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Les brouillards et nuages bas du matin laisseront place à un ciel un peu plus clément l'après-midi. Des éclaircies se développeront de la Picardie au Nord, elles seront plus discrètes ailleurs. Les températures fléchiront, il fera de 1 à 5 degrés le matin, 6 à 9 l'après-midi. Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. On notera une lente amélioration au fil de la journée. Les nuages, très nombreux le matin, s'effaceront

très lentement pour laisser place à de timides éclaircies. Les thermomètres afficheront -1 degré à 5 degrés le matin, 5 à 10 degrés l'après-midi. Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le soleil chassera rapidement les bancs de brouillard présents le matin. Il dominera largement l'après-midi en plaine, mais pas toujours sur les Pyrénées. La douceur persistera avec 5 à 10 degrés le matin, 9 à 15 l'après-midi. Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. La journée s'annonce généralement agréable malgré un soleil parfois légèrement voilé. Les températures s'échelonneront de 3 à 6 degrés en début de journée, elles atteindront 7 à 12 au meilleur de l'après-midi. Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Les conditions printanières s'imposent de la Corse au Languedoc. La douceur sera bien agréable avec 8 à 12 degrés le matin et jusqu'à 13 à 15 degrés l'après-midi. Un vent de nord-est modéré continuera à souffler entre la Corse et le continent. Plus à l'est, les nuages et les pluies domineront encore sur le Roussillon une grande partie de la journée.

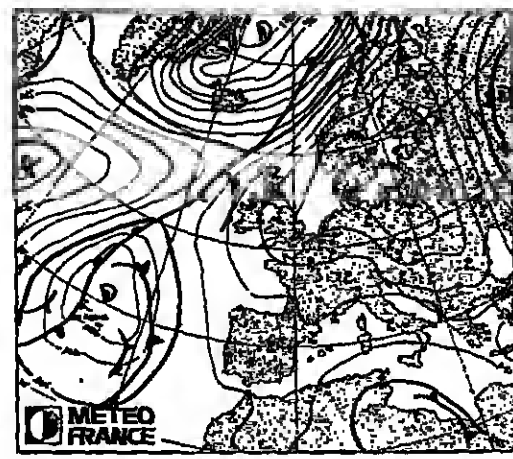
CARNET DU VOYAGEUR

■ **RUSSIE.** Un recul général des conditions de sécurité a été observé en 1996 par le service fédéral de l'aviation russe, cité par l'agence Interfax. Le nombre d'accidents sur les vols non réguliers passagers et les vols cargo a progressé, 65 % des accidents étant imputables à l'erreur humaine et 11 % à des défaillances techniques. Les principaux textes qui devraient réguler le transport aérien ne sont pas encore entrés en vigueur, et la sécurité est supervisée à la fois par le service fédéral de l'aviation, le ministère des transports et, au niveau de la Communauté des Etats indépendants (CEI), par le comité inter-États de l'aviation. (AFP)

■ **EUROTUNNEL.** La direction d'Eurotunnel envisage, en mars, une reprise du trafic des poids lourds dans le tunnel sous la Manche, interrompu à la suite de l'incendie survenu le 18 novembre 1996. Les trains de fret circulent normalement, les convois de voyageurs à 90 % de la capacité totale jusqu'à la mi-mai, et le service du Shuttle, qui transporte les voitures particulières avec passagers à bord, est assuré pour moitié. (AFP)



Situation du 24 janvier



Prévisions pour le 26 janvier

TECHNOLOGIE DU QUOTIDIEN

Des ordinateurs portables sans souris

Des outils de reconnaissance verbale au « trackpoint » en passant par le « trackball » ou le « trackpad », chaque procédé de pointage offre des avantages et des inconvénients

« SELECT ALL. Twelve. » Sur l'écran de votre ordinateur portable, tout le texte a été sélectionné avant de passer en corps 12. Et pourtant vous n'avez touché à rien. Vous avez juste parlé. Grâce à la puissance croissante des microprocesseurs, des outils de reconnaissance vocale équipent déjà les versions anglo-saxonnes de certains ordinateurs Apple. La version française est en cours de mise au point. Mais déjà bien des commentaires relatifs à l'intérêt de cette évolution. Au premier rang des critiques, l'aspect de l'anglais ressemble plus à du Mollière qu'à du Shakespeare, le résultat - s'il y en a un - ne manquera pas d'être folklorique.

LA MAIN POUR OUTIL

De plus, que se passe-t-il dans un avion, lieu typique d'utilisation du portable, si l'homme de l'air, en passant, à la malheure de prononcer le mot « détruire » ? Ou si votre voisin est lui aussi équipé d'un portable du même genre que le vôtre ? De toute façon, comme le reconnaît Patrick David, chef de produits portables chez Apple, « la notion de parler à un ordinateur pour lui donner des ordres n'est pas encore entrée dans les mœurs. Nous sommes encore mal à l'aise à l'idée de le faire ». Quand bien même l'homme évolué surmonterait cette gêne, il lui faudrait, pour pointer précisément un endroit de son fichier, un instrument fiable, rapide et surtout manuel.

Depuis l'apparition sur Terre de l'espèce Homo, on n'a rien inventé de mieux que la main comme outil, si ce n'est son prolongement naturel, la souris de l'ordinateur. Mais qui dit portable dit légèreté, encombrement minimal. Et la souris classique, même si elle peut se brancher sur tous les portables du marché, n'a pas la place de s'intégrer dans des engins qui sont au PC ce que le yorkshire est au berger allemand.

■ Confrontés au pari de la miniaturisation, les constructeurs ont commencé par adopter la solution la plus économique, qui ne demandait pas de recherche technolo-

gique poussée : ils ont retourné la souris, créant le trackball. Son élément mobile, la boule, émerge du clavier et vos doigts jouent le rôle de tapis de souris. En se déplaçant, la boule entraîne deux axes - représentant l'abscisse et l'ordonnée - au bout desquels des roues percées de trous ressemblant à des barils de coit tournent en fonction du mouvement du trackball. D'un côté de ces roues, des diodes lumineuses. De l'autre, une cellule photoélectrique. En tournant, les barils laissent passer le faisceau lumineux ou le stoppent. Un processeur analyse le résultat obtenu et transmet le signal au curseur.

Principal inconvénient de ce système, avait tendance à accumuler poussière et autres impuretés dans le mécanisme. En 1995, Compaq a amélioré le procédé en en retirant axes et barils. La boule, protégée par un vernis, est couverte de points invisibles qui sont éclairés à l'infrarouge. Des capteurs électroniques détectent les mouvements de ces points et un processeur les traduit à l'écran.

Hewlett Packard a lui aussi choisi, sur sa gamme des Omnibook 800, de se rapprocher le plus possible de la souris standard. Sa souris miniature et plate, encastrée dans l'appareil, s'en détece lorsqu'on appuie sur un bouton, mais reste en quelque sorte « en l'air », grâce à une languette semi-rigide qui la relie au portable. Mais Hewlett Packard, en la fixant à droite de son ordinateur, semble avoir oublié les gauchers.

■ Les autres constructeurs se sont affranchis de la souris. IBM, suivi par le numéro mondial du secteur, Compaq, a choisi la voie de la miniaturisation extrême avec le trackpoint. Ce petit bouton rond intégré à l'intérieur même du clavier, généralement entre les lettres B, H et G, fonctionne selon le même principe que les joysticks (manettes de jeux vidéo). Il repose sur quatre capteurs (haut, bas, droite et gauche) qui repèrent les directions des pressions exercées sur le trackpoint.

■ Dernier système de pointage

présent sur le marché, au nom tout aussi barbare que ceux de ses congénères, le trackpad. Cette dernière tactile située sous le clavier des portables Apple est une surface lisse sous laquelle se trouve un champ électrique généré par une grille de conducteurs. Une simple pression du doigt modifie le champ électrique, ce qu'un microprocesseur traduit immédiatement à l'écran.

CLIC ET DOUBLE CLIC

Depuis un an, un mécanisme détecte une frappe et un double clic, qui deviennent clic et double clic, alors que les promoteurs des trackballs et trackpoints ont dû dédier des touches à cet usage.

D'un fonctionnement simple, le trackpad a néanmoins nécessité

une assez longue période de mise au point car ses premiers représentants manquaient de fiabilité : l'humidité déposée par un utilisateur aux doigts moites avait des effets désastreux sur le comportement du curseur qui partait se promener dans tous les coins de l'écran. Problème résolu aujourd'hui, mais le trackpad, malgré son côté naturel, n'est pas parvenu à faire l'unanimité sur son nom. La firme américaine Compaq a mené, dans ses laboratoires de Houston (Texas), des études de comportement sur des cobayes, pour voir comment un utilisateur lambda abordait chaque type de matériel. Résultat des tests : il n'y a pas de système universel. Du coup, la gamme Compaq offre tous les dispositifs.

P. B.

GASTRONOMIE

Des aides pour les « jeunes talents » de la cuisine française

AU COURS d'un déjeuner

MUSIQUE La chanteuse italienne Giovanna Marini est de retour en France pour une tournée de trente concerts. Elle interprète des chansons traditionnelles et ses propres

compositions avec son quatuor vocal féminin. Mélangeant musiques savantes et répertoires populaires, Giovanna Marini est une artiste marquée par l'histoire de la

gauche italienne. ● **PIER PAOLO PASOLINI**, le cinéaste et poète assassiné en 1975, lui avait fait connaître la chanson populaire alors qu'elle était une musicienne issue de l'uni-

vers classique. Elle lui rend hommage dans *Départs*, une cantate où se mêlent airs anciens, récits sur Pasolini et mise en musique de ses poèmes. ● **A ROME**, Giovanna

Marini donne un cours de chants « de travail et de lutte » à l'école de musique de Testaccio, qu'elle a contribué à fonder en 1974 dans un quartier populaire.

Le libre évangile de Giovanna Marini

Entourée de trois voix, la chanteuse rend hommage à l'auteur de « Théorème » au Théâtre des Abbesses à Paris, puis en tournée. Son répertoire mêle chansons villageoises et créations contemporaines. Son parcours épouse l'histoire de la gauche italienne

ROME
de notre envoyée spéciale
Sans doute n'y a-t-il que des Italiennes pour respirer une telle liberté, pour insuffler un tel amour de la vie. Giovanna Marini aime plaisanter, composer de la mu-

PORTRAIT
L'ancienne élève de Segovia poursuit ses expériences musicales

sique, regarder les matches de football avec la fougue des tifosi, parler politique, raconter des histoires. Fille de musiciens classiques, sortie du Conservatoire de Rome, elle chante pour les grèves en usine et les occupations de terres, puis pour les mères de Grozny et Bihac. Un temps militante du Parti communiste italien, elle ne renie pas sa foi catholique. Féministe, jamais elle n'est partie en tournée sans ses enfants, quand ils étaient petits, qu'elle a quittés à l'école buissonnière. Elle chante les textes naïfs d'un catholicisme populaire, mais elle compose aussi une ode à Ulrike Meinhof, la combattante allemande de la Fraction armée rouge, morte en prison en 1976. « J'avais passé une soirée

avec elle. C'était une femme intelligente, cultivée, qui semblait agressive parce qu'elle savait qu'elle avait des droits. »

Depuis sa première rencontre avec lui, Giovanna Marini admire Pier Paolo Pasolini, le cinéaste et poète, dont elle met en musique des écrits. Elle apprécie aussi ces vieilles femmes qui chantent des Passions déchirantes dans les églises de village, debout, dignes, après avoir échangé des plaisanteries crues pendant les répétitions. Elle respecte Peppino Marotto, berger sarde d'Orgosolo, un communiste qui entonne de mémoire tout le répertoire de la Semaine sainte et celui des chants révolutionnaires. Musicienne avant tout, elle pense qu'« un sala de Charlie Parker est plus révolutionnaire que Bandiera rossa » (l'hymne communiste italien). En musique comme en politique, elle se joue des étiquettes.

« A PLEINS POUMONS »

« Mon père et ma mère étaient des musiciens classiques. Dans notre appartement de Rome, à table, nous portions constamment de technique musicale. J'ai fait le conservatoire en guitare, puis j'ai été élève de Segovia et j'ai intégré un ensemble de musique oncenne, les *Solisti di Ramo*, à la fin des années 50 », se souvient Giovanna Marini. Sa vie bascule quand Pasolini lui fait découvrir la richesse des répertoires populaires italiens.

Sur ses conseils, elle rejoint l'Istituto Ernesto De Martino à Milan, centre de recherche ethnomusicologique. La collecte de chants paysans et ouvriers s'y déroule selon les règles savantes mais dans une ambiance militante. « A cette période, des intellectuels comme l'écrivain Italo Calvino ou l'éditeur Feltrinelli, sur les traces de Cesare

DESIN MARC TARASOFF



Pavese, s'intéressaient aux travaux et aux cultures populaires », se souvient-elle. Dans cette effervescence milanaise du début des années 60, Giovanna Marini reçoit son éducation politique : « Avant, je ne savais même pas qu'il y avait eu les partisans, la résistance antifasciste ! », Giovanna Daffini, grande voix du Nuovo canzoniero italiano, lui enseigne le chant et l'intègre dans cet ensemble de musique populaire.

Après la guitare classique, le chant et la collecte auprès d'artistes anonymes du nord au sud de l'Italie, Giovanna Marini poursuit

ses expériences musicales. Elle compose des cantates profanes et d'autres œuvres de musique vocale contemporaine que le public français découvre dans les années 80 au Festival d'Avignon, au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis ou aux Bouffes du Nord. En 1996, elle a mis en musique le livret d'un opéra en dialecte frioulan écrit par Pasolini, *I Turci tal Frioul*, pour l'Opéra de Trieste. Ces compositions sont interprétées notamment par le quatuor féminin A Cappella qu'elle a fondé. « Quand j'ai commencé mes cours de chant à l'école du Testaccio

(lire ci-dessous), il y avait peu d'élèves hommes. J'ai donc chanté avec des femmes. A présent, je recherche des couleurs de voix très différentes, mais à l'intérieur d'une même tessiture. J'ai la passion des sons ouïes, précis comme un laser. C'est pourquoi je continue de chanter avec des femmes, d'autant que dans ce pays nous ne manquons pas d'excellentes chanteuses. »

La plupart des airs populaires italiens se chantent à tue-tête, en privilégiant les résonateurs des pommettes et du nez. « Cela répond à une fonction rituelle. Dans

une culture de pauvre, on n'a pas de maison ni de bien à exhiber. Donc pour montrer sa présence, son corps bien vivant, on chante à pleins poumons », explique Giovanna Marini. Elle a appris ce style, mais « c'était une imitation qui [lui] faisait forcer la voix de l'avant du visage ». Aidée par Patrizia Nazini, soprano de son quatuor, elle retravaille le placement de la voix. « J'ai compris que la technique de base est la même pour la musique classique, contemporaine et populaire. »

LE RITUEL ET SA FONCTION

Aujourd'hui, Giovanna Marini, le regard malicieux sous une chevelure courte argentée, vit à Rome, non loin de ses enfants, devenus musiciens professionnels. Elle entretient des liens privilégiés avec la France. A l'université Paris-VIII-Saint-Denis, où elle est professeur associée à mi-temps, elle donne un cours d'ethnomusicologie appliquée. C'est en France, où ses disques sont diffusés par Silex-Aurvidis, que vient d'être publié un recueil de ses partitions, *Modi di tradizione orale*, chez IMD International (distribué par Arpeggios).

Outre ses activités de compositrice, d'enseignante et de chanteuse, elle retourne souvent au sud de l'Italie, vers la Calabre, la Sicile et la Sardaigne. « J'aime cette culture de gens qui lo vivent, différente de la culture des livres. » Là, la musique a gardé tout son sens : « On ne se contente pas d'étudier des notes. On apprend aussi le lien entre le rituel, une berceuse, par exemple, et sa fonction : un bébé à endormir. Quand le lien se perd, quand il reste la berceuse mais non le bébé, alors la folie, le délire triomphent. »

Catherine Bédarida

La bouse, l'Eglise et le Parti communiste

De ses voyages dans le sud de l'Italie, Giovanna Marini a rapporté mille récits, comme celui-ci : « Dans les années 50, à chaque nuitonne, les villageois faisaient entrer deux bœufs bien préparés dans l'église, face à la statue du saint patron du lieu. Encens, chants, prière du curé : l'affaire était sérieuse. Il s'agissait de faire une belle bouse, dont l'observation permettrait aux paysans de prévoir la récolte. Mais le pape Pie XII n'aimait guère cette histoire. Il excommunia les bœufs de l'église, au grand désespoir du village. L'année suivante, quelqu'un fit remarquer qu'à côté de l'église il y avait le siège du Parti communiste. Et pourquoi ne pas s'en servir ? C'est ainsi que deux bœufs bien préparés y sont entrés, suivis de l'encens, des chants et du curé, et qu'ils ont fait leurs belles bouses sous le portrait de Staline. »

DÉPARTS, par Giovanna Marini et son Quatuor vocal.
THÉÂTRE DES ABBESSES, Paris-18^e, jusqu'au 1^{er} février.
En février, Lannion le 4, Sartrouville le 5, Dieppe le 6, Albi le 7. En mars, Chevilly-Larue le 8, Nîmes le 11, Marseille le 12. Tournée française jusqu'à fin mai.

Cantate à quatre voix pour Pier Paolo Pasolini

La nouvelle cantate de Giovanna Marini, *Départs*, est dédiée à Pier Paolo Pasolini. Vingt ans après son assassinat, le 2 novembre 1975, la chanteuse a estimé que le poète et cinéaste n'était pas « reconnu à sa juste valeur ». En souvenir de leur amitié, elle a créé ce spectacle, où elle mêle des poèmes de Pasolini qu'elle a mis en musique, des chansons populaires que le cinéaste appréciait et des récits burlesques de leurs rencontres. La première, racontée-elle sur scène, remonte à 1958, quand elle jouait de la guitare avec son ensemble de musique ancienne « dans les fêtes de la Rome intelligente ». Un soir, tandis qu'elle interprétait du Bach, elle sentit le regard d'« un jeune homme au magnifique sourire ». Flattée, elle continue de jouer, jusqu'à ce qu'il la prie de chanter. « J'ai pensé : voilà bien ces intellectuels qui finissent toujours par vous demander de chanter O sole mio. »

Mais Pasolini - c'était lui - venait de publier un recueil de chants populaires (*Canzoniero italiano*) et lui chantait un air du Frioul, sa région d'origine, qu'il avait quittée depuis peu pour vivre à Rome chez le poète Attilio Bertolucci, père du cinéaste. « Il m'a parlé de culture orale, il m'a ouvert un monde ! » Et Giovanna Marini de se décarier en ode blanche, à peine sortie d'un lycée catholique pour jeunes filles « qui vous garantissait une ignorance totale. Et rare, parce qu'elle ne vous donnait même pas de sentiment d'infériorité. »

Dix ans plus tard, en 1968, ils sont à Venise pour « la Biennale » de cinéma qui a lieu tous les ans. « Pasolini savourait une situation paradoxale. Son film *Théorème* faisait partie de la sélection officielle. En même temps, il était aux côtés des cinéastes contestataires qui critiquaient cette compétition. » Après que la police les a délogés - avec tout le respect dû à ces grands maîtres du cinéma - la chanteuse se promène dans Venise avec Pasolini

et quelques artistes. « La nuit était si belle, toute de silence et de paix... Je pensais en le regardant que quel qu'un comme lui ne devrait jamais mourir. »

Sur scène, Giovanna Marini raconte bien d'autres histoires, sans lien apparent avec le cinéaste. Pourtant, cette réalité magique qu'elle décrit si bien, ces matrones de village qui se transforment en prophètes révévés, ces miracles païens

et catholiques à la fois, cette intimité entre le burlesque et le sacré, tous ces récits puisés au sud de l'Italie évoquent mille images de Pasolini, de *Uccellacci e uccellini* à *L'Evangile selon Matthieu* et son goût pour la « fêlée sous-prolétarienne, le bric-à-brac du tiers-monde », selon la formule de l'écrivain Dominique Noguez.

Au fil du concert, elle les livre en français, s'accompagnant à la gui-

tare, mais repose l'instrument pour chanter la quinzaine d'airs de cette cantate à quatre voix.

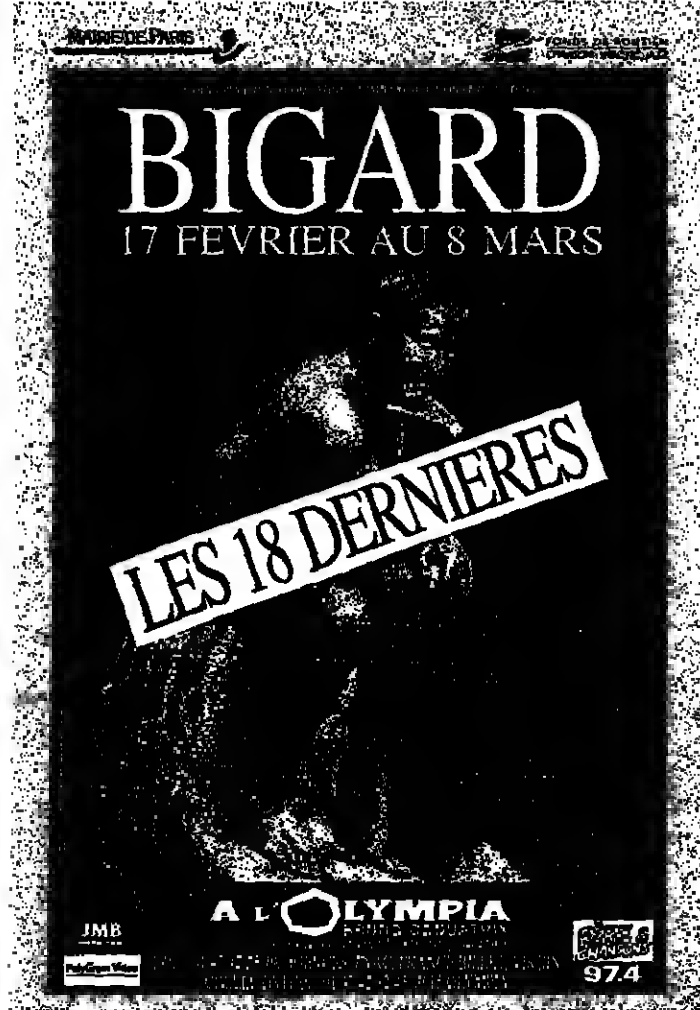
A cappella, sans micro, les quatre chanteuses emplissent la jolie salle du Théâtre des Abbesses de leur galeté énergique. Les voix sont belles, le plaisir de chanter ensemble est manifeste. Giovanna Marini s'est entourée de trois artistes formées à l'école lyrique. Patrizia Nazini, avec elle depuis 1981, est aussi soliste dans des œuvres du répertoire contemporain. Patrizia Bovi, spécialisée en musique ancienne, a chanté à la Cité de la Musique de Paris avec Marcel Pérès. Elle fait partie du groupe Micrologus, dont le répertoire médiéval est enregistré chez Opus 111. Francesca Breschi est spécialisée dans le chant populaire.

Chansons villageoises, airs de la Passion, compositions de Giovanna Marini sur des poèmes écrits en dialecte frioulan par Pasolini : le quatuor vocal se promène magnifiquement entre musiques archaïques et créations contemporaines. « Je suis noir d'amour, ni enfant ni résigné, tout entier comme une fleur, je désire sans désirer », écrit Pier Paolo jeune. Plus tard, il livre ses sombres prémonitions : « Dans une ville, le long d'une avenue de tilleuls, au printemps, quand les feuilles changent de couleur, je tomberai mort. »

A la fin du concert, les quatre femmes, debout, toutes de satin et velours noir vêtues, interprètent le poignant *Lamento sur la mort de Pasolini*, écrit par la compositrice. Pleureuses modernes, elles créent une émotion douloureuse et bien-faisante à la fois. Puis reviennent avec un air de fanfare : « Et vive l'algèbre... » C'est leur manière de faire mentir les propos angossés de Pasolini peu avant sa mort : « Le nivellement culturel que le fascisme n'avait pas atteint en vingt ans, la civilisation du bien-être l'a obtenu en quelques années seulement. »

C. Ba.

C. Ba.



Cecil Beaton, l'aisance, le dandysme et l'excentricité

L'hôtel de Sully, à Paris, retrace, en 160 tirages originaux, le parcours du photographe britannique

CECIL BEATON, PORTRAITS D'UN ESTHÈTE, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris-4. M^e Saint-Paul ou Bastille. Tél.: 01-42-74-47-75. De 10 heures à 18 h 30, fermé lundi, jusqu'au 16 mars. De 15 F à 25 F.

Cecil Beaton a eu doublement de la chance. Naître riche, ce qui permet d'évacuer certaines préoccupations, et grandir dans l'Angleterre éduardienne, époque d'excentricité après l'ascèse peu réjouissante de l'ère victorienne. Ce garçon délicat et enjoué aurait pu devenir Bill Brandt, le photographe qui a formidablement saisi les fractures et les misères de la Grande-Bretagne d'avant-guerre. Il sera Sir Cecil Beaton, cernant le

cercle de ses préoccupations au portrait raffiné et à la mode féérique. Avec, pour fil conducteur, les cartes postales glamour que collectionnait sa maman, un premier souvenir émerveillant : « une femme dansant sur une table chez Maxim's » - et une conviction définie à dix-huit ans : « A mon arrivée à Cambridge, en 1922, je me déterminai pour la vocation d'esthète ». Esthète, Beaton (1904-1980) le sera toute sa vie. C'est du moins la leçon à tirer de l'exposition présentée à l'hôtel de Sully, qui retrace, en cent soixante tirages originaux d'époque, le parcours d'un personnage élevé au rang d'institution en son pays, photographe officiel du couronnement d'Elisabeth II en 1953, nommé *Companion of the British Empire* en 1957, anobli par la reine en 1972, et promoteur du *swinging London*. Cecil Beaton incarne une certaine idée de l'Angleterre, mais son œuvre, contrairement à ce qui est montré ici, va bien au-delà de la photographie, puisqu'il était aussi caricaturiste, dessinateur, créateur de costumes, écrivain, décorateur, promoteur de la photographie, acteur...

Quelles missions pour la Mission ?

L'exposition consacrée à Cecil Beaton est accueillie par la Mission du patrimoine photographique, institution du ministère de la culture créée pour protéger le riche patrimoine photographique français. Kertész, Ronis, Lartigue, René-Jacques, Kollar... autant d'auteurs dont elle gère des fonds de négatifs. Des expositions présentées récemment par la Mission à l'hôtel de Sully traduisent un tournant - consacrées au photographe américain Edward Weston, aux collections anglaises de la Royal Photographic Society, aux pyramides de Giseh, maintenant à Cecil Beaton, et en mars « La conquête des pôles ». Sans doute est-ce plus valorisant que de tenter un travail en profondeur sur le patrimoine de l'hexagone. Mais cette Mission ne possède pas les moyens de rivaliser avec un musée et d'atteindre l'excellence, il en résulte des expositions « moyennes » sur des sujets ambigus, avec même des dérapages préoccupants - par exemple en 1994, la présentation de Tabard, avec des tirages médiocres.

L'exposition met l'accent - réducteur - sur le dandy. En témoignent une dizaine de portraits le représentant, pris par Brandt, Blumenfeld ou Newton qui ouvrent l'accrochage et révèlent un éternel jeune homme, grand, mince, visage féminin, regard clair, front harmonieux, cheveux plaqués sur le côté, portant costume en tweed, cravate à pois, boutons de manchettes et montre carrée.

Ses photographies, accrochées chronologiquement, confirment que son monde était limité au portrait et à la mode, livrant, pendant cinquante ans, ses images au magazine *Vogue*. Les tirages sont splendides, les images séduisantes, mais au-delà d'une agréable plongée dans un monde disparu, l'accumulation d'artifices et de poses académiques finit par épuiser l'accrochage, sans hiérarchie ni rythme, n'arrangeant pas les choses. Le titre de l'exposition - « Portraits d'un esthète, de

Marlene Dietrich à Mick Jagger » - appâtera le public, mais il oblitère des composantes plus complexes : les obsédants rêves d'enfant, les codes de l'establishment, la nostalgie, la théâtralité, l'ambiguïté des sexes, l'autoportrait, et le goût pour le travestissement.

L'artiste est à son aise pour reconstituer des contes de fées extravagants, saisir des princes charmants endormis, usant de lumières étudiées, de maquillages expressionnistes et de décors peints

Autant de thèmes apparus dans ses premières images des années 20, sans doute les meilleures. Beaton n'est jamais aussi en forme que lorsqu'il est proche de ses modèles, usant de miroirs, masques, ombres, reflets : ses sœurs (Nancy et Babe), dont la ressemblance lui autorise nombre d'expérimentations remarquables sur le thème du double, sa mère pour le moins bienveillante, des camarades de collège.

Mais quel meilleur complice que lui-même ? Les autoportraits, peu mis en valeur, offrent les images les plus délicieusement ambiguës, portées par son visage et son corps malléables : eo uniforme scolaire, en femme du monde portant robe du soir, perles et bracelets, en King Canute se languissant dans une chaise longue, en dandy austère avec chiens en laisse, en George IV couronné... A ses dé-

buts toujours, Cecil Beaton mélange avec bonheur esthétique moderniste (images dépouillées centrées sur le double) et tradition britannique (exubérance et rendu vaporeux). L'artiste est à son aise pour reconstituer des contes de fées extravagants, saisir des princes charmants endormis, usant de lumières étudiées, de maquillages expressionnistes et de décors peints. Il décrivait ainsi l'afflux d'ornements : « Des salamandres en bois, d'énormes fleurs en papier du Mexique, des lanternes chinoises, napperons, popillates, chaises-manches, escarcelles, fautes de cuisine et étoiles de toutes formes, atterrisaient sur nos photos, défilantes, et même, n'ayons pas peur des mots, plutôt ridicules ».

Quant aux portraits de personnalités, là encore, les plus convaincants sont ceux qui jouent le jeu beatonien : Nancy Cunard, Edith Sitwell (en gisant aux mains jointes, entre deux anges), mais aussi Dali en escarpeur, Gertrude Stein et Alice B. Toklas, Christian Bérard, Cocteau et Jean Marais...

Cette connivence disparaît dans les années 60-70. « Je trouve les jeunes si différents, si beaux, si dynamiques. On dirait des créatures venues d'une autre planète », écrit Beaton dans son *Journal*, en 1974. Ces jeunes s'appellent Mick Jagger, Anthony Dowell, Barbara Streisand, Rudolf Nureyev, Albert Finney, Andy Warhol... L'affiche a de la tenue, mais le résultat est assez désastreux. Le formidable artisan ne sait plus comment photo-



Boy Le Bas, Cambridge, 1924.

graphier une époque qu'il ne comprend pas. Cherchant à être plus « réaliste », il devient trivial ou maniériste. L'homosexualité, traitée avec ambiguïté à ses débuts, devient ici lourdingue.

La guerre est venue détruire l'esthétique de Beaton, qui visait à nier le monde. Il l'a dit : « J'ai réussi à vivre ma vie dans une irréalité où tout était divertissement ». Après 1945, il est déboussolé, hésitant entre une mise en scène désuète et un « objectivisme » auquel il n'adhère pas vraiment. L'accrochage laisse une impres-

sion mitigée, mettant trop l'accent sur la dernière période. On a également l'impression que toutes les grandes images de Beaton, notamment des années 20-30, sont dans cette exposition réalisées à partir d'une seule collection.

Le commissaire, Philippe Garner, est le coauteur de Cecil Beaton (Schirmer/Mosel, 1994), un album plus stimulant que ce qui est montré ici et que l'on gardera comme le souvenir d'une œuvre au doux parfum d'une époque révolue.

Michel Guerrin

LES NOUVEAUX FILMS

TOUT DOIT DISPARAÎTRE

Film français de Philippe Muyl. Avec Didier Bourdon, Yolande Moreau, Elie Samuel, Ophélie Winter, José Garcia (1 h 35). Nous revivons dans le registre - fort encombré - de cet équivalent à l'écran de ce que représente le boulevard au théâtre, et qu'on nomme « comédie à la française ». Cette histoire de l'époux d'une riche virago qui engage un auteur de roman policier spécialisé dans le crime parfait pour libérer le chemin de sa couche à sa pulpeuse secrétaire, puis d'un renversement d'alliances multipliant les occasions d'attentats, le tout sous l'œil d'un privé au cheveu gras, fait figure de produit industriel usiné avec savoir-faire.

La machine scénaristique fonctionne, les répliques s'enchaînent, l'interprétation vise une efficacité qui doit tout au cliché et à la grimace de convention. Sans qu'il soit à aucun moment question de la moindre inventivité, ni d'une once d'humanité dévolue à des personnages réduits au pur statut de rouages, tout le monde fait consciencieusement son boulot. Sauf le réalisateur, affecté d'une coupable nonchalance, qui empêche l'exécution de cette recette traditionnelle de trouver le rythme qui devrait lui donner tout son sel.

Jean-Michel Prodon

LAYLA, MA RAISON

Film tunisien de Tahieb Louhichi. Avec Tarik Akan, Safy Boutella, Anca Nicola, Farma ben Saidane (1 h 30).

Layla, ma raison est tiré d'une légende qui fit l'objet d'un roman écrit par André Miquel. Amoureux fou de Layla, le jeune Qays, parce qu'il a eu l'imprudence de déclarer publiquement ses sentiments pour la jeune fille, se voit à tout jamais interdit de l'approcher par le père de celle-ci. Éloigné de sa bien-aimée, l'infortuné poète sombre peu à peu dans la folie. Layla sera mariée à un autre homme. Avec *Layla*, Tahieb Louhichi illustre sagement une histoire simple, bâtie sur quelques éléments fondamentaux du conte. Le portrait de l'amoureux fou de douleur hésite assez subtilement entre la description d'un état névrotique et la peinture d'une folie poétique. La présence du désert qui permet de transformer les personnages en petites figurines perdues dans un univers sans limites apparentes produit d'appréhensifs effets de stylisation. Jean-François Rauger

SARAKA BO

Film français de Denis Amar. Avec Richard Bohringer, Yvan Attal, Sotigui Kouyate, Alissa Malga, Thierry Ancisse, Anne Roussel (1 h 25).

Sale affaire, commissaire... Le commissaire Bohringer, qu'on devine naturellement nerveux, est sur les dents : dans un ghetto noir de Saint-Denis on assassine de jeunes Africains avec des blessures qui ressemblent à un rituel, le fils réquisitoire à la hussarde un spécialiste des cultures exotiques et des psychés tropicales, le grand vicillard noir semble envoûté, sa fille trop séduisante joue un jeu étrange, un yuppie blanc collectionneur de masques et de démodés de même origine traverse le paysage avec violence et désinvolture. Il y avait dans *Saraka Bo* l'occasion d'un thriller centré sur les rapports entre regard extérieur (de l'administration) et regard intérieur (de l'ethno-psychologue) envers une culture étrangère, sur les mécanismes des folies blanche et noire, sur l'existence en pleine banlieue parisienne d'îlots de population fonctionnant selon des règles « différentes ». Il n'y a rien de tout cela, tant le film se prend les pieds dans sa recherche de l'effet, insiste sur le folklore, contraint ses interprètes à un jeu absurde à force de vouloir afficher son « intensité ».

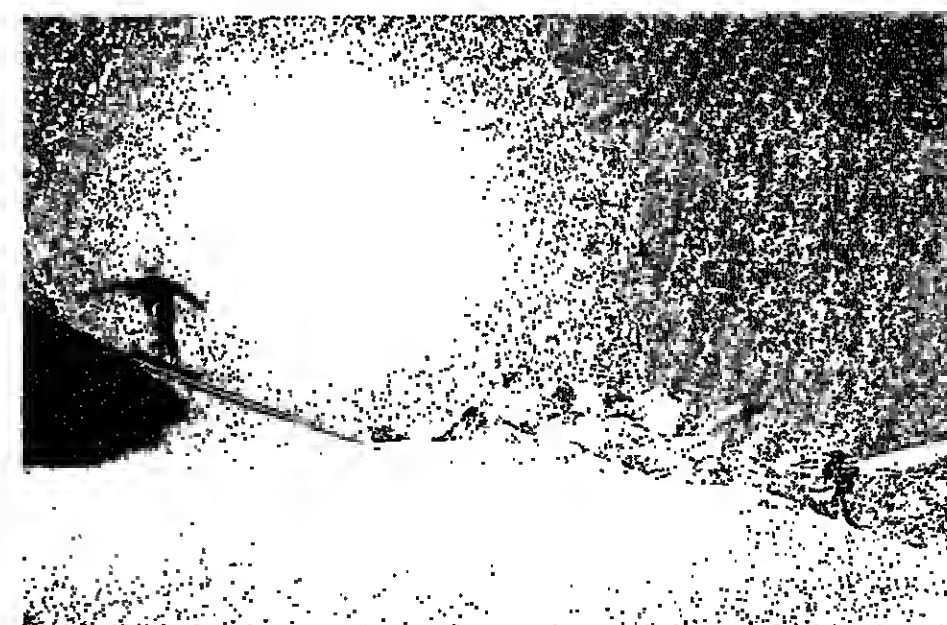
J.-M. F.

DÉPÊCHES

■ **BANDE DESSINÉE** : le prix René Goscinny, qui récompense un jeune scénariste ayant publié un album pendant l'année écoulée, a été décerné à Nicolas Dumoutheuil pour *Qui a tué l'idiot ?* publié par les éditions Casterman. Ce prix avait été créé en 1988 par Gilberte Goscinny, épouse de René Goscinny, « père » d'*Astérix* avec Albert Uderzo. Il devait être remis, vendredi 24 janvier, dans le cadre du Festival international de la BD d'Angoulême, en présence du ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy. *Qui a tué l'idiot ?* est aussi nommé pour deux des Alph'arts qui devaient aussi être décernés à Angoulême : celui du Meilleur album 1997 et celui du Coup de cœur.

■ **MUSIQUE** : la prise d'otages d'enfants de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) par Erick Schmitt, alias « Human Bomb », a inspiré un opéra dramatique suédois, dont la première aura lieu vendredi 24 janvier à Malmö. Mis en scène par Lars Rudolphson, *Vargen kammer* (Le Loup arrive) traitera de la relation qui s'est établie entre le preneur d'otages, l'institutrice et les enfants dans la classe. Erick Schmitt, qui réclamait 100 millions de francs sous peine de faire exploser des bâtons de dynamite qu'il portait contre lui, furent tués par une unité d'élite de la police le 15 mai 1993 et les otages libérés sains et saufs.

■ Le tribunal administratif de Marseille a annulé, mardi 21 janvier, « l'arrêté portant interdiction des rassemblements » pris le 13 mai 1996 par le maire RPR d'Avignon, Marie-Josée Roig. Un recours avait été déposé le 11 juillet par l'association Technopol, le magazine Coda et l'organisation Sin-Cus. Dans leur requête, les demandeurs estimaient que cet arrêté portait une atteinte grave aux libertés publiques, et notamment à la liberté d'expression. Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, leur avait apporté son soutien.



CET HIVER NOUS OFFRE CE QU'IL

A DE MEILLEUR

AU VALAIS, UNE NEIGE ABONDANTE.

A NOS AMIS FRANÇAIS, UN FRANC PLUS VIGOREUX. PROFITONS-EN ENSEMBLE!



VALAIS
SUISSE SCHWEIZ SWITZERLAND

VALAIS TOURISME
RUE PRÉ-FLEURI 6, CH-1951 SION. TÉLÉPHONE ++41 (0)27 322 31 61, FAX ++41 (0)27 323 15 72.
INTERNET: HTTP://WWW.VALAISTOURISM.CH HTTP://WWW.MATTERHORNSTATE.COM
E-MAIL: UVT@WALLIS.CH

CLASSIQUE

ANTON DVOŘAK

Concerto pour violoncelle et orchestre

ERNEST BLOCH

Schelomo pour violoncelle et orchestre

Anne Gastinel (violoncelle), Or-

chestre national de Lyon, Emma-

nuel Krivine (direction).

La jeune Anne Gastinel enre-

gistre son deuxième disque avec

Krivine et l'Orchestre de Lyon - le

premier étant consacré au Concerto

en la mineur de Camille Saint-

Saëns. Elle s'attaque cette fois-ci à

deux œuvres maintes et maintes

fois enregistrées par les plus

grands d'hier et d'aujourd'hui. Elle

n'a rien à craindre de cette concu-

rence. La perfection de son jeu,

l'élégance, l'intériorité, la netteté

d'articulation de ses phrases, sa

présence (à aucun moment, elle ne

décoince) et la parfaite entente

qui règne entre elle, Emmanuel

Krivine et l'Orchestre devraient

faire quelques ravages lors

d'écoutes à l'aveugle. *Al. La.*

* 1 CD Valois-Audiovis 4786.

GUSTAV MAHLER

Symphonie n° 5

Orchestre philharmonique de

Vienne, Pierre Boulez (direction) (1).

Orchestre symphonique d'Etat de

Russie, Evgeni Svetlanov (direc-

tion) (2).

Certains chefs se sont tellement

éprouvés dans le célèbre Adagio

to (la musique de Mort à Venise de

Visconti), que l'on sait gré à Pierre

Boulez d'interpréter cette sym-

phonie d'une façon qui n'a pas pé-

cassement emporté l'adhésion

des musiciens viennois si souvent

magnifiquement complaisants :

détailée, verticale plus qu'hor-

izontale, cette interprétation est

d'un anti-sentimental aussi éf-

ficient qu'excitant. Boulez prend

la contrepèdre de tout ce que l'on

connaissait dans cette œuvre.

Evgeni Svetlanov est plus

rapide encore que le chef français

dans les deuxième, quatrième

et dernier mouvements : une minute

de moins dans l'Adagio et dans

les deux autres, mais près de deux

minutes de plus dans le premier.

Anti-sentimental, Svetlanov l'est

aussi, mais malgré un orchestre

plus fragile (bleu que plus vir-

tueux), il emporte davantage

l'adhésion que Boulez. Svetlanov

dirige la Cinquième de Mahler

en tenant ses musiciens dans une

sorte d'hypnose assez proche de

celle dont usait Celibidache : il les

tient constamment sous pression,

en sorte que la puissance de sa

lecture unifie cette grande œuvre

qui traîne parfois la patte (Finale

un peu redondante) d'une façon

placable qui n'est pas ordinaire

et prend elle aussi le contrepèdre

de toutes les autres versions. Sur

un autre plan, Svetlanov dépasse

tous les autres chefs : par sa capacité

à manier la dynamique. Chez lui,

elle va réellement du silence au

fortissimo le plus puissant, sans

que la sonorité ne durcisse. *Al. La.*

* 1 CD Deutsche Grammophon

453 416-2 (1).

1 CD Salsou Russe RUS 288 134 (2).

YVONNE LEFEBURE

Bach : Prélude et fugue en la mineur et

Fantaisie et fugue en sol mineur trans-

crits de l'organe par Franz Liszt ; Pré-

ludes de chorale transcrits de l'organe

par Ferruccio Busoni - Beethoven : So-

nates op. 109 et 110 ; Variations Diabelli

II - Mozart : Concerto en ré mineur KV

466.

Orchestre philharmonique de Ber-

lin, Wilhelm Furtwängler (direction).

Née en 1898, morte en 1986,

Yvonne Lefebure était une femme

à l'intelligence supérieure, à la

culture encyclopédique, une

pianiste dont la petite main (juste

l'octave) se plaçait à un tempéra-

ment digne de celui de Martha

Argerich. Ce double album regroupe

des interprétations des années 50

captées en studio, et en public

pour un légendaire concerto de

Mozart dirigé par un Furtwängler

qui se laisse peu à peu mener par

le bout du nez par Lefebure.

Chaque note que jouait la pianiste

était investie d'une énergie, d'une

volonté qu'elle traduisait en une

sonorité parlante. Car cette femme

jouait comme elle parlait, vite et

intelligiblement, et jamais pour

rien dire. Si tout est admirable

dans ce double album, son inter-

prétation de la Sonate op. 109 est

d'une hauteur de vue, d'une spiri-

tualité bouleversante. Et l'on

comprend pourquoi ses élèves

venus du monde entier vénéraient

cette femme et la vénéraient tou-

jours. *Al. La.*

* Un album de 2 CD EMI

5 69473-2.

Le marché des programmes musicaux interactifs ne tient pas ses promesses

Présence discrète des CD-ROM et des CD-Plus au 31^e Midem à Cannes

CANNES

de notre envoyé spécial

Décidément, le monde de la musique enregistrée ne sait toujours pas sur quel pied danser en matière d'applications interactives. Industriels du disque et éditeurs multimédias ne sont ni au même diapason ni au même métronome. Si l'on compare cette 31^e édition du Midem (Marché international du disque et de l'édition musicale) à la précédente, bouillonnante de projets musicaux multimédias en tout genre, le contraste cette année est saisissant.

Certes, l'avenir des programmes interactifs, hors ligne, sur CD-ROM, ou accessibles sur Internet, est largement évoqué dans les conférences, mais leur présence concrète dans les allées du Palais des festivals est finalement limitée : quelques CD-Plus, version interactive du CD-audio, une poignée de CD-ROM, dont seuls une demi-douzaine de titres retiennent l'attention.

Cette maigre moisson, du moins sur le plan de la qualité et de l'intérêt du contenu, peut surprendre et s'apparenter à un spectacle rétrograde. L'heure dans les grandes firmes discographiques d'est visiblement plus aux projets multimédias musicaux tous azimuts. A l'inverse, les difficultés du marché incitent les producteurs phonographiques à se concentrer sur leurs activités de base.

Signe révélateur, les budgets al-

lousés à la création de CD-Plus ne progressent pas. La moyenne des investissements se situe aux environs de 50 000 F. A titre de comparaison, l'investissement moyen pour la production d'un titre culturel sur CD-ROM est de l'ordre de 1,5 à 2 millions de francs !

INTERNET ET LES AYANTS DROIT

Avec si peu d'argent, contenu et réalisation ne peuvent être que fort pauvres, se contentant de quelques reproductions de photos d'artistes, vagues extraits vidéo, l'ensemble accompagné de textes (biographie, paroles des chansons, etc.). Vraiment pas de quoi fuser un chat, ni à fortiori chatouiller une souris d'ordinateur, fût-elle mélomane ! On ne peut, dans ces conditions,

que saluer l'initiative amorcée par le ministère de la culture, consistant à la mise à disposition de bourses destinées à la réalisation de maquettes électroniques de CD-ROM portant sur la musique. « Toutes les musiques », insistent les responsables de la direction de la musique.

Autre grand dossier, la distribution de la musique en ligne, directement depuis le producteur jusqu'au client final, via Internet, ne décolle toujours pas. Seuls quelques milliers d'adeptes se sentent concernés, prêts à passer quelques heures pour télécharger un album de qualité CD sur leur ordinateur. Les cybermélomanes devront attendre encore quelque temps avant d'être comblés.

Quel que soit le mode de diffu-

sion proposé, fil du téléphone, fibre optique de satellite, il faudra aux diffuseurs apporter au préalable les garanties nécessaires aux divers ayants droit (éditeurs, producteurs, auteurs, etc.) en matière de rémunération et de protection contre les copies privées et les risques de piratage. Les stands du festival trébuisent à ce propos de mille rumeurs. On peut le comprendre : ce débat, éminemment complexe sur le plan tant technique que juridique, ne laisse pas les professionnels indifférents. Aux yeux de tous, il y a en effet urgence à intervenir. On compte d'ores et déjà près de 70 000 sites sur Internet à dominante musicale répartis dans le monde entier, dont plus des trois quarts n'ont reçu aucune autorisation préalable de la part des ayants droit.

Les éditeurs de musique poussent au développement d'outils informatiques spécialisés dans la détection automatique des sites musicaux accessibles sur le Net, afin de vérifier l'origine des ressources utilisées. Les éditeurs souhaitent en parallèle instaurer un dialogue explicatif avec les initiateurs des sites au contenu non autorisé tout en poursuivant en justice les plus récalcitrants. La tâche est immense, à la hauteur du manque à gagner pour les auteurs, éditeurs et autres producteurs ! Un manque à gagner qui, lui, n'a rien de virtuel !

Denis Fortier

Ballade avec Un drame musical instantané

Parmi les projets les plus imaginatifs, on retiendra le dernier album signé de l'ensemble de musique contemporaine Un drame musical instantané. Ce CD Plus, dont la réalisation a été confiée à la toute jeune société française Hystique, peut être écouté sur une chaîne hi-fi, comme n'importe quel disque compact, ou « parcourir » sur un ordinateur. Le meo d'accueil propose alors à l'auditeur de faire son choix parmi un recueil de quatorze chansons, illustrées par les images noir et blanc du photographe Michel Séménko - Prix Nadar. Ces photos ont été mises en scène numérique par Etienne Ménéur, diplômé des Arts-Décor et virtuose de la palette graphique. Une fois sélectionnée, chaque titre sert de prétexte à de subtils jeux musicaux, ballades et autres surprises interactives, savoureuses, déconcertantes. Cette œuvre profondément originale a le mérite de mêler les genres, s'apparentant à la musique, au théâtre électronique ou encore au jeu vidéo.

JAZZ

OTOMO YOSHIMIDE

Ground Zero

Revolutionary Pekinese Opera, Vol. 1

Le Japon qui s'est fait une spécialité

du décalage propose régulièrement

des solistes du bon ou du jazz-rock,

impeccables techniciens dotés du

plus haut talent. Par salubre réaction,

le pays connaît une avant-garde

très enervée. Ainsi le guitariste et

« joueur de disques vinyle » Otomo

Yoshimide. Récompensé en France

où son programme en solo - deux

planches et une pile de disques pour

instrument - a été présenté au festival

Sons d'Asie, Otomo Yoshimide entretient

avec les improvisateurs euro-

péens et américains de féconds

rapports. Au Japon il met en scène et

en son groupe Ground Zero, une for-

mation qui met en avant la partie

rythmique avec deux batteries et des

mélanges guitares et basses. Une

sorte de mur du son, conçu par em-

piement et collage des sons. Des

voix, des instrumentistes livrés

joignant ponctuellement Ground

Zero, qui oscille entre rock et jazz.

Dans son Revolutionary Pekinese

Opera, Yoshimide a poussé très loin

son art du collage et du détournement.

Il part d'un enregistrement de

Heiner Goebbels et Alfred Hartz,

qui empruntait à une pièce révo-

lutionnaire de l'Opéra de Pékin datant

de 1960 et en réalise un détourne-

ment étonnant. Au milieu d'une

furie d'instruments électriques, on

entend l'envoie-là martiale d'un chant

révolutionnaire chinois, des extraits

de publicité japonaise (« It's a So-

ry... »), des voix venues du monde

entier, un violon, un saxophone, un

air de jazz. C'est un jeu de construc-

tion et de déconstruction, souvent

très drôle. Le calme se fait le temps

d'une ballade amoureuse. En final,

des grattements de 33 tours, cet ob-

jet qui a disparu de la société indus-

trielle japonaise, le silence, soudain

quelques sons. *S. S.*

* 1 CD R&R Megacorp.

Distribué par Orchestre

International.

SUN RA

The Singles

Joueur de claviers, compositeur

et chef d'orchestre Sun Ra avait

organisé autour de lui une singu-

lière tribu de musiciens de jazz,

une communauté d'affection et de

musique. Sun Ra est mort le

29 mai 1993. Il reste pour beau-

coup d'abord comme l'une des

personnalités les plus marquantes

du free jazz. Ce qu'il n'est qu'en

partie. Sun Ra aimait englober

toutes les composantes des mu-

siques afro-américaines. Plus de

deux cents albums - en studio,

souvent en concert - montrent la

diversité inventive de ses mu-

siques, bapting fantasiste où se

répètent les mélodies de l'Afrique

noire ou du Moyen-Orient, le

répertoire des standards

du jazz, souffles furieux et

percussions altérées. Avec ses

diverses Arkestra, il traverse le jazz

d'une manière unique. Responsables

des rééditions du label de Sun Ra,

Sartre, les Américains d'Evidence

Records y ajoutent dorénavant

une face quasi inconnue des ac-

tivités du compositeur, les 45 tours.

Retrouver la trace de ces

« singles » notamment auprès

de collectionneurs aura pris trois

années. Enregistré entre 1954 et 1982,

il permettrait notamment d'eco-

outer Sun Ra avec des formations

vocales de doo-wop ou des chan-

teurs de rhythm'n'blues, de décou-

vrir des versions raccourcies, lé-

gères de certains thèmes que

l'orchestre jouera des années plus

tard, des chants de Noël, des

thèmes détournés de feuilleton

(Batman), des sortes de rap avant

la lettre, des improvisations « co-

smiques ». Ces superbes curiosités

peuvent dépasser le cercle des

amateurs. On peut imaginer que

Sun Ra s'en serait réjoui, lui qui

avait toujours en tête l'idée d'une

utopie universelle. *S. S.*

* 2 CD Evidence Records ECD

22164-2. Distribué par Harmonia

Mundi.

LABRADFORD

Labradford

Fatigués de la puérilité des poses

rock et des références obligées aux

icônes de la pop, Labradford ne se

réfugie pas pour autant dans les

bras du tout électronique. Ces

Américains ont décidé plutôt de

s'isoler dans l'espace interstellaire

nu, peut-être, au cœur d'un gla-

cier. Engourdis par le gel, ralentis

par la perspective d'horizons infi-

nis, chant, guitare et synthétiseur

hésitent entre apesanteur et hiber-

nation. On pense au no-rock des

Allemands Can ou Faust (qui an-

raient forcé sur les narcotiques), ou aux expériences ambi-

ent du passionnant Brian Eno.

S'extirpant du silence, des mé-

lodies véritables violent le jour. Tout

à tour cérébrales et charnelles, op-

pressantes ou étrangement apai-

santes. On repartira bientôt de La-

bradford. *S. S.*

* 1 CD Blast First BFFP 136CD.

Distribué par Labels/Virgin.

BRUCE COCKBURN

The Charity of Night

S'il n'a pas le rayonnement in-

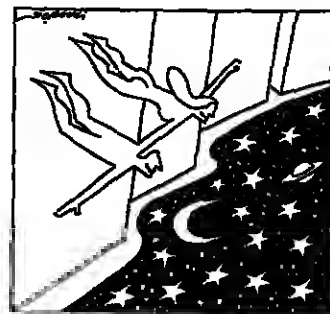
ternational de ses compatriotes

Neil Young, Joni Mitchell ou

Robbie Robertson, le Canadien

Le souffle mystique du « ney »

Un roseau comme instrument pour sculpter le silence



LA CITÉ DE LA MUSIQUE coécrit son cycle de concerts autour de la flûte ou invitait deux éminents joueurs de ney, l'un des instruments-clés de la musique savante persane. Mohammad Musavi commença par le violon avant de se tourner vers ce bout de roseau tout simple d'apparence, mais dont la maîtrise demande un long apprentissage. Hosseio Oumoumi, lui, aborda le répertoire classique par le chant. Un répertoire transmis de génération en

génération, un ensemble de modèles mélodiques, désigné sous le terme de *radif*, organisé au milieu du XIX^e siècle. Mohammad Musavi et Hosseio Oumoumi explorent toutes les courbes du *radif*, dont ils savent tirer la quintessence. Ils se sont accompagnés aux percussions *zab* et *daf* par Mohammad Ghavineh.

UNE SOIRÉE À PARIS

Jean-Marc Matos
Le spectacle *Diod* ouvre la journée « Cyber, Cité, Citoyens », organisée le 25 janvier par le Métafort d'Aubervilliers. Le chorégraphe Jean-Marc Matos s'intéresse aux rapports de la danse et des technologies. Chorégraphe, mais aussi ingénieur, il parle tous les langages informatiques et vit sur Internet, où il rencontre quelques compères qui, comme lui, ont une certaine idée de la langue chorégraphique à l'aube du XXI^e siècle. Jean-Marc Matos : *Grande Halle de La Villette*, salle Boris-Vian, 21, avenue Jean-Jaures, Paris-19^e. M. Porte-de-Pantin, 20 h 30, le 24. Le Métafort d'Aubervilliers : *Cité des sciences et de l'industrie, salle Condorcet*, 30, avenue Corentin-Lienhart, Paris-19^e. M. Porte-de-Pantin, 20 h 30, le 25. Tél. : 01-48-75-49-01.

Lena Willemark et Ale Möller
Les mélodies médiévales des contrées glacées de la Suède se frottent aux musiques improvisées d'un jazz contemporain. Lena Willemark est chanteuse et violoniste, Ale Möller manie cordes et percussions du monde. *New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. M. Châteauneuf, 20 h 30, le 24. Tél. : 01-45-23-51-41. Location Fnac, Virgin, 110 F à 130 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ADIOS !
Film français de Nicolas Joffrin, avec Pascal Demolin, Frédéric Pellegay, Pierre-Olivier Krepper, Sandrine Caron, Xavier Morin, Caroline Bach (1 h 30).
UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{er} ; Radine Odeon, 6^e (01-43-26-19-68 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Paroissiens, 14^e (01-43-20-32-20) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

BRIGANDS, CHAPITRE VII
Film franco-germano-italien-suisse d'Otar Iosseliani, avec Amir Amiranachvili, Oeto Gogibedachvili, Gulo Tzintzadze, Nino Gorgonidze, Keti Kapanadze, Alexi Djakeli (2 h 09).
VO : Gaumont Opéra Impériale, dolby, 2^e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Parnasse, 6^e (01-43-26-58-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odeon, 6^e (01-43-26-58-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 1^{er} (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Saint-Seine, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LES COULEURS DU DIABLE
Film français d'Alain Jessua, avec Ruggero Raimondi, Wladimir Stenczak, Isabelle Pasco, Bettina Giovannini, Philippe Orlin, José Quaglio (1 h 30).
Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Odeon, 6^e (01-43-26-58-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra, dolby, 2^e (01-43-26-58-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-45-61-10-60) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

TIRÉ À PART
Film français de Bernard Rapp, avec Terence Stamp, Daniel Mesguich, Maria de Medeiros, Jean-Claude Dreyfus (1 h 30).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6^e (01-46-33-79-38 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Rondeau, dolby, 6^e ; George-V, dolby, 8^e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-45-61-10-60) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

TOUT DOIT DISPARAÎTRE
Film français de Philippe Muyl, avec Elie Samouh, Yolanda Moreau, Didier Bourdon, Ophélie Winter, José Garcia.
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Odeon, dolby, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8^e (01-45-61-10-60) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6^e (01-46-33-79-38 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Rondeau, dolby, 6^e ; George-V, dolby, 8^e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-45-61-10-60) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LA ROUTE VERS MANHATTAN
Film d'Alain de la Roche, avec Hope Davis, Stanley Tucci, Parker Posey, Lily Schreiber, Anne Mearns, Pat McNamara (1 h 29).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Odeon, 6^e (01-43-26-58-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 1^{er} (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-45-61-10-60) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LAVIA MA RAISON
Film tunisien de Taleb Louhichi, avec Tarik Akan, Safy Boutella, Anca Nicola, Fatma ben Saidane, Moune Noureddine, A. al-Rachi (1 h 30).
VO : Images d'ailleurs, 5^e (01-45-87-78-09) ; Reflet Médias II, 5^e (01-43-54-42-34) ; L'Entreprise, 14^e (01-45-43-41-63).

QU'UNO LE SOLEIL DEVIENT FROID
Film d'Yim Ho, avec Siquin Gowa, Tuo

Zhong Hua, Ma Jing Wu, Wal Zhi, Shu Zhong, Li Hu (1 h 39).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-65).

LA RANCON (*)
Film américain de Ron Howard, avec Mel Gibson, Rene Russo, Gary Sinise, Brawley Nolte, Delroy Lindo, Lili Taylor (1 h 58).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Opéra, dolby, 2^e (01-43-26-58-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Bretagne, dolby, 6^e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Odeon, dolby, 6^e ; Gaumont Marignan, dolby, 6^e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79) ; UGC Meilhot, 17^e ; 14-Juillet Saint-Seine, dolby, 19^e (réservation : 01-40-30-20-10).

SARAKA BO
Film français de Denis Amar, avec Richard Bohringer, Yven Attel, Anne Roussel, Thierry Ancisse, Aïssa Malga, Alex Cécas (1 h 25).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-45-61-10-60) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

TOUT DOIT DISPARAÎTRE
Film français de Philippe Muyl, avec Elie Samouh, Yolanda Moreau, Didier Bourdon, Ophélie Winter, José Garcia.
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Odeon, dolby, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8^e (01-45-61-10-60) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6^e (01-46-33-79-38 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Rondeau, dolby, 6^e ; George-V, dolby, 8^e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-45-61-10-60) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LA ROUTE VERS MANHATTAN
Film d'Alain de la Roche, avec Hope Davis, Stanley Tucci, Parker Posey, Lily Schreiber, Anne Mearns, Pat McNamara (1 h 29).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Odeon, 6^e (01-43-26-58-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 1^{er} (01-43-57-90-81 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (01-45-61-10-60) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 01-40-30-20-10).

LAVIA MA RAISON
Film tunisien de Taleb Louhichi, avec Tarik Akan, Safy Boutella, Anca Nicola, Fatma ben Saidane, Moune Noureddine, A. al-Rachi (1 h 30).
VO : Images d'ailleurs, 5^e (01-45-87-78-09) ; Reflet Médias II, 5^e (01-43-54-42-34) ; L'Entreprise, 14^e (01-45-43-41-63).

QU'UNO LE SOLEIL DEVIENT FROID
Film d'Yim Ho, avec Siquin Gowa, Tuo

RÉGION

Une sélection
musique classique,
jazz, danse,
théâtre et art

MUSIQUE CLASSIQUE

GRENOBLE
Le Vin herbé
de Marlin. Anne Barbier, Tania-Marie Livingstone, Sophie Boulton (soprano), Catherine Hureau, Maria Kobayashi, Mireille Julian (alto), Guy Flechter, Pierre Catala, Eric Trémolieres (tenors), Jacques Bon, Bruno Rostand (basses), Solistes de l'Orchestre des pays de Savoie, Jean-Claude Penetier (direction), Mireille Larroche (mise en scène).
Le Cargo, 9, avenue Paul-Claudel, 38 Grenoble. 19 h 30, le 28. Tél. : 04-76-25-91-91. De 60 F à 115 F.

LYON
Les Contes d'Hoffmann
d'Offenbach. Marcus Haddock (Hoffmann), Gadele Le Roi (Olympia), Sharon Coste (Giulietta), Mireille Oelensch, Sharpe Coste (Antonia), Armand Arpian (Lindorf), Coppellus, Dapperutto, le docteur Miracel, Chœur philharmonique de Bratislava, Orchestre national de Lila, Jean-Claude Casadesu (direction), Hugo de Ana (mise en scène), Le da Jodice (chorégraphie).
Opéra, place du Théâtre, 59 Lille. 20 heures, le 31 janvier et les 4 et 6 février. 15 h 30, le 2 février. Tél. : 03-20-55-48-61. De 65 F à 320 F.

LYON
Orchestre national de Lyon
Stravinsky : Symphonie en trois mouvements. Le Sacra du printemps. Heydn : Symphonie concertante pour hautbois, basson, violon, violoncelle et orchestre. Guy Laroche (hautbois), Olivier Massot (basson), Victor Demovsk (violin), Nicolas Hartmann (violin), Sylvain Cambrille (direction).
Auditorium Maurice-Ravel, 140, rue Garibaldi, 69 Lyon. 18 heures, le 25. Tél. : 04-78-85-95-95. De 135 F à 270 F.

LYON
Danse ville, Danse 1997
Rencontres européennes de danse urbaine. Le Spectre. Théâtre, place du Général-de-Gaulle, 50 Cherbourg. 20 h 45, le 31, 14 h 30, le 2 février. Tél. : 02-33-88-55-55, 95 F.

DOUAI
Jean-Claude Gallotta
Douceur Laus.
Hippodrome, place du Berlet, 59 Douai. 21 heures, le 25. Tél. : 03-27-96-62-83. 170 F.

LYON
Danse ville, Danse 1997
Rencontres européennes de danse urbaine. Le Spectre. Théâtre, place du Général-de-Gaulle, 50 Cherbourg. 20 h 45, le 31, 14 h 30, le 2 février. Tél. : 02-33-88-55-55, 95 F.

DOUAI
Jean-Claude Gallotta
Douceur Laus.
Hippodrome, place du Berlet, 59 Douai. 21 heures, le 25. Tél. : 03-27-96-62-83. 170 F.

LYON
Danse ville, Danse 1997
Rencontres européennes de danse urbaine. Le Spectre. Théâtre, place du Général-de-Gaulle, 50 Cherbourg. 20 h 45, le 31, 14 h 30, le 2 février. Tél. : 02-33-88-55-55, 95 F.

Un festival ouvert à la création, qui s'étend hors les murs de la cité du département du Nord. Avec le groupe Art Zoyd pour son spectacle *Hélan*, le duo Diederik Wissels et David Links (à Fagnies), le duo Michel Portal et Richard Galliano (à Aulnoye-Aymeries), les formations de Chris Joris, Bobby Rangel, Henry Becker, le trio du pianiste O. Q. Jackson Trio (première en France), les groupes The Jack Brothers, Impression Jazz Quintet, Tempus Fugit et le big band du saxophoniste David Murray. Jusqu'au 1^{er} février. Programme complet au 03-27-65-65-40.

DANSE

BAYONNE
Carolyn Carlson
Vu d'ici
Scène nationale de Bayonne, 18, boulevard d'Alsace-Lorraine, 64 Bayonne. 21 heures, le 25. Tél. : 05-59-59-07-27. 150 F.

LYON
Compagnie Theatri del Vento
Marina Blandini, L'Acqua la pietra.
Théâtre municipal, 62 Bèthune. 20 h 30, le 25. Tél. : 03-21-64-37-37. 100 F.

BLAIRUITZ
London City Ballet
Pas de deux.
Gare du Midi, 64 Blairritz. 21 heures, le 31. Tél. : 05-59-22-12-21.

BOURGES
Ballet Antonio Canales
Torero, A Cuerpo y taca.
Maison de la culture, place André-Mat-raux, 18 Bourges. 20 h 30, le 25. Tél. : 02-48-67-06-07. De 75 F à 180 F.

CHERBOURG
Karine Saporta
Le Spectre.
Théâtre, place du Général-de-Gaulle, 50 Cherbourg. 20 h 45, le 31, 14 h 30, le 2 février. Tél. : 02-33-88-55-55, 95 F.

DOUAI
Jean-Claude Gallotta
Douceur Laus.
Hippodrome, place du Berlet, 59 Douai. 21 heures, le 25. Tél. : 03-27-96-62-83. 170 F.

LYON
Danse ville, Danse 1997
Rencontres européennes de danse urbaine. Le Spectre. Théâtre, place du Général-de-Gaulle, 50 Cherbourg. 20 h 45, le 31, 14 h 30, le 2 février. Tél. : 02-33-88-55-55, 95 F.

DOUAI
Jean-Claude Gallotta
Douceur Laus.
Hippodrome, place du Berlet, 59 Douai. 21 heures, le 25. Tél. : 03-27-96-62-83. 170 F.

LYON
Danse ville, Danse 1997
Rencontres européennes de danse urbaine. Le Spectre. Théâtre, place du Général-de-Gaulle, 50 Cherbourg. 20 h 45, le 31, 14 h 30, le 2 février. Tél. : 02-33-88-55-55, 95 F.

CLERMONT-FERRAND
Edouard II
de Christopher Marlowe, mise en scène d'Alain Françon, avec Jean-Marc Avocat, André Baeyens, Pierre Beillot, Carlo Brandt, Clovis Cornillac, Gilles David, Michel Oidym, Valérie de Dietrich, Jean-Claude Durand, Guillaume Lévesque, Antoine Mathieu, Nicolas Pilon, Freddy Sica, Eric de Stiercke, Lionel Tui et Dominique Valedie.
Opéra municipal, boulevard Oesaix, 63 Clermont-Ferrand. 20 heures, le 28 au 1^{er} février. Tél. : 04-73-36-56-88. Ouverte : 3 heures, de 50 F à 170 F.

GRENOBLE

Candide
ou l'Optimisme de Voltaire
d'après Voltaire, mise en scène de Renata Scant, avec Georges Bonnaud, Mohamed Boumeghra, Patrick Deschamps, Jacqueline Estragon, Ghaouti Farouk, Patrick Seyer, Sébastien Le-bout, Renata Scant, Thierry Tochon et Valérie Vagné.
Théâtre Parnasse, 7, rue Henri-Duhamel, Village Olympique, 38 Grenoble. 20 h 30, le 25, 28, 31 janvier, 1^{er} février. 19 heures, le 27. Tél. : 04-76-44-60-92. Durée : 2 heures. De 65 F à 100 F. Dernières.

Les Trompettes de la mort
de Tilly, mise en scène de l'auteur, avec Maryline Even, Josiane Stoleru, Eric Guérin et la voix de Jenny Clève.
Le Cargo-Petite Salle, 4, rue Paul-Claudel, 38 Grenoble. 20 h 30, le 25, 28, 31 janvier, 1^{er} février. 19 heures, le 27. Tél. : 04-76-44-60-92. Durée : 1 h 15. De 60 F à 115 F.

MARSEILLE
Les Alibis
de Michaël Cohen, mise en scène de l'auteur, avec Emmanuelle Lepoutre, Michaël Cohen, Marine Delterme et Serge Hazanavicius.
La Crée, 30, quai de Rive-Neuve, 13 Marseille. 20 h 30, le samedi, mardi, jeudi, vendredi, 15 heures, le dimanche, 19 heures, le mercredi. Tél. : 04-91-54-70-54. Durée : 1 h 30, 130 F.

DOUAI
Jean-Claude Gallotta
Douceur Laus.
Hippodrome, place du Berlet, 59 Douai. 21 heures, le 25. Tél. : 03-27-96-62-83. 170 F.

LYON
Danse ville, Danse 1997
Rencontres européennes de danse urbaine. Le Spectre. Théâtre, place du Général-de-Gaulle, 50 Cherbourg. 20 h 45, le 31, 14 h 30, le 2 février. Tél. : 02-33-88-55-55, 95 F.

DOUAI
Jean-Claude Gallotta
Douceur Laus.
Hippodrome, place du Berlet, 59 Douai. 21 heures, le 25. Tél. : 03-27-96-62-83. 170 F.

LYON
Danse ville, Danse 1997
Rencontres européennes de danse urbaine. Le Spectre. Théâtre, place du Général-de-Gaulle, 50 Cherbourg. 20 h 45, le 31, 14 h 30, le 2 février. Tél. : 02-33-88-55-55, 95 F.

37 Tours. 20 h 30, les 29 et 30. Tél. : 02-44-64-50-50. Durée : 2 h 15. De 35 F à 130 F.

VALAUX-EN-VELIN
Le Prométhée mal enchainé
d'André Gide, mise en scène de Michel Vericel, avec Violaine Vericel, Christophe Mirabel, David Bayle, Michel Vericel et Armand Chagot.
Centre culturel Charlie-Chaplin, place de la Nation, 69 Vaulx-en-Val. 20 h 30, les 25, 27, 28, 30, 31 janvier, 1^{er} février, 19 h 30, le 28. Tél. : 04-72-04-81-18. Durée : 1 h 30. De 25 F à 80 F.

ART

LE CATEAU-CAMBRÉSIS
Mettisse et Tériade,
le peintre
et l'éditeur d'art poète
Musée Mettisse, palais Fenelon, place du Commandant-Richez, 59 Le Cateau-Cambrésis. Tél. : 03-27-84-13-15. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 2 mars. 16 F.

CHERBOURG
Julio Le Parc
Galerie du théâtre, centre culturel de Cherbourg, rue Vestel, 50 Cherbourg. Tél. : 02-33-88-55-50. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 23 février. Entrée libre.

DIJON
Maurizio Cattelan
Le Consortium, Centre d'art contemporain, 16, rue Quentin, 21 Dijon. Tél. : 03-80-30-75-23. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 25 janvier au 22 mars. Entrée libre.

Bernard Plossu
marchés d'hiver, photographies
Musée des Beaux-Arts, palais des Etats-de-Bourgogne, 21 Dijon. Tél. : 03-80-74-52-70. De 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 17 mars. 18 F.

Ugo Rondinone
Le Consortium, Centre d'art contemporain, 16, rue de Longvic, 21 Dijon. Tél. : 03-80-30-75-23. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 25 janvier au 22 mars. Entrée libre.

GRENOBLE
L'Art en France de 1978 à 1996
Le Magasin, Centre national d'art contemporain, 153, cours Bernart, 38 Grenoble. Tél. : 04-76-21-95-84. De 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 16 mars. 15 F.

ANITA Ptaszkowska
Le Magasin, Centre national d'art contemporain, 153, cours Bernart, 38 Grenoble. Tél. : 04-76-21-95-84. De 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 22 février. 10 F.

LYON
Van Dongen retrouvé,
l'œuvre sur papier, 1895-1912
Musée des Beaux-Arts, palais Saint-Pierre, 2, place des Terreaux, 69 Lyon. Tél. : 04-72-10-17-40. De 10 h 30 à 18 heures. Fermé lundi, mardi et fêtes. Jusqu'au 6 avril. 25 F.

MARSEILLE
Gabriel Orozco
Centre de la Vieillesse-Charité, la chapelle, 2, rue de la Charité, 13 Marseille. Tél. : 04-91-14-58-80. De 10 heures à 17 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 9 mars. 20 F.

Paul Thiel, 1933-1988
Musée d'art contemporain, galeries contemporaines, 69, avenue d'Italie, 13 Marseille. Tél. : 04-91-25-01-07. De 10 heures à 17 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 11 mai. 15 F.

ORLÈANS
Italiens, peintures des musées de la région Centre,
le XVIII^e siècle
Musée des beaux-arts, 1, rue Fernand-Rabier, 45 Orléans. Tél. : 02-38-53-39-22. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mercredi. Jusqu'au 3 mars. 18 F.

QUIMPER
Les Rencontres
de Dépanne Machine
Le Quartier, centre d'art contemporain, parc du 13^e-Régiment-d'Infanterie, 29 Quimper. Tél. : 02-98-55-55-77. De 10 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 17 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 16 mars. 20 F.

RENNES
Thomas Huber : arrêt sur l'image
La Crée, Centre d'art contemporain, place Honoré-Comte, 35 Rennes. Tél. : 02-99-78-18-20. De 14 heures à 19 heures. Visite commentée le samedi à 16 heures. Egalement à la Galerie du TMB, 1, rue Saint-Hélène. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 9 mars. Entrée libre.

SAINT-ETIENNE
Abstraction/extractions,
géométries provisoires
Musée d'art moderne, La Terrasse, 42 Saint-Etienne. Tél. : 04-77-79-52-52. De 10 heures à 18 heures. Fermé dimanche et jours fériés. Jusqu'au 3 mars. 30 F.

TOULOUSE

La Mouette
d'Anton Tchekhov, mise en scène de Pierre Debauve, avec François Cunell, Laurent Prévot, Nicolas Rivals, Charlene Lyczba, Yves Le Calgnet, Sylvie Laurent-Pourcel, Lara Suxeu, Didier Kersten, Pierre Oebauche, Florent Farrier, Philippe Rozan et Mylène Martin.
Théâtre du Jour, 23 bis, rue des Potiers, 31 Toulouse. 16 heures et 20 h 30, le 25 ; 16 heures, le 26. Tél. : 05-61-62-06-74. Durée : 2 heures. 60 F et 90 F.

TOULOUSE
L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-21-21-62. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et jours fériés. Jusqu'au 3 mars. 30 F.

TOULOUSE
Robert Fillou
Palais des arts, Ecole des beaux-arts, 5, quai de la Daurade, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-23-25-49. De 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février. Entrée libre.

L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-21-21-62. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et jours fériés. Jusqu'au 3 mars. 30 F.

TOULOUSE
L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-23-25-49. De 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février. Entrée libre.

L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-21-21-62. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et jours fériés. Jusqu'au 3 mars. 30 F.

TOULOUSE
L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-23-25-49. De 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février. Entrée libre.

L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-21-21-62. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et jours fériés. Jusqu'au 3 mars. 30 F.

TOULOUSE
L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-23-25-49. De 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février. Entrée libre.

L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-21-21-62. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et jours fériés. Jusqu'au 3 mars. 30 F.

TOULOUSE
L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-23-25-49. De 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février. Entrée libre.

L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-21-21-62. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et jours fériés. Jusqu'au 3 mars. 30 F.

TOULOUSE
L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-23-25-49. De 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février. Entrée libre.

L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-21-21-62. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et jours fériés. Jusqu'au 3 mars. 30 F.

TOULOUSE
L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-23-25-49. De 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février. Entrée libre.

L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-21-21-62. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et jours fériés. Jusqu'au 3 mars. 30 F.

TOULOUSE
L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-23-25-49. De 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février. Entrée libre.

L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-21-21-62. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et jours fériés. Jusqu'au 3 mars. 30 F.

TOULOUSE
L'Age d'or de la sculpture
Musée des Augustins, 42, rue de Metz, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-23-25-49. De 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février. Entrée libre.

L'Age

INDUSTRIE Les Echos inaugurent, vendredi 24 janvier, une nouvelle rotative, tandis que le groupe Amaury (Le Parisien, L'Equipe) construit une unité de

cinq rotatives qui devrait entrer en fonctionnement à l'horizon de 1998. ● DES RAISONS techniques d'incompatibilités de formats, mais aussi la volonté d'indépen-

dance des quotidiens expliquent cette multiplication des équipements. ● CES INVESTISSEMENTS lourds interviennent alors que la situation des imprimeries pari-

siennes est déjà délicate, les usines du Monde à Ivry et du groupe Hersant à Roissy étant sous-utilisées. ● LE DÉSÉQUILIBRE risque d'être accentué par la vo-

lonté affichée par le patron du groupe Hersant, Yves de Chaisemartin, d'ouvrir un nouveau site pour imprimer France-Soir transformé en tabloïd.

La situation des imprimeries parisiennes ajoute aux difficultés de la presse

Le groupe Amaury (« Le Parisien », « L'Equipe ») et « Les Echos » investissent dans de nouvelles rotatives, dans un contexte industriel déséquilibré, où les imprimeries du « Monde » à Ivry et du groupe Hersant à Roissy restent sous-utilisées

LA PRESSE est une industrie. Une industrie lourde pour les quotidiens, qui supportent des frais et des investissements importants, pour être imprimés et distribués dans les délais les plus rapides sur tout le territoire. Une industrie en crise, qui souffre d'un manque de capitaux propres, d'une diffusion en baisse, de recettes publicitaires qui se sont effondrées, etc. Le tableau de la presse quotidienne nationale est plutôt noir. La hausse du prix du papier, puis la baisse des aides à la presse, achèvent de déséquilibrer le système.

La situation de l'imprimerie de la presse parisienne ajoute à la confusion du décor et à la fragilité des entreprises. Vendredi 24 janvier, Les

Echos inaugurent une nouvelle rotative. Des travaux ont commencé à Saint-Ouen, à côté du Parisien, pour installer une nouvelle imprimerie, pour laquelle le groupe Amaury a commandé cinq rotatives qui devront progressivement entrer en fonction à partir de mai 1998. Ces investissements - de 60 à 70 millions de francs pour Les Echos, de plus de 500 millions de francs pour le groupe Amaury - s'inscrivent dans un paysage pourtant déjà encombré. Les imprimeries du Monde et du groupe Hersant, respectivement à Ivry et à Roissy, conçues en pleine expansion publicitaire, sont en sous-régime. L'éventualité d'un retrait de France-Soir de Roissy-Print pour un nouveau site pourrait ajouter au déséquilibre (lire ci-dessous).

Cette situation a des explications. Traditionnellement, les journaux ont leur propre imprimerie, qui leur permet d'adapter leur outil industriel à leur quotidien, sans être tributaire des autres. C'est aussi le cas de la plupart des journaux américains ou européens. Destinées à imprimer un seul journal dans les meilleurs délais, les machines se tournent que quelques heures par jour.

Pour l'imprimerie parisienne, la fin des années 80, avec la reprise de la diffusion et surtout le développement des recettes publicitaires, laissent entrevoir des lendemains qui chantent. En 1989, Le Monde inaugure une nouvelle imprimerie à Ivry-sur-Seine, suivie un an plus tard par celle du groupe Hersant, Roissy-Print. En 1991, les recettes publicitaires s'effondrent.

Hachette, partenaire du Monde-Imprimerie - aujourd'hui à hauteur de 43 % - prévoit alors d'imprimer à Ivry un quotidien populaire, dont le projet sera abandonné. Le Parisien sera ensuite tiré au Monde, alors que les machines fraîchement livrées connaissent des problèmes de réglage. L'expérience durera six mois et se terminera en contentieux, finalement réglé à l'amiable. Infidélité permettra l'utilisation de l'imprimerie le soir, mais le jeune quotidien s'est arrêté en janvier 1996. Enfin, le récent procès intenté par Jean-Luc Lagardère contre Le Monde remet en cause le projet d'impression du Journal du dimanche à Ivry.

A Roissy, Robert Hersant a vu très grand. Quatre rotatives, un emplacement pour une autre machine, un magasin à papier pouvant accueillir

4 000 tonnes, une salle d'expédition sur deux étages. Le tout à 500 mètres des pistes de décollage, où les avions transportent les journaux dans le sud de la France. Une cathédrale. Avec Roissy, Robert Hersant a renoncé à sa stratégie des années précédentes de généraliser l'impression décentralisée. Les éditions étaient transmises par fac-similé et imprimées dans plusieurs villes de province en même temps qu'à Paris, ce qui permettait d'avoir des informations plus fraîches.

Robert Hersant et Philippe Villin ayant choisi d'augmenter la pagination et les possibilités d'utilisation de la quadrichromie pour la publicité, les imprimeries décentralisées ne pouvaient pas suivre techniquement. « Roissy coûte 900 millions de francs, mais moderniser le réseau de province cela aurait coûté 2 milliards », ex-

plique le directeur de Roissy-Print, Guy Arnol. Depuis, chaque soir à Roissy commence une course contre la montre. Les premières voitures partent vers 22 h 30 pour Rennes ou Strasbourg, le premier avion est à 23 h 30. L'heure de bouclage du quotidien s'en ressent.

LA ROLLS ET LES AVIONS

Si Le Figaro paraît encore sur 64 pages, France-Soir est à peu près à la moitié de la pagination prévue : 48 pages. Le tirage a diminué. Il approchait le million d'exemplaires pour les deux titres en 1990 contre 800 000 en 1995. « Roissy, c'est une Rolls qu'on utilise pour faire 10 kilomètres », commente l'ancien responsable du Syndicat du livre, Roger Laury. De plus, ces imprimeries ne sont pas compétitives face aux imprimeries de l'étranger, où le

poils du Syndicat du livre est moins fort, ce qui les empêche de réaliser d'autres travaux pendant la journée.

Pourquoi Les Echos ont-ils préféré investir plus de 60 millions de francs dans ce contexte-là ? « Nous ne voulions pas changer de format et nous voulions être imprimés en province », explique le directeur général des Echos, Olivier Fleuret. Nous étions obligés d'investir dans une rotative. Les imprimeries de Roissy et d'Ivry utilisent en effet des formats qui ne sont pas compatibles avec le réseau de fac-similé. Les Echos ne souhaitent pas non plus aller chez CIPR qui imprime L'Humanité, Libération et son principal concurrent, La Tribune. L'imprimerie de Bernard Riccobono est à la merci d'un retrait de clients comme Le Journal du dimanche (Hachette) ou France-Football (Amaury).

Philippe Amaury a été confronté à la même situation que Les Echos. Le propriétaire du Parisien et de L'Equipe, qui cultive un goût certain pour l'indépendance, est très attaché au pluralisme syndical qui règne dans son imprimerie, où FO devance la CGT. Les deux rotatives de L'Equipe doivent être prêtes en mai 1998, avant le début de la Coupe du monde. Le groupe Amaury entend bien obtenir la même qualité à Paris et en province. Il pousse à une modernisation des imprimeries, dont trois appartiennent à Bernard Riccobono et deux au groupe Hersant. Le paysage est donc loin d'être figé, l'imprimerie sera un élément clé de la restructuration de la presse parisienne.

Alain Salles

Le cas « France-Soir »

Le PDG du groupe Hersant, Yves de Chaisemartin, a annoncé son intention de sortir France-Soir de Roissy et de le transformer en tabloïd (Le Monde du 21 décembre 1996). Il évoque la construction d'une imprimerie, adaptée « aux stricts besoins de notre exploitation », qui pourrait utiliser l'ancienne rotative des Echos. Le nouveau France-Soir serait également imprimé en province. Des discussions sont en cours avec les différentes catégories du Syndicat du livre, et notamment les rotativistes, qui pourraient faire une contre-proposition. A Roissy, une bande-roule prévient : « Qui à un nouveau France-Soir à Roissy ? »

Six sites d'impression

● Roissy-Print - Investissement : 800 millions de francs. Imprime Le Figaro et France-Soir (800 000 exemplaires). Roissy emploie 303 ouvriers, dont 140 rotativistes. Le groupe Hersant possède une deuxième imprimerie à Paris : Offprint, qui assure le tirage de Paris-Tif et du Herald Tribune et qui emploie environ 60 ouvriers, dont un peu moins d'une trentaine de rotativistes.

● Le Monde-Imprimerie (Ivry-sur-Seine) - Investissement : 350 millions de francs. Imprime Le Monde (510 000 exemplaires) et ses suppléments. L'effectif du

Monde-Imprimerie est de 239 personnes - 207 ouvriers, dont 94 rotativistes.

● Groupe Amaury - 500 millions de francs. Imprime Le Parisien et L'Equipe. Le tirage moyen est d'environ 800 000 exemplaires.

L'imprimerie emploie 140 personnes, dont 75 rotativistes. 60 % des salariés de l'imprimerie sont syndiqués à FO et 40 % à la CGT.

● CIPR - Imprime Libération, La Tribune, L'Humanité (300 000 à 350 000 exemplaires). L'imprimerie appartient à Bernard Riccobono.

Libération est actionnaire à hauteur de 26 %. Elle tire également Le

Canard enchaîné, Le Journal du dimanche, L'Argus, Investir, France-Football, Tiercé-Magazine, Week-end. Le tirage total moyen est de 4 millions d'exemplaires par semaine. L'effectif est de 160 salariés, dont 75 rotativistes.

● Les Echos - Investissement : 60 à 70 millions de francs. Imprime Les Echos (environ 100 000 exemplaires) et Le Journal des finances. L'effectif est de 40 ouvriers, dont une petite dizaine de rotativistes.

● La Croix - Le quotidien du groupe Bayard Presse possède sa propre imprimerie (121 000 exemplaires).

Le numéro deux des NMPP quitte ses fonctions

LE DIRECTEUR général des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), Yves Sabouret, a annoncé, jeudi 23 janvier, sa démission. La prise de la direction de Bernard Mellano, directeur général adjoint, a été annoncée par le conseil de gestion en 1993. Il était considéré comme l'un des hommes-clés des NMPP, où il a été successivement contrôleur général, directeur financier, directeur commercial, puis directeur des finances et des relations éditeurs.

Pour Jean de Montmort, président du conseil de gestion des NMPP, il s'agit de « divergences de vues en termes de stratégie entre les gérants et Bernard Mellano, auxquelles se sont ajoutés des désaccords internes ». Devant la persistance de ces désaccords, Yves Sabouret a choisi de se séparer de son collaborateur. La décision, si elle est l'aboutissement d'un processus, a surpris et apparaît brutale dans la mesure

où Bernard Mellano a quitté ses fonctions le soir même.

Les NMPP sont engagées depuis 1994 dans un plan de modernisation qui a permis de réduire son coût d'intervention de 14 % à 9 %. Parallèlement, le conseil de gestion - qui regroupe des membres d'Hachette, opérateur de la société, et des représentants d'éditeurs - a joué un rôle plus actif dans l'évolution des messageries.

UN MONOPOLE CRITIQUE

Les NMPP foot régulièrement l'objet de critiques d'éditeurs, qui lui reprochent ses lourdeurs tout en reconnaissant l'efficacité de son réseau de distribution. Si les Messageries lyonnaises de presse (MLP) augmentent leur activité, les NMPP sont incontournables pour la distribution des quotidiens nationaux et des hebdomadaires. Ce quasi-monopole a entraîné de nombreuses critiques. Le groupe Amaury (Le Parisien, L'Equipe) a

plusieurs fois vigoureusement contesté le rôle des NMPP. Plus récemment, le PDG du groupe britannique EMAP, Kevin Hand, a estimé que « le monopole des NMPP est condamné à terme » (Le Monde du 22 novembre 1996).

Enfin, l'éditeur Alain Ayache (Réponse à tout, Spécial dernière) - qui est à la fois membre du conseil et pourfendeur régulier du système - a dénoncé dans Stratégies du 17 janvier sa « rigidité ». Pour Alain Ayache, « la politique suivie par les NMPP va à l'encontre de l'intérêt de la majorité des éditeurs, au seul bénéfice de quatre grands groupes ». « Le développement du marketing commercial de cette maison est une véritable usine à gaz », estimait l'éditeur, qui a accentué ses critiques, mercredi 22 janvier, sur LCI. Ces propos ont entraîné un communiqué du conseil de gestion des NMPP pour soutenir la direction générale.

A. S.

Nouvelles relations entre la presse et La Poste

UNE NOUVELLE PAGE des relations entre la presse et La Poste s'ouvrira le 1^{er} mars. Après plus de six mois de discussions tripartites entre l'Etat, La Poste et la presse, un accord avait été trouvé en juillet 1996, mais les importantes modalités pratiques n'ont été arrêtées que ce mois-ci. Depuis le début des années 80, les relations entre ces partenaires étaient régies par les « accords Laurent ».

Les éditeurs de journaux prenaient en charge le tiers du coût de diffusion. Les deux autres tiers étaient assumés par l'Etat. Soit directement, soit par le biais de La Poste, qui relevait à l'époque du budget annexe. Mais depuis le changement de son statut juridique en 1991, La Poste, dont les comptes doivent désormais être équilibrés, fait remarquer que cette mission de service public lui coûte environ 3 milliards de francs par an. Alors que le coût total du transport et de la distribution de la presse s'est élevé en 1995 à 7,2 milliards de francs, La

Poste a perçu 2 milliards de la part de la presse et 1,9 milliard de provenance de l'Etat. Le coût pour La Poste s'est donc élevé à 3,3 milliards. Le contrat de plan signé entre La Poste et l'Etat pour les années 1994-1997 prévoyait une renégociation de ces accords. C'est cette démarche qui vient d'aboutir.

UNE AUTRE GRILLE TARIFAIRE

Principal point de l'accord : un relèvement de 50 % en cinq ans des tarifs payés par la presse, qui s'accompagne d'une nouvelle grille tarifaire. Aux seuils de poids succèdent de nouveaux critères : l'urgence et le degré de préparation des envois. Parallèlement à cette augmentation, la presse d'information politique et générale quotidienne, « ou plus hebdomadaire », bénéficiera de tarifs inférieurs de 28 % à celui des autres publications au terme des cinq ans. D'autres mesures sont prises en faveur de la presse disposant de faibles ressources pu-

blicitaires, et un observatoire paritaire va être mis en place pour examiner les situations les plus difficiles.

De son côté, La Poste s'engage à réduire à la presse 1,5 % de ses gains de productivité et elle crée un nouveau tarif - « le tarif contact » - correspondant à une remise directe des publications aux bureaux de poste pour distribution aux abonnés le jour même. Le troisième partenaire, l'Etat, n'a pas pris d'engagement financier. Il devrait le faire dans le cadre du futur contrat de plan (1998-2000) qui doit être signé avec l'opérateur public. La négociation de ces nouveaux accords avait suscité au sein de la Fédération nationale de la presse française (FNPF) de vives dissensions qui ont abouti, le 7 janvier, à la démission du président de cette organisation professionnelle, Bernard Porte. L'élection de son successeur devait avoir lieu début février.

Frédéric Lemaître

CASINO DE PARIS
du 20 FEVRIER au 22 MARS

MELANASZ en concert

Retrouvez toutes les dates de la tournée sur le 3615 EUROPE 2

RESERVATIONS : FNAC 01 49 87 50 50, 3615 FNAC, 3615 EUROPE 2 ET POINTS DE VENTE HABITUELS

Retrouvez la fréquence Europe 2 de votre ville en téléphonant au 08 36 65 78 18 (3F71 l'appel)

EMI, SOUL MUSIC AIRLINES, GIPROVY, Europe 2, TFI

ABONNEZ-VOUS
à l'hebdomadaire L'Express
au 18903

Les dilemmes de l'action humanitaire

« Les French doctors dans le piège afghan », sur France 3, révèle les limites de l'engagement des médecins sans frontières. Une analyse pertinente

QUEL EST LE SENS de l'action humanitaire ? Quelles sont ses limites, ses dangers, ses contradictions, ses bonheurs parfois ? A travers l'exemple des médecins sans frontières « engagés » à partir de 1980, aux côtés des moudjahidins, le documentaire de Joël Calmettes, *Les French doctors dans le piège afghan*, répond de manière convaincante à ces questions souvent sujettes à polémiques.

Lorsque les chars soviétiques entrent à Kaboul, en décembre 1979, Médecins sans frontières envoie des missions d'urgence à partir de Peshawar (Pakistan). L'ennemi était identifié : « On était vraiment anticomunistes », se souvient Rony Brauman, alors dirigeant de l'organisation, avec Claude Malhuret et Xavier Emmanuel. « Les Khmers rouges, le goulig, les boat-people, la véritable nature du régime de Hanoi, tout cela nous avait ouvert les yeux. » Grâce à Juliette Fournet, une ancienne étudiante en chirurgie dentaire ayant grandi en Afghanistan (et parlant persan), MSF va développer un réseau d'urgence incomparable, « avec des moyens semblables à ceux dont on disposait au Moyen Âge en France ». Pendant près de dix ans, cette jeune femme entraîne médecins, infirmières et logisticiens dans les labyrinthes compliqués de la guérilla afghane pour y accomplir des gestes simples : soigner, réconforter, et aussi aider les plus touchés à « rejoindre Allah », comme l'explique l'infirmière Sylvie Cusset.

Tout semble alors aller de soi : la résistance afghane doit affronter



une armée soviétique puissante, qui utilise des « moyens déguésés » : phosphore, napalm, jets piégés, dit Juliette Fournet. Les *French doctors* croient jouer d'une certaine immunité à condition de rester silencieux et discrets. Mais, en 1981, les Mig bombardent un hôpital de MSF.

UN « MÉLANGE DES GENRES » L'organisation décide d'alerter l'opinion publique. Les médias entrent en piste. Rien ne sera plus jamais comme avant. « Le point de vue sur l'Afghanistan est devenu celui de l'humanitaire. Ce mélange des

genres n'était pas sain », regrette Rony Brauman. MSF s'exprime, se substitue parfois aux journalistes pour informer sur le conflit. La notoriété de l'organisation « et son compte en banque » y gagne. Mais elle est désormais davantage qu'un simple témoin. Elle devient un enjeu, un instrument aussi. Début 1985, le sénat américain souhaite entendre Juliette Fournet sur la situation en Afghanistan. « On m'a proposé un million de dollars pour financer une mission. » MSF refuse, soucieux de son indépendance. « Les Soviétiques nous auraient accusés d'être des

mercenaires des États-Unis. Il n'était pas question d'entrer dans ce jeu », explique-t-elle. Sur le terrain, l'action médicale est toujours exigeante. Des femmes et des enfants souffrent. Des combattants aussi, qu'il faut remettre sur pied... pour qu'ils combattent de nouveau.

Dilemme de l'humanitaire dans la guerre. « Mais ce n'était plus envisageable de ne pas être là », confie Rony Brauman. Après 1985, MSF cesse d'idéaliser les moudjahidins. Les chefs de la résistance sont divisés ; bientôt ils s'entre-tueront. L'aide américaine transite auprès d'un parti politique pro-islamiste. Plusieurs équipes de médecins deviennent les otages des factions locales contrôlées par des fondamentalistes, qui veulent les livrer aux communistes de Kaboul, contre des armes. C'en est fini de la vision des bons résistants contre les méchants Soviétiques. Juliette Fournet a retenu la leçon : « L'humanitaire doit être fait avec professionnalisme, mais ne doit pas devenir une profession. »

Il faudra l'assassinat d'un médecin français, en avril 1990, pour que MSF décide de se retirer d'Afghanistan. Quand les *French doctors* sont revenus, courant 1992, ils ont trouvé un pays en miettes, affaibli par d'innombrables besoins. Depuis le 13 février 1989, les Soviétiques étaient partis. Pas la misère.

Eric Fottorino

★ Les Dossiers de l'Histoire : Les *French doctors* dans le piège afghan, France 3, samedi 25 janvier à 22 h 25.

La couleur du ciel

par Alain Rollat

SDUDAIN, à l'écran, une séquence d'archives en noir et blanc. Trois soldats allemands empoignent un corps qu'on ne voit pas mais qui, on le devine, se débat. Une gare de triage. Un gros plan : le visage d'une jeune femme dans l'entrebâillement d'une porte. Une femme ou une enfant ? On distingue mal. Plutôt une adolescente de quatorze ou quinze ans. Un foulard blanc, noué sous le menton, enserrant l'ovale de ce visage gris. Sa bouche ouverte, ses lèvres figées, expriment une incompréhension incompréhensible. Son regard vide fixe quelque chose, ou quelqu'un, à l'extérieur. La porte est bien celle d'un wagon qui n'est pas encore plombé. Sur le quai, des uniformes à casquette ont l'air de papoter. Le train à vapeur va partir. Destination inconnue. Le crime contre l'humanité, officiellement, n'existe pas encore. Le montage de France 3 a consciencieusement respecté l'ordre chronologique. Séquence Papon.

Gros plan contre gros plan. Visage emblématique contre figure appelée par la justice à devenir historique. Qui regarde-t-elle, cette inconnue au foulard, ce soir, dans ce journal de 20 heures ?

Pressent-elle l'indécible ? Qui d'autre peut-elle regarder que cet homme dont le commentateur a dit, en voix off, qu'il fut « à la grande commis de l'Etat » à la « carrière exemplaire » ? Cet ancien préfet de police, cet ancien ministre du budget, on vient de l'entrevoir. Toujours aussi raide, toujours aussi distant, toujours aussi hiératique qu'à l'époque où il impressionnait le Palais-Bour-

bon par la précision de ses comptes. La caméra a même plongé sur sa boutonnière pour un gros plan sur le ruban rouge de sa Légion d'honneur. On vient de l'apercevoir à travers une vitre, en conversation avec son avocat. On a découvert ensuite sa signature sur un texte manuscrit reproduit à l'écran. Un document à l'en-tête de la préfecture de la Gironde, daté du 24 août 1942. Un mot de secrétaire général dans lequel il est question des juifs et du camp de Drancy. Mais on n'a fait que l'entrevoir, que l'apercevoir. En coulisse, sur d'autres séquences d'archives.

Dans l'actualité, M. Papon fait de la rétention d'image. Peut-on oser des faits en les privant d'image ? Sur France 3, il consent seulement (où ? quand ? rien ne l'indique) à une mise en scène muette.

Le voilà donc qui s'avance dans un couloir, s'arrête devant une bibliothèque, saisit un livre, fait le geste de le feuilleter, le repose, tourne les talons. En refermant la porte d'un bureau, d'un signe de la main il dit au revoir à quelqu'un. Au revoir ou adieu ? Et à qui ? A nous ? A elle ? A sa conscience ?

C'est le journal de TF 1 qui rapporte ses derniers propos publics enregistrés par une caméra, en juin 1994. M. Papon a l'âme en paix : « Un homme qui a consacré sa vie au service de l'Etat garde en lui un ciel bleu qui ne s'effacera jamais de sa mémoire... »

Quelle était donc la couleur du ciel le jour où ce train à vapeur a emporté cette jeune inconnue au foulard blanc ?

TF 1

20.45

PATINAGE ARTISTIQUE
En direct du Palais omnisports de Bercy.
Présenté par Anne-Sophie de Kristoff et Roger Zabel.
Championnat d'Europe : programme libre danse (10 min). 875453

22.35

SANS AUCUN DOUTE
Magazine présenté par Julien Corbier. Les expertises génétiques (10 min). 8948328
Témoignage d'un homme, accusé de meurtre et de viol en Angleterre, qui a été innocenté grâce à une expertise génétique. 0.35 et 1.25, 3.10, 4.45
TF 1 nuit.
1.35 *Formeok. Documentaire.*
3.20 *Raid contre la Mafia. Série. O (16).* (rediff.). 4.55 *Musique. Concert* (15 min).

France 2

20.55

LE DOUBLE JEU DE CAMBRIDGE
Téléfilm de Nicolas Smith, avec Amanda Burton, John McCann (100 min). 2258434
Le cadavre d'un jeune homme est retrouvé dans une cellule du commissariat de police de Cambridge.

22.40

BOUILLON DE CULTURE
Magazine. Le meilleur et le moins. Invités : Jacques Bonel (L'Œuvre), Annie Ernaux (La Honte), Dominique Fernandez (Tribune d'histoire), Nadine Trintignant (Ton chapeau au vestiaire). (65 min). 3579144
23.45 *Journal. Météo.*
23.55 *La Flèvre dans le sang* (1962, 125 min). 6590808
3.30 *Tennis. En direct. Open d'Australie : finale dames. Mary Pierce (Fr.)-Martina Hingis (Suisse).*

France 3

20.50

THALASSA
Magazine présenté par Georges Pernoud. Bilal : atomik park (60 min). 6419502
Belgique : 15 jours de Cami. Allemagne : le pèbre des cygnes. France : le nombril du monde (60 min).
22.50 *Journal. Météo.*
23.20 *Comment ça va ? Des* (65 min). 8402888
0.15 *Libre court.*
Court métrage de Carl Lunnell (15 min). 4594187
0.30 *Sidamag. (rediff.).*
0.50 *Capitaine Furillo.* Série. La valise.
1.35 *Musique graffiti. Magazine. Les Divines (Australie) (10 min).*

21.50

FAUT PAS RÉVER
Magazine. Invité : Bernard Bopp. Belgique : 15 jours de Cami. Allemagne : le pèbre des cygnes. France : le nombril du monde (60 min). 7030837
22.50 *Journal. Météo.*
23.20 *Comment ça va ? Des* (65 min). 8402888
0.15 *Libre court.*
Court métrage de Carl Lunnell (15 min). 4594187
0.30 *Sidamag. (rediff.).*
0.50 *Capitaine Furillo.* Série. La valise.
1.35 *Musique graffiti. Magazine. Les Divines (Australie) (10 min).*

Arte

20.45

CHUTE LIBRE
Téléfilm de Christian Götzel, avec Josef Bierbichler, Florian Martens (90 min). 705366
Alors qu'il se rend chez sa maîtresse, un homme qui conduit en état d'ébriété renverse accidentellement une inconnue et prend la fuite. Quelques heures plus tard, la police informe que sa femme a été victime d'un chantage.

22.15

GRAND FORMAT : REPRENDRÉ VIE.
Continuer à exister après Auschwitz. Documentaire de Thomas Mischler (130 min). 7865076
La croisée des souvenirs d'un cameraman américain, présent lors de la libération d'Auschwitz, et les témoignages de trois rescapés : Gerhard Duncker, Veludo Bacon, Ruth Klüger.
0.25 *Les Artistes*
sous le chapiteau, perplexes. Film d'Alexander Kluge, avec Hannelore Hoger, Alfred Edel (1968, N. et couleur, v.o., 100 min). 3802274
2.05 *Le Dessous des cartes. Chronique* géopolitique. Belgique : la guerre civile sans armes (32) (rediff.). 15 min.

M 6

20.45

LE DOUBLE SECRET
Téléfilm d'Eric Yli, avec Isabelle Willems (105 min). 139163
Une infirmière est retrouvée assassinée dans le parking d'une boîte de nuit. Sa sœur mène l'enquête.

22.30

POLTERGEIST
L'esprit de Chinatown. Série O (50 min). 54960
Chinatown est en proie à un esprit venu réparer une injustice vieille d'un siècle.
23.20 *Mon fils*
est-il un assassin ?
Témoignage de Gary Davis (100 min). 3904724
1.05 *Best of groove.*
2.00 *Jazz & Magazine. 2.55 Fréquentation.* Magazine. Eddy Mitchell. 3.45 *Cité de Saint-Tropez. Documentaire.* 4.35 *M 6. Magazine (rediff.).* 5.00 *Couilles. Documentaire. Jean-Louis Aubert. 5.25 Turbo. Magazine (rediff.).* 30 min.

Canal +

20.30

"SI JE T'OUBLIE, SARAJEVO."
Téléfilm d'Arnau Ségura (100 min). 788540
22.10 *Yugoslavie, suicide d'une nation* européenne. Documentaire (50 min). 9147858

23.10

ENTRETIEN AVEC UN VAMPIRE
Film de Neil Jordan. Les crépuscules du mal. Avec Tom Cruise, Brad Pitt (1994, 117 min). 9425057
1.10 *Les Deux Orphelins*
Film de Riccardo Freda avec Valeria Ciangottini (1965, 94 min). 2448454
2.50 *Passion sous surveillance*
Film d'Angela Pope avec Julia Ormon (1994, v.o., 96 min). 33518545

Radio

France-Culture

20.00 *Le Rythme et la Raison.* Philippe Hersant. Œuvres de Liszt, Wagner, Hensan (55). 20.30 *Radio archives.* 21.32 *Black and Blue.* George Russell, ou l'art d'être soi-même. Invité : Gilles Anquetil. 22.40 *Nuits magiques.* Un prénom pour la vie. 0.05 *Du jour au lendemain.* 8-9 *Musique : Les crépuscules du mal.* Journée du mardi 10 avril 1995, avec Pierre Duda. 1.00 *Les Nuits de France-Culture (rediff.).*

France-Musique

20.00 *Concert franco-allemand.* En direct de la salle des Congrès à Sarrebruck, par l'Orchestre Symphonique de la Radio de Sarrebruck, dir. Michael Stern. Œuvres d'Haydn : The Unwearied Question ; Violin Concerto pour violon et instruments à vent op. 12, Franz Liszt ; Concerto pour piano (violin) ; Debussy : La Mer ; Ravel : Boléro. 22.30 *Musique pluriel.* Œuvres de Liszt et Debussy. 23.07 *Miroir du siècle.* 0.00 *127-club. Concert au Petit* Hippodrome à Paris, avec Eric Le Normant et Alain Jean-Marie (piano). 1.00 *Les Nuits de France-Musique.*

Radio-Classique

20.40 *Les Soirées de Radio-Classique.* Alexandre Borodine. 22.40 *Les Soirées. (Suite).* Œuvres de Strauss, Mozart, Beethoven. 0.00 *Les Nuits de Radio-Classique.*

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec en soirée : 20.00 et 23.00 *World News Today*, 20.30 et 23.00, 1.00, 2.00 *World News*, 21.00 *Larry King Live*, 22.30 *Inside*, 23.30 *World Sport*.

Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec en soirée : 19.15 et 0.10 *Analysis*, 15.45 et 21.15, 0.15 *Euronews*, 20.10 et 23.15 *Sport*, 20.15 *No Comment*, 20.35 et 21.40, 22.20, 1.40 *Europa*, 20.45 et 23.45 *Map*, 22.45 *Artissimo*, 21.50 *Vista*, 22.15 et 1.45 *Euronews*, 22.50 et 23.20, 0.20, 1.20 *International*, 0.40 *Cinéma*.

LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec en soirée : 19.30 et 20.30, 22.30 *Le Grand Journal*, 19.54 et 21.56, 23.12, 1.12 *Boléro*, 20.18 et 20.45 *Le 18-21*, 21.10 et 22.12 *Le Journal du monde*, 21.37 et 22.19, 22.44 *Journal de l'économie*, 21.58 *Cinéma*, 21.42 *Talk culturel*, 22.41 et 23.40 *Sports*.

► Signale dans *Le Monde* Télévision-Radio-Multimédia :
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

ABONNEZ-VOUS
et économisez jusqu'à 294 F
soit 41 numéros gratuits

1 AN - 1890 F
au lieu de 2 184 F*

BULLETIN - RÉPONSE
Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :
☐ 3 MOIS - 538 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F
au lieu de 548 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F

Je joins mon règlement soit :
☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde
☐ par carte bancaire N° _____
Date de validité _____ Signature : _____

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE

	Belgique	Autres pays	USA - CANADA
1 an	7 188 F	2 980 F	2 980 F
6 mois	3 594 F	1 490 F	1 490 F
3 mois	1 797 F	745 F	745 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par chèques automatiques mensuels, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-32-80 de 9 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à :
LE MONDE, service Abonnements, 24, avenue de Clémenceau, 92445 Châtillon Cedex

TV 5

20.00 *Médecins de nuit.* (40) *Le Livre 1000.*
21.00 *Spot Week-end.*
Invités : Eric Thomas, Pierre Augier, Marthe Mercadier, Lucie Berthel, François Fretz, Christian Cabriel (RTBF du 17/19).
22.00 *Journal (France 2).*
22.30 *Taratata.*
Eros Ramazzotti (France 2 du 20/10/97).
23.45 *Ca cartonne.*
0.30 *Soir 3 (France 2).*

Planète

19.45 *Savez les koalas !*
20.35 *Equinox.*
21.25 *Paul Catrain. (22).*
22.20 *Chronique du Dragon.*
23.05 *Maroc, corps et âmes.* (51) *Gnaouas.*
23.30 *Ballet. (22).*

Odyssée

20.40 *Jump.*
21.10 *Notre planète Terre.*
21.35 *Après nous le déluge.*
22.30 *La Conquête de l'espace.*
[22] *Objectif Mars.*
23.10 *Les Grandes Parades du Hip Hop.*
0.00 *Histoires naturelles.* (240) *Bulgaria (55 min).*

Paris Première

20.00 et 0.35
La Semaine
20 h Paris Première.
21.00 *L'École du spectacle.* (12) (55 min). 9168540
21.55 *Le J.T.S.*
22.25 *Pédagogie.*
Œuvre de Ludwig van Beethoven. Mises en scène de Sir Peter Hall. Chœur de Glyndebourne et l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Bernard Haitink (130 min). 40189415

France Supervision

20.30 *Capitaine Café. Magazine.*
21.20 *Gala des Crinières d'Or.* 22.50 *World Music.*
23.45 *Grand Large. Magazine.*
0.35 *Descente de skeleton.*

Ciné Cinéfil

20.30 *Julietta*
Film de Marc Allégret (1933, N.-B. min). 1306144
22.05 *Le Souffle sauvage*
Film de Hugo Frey (1953, N.-B., 95 min). 98293705
23.40 *Train de luxe* (Twentieth Century) (100 min).
Film de Peter Weir (1994, N.-B., 90 min). 2933095

Ciné Cinémas

21.00 *L'Année de tous les dangers*
Film de Peter Weir (1992, 110 min). 1643058
22.50 *Le Prix de l'exploit*
Film de Jean Badham (1985, v.o., 110 min). 11633705
0.40 *Inferno*
Film de Dario Argento (1979, 105 min). 87688885
3.55 *Séquences* (90 min).

Série Club

21.40 et 1.30 *Le Chevalier de Paradiell.*
22.30 *Zéro un Londres.* Une pièce qui rapporte.
23.00 *Elery Queen.*
23.45 *Chapeau melon et Bottes de cuir.*

Canal Jimmy

20.30 *Star Trek.*
21.20 *The New Statesman.*
21.45 *Destination séries.*

22.20 *Chronique du front.*
22.25 *Dream On.*
22.50 *Selinfeld.*

Festival

20.30 *Le Président et la Garde-barrière.*
Téléfilm de Jean Dominique de la Rochefoucauld, avec Jean-Pierre Cassel (100 min). 94068808
22.10 *Tropique du crabe.*
Téléfilm de Juan Burell (11) (100 min). 6516311

Téva

20.45 *Nos meilleures années.*
22.15 *Murphy Brown.*
22.45 *XY Elles.*
Invitée : Danielle Huesges.
23.45 *Système Téva. Santé : la ménopause* (55 min).

Voyage

20.40 *Suivez le guide.*
Monde aquatique : Portugal ; Saint-Tropez.
22.00 *Super Cities. Amsterdam.*
22.30 *L'heure de partir* (120 min).

Eurosport

18.30 *Patinage artistique.* En direct. Championnats d'Europe à Paris (120 min). 71728250
22.00 *Tennis. Internationaux de France.* Les temps forts du 12^e jour.
1.00 *Basket-ball. Le magazine.*
1.30 *Tennis. Résumé.*
Open d'Australie : demi-finales dames.
3.30 *Tennis. En direct. Open d'Australie : finale dames.* Mary Pierce-Martina Hingis (130 min). 28537274

Muzzik

20.00 *Segovia*
at Los Olivos.
21.00 *Lionel Hampton in the Mood.*
Concert (60 min). 43540
22.00 *Jeff Madgister.*
Concert enregistré au Townsquare jazz festival 95.
22.45 *Paris-musette.*
23.45 *La Vie parisienne.* Œuvre de Jérôme Savary. Orchestre Suisse romande, dir. Marc Soustrot (130 min).

LE CABLE CHEZ VOUS

TV CABLE
AMI 2000 distributeur agréé
TEL. 01 4651 2000

Une plume allemande, la France et l'euro

Les médias d'outre-Rhin se plaisent à dépeindre les Français comme des jacobins obsédés par la défense de leur nation menacée. Le quotidien des affaires « Handelsblatt » refuse, lui, de les présenter comme des anti-maastrichtiens

IL EST BIEN CONNU que les Allemands se méfient des intentions françaises en ce qui concerne la monnaie unique. Les soupçons à l'égard de Paris ne manquent pas. Tantôt accusés de manipuler les chiffres de leur budget, tantôt de chercher à imposer un contrôle politique de la future monnaie, les Français, comme si cela ne suffisait pas, prétendent désormais nommer l'un d'entre eux à la tête de la future banque centrale européenne.

Le ton des commentaires est extrêmement négatif. Ainsi le très influent chef du service économique de la Frankfurter Allgemeine Zeitung, Hans Barbier, alerte-t-il le public allemand sur le gouffre qui existe, selon lui, entre les conceptions monétaires française et allemande.

Joachim Dorfs, correspondant à

Paris du quotidien des affaires Handelsblatt, a décidé de prendre la plume pour tenter une mise au point et expliquer à ses lecteurs que les Français, en définitive, ne sont pas de si mauvais Européens qu'on veut bien le dire. Il dénonce, dans un commentaire paru le 22 janvier, le parti pris qui consiste à renvoyer de la France l'image d'un pays globalement hostile à la stabilité monétaire européenne et à la logique de Maastricht.

Exemple : on a couramment tendance à penser, en Allemagne, que la France veut organiser un référendum avant l'entrée dans l'Union monétaire, sans savoir que ce projet ne reflète pas du tout la position officielle défendue à Paris. Mauvaise foi ou complaisance ? Même constat en ce qui concerne les attributions du futur « conseil de stabilité », souvent

présenté, en Allemagne, comme le cheval de Troie de l'interventionnisme politique français après l'introduction de l'euro. Ce conseil ne sera rien d'autre qu'une « institution informelle », écrit le Handelsblatt.

Joachim Dorfs s'en prend tout particulièrement à « l'enthousiasme avec lequel les médias allemands tendent leur miroir aux adversaires français de Maastricht ». « Si les journaux français procédaient de la même façon, écrit le journaliste, les Français seraient amenés à penser que l'opinion de Gregor Gysi, chef du Parti communiste allemand, ou celle de Manfred Brunner, fondateur du Parti du deutschemark, reflètent l'opinion majoritaire en Allemagne. » On constate en effet, au cours des derniers mois, une tendance manifeste de la presse allemande à



donner la parole aux intellectuels ou aux hommes politiques français les plus critiques à l'égard de Maastricht. Jean-Pierre Chevènement, Max Gallo, Emmanuel Todd ou Pierre Bourdieu sont très souvent cités dans les médias allemands et servent en quelque sorte, bien malgré eux, de témoins

à charge dans le procès qui est intenté à la France.

Supposés être représentatifs de la majorité de leurs concitoyens, ils incarnent la France telle qu'on se plaît à la dépeindre en Allemagne : un pays de jacobins obsédés par la défense de leur nation menacée. Certes, dit le Handelsblatt, « les Français croient à l'Etat national et ont des difficultés à déléguer du pouvoir à Bruxelles ». Mais si les intellectuels anti-maastrichtiens occupent la place qui est la leur dans le débat hexagonal, c'est que « la France, d la différence de l'Allemagne, connaît un large débat sur l'euro », explique le Handelsblatt. Et le journal de déplorer que les Allemands, sur ce sujet, se contentent d'un « débat familial ».

Lucas Delattre

REVUE DE PRESSE

EUROPE 1

■ **Alain Duhamel**
Il y a une catégorie de hauts fonctionnaires qui, sous Vichy, n'ont pas eu le choix, parce qu'ils ont été sur-le-champ exclus de la fonction publique, ce sont les hauts fonctionnaires d'origine juive. Le gouvernement du maréchal Pétain en a pris l'initiative sans même attendre que l'occupant le lui demande, et au sein des grands corps de l'Etat les protestations ont été rares. Pour les autres, pour l'immense majorité des hauts fonctionnaires, trau-

matisés par la débâcle militaire, déstabilisés par l'effondrement de l'Etat, humiliés et désemparés, la période a été dramatique, exigeante.

Le corps préfectoral a eu les choix les plus difficiles. Les plus républicains ont démissionné ou ont été mis à la retraite par Vichy. Les autres se sont comportés de façon très variable. Certains ont été condamnés à la libération, parfois par les magistrats qui prenaient leurs consignes quelques mois plus tôt, d'autres s'en sont bien tirés. Le choix du général de Gaulle de mettre l'accent sur la France comme une victime stoïque et non pas sur l'Etat

comme un complice actif - c'était nécessaire à l'époque pour retrouver souveraineté et rang - a protégé de facto nombre de hauts fonctionnaires.

FRANCE-INTER

■ **Pierre Le Marc**
Ce procès n'aura toute son utilité sociale que s'il conduit à travers le cas de Maurice Papon à un triple débat de conscience. D'abord sur la nécessité du souvenir et de la mémoire. Le second débat que soulève une nouvelle fois le cas Papon porte sur la difficulté de ce pays justement à faire le travail de vérité sur ce qu'il fut dans l'épreuve de la guerre, de la

défaite, de la soumission. Enfin, si l'on ose dire, l'intérêt de l'affaire Papon, c'est aussi de renvoyer non seulement les membres de l'administration de l'Etat, mais aussi chacun de nous à une réflexion sur le devoir de refus et de résistance quand les valeurs fondamentales sont en jeu. Et à une réflexion sur ces valeurs. C'est là sans doute le meilleur hommage - et la meilleure justice - à rendre aux victimes de cette tragédie.

LIBERATION

■ **Jacques Amaric**
Le grand âge ne change rien à l'affaire : il est juste que Maurice Papon soit enfin renvoyé devant

la Cour d'assises de la Gironde. Le temps qui a passé depuis les faits incriminés ne change rien, non plus, à l'affaire ; d'abord parce qu'il y a une imprescriptibilité et ensuite parce qu'il y a eu, après quarante ans de maquillage d'un passé accablant, quinze années de ce qu'il faut bien appeler obstruction judiciaire. Oublier Papon ne reviendrait pas seulement à occulter une nouvelle fois les responsabilités françaises sous Vichy ; ce serait aussi faire insulte à la mémoire des victimes et aux rares qui sont revenus des sinistres convois organisés par l'ancien secrétaire général de la préfecture de Bordeaux.

EN VUE

■ Dans Marie Claire, Nicole Notat, secrétaire nationale de la CFDT, répond aux questions sur les difficultés d'être une femme dans un milieu très masculin et le façon dont elle a supporté les insinuations (« Notat au plumard »). On la croit lesbienne ? « Je ne suis pas mariée, je n'ai pas d'enfant et je n'affiche pas ma vie personnelle, il faut bien inventer quelque chose », réplique-t-elle. Ses fiers de jeune fille ? Elle a cru au Prince Charmant, mais les expériences qu'elle a eues lui ont fait voir les choses autrement. Parler d'amour ? Pourquoi pas. « C'est le malheur des hommes de croire qu'il vaut mieux cacher ses sentiments », conclut-elle.

■ La presse anglaise parle abondamment de la nouvelle publication du Journal d'Anne Frank, qui rétablit les passages « sentimentaux » supprimés par Otto Frank (le père d'Anne) dans les premières éditions. Rappelons que cette version a été publiée en France, par Calmann-Lévy, en 1992. La rédaction en a été confiée à l'écrivain et traductrice allemande Mirjam Pressler par l'Anne Frank Fonds, de Bâle (Suisse).

■ Pour la première fois depuis dix-huit ans, Cat Stevens a annoncé qu'il s'est remis à composer des chansons. Celles-ci devraient figurer sur sa prochaine compilation de musique bosniaque. Prénommée Youssif Islam depuis sa conversion à la religion musulmane, en 1977, le créateur de Lady d'Arbanville enseigne aujourd'hui dans une école islamique de Londres. 571 a mis en musique des versets du Coran l'an dernier, le monde de la pop reste toujours pour lui sous l'emprise de Satan.

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
15.50 Patinage artistique. En direct. Programme libre dames (100 min). 464125 17.30 Dingo de toi. Série. 17.55 30 millions d'amis. 18.00 Vidéo gaz. 19.05 Beverly Hills. Série. 19.55 Comme une intuition. 20.00 Journal, Tiercé. Méteo. Petit cours de la Vendée Globe.	15.30 Rugby. En direct. Finale de la Coupe d'Europe. Lescot-Briev. 17.35 La Peste à la maison. 18.00 J'ai. 18.50 Vidéo gaz. 19.05 Méteo. 19.55 et 20.40 Tirage du Loto. 20.00 Journal, A cheval, Méteo.	18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. Cose-pipe à la Nation. de Léo Malet et Tardi. 18.55 Le 19-20 de l'information. 19.10 Journal régional. 20.00 Méteo. 20.05 Fa si la chanter. Jeu. 20.35 Tout le sport. Méteo.	17.55 J'ai 9 ans et je travaille. 18.50 Le Journal du temps. 19.00 Arte. 19.00 Un garage fou-fou. Série. 19.30 Histoire parallèle. Semaine du 25 janvier. 19.40 Quel sort pour les valeurs ? Invité : Clément Ziebra (45 min). 20.15 Le Dessous des cartes. Belgique : la guerre civile sans armes [2/2]. 20.30 8 1/2 Journal.	18.05 Amicalement votre. Série. Le mot de passe. 19.00 Turbo. Magazine. 19.40 Waxing. Magazine. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 300 Rome. Magazine présenté par Olivia Adria. 20.35 Plus vite que la musique. Les coulisses du Midem.	17.25 Les Muppets. Invité : Whoopi Goldberg. En clair jusqu'à 20.35. 17.55 Décodez pas Bonny Deslin animé. 18.50 Flash d'information. 19.00 T.V. + Magazine. 20.00 Les Simpson. 20.25 Plus à vite. 20.35 Beauty Beahavious. Court métrage.	20.45 France-Culture. 20.45 Fiction : Nouveau répertoire dramatique. 20.45 Ewrennet met l'air. 20.55 Le Long Voyage vers le jour de Richard Kiefer. 22.35 Musique : Découverte. Autoproduit : Jean-Claude Pignatelli. Flash, musique : Début à la musique techno en question. 23.35 Claudine. 0.05 Tard dans la nuit. Nouvelles de Tennessee Williams extraites de Le Poète tueur et la Folle horreur. 0.55 Chronique du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France Culture (re diff.).
20.45 LES GROSSES TÊTES. Divertissement présenté par Philippe Bonnard. Invité d'honneur : Jean-Pierre Coffe. Avec Francis Perrin, Gini, Guy Montaghi, Amanda Lear, Pierre Bellemare, Philippe Caubère, Carlos... (125 min). 017699	20.50 LES BEAUX JOUEURS. Divertissement présenté par Christophe Dechavanne. Jean-Claude Brialy, Invité : Michel Fugère, le Trio Espérance, Olyette Winter, Pascal Obispo, Jane Birkin, Etienne Daho, 2 Be 3, Charlotte de Turckheim, Martin Lamotte, Gérard Darmon, Michel Rouleau, Johnny Hallyday (100 min). 103670	20.45 LE REFUGE : LA NUIT DU LOUP. Téléfilm d'Alain Schwartzstein, avec Maxime Leroux, Marie-Dominique Dessès (100 min). 977458	20.45 L'AVENTURE HUMAINE : LES CHERCHEURS D'OR DU KLONDIKE. Documentaire de Max H. Reibin et Wolfgang Reuter (55 min). Dawson City (Yukon) : le chaos d'hier et la sérénité d'aujourd'hui. 191496	20.45 AUX FRONTIÈRES DU RÉEL. Série, avec Clément Anderson (165 min). 1150409 Le musée rouge. Des adolescents quittent précipitamment leur domicile après un mystérieux appel téléphonique. Ils sont retrouvés peu après à demi nus, et en état de choc. Mystère vaudou O. Deux Marines trouvent la mort dans des conditions mystérieuses. Scully et Mulder soupçonnent des pratiques liées au rituel vaudou. Aubrey A. Une jeune femme enceinte est harcelée par des visions de meurtres en série. Des meurtres commis il y a près de cinquante ans... 23.30 Le Maître de la terreur. Téléfilm A. de Lamberto Bava, avec Thomas Arana (90 min). 58518 1.00 Rock express. Magazine (30 min). 678532 1.30 La Nuit des clips (60 min).	20.35 UN ALIBI PARFAIT. Téléfilm de Kevin Meyer, avec Teri Carr, Hector Elizondo (90 min). 209564 22.05 Flash d'information. 22.15 Jour de foot. Magazine présenté par Philippe Bruet (45 min). 2763944	20.45 France-Musique. 19.30 Opéra. Cavalletta nuptia, de Mascagni. En direct du Metropolitan Opera à New York, par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan Opera de New York, dir. Simon Young. Deux arias de Sarmiento (soprano), Fabio Armillani (ténor) (ténor). 22.45 Entracte. 23.07 Le Bel Aujourd'hui. Festival d'automne. Concert donné le 6 décembre 1996 à l'Amphithéâtre de l'Opéra national de Paris, par l'Ensemble Recherche, dir. Kamini Ryan. Œuvres de Haas. 1.00 Les Nuits de France-Musique.
22.50 HOLLYWOOD NIGHT. 24h d'images. Téléfilm O de Carl Schenk, avec Richard Dean Anderson, Susan Dey (100 min). 8316748 Une femme qui a fui son mari, un policier brutal, est prête à changer d'identité grâce à la chirurgie esthétique. 0.30 Formule foot. 24h journée du Championnat de C1. 1.05 et 2.20 TPI nuit. 1.20 Les Rendez-vous de l'entente. Magazine (rediff.). 1.50 et 2.30, 4.55 Histoire naturelle. Documentaire (rediff.). 2.05 Raid contre la mafia. Série. (16/6) 4.45 Musique (10 min).	22.50 BOXE. En direct de Stuttgart. Championnat d'Europe des poids moyens : Hassine Cherif (FC) - Branko Sobot (FC) (10 min). 421380 0.00 Journal, Méteo. 0.15 La 25 ^e Heure. Les enfants disparus : la guerre la plus sale d'Argentine (55 min). 438688 1.10 Bouillon de culture. Magazine (rediff.). 2.35 Unit. Documentaire. Dites-le en vidéo. 2.35 Les Zébrons (rediff.). 3.05 Chip et Charly. Les 250 ans de Paris. 3.35 Encyclopédie audiovisuelle. Documentaire. Darwin. 4.30 Taratata (rediff.). 110 min.	22.25 LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE. Documentaire de José Calmes. Les "French Doctors" dans le piège africain (60 min). 1613361 0.15 Livre page 25. 23.25 Journal, Méteo. 23.50 Musique et Cie. Magazine. Découvrez Razi Say (60 min). 9437903 0.50 Capitaine Furlito. Série. Conséquences d'une grève. 1.35 Musique gratifi. Magazine. Variations op. 71 n° 1 en ré mineur, de Johannes Brahms, par Jacqueline Bourgeois-Maurouy au piano (25 min).	21.40 LA PAGE BLANCHE. Téléfilm d'Alain Assayas, avec Virginie Ledoyen, Cyprien Fouquet (65 min). 533803 La version cinéma de La Page blanche, L'eau froide, figurait parmi les neuf films de la série Tous les garçons et les filles de leur âge présentés en janvier à la Cinéma-thèque du Musée d'Art moderne de New York (Le Monde du 16 janvier). 22.45 Metropolis. Villes du futur : Paris au 23 ^e siècle : Architecture et chérogaphie : Rem Koolhaas ; Ricky Moller au charbon (60 min). 23.45 Music Planet : Brian Wilson (60 min). 0.55 Pellettes : Francis Bacon (1909-1992). Documentaire d'A. Joubert (rediff.). 35 min. 1.30 Le Sud. Téléfilm de Carlos Saura, d'après Jorge Luis Borges (60 min).	21.45 514 alpin. En direct. Coupe du monde. Descente messieurs à Kitzbühel (Autriche) (75 min). 5503125 14.30 Patinage artistique. En direct. Championnat d'Europe (150 min). 17.55 Football. En direct. Championnat de D2 (24 ^e journée) : Amiens - Le Mans (125 min). 72677293 20.00 Boite. Concours public. Lourd en 10 reprises. 21.00 Snowboard. 22.00 Tennis. Open d'Australie (Les temps forts). 23.00 Saut à skis. Coupe du monde (1 ^{er} manche) à Hakuba (Japon). 0.00 Bobsleigh. Championnats du monde. 2.00 Tennis. En direct. Open d'Australie : finale messieurs (90 min). 40360423	23.00 MA FEMME ME QUITTE. Film de Didier Kaniaka, avec Michel Boujenah (95 min). 623767 0.25 Elle s'appelle Françoise... (rediff.). 63 min. 1830171. 1.30 TV oubliée pas que tu vas mourir. Film de Xavier Beauvois (1995, 115 min). 3368201 3.35 Jiang-Hu. Film de Ronny Yu (1993, 90 min). 7513609 5.05 Nelly et M. Arnaud III. Film de Claude Sautet (1994, 104 min). 2203881	20.45 France-Classique. 19.30 Intermusée. Œuvres de Bruckner, Mendelssohn, Beethoven. 20.40 Transcriptions et arrangements. Œuvres de Beethoven, Brahms, Strauss, Bach, Schumann, Tchaikovsky, Franck. 22.45 De Capri. Œuvres de Hugo Weinhopfer, Saint-Saëns. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.
TV 5	Paris Première	Ciné Cinémas	Festival	Eurosport	Chaînes d'information	Les films sur les chaînes européennes
20.00 Renseignements généraux. Téléfilm de Philippe Leveuvre, avec Victor Lanoux, Anny Duperey. (120 min) Jeux dangereux. 21.30 18 télécinéma. 21.55 Méteo des cinq continents. 22.00 Journal (France 2). 22.40 Fa si la chanter. 0.30 Soit 3 (France 3).	20.00 et 23.55 Paris mode spécial homme. 20.30 Golf. Finale du Championnat du monde Andersen Consulting. Enregistré à Scottsdale, Arizona (Etats-Unis). 22.35 Nova. 23.30 Patti Smith, because... 0.25 Le J.T.S. 0.50 Blur. Concert enregistré à l'Alexandra Palace (Londres) en octobre 1994 (60 min). 94671510	20.05 Hollywood 26. 20.35 Golden Globe Awards 1997. 22.35 Mel Gibson. 23.00 Rive droite. Rive gauche. Film de Philippe Labro (1984, 100 min). 12787851 Série Club. 20.45 Colorado. Le cri de l'ange. 23.10 Code Quantum. Future Boy. 0.00 Le Prisonnier. L'impossible pardon. 0.50 La Famille Addams. Les vacances de rêve. 1.15 Colonel March. Pense d'armes. 1.40 Histoires vraies. L'homme aux diamants (25 min).	19.35 Homard. Téléfilm de Philippe Crocroyer, avec Roland Bertin (95 min). 18522383 20.30 Haute tension. Téléfilm de Philippe Labro, avec Burt Reynolds, Michael Sarrazin (90 min). 33636106 22.00 V comme vengeance. Champs clos. 23.35 Le Voyageur. Impair et passe (20 min).	11.45 514 alpin. En direct. Coupe du monde. Descente messieurs à Kitzbühel (Autriche) (75 min). 5503125 14.30 Patinage artistique. En direct. Championnat d'Europe (150 min). 17.55 Football. En direct. Championnat de D2 (24 ^e journée) : Amiens - Le Mans (125 min). 72677293 20.00 Boite. Concours public. Lourd en 10 reprises. 21.00 Snowboard. 22.00 Tennis. Open d'Australie (Les temps forts). 23.00 Saut à skis. Coupe du monde (1 ^{er} manche) à Hakuba (Japon). 0.00 Bobsleigh. Championnats du monde. 2.00 Tennis. En direct. Open d'Australie : finale messieurs (90 min). 40360423	Information en continu, avec, en soirée : 20.30 Computer Connection. 21.00 CNN Presents. 22.00 World News. 23.30 Best of tonight. 23.50 Early Prime. 23.50 World Sport. 0.00 World View. Euronews. Journaux toutes les deux heures, avec en soirée : 19.25 Chénas. 18.45 et 22.45 Correspondance. 20.30 et 0.30 Prime. 21.30 et 22.15 Sport. 21.30 et 1.40 Rôle. 21.50 Mag 8. 23.15 Alps Adria. 23.45 Business Weekly. 0.30 Odeon (10 min). LCI. Journaux toutes les deux heures, avec en soirée : 19.25 Chénas. 18.45 et 22.45 Correspondance. 20.30 et 0.30 Prime. 21.30 et 22.15 Sport. 21.30 et 1.40 Rôle. 21.50 Mag 8. 23.15 Alps Adria. 23.45 Business Weekly. 0.30 Odeon (10 min).	20.30 Wind. Film de Carol Ballard (1989, 125 min), avec Matthew Modine. 0.20 Re-entrance. Film de Stuart Gordon (1985, 90 min), avec Jeffrey Combs. Fantastique.
Planète	France Supervision	Ciné Cinéfil	Téva	Muzzik	LES CODES DU CSA	Signification des symboles :
19.40 Letuava. Lituanie libre ! (20) Quelle indépendance ? 20.35 Les Murrures de Pail. 21.30 Les Pousseurs de bois. 22 ^e Open international d'échecs d'Aubervilliers. 21.55 Sauvez les koalas ! 22.40 L'Effet de serre en question. 23.35 Paul Cézanne, notre oncle d'Ukraine. (20) 0.25 Chronique du Dragon (45 min).	20.30 Ariodante. Opéra en trois actes de Hansel. Livret d'Antonio Salvi. Mise en scène de David Alden. Enregistré à l'English National Opera de Londres (190 min). 60867380 23.40 Cap'tain Café. Magazine. 0.30 Trait pour trait. Documentaire. 1.00 La Légende des sciences (50 min).	20.45 Le Club. Blanchette Brunoy. 22.05 Le Meilleur du cinéma britannique. 23.00 Secrets de femmes. Film de Robert Wise (1950, N., 100 min). 12783238	19.30 et 1.00 Itinéraire d'un gourmet. Miam's ; Nizeta. 20.00 Destination golf. 20.30 et 23.30 L'Heure de partir. 21.00 Pellets et Mésandre. Opéra en cinq actes de Debussy (155 min). 27221106 23.25 Chronique de Jacques Lanzmann. Paris. 0.00 Vidéo guide. Ball (60 min).	21.00 Gesualdo the Prince. Mise en scène de Colin Neary, dir. Roger Norrington (70 min). 5954683 22.10 Pellets et Mésandre. Opéra en cinq actes de Debussy (155 min). 27221106	Accord parental souhaitable. Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans. Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.	■ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ■ On peut voir. ■ Ne pas manquer. ■ Chef-d'œuvre ou classique. ■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.
Odysée			Voyage			
19.30 Le Liban. Terre des Phéniciens. 20.10 D'île en planète. 21.10 Jungle marine. (24). 21.35 32 sur la Une. Chasseur de pierres. 22.30 Jump. 23.00 Notre planète Terre. 23.25 Après nous le déluge.			19.30 et 1.00 Itinéraire d'un gourmet. Miam's ; Nizeta. 20.00 Destination golf. 20.30 et 23.30 L'Heure de partir. 21.00 Pellets et Mésandre. Opéra en cinq actes de Debussy (155 min). 27221106 23.25 Chronique de Jacques Lanzmann. Paris. 0.00 Vidéo guide. Ball (60 min).			

Le sénateur RPR Philippe Marini dément faire l'objet d'une enquête préliminaire

Des infractions fiscales auraient cependant été mises au jour

DANS SON ÉDITION du vendredi 24 janvier, *Le Parisien* affirme que le sénateur (RPR) de l'Oise Philippe Marini, maître de Compiegne et auteur d'un rapport préconisant une réforme du délit d'abus de biens sociaux, ferait l'objet d'une enquête préliminaire. Cette enquête, indique le quotidien, aurait été ouverte à une date non précisée – par le procureur de la République de Compiegne à la suite d'une « dénonciation », et concernerait « d'importants investissements réalisés par Philippe Marini dans les départements et territoires d'outre-mer, par le biais d'une entreprise ». Selon *Le Parisien*, M. Marini pourrait être soupçonné d'infractions fiscales ou d'infractions au droit des sociétés.

Interrogé par *Le Monde* vendredi matin, le sénateur Marini a affirmé n'avoir connaissance d'aucune procédure ni fiscale ni judiciaire. « Il n'y a aucune enquête prélimi-

naire, nous a-t-il déclaré, et il n'y a matière à aucune enquête préliminaire. » Le *Parisien* évoquant des prises de participation de M. Marini dans « une imprimerie, un bureau de pêche industrielle, un complexe touristique et une centrale à béton » dans le cadre de la loi Pons – qui octroie de substantielles déductions fiscales aux investisseurs dans les DOM-TOM –, le sénateur précise qu'il s'agit d'« opérations très claires et totalement honnêtes, ayant une réalité économique incontestable, et dans lesquelles il n'était que co-investisseur avec de nombreuses autres personnes. » « Je suis un épargnant qui a investi dans le cadre de la loi Pons et c'est tout », a conclu M. Marini.

Le parquet de Compiegne a démenti, vendredi matin, qu'une enquête préliminaire concernant le sénateur Philippe Marini soit en cours actuellement. Selon nos informa-

tions, une enquête préliminaire menée par la police judiciaire de Creil sur les activités financières de plusieurs sociétés locales avait toutefois mis en évidence, à la fin de l'année dernière, des présomptions d'infractions fiscales et de abus de biens sociaux. C'est dans le cadre de ces recherches que seraient apparus, de façon incidente, des faits pouvant impliquer Philippe Marini. Saisi de cette partie du dossier, le parquet de Compiegne a procédé à des vérifications – dont on ignore le détail – avant de conclure à l'absence d'infractions pénales. Une partie des faits mis au jour par la police semble néanmoins avoir été transmise à l'administration fiscale. La direction générale des impôts (DGI) aurait été destinataire de ce dossier.

Dans un rapport remis, le 13 juillet, au premier ministre, Alain Juppé, Philippe Marini prônait une dépénalisation des sanctions prévues par la

loi de 1966 sur le droit des sociétés, et revenait sur l'une des infractions phares des affaires politico-financières : l'abus de biens sociaux. Soucieux de « réserver » l'incrimination, M. Marini proposait que seules les opérations ayant enrichi personnellement les dirigeants de l'entreprise et porté atteinte aux intérêts patrimoniaux de la société soient, à l'avenir, considérées comme des abus de biens sociaux. La réforme proposée s'appliquant nécessairement aux affaires en cours, en raison d'une jurisprudence constante du Conseil constitutionnel, la modification proposée par le sénateur de l'Oise pourrait mécaniquement conduire à des non-lieux dans la plupart des affaires instruites ces dernières années et mettant en cause des hommes politiques.

Jacques Follorou et Hervé Gattegno

Immigration : M. Debré cède à la majorité sur la carte de résident

DEVANT la commission des lois du Sénat, à laquelle il présentait, mercredi 22 janvier, le projet de loi sur l'immigration, le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, a demandé le maintien de plusieurs dispositions introduites par l'Assemblée nationale le 19 décembre. Il souhaite notamment, selon le compte rendu de son audition, conserver les articles ajoutés au projet par les députés « sur les

conditions de renouvellement ou de retrait de la carte de résident ». Aujourd'hui « de plein droit », le renouvellement pourra à l'avenir – selon le texte adopté sur proposition de Jean-Pierre Philibert, député (UDF-PR) – être refusé en cas de « menace pour l'ordre public ».

M. Debré a manifesté son « intérêt » pour la mesure visant à autoriser le relevé et la mémorisation des empreintes digitales des étran-

gers qui demandent à séjourner en France. Il a donné son aval, aussi, à la possibilité de retirer leur carte de résident ou carte de séjour temporaire aux employés de clandestins. Il juge « intéressante » la possibilité d'interdire un nouveau regroupement familial moins de deux ans après un divorce si celui-ci est lui-même intervenu moins de dix ans après un premier regroupement. Une mesure

analogue avait été censurée par le Conseil constitutionnel en 1993.

Parmi les rares « regrets » du ministre figurent les modifications apportées par les députés à l'article 4 du texte, qui fixe les catégories de régularisables. L'Assemblée nationale avait décidé d'exclure de bénéfice les étrangers présents en France depuis plus de quinze ans.

Dans la foulée, les députés avaient même adopté un amendement de Suzanne Sauvalle (RPR) permettant la reconduite à la frontière de cette catégorie jusqu'à la fin de l'année. Sur ce point, M. Debré souhaite revenir au texte initial du gouvernement, « à la fois juste et équilibré ». Évaluant à une cinquantaine de cas par an les personnes concernées, M. Debré a affirmé que cette catégorie « est appelée à disparaître, dans l'avenir, grâce à un meilleur contrôle des flux migratoires ».

Concernant les nouvelles dispositions sur les certificats d'hébergement, qui ont fait l'objet d'un avis négatif du Conseil d'État, M. Debré a annoncé qu'une circulaire sera envoyée aux préfets afin d'« établir des règles précises pour permettre une application plus homogène de la loi, dont les préfets devront en outre rendre compte régulièrement ». De son côté, l'Association des maires de France a fait savoir, jeudi, qu'elle est hostile à l'extension des pouvoirs des maires en matière de contrôle des hébergements.

Michel Noblecourt

Jean-Baptiste de Montvalon

Retrouvailles socialistes à Château-Chinon

CHÂTEAU-CHINON (Nièvre)

de notre envoyé spécial

Visiblement, ils n'avaient pas grand-chose à se dire, mais ils étaient là, ensemble. Jeudi 23 janvier à Château-Chinon (Nièvre), Danielle Mitterrand et Lionel Jospin ne se sont pas quittés. Le premier ministre de l'État n'avait pas beaucoup goûté les propos de l'ancien candidat à l'Élysée sur « le droit d'inventaire » des deux septennats. Le premier secrétaire du Parti socialiste ne nourrit pas une passion démesurée pour les rites commémoratifs. Mais, jeudi, c'était « le rassemblement d'une famille de la gauche », selon René-Pierre Signé, maire (PS) de Château-Chinon et sénateur, « o besoin de resserrer ses liens affectifs ».

M. Mitterrand et M. Jospin ont d'abord pris un petit déjeuner face à face. Puis côte à côte, en tête d'une petite troupe de deux cents sympathisants, ils ont inauguré, sur une colline surplombant le parc naturel du Morvan, « l'espace paysager François-Mitterrand ». Selon son concepteur, Jean-Jacques Pernier, il se composera d'une « pierre des ancêtres », exaltée du site gaulois voisin de Bibracte, d'une « salle des échanges », musée animé souterrain avec des discours et des documents de voyages de François Mitterrand, et d'une « chénaie », dont M. Mitterrand a planté le premier chêne le 8 janvier, anniver-

saire de la mort de son mari. L'espace sera surmonté d'un mât avec un laser qui « éclairera le paysage ». Il ne reste à trouver que le financement.

À la mairie, M. Mitterrand et M. Jospin se sont retrouvés avec une brochette d'anciens ministres : Pierre Mauroy, Roland Dumas, Pierre Joxe, René Teulade, Jean Poperen, Ségolène Royal, Edwige Avice, Maire-Noëlle Lhermann, Alain Colinet, François Autain, Louis Mexandeau. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, était aussi parmi ces gardiens de la mémoire qui ont écouté l'hommage de M. Signé à M. Mitterrand et à un PS « revivifié, réajusté, plein d'idées ». « Cher Lionel Jospin, il est temps que nous revenions au pouvoir », a lancé le maire, rappelant les mots de son prédécesseur : « Vous reviendrez au pouvoir plus vite que vous ne le pensez » – le 28 janvier 1995 sur les mêmes lieux.

M. Jospin a juste confié aux journalistes « Ce matin, il y avait quelque chose qui était du domaine du regret, du souvenir, de la nostalgie mais il y avait aussi quelque chose d'un peu joyeux ». Au banquet républicain qui a conclu cette journée de retrouvailles, M. Signé s'est placé entre M. Jospin et M. Mitterrand. Missions accomplies.

Michel Noblecourt

Jean-Baptiste de Montvalon

Quinze mesures nouvelles en faveur de la bande dessinée française

ANGOULÊME

de notre envoyé spécial

Philippe Douste-Blazy, ministre de la Culture, devait annoncer, vendredi 24 janvier, au Festival international de la bande dessinée d'Angoulême (Le Monde du 24 janvier), quinze mesures nouvelles en faveur de la BD française et de son rayonnement international. Et d'abord une augmentation de l'aide financière apportée chaque année à la BD, via la Délégation aux arts plastiques (DAP) et la commission BD du Centre national du livre (CNL) : 11 millions de francs en 1997, soit 1 million de plus qu'en 1996. Les mesures annoncées par le ministre se fondent sur le rapport de la mission présidée par Fred, scénariste et dessinateur, auteur notamment de la série *Philémon* et du *Corbac* aux bas-

sets. La mission dresse un tableau riche et foisonnant de la BD française en 1996. Non seulement les auteurs consacrés dans les années 70-80 continuent à bénéficier des faveurs du public, mais une nouvelle génération d'auteurs – Pascal Rabaté, Aristophane, Lewis Trondheim, Jean-Christophe Menu, etc. – est apparue. Il en va de même des éditeurs, dont certains, nés récemment (Delcourt, Rackham, Zébu, l'Association...), coexistent avec des maisons d'édition plus anciennes. Même la presse

mentales ou municipales « jouent un rôle essentiel de lutte contre l'illettrisme et participent, au tout premier plan, au développement de la lecture » tandis que les institutions comme le Centre national de la bande dessinée et de l'image (Cnbd) d'Angoulême contribuent à la reconnaissance du neuvième art et à son universalité.

Le ministre de la culture n'a pas été insensible à la lecture de ce rapport – dont les quelques chiffres sont édifiants : en 1996, le secteur de la bande dessinée aura vu ses ventes croître de 4,3 % en francs courants (3 % pour l'ensemble de l'édition). Dans les quinze mesures qu'il pro-

pose, on relève : le renforcement du soutien aux principaux festivals de bandes dessinées susceptibles de mieux faire connaître la création française ; la diffusion à l'étranger d'expositions consacrées aux œuvres de la BD et à ses auteurs ; l'augmentation de bourses accordées aux jeunes auteurs ; les actions de sensibilisation à la bande dessinée auprès des scolaires ; le soutien à la production audiovisuelle (en particulier pour les portraits d'auteurs) et aux CD-ROM sur la BD. Philippe Douste-Blazy souhaite aussi afficher sa volonté d'aider la politique d'exportation des éditeurs et de soutenir les nouveaux réseaux d'édition et de diffusion, de créer une section BD à France-Edition, l'organisme de promotion de l'édition française à l'étranger.

Enfin, en plus de la publication d'un *Guide de l'auteur* facilitant les démarches administratives et la publication d'une brochure sur la création contemporaine, en liaison avec les affaires étrangères et l'Association française d'action artistique, le ministre veut augmenter les aides à la traduction de BD, accroître les crédits permettant de compléter les collections d'originaux du musée du Cnbd d'Angoulême, et y favoriser l'utilisation d'Internet.

Yves-Marie Labé

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 24 janvier, à 10 h 15 (Paris)

PERMUTURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 1995,50 - 0,58 - 8,63

Hong Kong Index 13610,50 - 0,60 - 1,11

Tokyo Nikkei sur 3 mois

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au Var. en % Var. en %

Paris CAC 40 2461,25 - 0,77 - 4,28

London FT 100 - - - 3,66

Milan MIB 30 - - - 3,62

Frankfurt Dax 30 2030,89 - 0,07 - 4,92

Burmeses - - - 12,42

Suisse SPS - - - 1,11

Madrid IBS 35 - - - 6,97

Amsterdam CBS - - - 6,08

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

1995,50 - 0,58 - 8,63

Les mots de Papon

par Pierre Georges

IL ARRIVE parfois que les journaux, celui-ci comme les autres, cède à la fameuse tentation du titre. Simplement pour un jeu de mots, pour une formule choc, ou pour ce qu'ils croient être un bonheur d'expression et qui, passée l'épreuve de la publication, s'avère être calamiteux.

Les gens de presse ont tous vécu cela un jour ou l'autre. Ainsi, *France-Soir*, ce vendredi matin, avec en « Une », un très douteux « Papon fait de la résistance ». Le titre est évidemment à double détente ou à double référence. L'une pour signifier que l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde se drapait dans un morceau de drapeau tricolore pour masquer une défraîchie autrement noire. L'autre comme un jeu de mots, presque un pastiche du titre « Papy fait de la résistance », film de dérision comique sur une époque qui l'était beaucoup moins.

Nulle vocation ici à être redresseur de titres. Et d'autant moins que le vigoureux éditorial de Bernard Morrot, le même jour, ne laisse aucune place au doute : *France-Soir* ne confond en rien le sinistre passé reproché à Maurice Papon avec les facilités de l'équipe du Splendid.

Simplement, il ne faut pas jouer avec les mots quand il s'agit de déportation, de wagons plombés, de train en partance pour Drancy et vers les camps de la mort pour près de deux mille juifs. Il ne faut pas jouer avec les mots. Maurice Papon s'en charge, comme le souligne Bernard Morrot, dans d'odieuses comparaisons.

Le vieil homme qui va être jugé, enfin jugé, se défend en d'étranges termes de l'histoire, qui lui serait faite. Il se « victimise » si l'on peut user de ce néologisme, en se drapant – une seconde nature chez lui – dans la mémoire de victimes

célestes. Il ne recule devant rien. Pas même l'outrance abjecte, d'en appeler, comme il le fit dans un étrange communiqué jeudi, au sort fait à d'autres en d'autres temps, à Cicéron et surtout au capitaine Dreyfus.

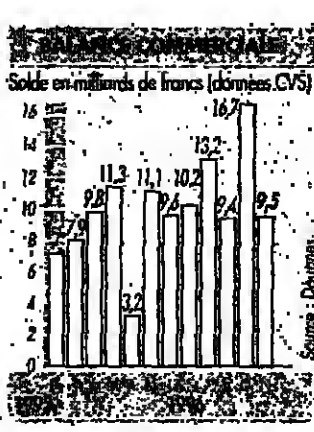
Pas cela, pas Papon ! La référence est indécente, contorsion d'un antisémite pour trouver refuge dans l'injustice faite à un officier juif, capacité caméléonesque d'un bourreau à prendre les couleurs de la justice de l'homme Papon. Pour citer cet homme qui fit ses humanités – ce qui ne constitue, d'évidence, pas un brevet d'humanité – on lui rappellera cette phrase de Chateaubriand qu'il plaça lui-même en exergue de son livre *Les Chevaux de pouvoir* : « Nous tous, qui végions dans les troubles et les agitations, nous n'échapperons pas aux regards de l'Histoire ».

Voilà venir en effet, pour lui et pour nous, ce moment où il n'échappera pas « aux regards de l'Histoire ». Et au-delà, justement, on finit par se demander si ce vieil homme, rattrapé par son passé, ne fut pas un tragique caméléon. Bourreau avec les bourreaux. Collabo avec les collabos. Résistant avec les résistants. Commis de l'État avec les commis de l'État. Ministre avec les ministres.

Parfois, pourtant, même chez les caméléons, le naturel revient au galop. A preuve, ces accusations portées dans le même communiqué contre ses accusateurs, les « shéens de Marc Antoine ». Maurice Papon, selon les bonnes vieilles méthodes de la propagande vichyste, y fait le compte des conjurés : les « communistes », « le lobby gauchiste », les « hautes institutions étrangères » « le sommet de l'État ». Il n'y manque guère, par un opportuniste trou de mémoire, que la « conjuration juive ».

Excédent historique en 1996 pour le commerce extérieur

SECONDE STATISTIQUE publiée vendredi 24 janvier par la direction des douanes, le solde de la balance commerciale française a été positif, en novembre, de 9,5 milliards de francs, en données corrigées des variations saisonnières. Le solde industriel a été à lui seul positif de 9,4 milliards de francs. Il est donc d'ores et déjà acquis que l'excédent commercial historique constaté en 1995 (98 milliards de francs) sera dépassé en 1996. Pour les onze premiers mois de cette année, l'excédent (en données brutes) atteint déjà 109,6 milliards de francs.



Samedi 25 janvier à 13 h 30

TÉMOINS
Le magazine de Paris - Ile-de-France

Jean-Marie LE GUEN
premier secrétaire de la fédération PS de Paris sera interrogé par

Jean-Jacques CROS (*France 3*)
et
Pascale SAUVAGE (*Le Monde*)

Le Monde

*Commande de 6 satellites
(télécommunication, science, observation)*

*10 lancements d'Ariane 4 et
10 nouvelles commandes*

*Airbus franchit le cap des
2000 commandes*

*Commande de 32 hélicoptères
Cougar*

*Lancement du programme
de missiles supersoniques
longue portée VESTA*

*Maîtrise d'œuvre des satellites
multi-missions PROTEUS*

*Plus de 500 commandes
fermées d'ATR*

*Création de Starsem,
société franco-russe d'exploitation
et de vente des Soyouz*

*Lancement de l'Airbus A330-200
(1^{er} vol 97/mise en service 98)*

*Premières interceptions de
cibles réelles par les missiles
anti-missiles ASTER*

*Mise en service de l'hélicoptère de
nouvelle génération EC 135*

*Maîtrise d'œuvre du véhicule
spatial ATV*

*Commande de 3 satellites
météo de nouvelle génération*

Certification de l'ATR 42-100

*Certification de l'Airbus
A340-300E*

*Record mondial de filoguidage
de missiles par fibre optique*

*La Chine choisit le consortium
européen pour un projet d'avion de 100 places*

Voici la preuve qu'il peut être profitable d'avoir la tête dans les étoiles.

*En 1996, Aerospatiale aura démontré
qu'une entreprise qui voit loin peut être
en même temps en pleine forme
économique et financière.*

*Au premier rang de l'industrie aérospa-
tiale civile et militaire mondiale, son
chiffre d'affaires s'établit à 50 milliards
de francs et son résultat annuel sera
très positif (273 millions de francs au
30 juin 1996). Réduit de 13 milliards
en 3 ans, l'endettement est inférieur
aux capitaux propres. Son carnet de
commandes s'accroît et atteint
119 milliards de francs, soit plus de
2 années de chiffre d'affaires.*

*Aerospatiale remercie de ce résultat
dont elle est fière, ses 37500 salariés et
leur esprit de conquête, ses partenaires
européens auxquels elle est unie par de
nombreuses et puissantes alliances, et
tous ses sous-traitants.*



AEROSPATIALE

<http://www.aerospatiale.fr>